POUR LES PARTENAIRES DEUSCODE

Zones franches IT dans le monde : où il est avantageux d'ouvrir une représentation

Régimes préférentiels, technoparcs et zones franches pour les entreprises IT dans 34 pays : qui peut devenir résident, quels impôts et visas le statut apporte, procédure de dépôt pas à pas, coûts, délais et pièges à éviter. Chaque pays dispose de son propre menu, d'un panneau de rubriques et d'un bouton de retour.

34	77	0%
PAYS	RÉGIMES ET ZONES	D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS DANS BEAUCOUP D'ENTRE EUX

Ouvrir le sommaire →

Les taux et délais évoluent, vérifiez les conditions sur les sites officiels avant tout dépôt. Ce document ne constitue pas un conseil juridique. deuscode.tech/fr/partners

TOUS LES PAYS

Choisissez un pays

CEI ET PAYS VOISINS

KZ Kazakhstan
0 % d'impôts pour l'IT à Astana Hub et droit anglais à l'AIFC →

UZ Ouzbékistan
IT Park : 0 % d'impôts jusqu'en 2040, impôt sur le revenu à 7,5 % et visa IT de 3 ans →

KG Kirghizistan
HTP : 1 % du chiffre d'affaires à la place de tous les impôts, régime permanent depuis 2024 →

GE Géorgie
Virtual Zone : 0 % d'impôt sur les sociétés sur l'export IT, statut en 10 jours →

AM Arménie
Régime IT 2025-2031 : 1 % du chiffre d'affaires, IR à 10 % et remboursement d'impôt à l'embauche →

AZ Azerbaïdjan
Résident de technoparc : 0 % d'impôt sur les sociétés et les dividendes pendant 10 ans, impôt sur le revenu 5 % →

RU Russie
Accréditation IT : IS à 5 %, cotisations à 15 %, plus Skolkovo et Innopolis →

BY Biélorussie
HTP : 0 % d'impôt sur les sociétés et de TVA jusqu'en 2049 contre 1 % de prélèvement →

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE

AE Émirats arabes unis
Plus de 40 zones franches, 100 % de détention étrangère, 0 % sur le revenu qualifié →

QA Qatar
QFC : impôt de 10 % et frais de 500 $, technoparc QSTP et zones franches avec 20 ans sans impôt →

SA Arabie saoudite
ZES à 5 % d'impôt pendant 20 ans, zone cloud à Riyad et 0 % pendant 30 ans pour les sièges régionaux →

BH Bahreïn
0 % d'IS dans tout le pays, immatriculation en ligne via Sijilat en 1–2 semaines →

OM Oman
Technoparc KOM et zones franches : exonérations fiscales jusqu'à 30 ans et 100 % de propriété →

EG Égypte
ITIDA, technoparcs Smart Village et Maadi, ristourne jusqu'à 20 % à l'export, zones franches à 1 % du chiffre d'affaires →

MA Maroc
CFC à 0 % pendant 5 ans puis 20 %, incubateurs Technopark et zones Tanger Med pour l'export →

RW Rwanda
Immatriculation en 6 heures, impôt à 15 % pour les TIC et 0 % pour les sièges régionaux →

EUROPE

CY Chypre
IP Box ≈3 % sur les revenus logiciels, statut non-dom pour les propriétaires, recrutement rapide hors UE →

PT Portugal
Madère (MIBC) : 5 % sur les bénéfices d'exportation de services jusqu'en 2033 avec 1–6 emplois →

ES Espagne
ZEC aux Canaries : 4 % d'impôt sur les sociétés avec 3 à 5 emplois, inscription jusqu'à fin 2026 →

TR Turquie
Teknokent : 0 % d'IS et de TVA sur le logiciel, allègements salariaux jusqu'en 2028 →

RS Serbie
IP Box à 3 % sur les revenus de logiciels, double déduction R&D, 36 mois sans impôts pour les fondateurs →

LT Lituanie
Zones économiques franches : 0 % d'impôt sur les sociétés pendant 10 ans, puis la moitié du taux pendant 6 ans →

EE Estonie
e-Residency et 0 % sur les bénéfices non distribués : une société de l'UE entièrement en ligne →

MT Malte
Remboursement de 6/7 de l'impôt à l'actionnaire : taux effectif ≈5 %, plus licences MGA et MiCA →

ASIE ET AMÉRIQUES

MY Malaisie
Statut Malaysia Digital : 100 % de propriété étrangère, recrutement d'expatriés et taux jusqu'à 0 % →

HK Hong Kong
Impôt de 8,25 % sur les premiers 2 millions HK$ de bénéfice, pas de TVA, incubateurs Cyberport et Science Park →

SG Singapour
Pas de zone franche IT : IS à 17 % allégé pour les start-ups, dispositifs EDB pour la tech →

IN Inde
STPI et SEZ IT : export de logiciels sans droits ni GST ; GIFT City : 10 ans d'exonération pour la fintech →

VN Vietnam
Parcs high-tech et projets logiciels : taux de 10 % pendant 15 ans, dont 4 ans sans impôt →

PH Philippines
Parcs IT PEZA : 4 à 7 ans sans impôt sur les sociétés, puis 5 % du revenu brut à la place des impôts →

UY Uruguay
Zones Zonamerica, Aguada Park et WTC : 0 % d'impôts nationaux sur l'exportation de services IT →

PA Panama
Ciudad del Saber et Panamá Pacífico : 0 % d'impôts pour l'IT, régime SEM à 5 % pour les sièges régionaux →

CR Costa Rica
Zona Franca pour l'export de services : 0 % d'IS pendant 8 ans, puis la moitié pendant 4 ans →

CO Colombie
Zonas francas pour les services et le BPO : impôt sur les sociétés de 20 % au lieu de 35 % sur les revenus d'export →

KZ

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · KAZAKHSTAN

Kazakhstan: 0 % d'impôts pour l'IT à Astana Hub et droit anglais à l'AIFC

Le Kazakhstan propose deux régimes pour les entreprises IT. Astana Hub accorde le statut de participant du technoparc avec une exonération totale de l'impôt sur les sociétés (IS, KPN), de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP, IPN), de la taxe sociale et de la TVA sur les activités TIC prioritaires, en contrepartie d'une contribution de 1 % du chiffre d'affaires. L'AIFC (Centre financier international d'Astana) est une juridiction distincte fondée sur la common law anglaise, avec sa propre cour et son régulateur AFSA ; elle convient aux fintechs, aux plateformes d'échange crypto, aux fonds et aux holdings.

Astana Hub : 0 % d'IS, d'IRPP, de taxe sociale et de TVA sur l'IT

Contribution de 1 % des revenus seulement, sans bureau à Astana

AIFC : droit anglais, 0 % d'IS sur la finance jusqu'en 2066

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · Astana Hub →
technoparc

03 · AIFC (Centre financier international d'Astana) →
centre financier

04 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

05 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Kazakhstan: ce que le pays offre à l'IT

Le Kazakhstan propose deux régimes pour les entreprises IT. Astana Hub accorde le statut de participant du technoparc avec une exonération totale de l'impôt sur les sociétés (IS, KPN), de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP, IPN), de la taxe sociale et de la TVA sur les activités TIC prioritaires, en contrepartie d'une contribution de 1 % du chiffre d'affaires. L'AIFC (Centre financier international d'Astana) est une juridiction distincte fondée sur la common law anglaise, avec sa propre cour et son régulateur AFSA ; elle convient aux fintechs, aux plateformes d'échange crypto, aux fonds et aux holdings.

L'essentiel en 30 secondes

- Astana Hub : 0 % d'IS, d'IRPP, de taxe sociale et de TVA sur l'IT
- Contribution de 1 % des revenus seulement, sans bureau à Astana
- AIFC : droit anglais, 0 % d'IS sur la finance jusqu'en 2066
- Visas jusqu'à 5 ans pour les spécialistes IT étrangers

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Astana Hub	technoparc	Toute personne morale immatriculée au Kazakhstan (TOO, l'équivalent de la SARL, ou AO, société par actions), y compris à capital 100 % étranger. Une société...
AIFC (Centre financier international d'Astana)	centre financier	Toute personne, y compris les citoyens et sociétés étrangers, peut créer une société de l'AIFC (Private Company, Ltd, partnership, fonds, SPV)....

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Kazakhstan, le partenaire DeusCode passant par Astana Hub ne paie sur son chiffre d'affaires IT que la contribution de 1 % et 0 % d'IS : la marge se calcule donc presque sur le chiffre d'affaires brut. Les clients paient en tenges sur le compte de la TOO via Kaspi, virement bancaire ou encaissement par carte, et le paiement à la holding en USD passe par un virement international ordinaire, sur la base d'un contrat de développement ou de licence, sans restriction de contrôle des changes. Pour les clients fintech et les projets crypto, le partenaire peut proposer une structure via l'AIFC.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · TECHNOPARC

Astana Hub

Qui peut devenir résident

Toute personne morale immatriculée au Kazakhstan (TOO, l'équivalent de la SARL, ou AO, société par actions), y compris à capital 100 % étranger. Une société étrangère peut déposer une demande en tant que non-résidente du Kazakhstan, mais en pratique les avantages s'appliquent à la personne morale kazakhstanaise. Les succursales et les sociétés dont l'État détient 50 % ou plus ne sont pas admises. La présence physique du fondateur à Astana n'est pas requise, toute la procédure se fait en ligne.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'impôt sur les sociétés (IS) sur les revenus tirés des activités TIC prioritaires
- 0 % de TVA sur les ventes réalisées dans le cadre des activités prioritaires
- 0 % d'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et de taxe sociale sur les salaires des employés
- Exonération de retenue à la source sur les dividendes et redevances versés aux non-résidents pour les activités éligibles (à vérifier à la date du dépôt : une partie des avantages sur les redevances a pris fin en 2024)
- Régime de visas simplifié : visas jusqu'à 5 ans pour les spécialistes étrangers et les membres de leur famille, sans autorisation de recours à la main-d'œuvre étrangère
- Accès aux accélérateurs, subventions, investisseurs et programmes préférentiels d'Astana Hub
- Le statut n'exige pas de louer un bureau dans le technoparc, il est possible de travailler depuis n'importe quelle ville

CONDITIONS ET EXIGENCES

- La personne morale exerce une ou plusieurs activités de la Liste des activités prioritaires dans le domaine des TIC (développement logiciel, SaaS, services IT, centres de données, cybersécurité et autres)
- Les revenus du participant doivent provenir exclusivement des activités prioritaires, sinon la part concernée est imposée selon le régime général
- À compter du 1er janvier 2029, l'activité doit être principalement tournée vers l'export et la part des revenus provenant des organismes publics et du secteur parapublic du Kazakhstan ne doit pas dépasser 50 % du revenu annuel total
- Absence de dette fiscale (seuil toléré : 6 MRP, l'indice de calcul mensuel, au maximum)
- Business plan avec des KPI et le volume d'export attendu sur 3 ans
- Les succursales de sociétés étrangères et les organisations à participation publique de 50 % ou plus ne sont pas admises

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation d'une TOO au Kazakhstan

Le fondateur étranger obtient un IIN (numéro d'identification individuel, via un centre de services publics TsON ou un consulat) et une signature électronique (EDS). La TOO est immatriculée en ligne sur le portail egov.kz ou via un TsON, aucun droit d'enregistrement n'est perçu pour les petites entreprises. Délai : 1 à 3 jours ouvrés. Une adresse de siège social au Kazakhstan est nécessaire, un contrat de bail ou un service de bureau virtuel convient.

02

Étape 2. Préparation du business plan et des documents

Rédigez un business plan selon le modèle d'Astana Hub : description du produit, codes des activités TIC prioritaires retenues, KPI de chiffre d'affaires et d'export sur 3 ans, informations sur l'effectif. Obtenez une attestation d'absence de dette fiscale dans l'espace personnel du contribuable (cabinet.salyk.kz).

03

Étape 3. Dépôt de la demande sur astanahub.com

Créez un espace personnel sur astanahub.com, ouvrez la rubrique « Devenir participant », remplissez la demande électronique, téléversez le business plan, les documents constitutifs et les attestations, puis signez avec votre signature électronique. Le contrôle de complétude prend jusqu'à 5 jours ouvrés ; en cas de remarques, la demande est renvoyée pour correction.

04

Étape 4. Commission de sélection et contrat

La commission de sélection examine la demande sous 10 jours ouvrés, la notification est envoyée dans les 5 jours ouvrés. Délai total : 15 jours ouvrés au maximum, hors corrections. Après une décision favorable, signez le contrat sur les conditions de participation et recevez le certificat de participant.

05

Étape 5. Enregistrement fiscal et début des avantages

Informez l'administration fiscale de votre statut de participant du technoparc via l'espace personnel du contribuable afin d'appliquer 0 % d'IS et de TVA. Mettez en place le calcul trimestriel de la contribution de 1 % et le reporting à Astana Hub.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande électronique sur le portail astanahub.com
- Statuts et attestation d'immatriculation de la personne morale
- Business plan selon le modèle du technoparc, avec KPI et volume d'export sur 3 ans
- Attestation d'absence de dette fiscale
- Informations sur l'effectif et les compétences des employés
- Documents des fondateurs et du dirigeant (carte d'identité ou passeport, IIN)
- Description du produit et justification de sa conformité aux activités prioritaires

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droit d'enregistrement pour l'immatriculation de la TOO	**0 $ (non perçu pour les petites et moyennes entreprises)**
Dépôt de la demande auprès d'Astana Hub	**0 $**
Contribution de participant	**1 % des revenus chaque trimestre, avant le 25 du mois suivant le trimestre**
Siège social ou bureau virtuel	**≈ 300-1 000 $ par an**
Audit obligatoire au-delà de 100 millions de tenges de revenus par an	**≈ 1 500-4 000 $**

Délais

De l'immatriculation de la TOO au statut de participant : 3 à 5 semaines, dont 1 à 3 jours pour l'immatriculation, 1 à 2 semaines pour le business plan et jusqu'à 15 jours ouvrés d'examen.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Verser la contribution de 1 % des revenus chaque trimestre et remettre un rapport au technoparc
- Atteindre les KPI du business plan : un retard de plus de 50 % entraîne l'exclusion
- Réaliser l'audit obligatoire au-delà de 100 millions de tenges de revenus annuels et remettre le rapport avant le 1er juillet

- Tenir une comptabilité séparée des revenus des activités prioritaires et des autres activités
- Déposer les déclarations fiscales standard du Kazakhstan, y compris les formulaires d'IS et de TVA à taux zéro

PIÈGES À ÉVITER

- Les revenus d'activités non prioritaires (revente de matériel, conseil hors TIC, par exemple) sont imposés selon le régime général et peuvent motiver une exclusion
- Un business plan aux KPI surévalués : un retard de plus de 50 % sur le plan est un motif de retrait du statut
- Un audit oublié au-delà de 100 millions de tenges de revenus entraîne l'exclusion
- Les avantages courent jusqu'au 1er janvier 2029, leur prolongation n'est pas encore inscrite dans la loi, prévoyez le risque d'un changement des conditions
- À partir de 2029, la part des commandes publiques est plafonnée à 50 % et l'orientation export devient obligatoire, planifiez la structure de votre clientèle à l'avance

LIENS OFFICIELS

Site officiel d'Astana Hub https://astanahub.com

Portail d'immatriculation des personnes morales egov.kz https://egov.kz

Espace personnel du contribuable du Comité des recettes publiques du ministère des Finances du Kazakhstan https://cabinet.salyk.kz

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · CENTRE FINANCIER

AIFC (Centre financier international d'Astana)

Qui peut devenir résident

Toute personne, y compris les citoyens et sociétés étrangers, peut créer une société de l'AIFC (Private Company, Ltd, partnership, fonds, SPV). L'immatriculation est assurée par le régulateur AFSA. Les services financiers, de paiement et crypto exigent une licence AFSA ; pour les activités non financières (développement IT, conseil), une immatriculation comme ancillary ou ordinary company suffit. Les ressortissants de pays sous sanctions font l'objet d'un contrôle renforcé.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'IS sur les revenus des services financiers licenciés par l'AFSA jusqu'au 1er janvier 2066
- 0 % d'IS et de TVA sur les services juridiques, d'audit, comptables et de conseil rendus aux participants de l'AIFC jusqu'en 2066
- 0 % d'IRPP pour les employés étrangers des participants de l'AIFC sur les revenus de leur travail dans le centre jusqu'en 2066
- Exonération d'impôt sur les dividendes et les plus-values sur les titres des participants de l'AIFC
- Common law anglaise, Cour de l'AIFC et Centre d'arbitrage international (IAC) propres, avec exécution des décisions au Kazakhstan
- Bac à sable réglementaire FinTech Lab pour lancer des produits fintech et crypto avec des exigences allégées
- Régime de change libre, comptes en USD et EUR auprès des banques du Kazakhstan et des participants de l'AIFC
- Les employés étrangers travaillent sans permis de travail, visas de participant de l'AIFC jusqu'à 5 ans

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Bureau enregistré dans l'AIFC (physique ou virtuel) et secrétaire de société
- Pour les activités soumises à licence : capital minimum, Compliance Officer et MLRO désignés, business plan et politiques AML
- Exigence de substantial presence : des employés ou un bureau réels à Astana pour conserver les avantages fiscaux
- Les avantages fiscaux ne s'appliquent qu'aux revenus des services financiers et des services rendus aux participants de l'AIFC ; le développement IT ordinaire pour des clients externes est imposé selon les règles générales du Kazakhstan
- Reporting annuel et audit pour les sociétés licenciées

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Choix de la forme et consultation préalable

Déterminez si une licence est nécessaire : paiements, courtage, plateforme crypto (DATF), conservation d'actifs et gestion d'actifs sont licenciés par l'AFSA, contrairement au développement logiciel et au conseil. Adressez une demande via le portail de l'AFSA (afsa.aifc.kz) ou écrivez au service d'immatriculation pour obtenir des recommandations sur la structure.

02

Étape 2. Immatriculation de la société via le portail de l'AFSA

Créez un compte sur le portail en libre-service de l'AFSA, remplissez le formulaire de constitution, téléversez les statuts (un modèle type est possible), les passeports des fondateurs et administrateurs, un justificatif d'adresse et le contrat de bureau enregistré. Réglez les frais d'immatriculation. Délai : 5 à 7 jours ouvrés.

03

Étape 3. Licence AFSA si nécessaire

Pour les services financiers et crypto, déposez une demande de licence : business plan, modèle financier, politiques AML et KYC, candidats aux postes clés, justificatif de capital. L'examen prend de 2 à 6 mois selon le type de licence. Option pour démarrer : FinTech Lab, avec un périmètre limité pendant 1 à 2 ans.

04

Étape 4. Ouverture du compte bancaire

Après l'immatriculation, ouvrez un compte auprès d'une banque du Kazakhstan (Halyk, Freedom, ForteBank, Kaspi pour les entreprises) ou d'une banque participante de l'AIFC. La banque demandera un dossier de conformité : structure de détention, origine des fonds, description des clients. Délai : 1 à 4 semaines.

05

Étape 5. Enregistrement fiscal et lancement

Obtenez un BIN et enregistrez-vous auprès de l'administration fiscale du Kazakhstan comme participant de l'AIFC, puis déposez une notification d'application du régime préférentiel. Désignez un secrétaire de société, tenez le registre des associés et remettez le rapport annuel à l'AFSA.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Formulaire de constitution sur le portail de l'AFSA
- Statuts (modèle AFSA ou statuts propres)
- Passeports et justificatifs d'adresse des fondateurs, administrateurs et bénéficiaires
- Structure de détention et informations sur les bénéficiaires effectifs (UBO)
- Contrat de bureau enregistré dans l'AIFC
- Business plan et modèle financier (pour les sociétés soumises à licence)
- Politiques AML/KYC et désignation du Compliance Officer et du MLRO (pour les sociétés soumises à licence)
- CV et justificatifs de qualification des personnes clés

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais d'immatriculation AFSA pour une société	**≈ 300-500 $**
Frais annuels de renouvellement de l'immatriculation	**≈ 1 000-2 000 $**
Bureau enregistré (virtuel)	**≈ 1 200-2 400 $ par an**
Licence FinTech Lab (bac à sable)	**≈ 3 000-8 000 $ par an**
Licence de services de paiement	**≈ 10 000-20 000 $ par an plus un capital à partir de 100 000 $**
Licence de plateforme crypto (DATF)	**≈ 25 000-50 000 $ par an plus un capital à partir de 500 000 $**
Compliance Officer et MLRO externalisés	**≈ 6 000-18 000 $ par an**

Délais

Société non financière : 2 à 4 semaines jusqu'à l'immatriculation et l'ouverture du compte. Fintech ou société crypto licenciée : 3 à 6 mois jusqu'au lancement complet.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Renouvellement annuel de l'immatriculation et paiement des frais de l'AFSA
- Comptes annuels, et pour les sociétés licenciées audit et reporting prudentiel

- Maintien d’une substantial presence à Astana, faute de quoi l’administration fiscale peut requalifier la société et redresser l’IS à 20 %
- Respect des règles AML : MLRO et Compliance Officer désignés, vérification des clients, déclarations d’opérations suspectes
- Tenue des registres des administrateurs, associés et bénéficiaires, notification des changements à l’AFSA

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ L’exonération d’IS à 0 % ne couvre pas le développement IT ordinaire pour des clients externes ; pour un studio produit ou d’outsourcing, Astana Hub est plus avantageux
- ⚠ Un bureau virtuel sans employés ne passe pas le test de substantial presence, l’administration fiscale du Kazakhstan contrôle activement
- ⚠ L’ouverture d’un compte bancaire pour une société dont les bénéficiaires viennent de pays sous sanctions prend des mois et peut être refusée
- ⚠ Le coût de la licence et des fonctions obligatoires rend l’AIFC onéreux pour une équipe sans chiffre d’affaires
- ⚠ Les délais de licence dépassent souvent ceux annoncés, prévoyez une marge de 2 à 3 mois

LIENS OFFICIELS

Site officiel de l’AIFC https://aifc.kz

Régulateur AFSA https://afsa.aifc.kz

Cour de l’AIFC et Centre d’arbitrage international https://court.aifc.kz

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Halyk Bank, ForteBank, Freedom Bank, Bank CenterCredit et Kaspi Business ouvrent un compte pour une TOO, généralement sous 1 à 5 jours après l'immatriculation, sur visite du dirigeant ou par signature électronique. Les comptes en devises (USD et EUR) s'ouvrent sans restriction et les recettes d'export ne sont pas soumises à cession obligatoire. Encaissement des paiements de l'étranger : SWIFT, Stripe via des services partenaires, Freedom Pay et Kaspi Pay pour les cartes locales.

Visas et résidence

Les participants d'Astana Hub et de l'AIFC obtiennent pour leurs employés étrangers et leurs familles des visas de catégorie C3 ou des visas de travail jusqu'à 5 ans, sans autorisation de recours à la main-d'œuvre étrangère. Le fondateur peut obtenir un visa d'affaires ou un titre de séjour au titre de son emploi dans sa propre société. Les citoyens de l'UEEA travaillent sans permis.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Kazakhstan, le partenaire DeusCode passant par Astana Hub ne paie sur son chiffre d'affaires IT que la contribution de 1 % et 0 % d'IS : la marge se calcule donc presque sur le chiffre d'affaires brut. Les clients paient en tenges sur le compte de la TOO via Kaspi, virement bancaire ou encaissement par carte, et le paiement à la holding en USD passe par un virement international ordinaire, sur la base d'un contrat de développement ou de licence, sans restriction de contrôle des changes. Pour les clients fintech et les projets crypto, le partenaire peut proposer une structure via l'AIFC.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les avantages fiscaux d'Astana Hub sont inscrits dans le Code des impôts jusqu'au 1er janvier 2029, leur prolongation est en discussion, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Depuis 2026, les règles de participation ont été durcies : KPI, audit obligatoire à partir de 100 millions de tenges, et à partir de 2029 orientation export et plafond de 50 % sur les commandes publiques
- ⚠ Les frais de l'AFSA et les tarifs des licences sont donnés à titre indicatif, consultez le barème actuel sur afsa.aifc.kz, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Le Kazakhstan n'a pas adopté de sanctions contre la Russie et le Bélarus, mais les banques respectent les sanctions secondaires : les paiements vers des banques russes et bélarusses sous sanctions passent avec des restrictions, et les bénéficiaires russes font l'objet d'une conformité renforcée

⚠ Le nouveau Code des impôts du Kazakhstan est en vigueur depuis le 1er janvier 2026, certaines formulations des avantages pour les technoparcs ont pu changer, vérifiez sur cabinet.salyk.kz

---

UZ

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · OUZBÉKISTAN

Ouzbékistan: IT Park : 0 % d'impôts jusqu'en 2040, impôt sur le revenu à 7,5 % et visa IT de 3 ans

IT Park Uzbekistan est le régime unique pour les entreprises IT du pays : les résidents sont exonérés d'impôt sur les sociétés, de TVA, de taxe sur le chiffre d'affaires et de taxe sociale, et leurs salariés paient un impôt sur le revenu de 7,5 %. Les avantages sont garantis jusqu'au 1er janvier 2040. Les entreprises étrangères et les équipes en relocalisation disposent des programmes Zero Risk (Incentives), TashRush et IT Visa, avec bureau gratuit, aide à l'immatriculation et visas jusqu'à 3 ans.

0 % d'IS, de TVA, de taxe sur le CA et de taxe sociale jusqu'en 2040

Impôt sur le revenu des salariés à 7,5 % au lieu de 12 %

Visa IT jusqu'à 3 ans pour les fondateurs et les spécialistes

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · IT Park Uzbekistan
technoparc →

03 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

04 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Ouzbékistan: ce que le pays offre à l'IT

IT Park Uzbekistan est le régime unique pour les entreprises IT du pays : les résidents sont exonérés d'impôt sur les sociétés, de TVA, de taxe sur le chiffre d'affaires et de taxe sociale, et leurs salariés paient un impôt sur le revenu de 7,5 %. Les avantages sont garantis jusqu'au 1er janvier 2040. Les entreprises étrangères et les équipes en relocalisation disposent des programmes Zero Risk (Incentives), TashRush et IT Visa, avec bureau gratuit, aide à l'immatriculation et visas jusqu'à 3 ans.

L'essentiel en 30 secondes

- 0 % d'IS, de TVA, de taxe sur le CA et de taxe sociale jusqu'en 2040
- Impôt sur le revenu des salariés à 7,5 % au lieu de 12 %
- Visa IT jusqu'à 3 ans pour les fondateurs et les spécialistes
- Bureau gratuit jusqu'à 12 mois via le programme Zero Risk

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
IT Park Uzbekistan	technoparc	Personne morale immatriculée en Ouzbékistan (généralement une SARL locale, OOO), y compris les sociétés à capital 100 % étranger. Une société étrangère peut…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Ouzbékistan, une fois le statut de résident d'IT Park obtenu, ne paie sur son chiffre d'affaires IT que la contribution de 1 %, avec 0 % d'impôt sur les sociétés et de TVA, de sorte que la marge se calcule presque sur le chiffre d'affaires brut. Les clients paient en soums sur le compte de la SARL via Payme, Click, Uzum ou par virement bancaire, et les règlements avec la holding en USD passent par virement international au titre d'un contrat de développement ou de licence ; le contrôle des changes ne fait pas obstacle à l'export. Le programme Zero Risk couvre en plus le bureau et une partie de la masse salariale au démarrage.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · TECHNOPARC

IT Park Uzbekistan

Qui peut devenir résident

Personne morale immatriculée en Ouzbékistan (généralement une SARL locale, OOO), y compris les sociétés à capital 100 % étranger. Une société étrangère peut devenir résidente via une filiale ou une succursale ; un avantage distinct d'impôt sur les sociétés pour les personnes morales étrangères s'applique en cas d'export de services IT supérieur à 10 000 000 $ par an. Les entrepreneurs individuels ne peuvent pas devenir résidents, mais peuvent opérer via une SARL.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'impôt sur les sociétés et 0 % de taxe sur le chiffre d'affaires sur les revenus des activités autorisées
- 0 % de TVA sur la vente de services IT, export compris, et 0 % de TVA à l'import de services IT
- 0 % de taxe sociale sur la masse salariale
- Impôt sur le revenu des salariés à 7,5 % au lieu des 12 % standard
- Exonération des droits de douane à l'import d'équipements, de composants et de logiciels non produits en Ouzbékistan
- 0 % de taxe sur les biens immobiliers et de taxe foncière pour les actifs utilisés dans l'activité IT (à vérifier à la date du dépôt)
- Les fondateurs, dirigeants et spécialistes étrangers obtiennent un visa IT à entrées multiples jusqu'à 3 ans, renouvelable sans quitter le pays
- Programme Zero Risk (Incentives) : bureau gratuit jusqu'à 12 mois, équipement jusqu'à 100 postes de travail, compensation jusqu'à 15 % de la masse salariale et d'une partie des frais de recrutement à partir de 10 postes créés
- Paiement de la publicité et des abonnements logiciels par carte d'entreprise à partir des recettes d'export jusqu'à 500 000 $ par an sans enregistrement dans E-contract (à partir du 1er janvier 2026)

CONDITIONS ET EXIGENCES

- L'activité correspond strictement à la liste approuvée des activités d'IT Park : développement logiciel, SaaS, externalisation IT, BPO, design, jeux vidéo, centres de données, cybersécurité, formation IT et autres
- Les revenus proviennent uniquement des activités autorisées, tout autre revenu entraîne la perte des avantages
- Pour certains domaines (formation en ligne, marketing numérique), export de plus de 50 % du revenu vers au moins deux pays
- Business plan sur 3 ans décrivant le produit, les marchés et les effectifs
- À partir du 1er avril 2026, les organismes de paiement, les opérateurs de systèmes de paiement, les places de marché et les organismes de microfinance ne bénéficient plus des avantages
- Contribution mensuelle de 1 % du chiffre d'affaires versée à IT Park (à partir du 1er avril 2026, le montant dépend du volume de revenus et d'export, à vérifier à la date du dépôt)

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation d'une SARL en Ouzbékistan

Le fondateur étranger immatricule une SARL via le Centre des services publics ou en ligne sur my.gov.uz avec une signature électronique ; un siège social en Ouzbékistan est nécessaire. Délai de 1 à 3 jours ouvrés, les frais officiels pour les sociétés à participation étrangère sont modestes. Dans le cadre du programme TashRush, IT Park accompagne gratuitement l'immatriculation, y compris la recherche d'une adresse et l'ouverture du compte.

02 **Étape 2. Préparation du business plan et des documents**

Rédigez un business plan sur 3 ans selon le modèle d'IT Park : produit, technologies, marchés cibles, plan de chiffre d'affaires et d'export, effectifs. Préparez les statuts, le certificat d'immatriculation, les informations sur les fondateurs et le dirigeant, ainsi que la description des activités avec les codes de la liste d'IT Park.

03 **Étape 3. Dépôt de la demande sur my.it-park.uz**

Créez un espace personnel sur my.it-park.uz, remplissez le formulaire de résident, téléversez les documents et signez avec la signature électronique. La direction vérifie la complétude du dossier et expertise le business plan ; en cas de questions, elle organise un entretien en ligne. Délai d'expertise de 15 à 30 jours ouvrés.

04 **Étape 4. Contrat avec la direction et inscription au registre**

Après approbation, signez le contrat de résidence avec la direction d'IT Park : la société est inscrite au registre des résidents et reçoit un certificat. Les avantages fiscaux s'appliquent à compter de la date d'inscription au registre.

05 **Étape 5. Notification de l'administration fiscale et mise en place du reporting**

Via l'espace contribuable my.soliq.uz, déposez une notification de statut de résident et passez aux taux nuls. Mettez en place le calcul mensuel de la contribution de 1 % (avant le 20 du mois suivant) et les rapports trimestriels à la direction. Faites établir les visas IT de vos salariés via IT Park.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande de résident dans l'espace personnel my.it-park.uz
- Statuts et certificat d'immatriculation de la SARL
- Business plan sur 3 ans selon le modèle d'IT Park
- Informations sur les fondateurs et le dirigeant (passeports, PINFL)
- Description des activités rattachées à la liste d'IT Park
- Informations sur les effectifs et la qualification des salariés
- Attestation d'absence de dettes fiscales (pour les sociétés existantes)

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais officiels d'immatriculation de la SARL	**≈ 30–100 $ selon la composition des fondateurs**
Dépôt de la demande auprès d'IT Park	**0 $**
Contribution du résident	**1 % du chiffre d'affaires par mois, contribution nulle en l'absence de chiffre d'affaires**
Siège social ou bureau virtuel	**≈ 200–600 $ par an**
Audit annuel obligatoire	**≈ 800–2 500 $**
Visa IT pour un spécialiste étranger	**≈ 0–100 $ de frais consulaires, démarche via IT Park**

Délais

De l'immatriculation de la SARL au statut de résident, 4 à 7 semaines : 1 à 3 jours d'immatriculation, 1 à 2 semaines de préparation du business plan, 15 à 30 jours ouvrés d'expertise.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Payer la contribution de 1 % du chiffre d'affaires avant le 20 du mois suivant le mois de référence

- Remettre des rapports d’activité trimestriels à la direction d’IT Park
- Passer un audit annuel et fournir le rapport d’audit
- Respecter la spécialisation : revenus uniquement issus des activités autorisées
- Enregistrer les contrats d’export dans le système E-contract (sauf paiements pour des logiciels développés et petits contrats jusqu’à 5 000 $)

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Un revenu hors liste des activités (revente, conseil, location) entraîne la perte des avantages pour toute la période
- ⚠ Trois retards de reporting ou le non-paiement de la contribution de 1 % constituent un motif de radiation du registre
- ⚠ Un business plan aux chiffres irréalistes ralentit l’expertise, la direction pose des questions complémentaires
- ⚠ Depuis le 1er avril 2026, les règles de contribution et la liste des activités exclues ont changé, vérifiez la version en vigueur avant le dépôt
- ⚠ Contrôle des changes : les recettes d’export doivent arriver sur un compte en Ouzbékistan dans le délai prévu au contrat, sous peine d’amendes

LIENS OFFICIELS

Site officiel d’IT Park Uzbekistan https://it-park.uz

Espace personnel du résident https://my.it-park.uz

Portail des services publics https://my.gov.uz

Comité d’État des impôts https://soliq.uz

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Un compte de SARL s'ouvre chez Ipoteka Bank, Kapitalbank, Hamkorbank, Asakabank, TBC Uzbekistan et d'autres en 1 à 5 jours ; pour les résidents d'IT Park, les banques proposent des programmes IT dédiés. Les comptes en devises en USD et en EUR s'ouvrent librement, les recettes d'export ne sont plus soumises à la vente obligatoire depuis 2019. Encaissement des paiements de l'étranger : SWIFT, Payoneer, Stripe via des partenaires, cartes locales via Payme, Click et Uzum.

Visas et résidence

Le visa IT, valable jusqu'à 3 ans avec entrées multiples, est délivré aux fondateurs, dirigeants et spécialistes étrangers des résidents d'IT Park ainsi qu'à leurs familles ; il se renouvelle sans quitter le pays et facilite l'obtention d'un titre de séjour. Les titulaires d'un visa IT peuvent acheter un bien immobilier sans condition de prix et accéder aux soins et à l'éducation au même titre que les citoyens.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Ouzbékistan, une fois le statut de résident d'IT Park obtenu, ne paie sur son chiffre d'affaires IT que la contribution de 1 %, avec 0 % d'impôt sur les sociétés et de TVA, de sorte que la marge se calcule presque sur le chiffre d'affaires brut. Les clients paient en soums sur le compte de la SARL via Payme, Click, Uzum ou par virement bancaire, et les règlements avec la holding en USD passent par virement international au titre d'un contrat de développement ou de licence ; le contrôle des changes ne fait pas obstacle à l'export. Le programme Zero Risk couvre en plus le bureau et une partie de la masse salariale au démarrage.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

04 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les avantages fiscaux d'IT Park sont garantis jusqu'au 1er janvier 2040 par décret présidentiel ; vérifiez à la date du dépôt les taux de taxe sur les biens immobiliers et de taxe foncière
- ⚠ Depuis le 1er avril 2026, le montant de la contribution du résident dépend du revenu et de l'export, et les organismes de paiement, places de marché et organismes de microfinance ont perdu leurs avantages ; consultez la version en vigueur sur it-park.uz
- ⚠ L'avantage d'impôt sur les sociétés pour les personnes morales étrangères résidentes en cas d'export supérieur à 10 000 000 $ s'applique du 1er février 2025 au 1er janvier 2030
- ⚠ Les frais officiels et le coût de l'audit sont indicatifs, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ L'Ouzbékistan n'a pas adopté de sanctions contre la Russie, mais les banques respectent les sanctions secondaires : les virements vers les banques russes sanctionnées sont limités et les bénéficiaires effectifs russes font l'objet d'un

contrôle renforcé

KG

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · KIRGHIZISTAN

Kirghizistan: HTP : 1 % du chiffre d'affaires à la place de tous les impôts, régime permanent depuis 2024

Le Parc des hautes technologies de la République kirghize remplace l'impôt sur les sociétés, la TVA et la taxe sur les ventes par une contribution unique de 1 % du chiffre d'affaires versée à la direction du parc (un passage à 2 % est attendu à partir de 2027). Les salariés paient un impôt sur le revenu de 5 %, les cotisations sociales sont calculées sur une base forfaitaire. En novembre 2024, le régime a été rendu permanent. Il convient aux studios exportateurs et aux équipes produit, y compris aux sociétés à fondateurs étrangers.

1 % du chiffre d'affaires au lieu de l'IS, de la TVA et de la taxe sur les ventes

Impôt sur le revenu des salariés à 5 %

Régime permanent, enregistrement gratuit

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Parc des hautes technologies de la République kirghize (HTP KR)
technoparc →

03 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

04 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Kirghizistan: ce que le pays offre à l'IT

Le Parc des hautes technologies de la République kirghize remplace l'impôt sur les sociétés, la TVA et la taxe sur les ventes par une contribution unique de 1 % du chiffre d'affaires versée à la direction du parc (un passage à 2 % est attendu à partir de 2027). Les salariés paient un impôt sur le revenu de 5 %, les cotisations sociales sont calculées sur une base forfaitaire. En novembre 2024, le régime a été rendu permanent. Il convient aux studios exportateurs et aux équipes produit, y compris aux sociétés à fondateurs étrangers.

L'essentiel en 30 secondes

- 1 % du chiffre d'affaires au lieu de l'IS, de la TVA et de la taxe sur les ventes
- Impôt sur le revenu des salariés à 5 %
- Régime permanent, enregistrement gratuit
- Fondateurs étrangers admis sans restriction

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Parc des hautes technologies de la République kirghize (HTP KR)	technoparc	Personne morale immatriculée au Kirghizistan (généralement une SARL locale, OsOO) ou entrepreneur individuel. Les fondateurs peuvent être des citoyens…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Kirghizistan, sous le régime du HTP, le partenaire DeusCode paie 1 % de son chiffre d'affaires IT (2 % à partir de 2027), sans impôt sur les sociétés ni TVA : la marge se calcule presque sur le chiffre d'affaires brut. Les clients paient en soms sur le compte de l'OsOO par virement bancaire ou par carte, les règlements avec la holding en USD passent par un virement international au titre d'un contrat de développement, ce qui satisfait en même temps l'exigence d'exportation. Les faibles cotisations sociales rendent le recrutement d'une équipe locale avantageux.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · TECHNOPARC

Parc des hautes technologies de la République kirghize (HTP KR)

Qui peut devenir résident

Personne morale immatriculée au Kirghizistan (généralement une SARL locale, OsOO) ou entrepreneur individuel. Les fondateurs peuvent être des citoyens étrangers ou des sociétés étrangères, sans limitation de part au capital. Une société étrangère peut opérer via une succursale, mais en pratique c'est une OsOO locale qui est enregistrée comme résident. Le demandeur doit exercer une activité figurant sur la liste du HTP et prévoir d'exporter.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération de l'impôt sur les sociétés, de la TVA et de la taxe sur les ventes pour l'activité du résident
- Contribution unique de 1 % du chiffre d'affaires versée à la direction du HTP (hausse à 2 % attendue en 2027, à vérifier à la date du dépôt)
- Impôt sur le revenu prélevé sur les salaires à 5 % au lieu de 10 %
- Cotisations au Fonds social de 12 % calculées sur une base forfaitaire (environ 40 $ par mois et par salarié), et non sur le salaire réel
- Régime du HTP à durée indéterminée depuis novembre 2024, auparavant limité à 2026
- Enregistrement du résident gratuit, sans obligation de bureau sur le territoire du parc
- Procédure simplifiée pour les spécialistes étrangers, accès aux subventions et aux accélérateurs du HTP

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activité figurant sur la liste du HTP : développement logiciel, conseil IT, SaaS, fintech, IA, blockchain, traitement de données, externalisation IT
- Au moins 90 % des revenus issus de l'activité IT principale (70 % auparavant, vérifiez le seuil en vigueur à la date du dépôt)
- Au moins 80 % des revenus issus de l'exportation : les nouveaux résidents disposent de 18 mois au maximum pour atteindre ce seuil
- Business plan décrivant le produit, les marchés et les prévisions financières sur 3 ans
- Effectif de spécialistes du domaine : en pratique, au moins 3 salariés avec une formation ou une expérience en IT sont attendus
- Absence de dettes fiscales

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation d'une OsOO au Kirghizistan

Le fondateur étranger immatricule une OsOO auprès du ministère de la Justice de la République kirghize via un centre de services publics (TsON) ou le portail en ligne, en 1 à 3 jours ouvrés ; une adresse juridique à Bichkek ou dans une autre ville est nécessaire. Le capital social est minimal, le droit d'État est symbolique. Obtenez le numéro fiscal (INN) ainsi que l'enregistrement auprès du Fonds social et de l'administration fiscale.

02

Étape 2. Préparation du dossier

Remplissez la demande et la fiche d'identité de la personne morale selon le formulaire du HTP, préparez un business plan sur 3 ans décrivant le produit, les marchés d'exportation ciblés et le modèle financier, réunissez les documents constitutifs, les informations sur les fondateurs, le directeur et les salariés, le bilan comptable et la description des projets en cours.

03

Étape 3. Dépôt auprès de la direction du HTP

Déposez le dossier auprès de la direction du HTP à Bichkek (en version papier, avec copies électroniques) avant le 20 du mois pour être inscrit à la prochaine séance. La direction vérifie que le dossier est complet et transmet la demande au Conseil d'experts.

04

Étape 4. Conseil d'experts et enregistrement initial

Le Conseil d'experts siège chaque mois, l'examen prend jusqu'à 15 jours ouvrés, le demandeur n'assiste pas à la séance. En cas d'approbation, la société reçoit un certificat d'enregistrement initial de résident ; le régime à 1 % s'applique à partir de ce moment.

05

Étape 5. Confirmation du statut et reporting

Au cours de la première période (de 6 à 18 mois), le résident confirme avoir atteint le seuil d'exportation de 80 % et obtient l'enregistrement permanent. Mettez en place les rapports trimestriels et le versement de 1 % à la direction, l'audit externe annuel, et informez le service des impôts de l'application du régime du HTP.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande d'enregistrement en tant que résident du HTP selon le formulaire établi
- Fiche d'identité de la personne morale (questionnaire) selon le formulaire du HTP
- Statuts, certificat d'immatriculation, extrait du registre
- Informations sur les fondateurs et le directeur (passeports, numéros fiscaux INN)
- Business plan décrivant l'activité, les marchés et les prévisions financières sur 3 ans
- Bilan comptable à la dernière date de clôture
- Informations sur les salariés, leur formation et leur expérience
- Attestation d'absence de dettes fiscales

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droit d'État pour l'immatriculation d'une OsOO	**≈ 5-20 $**
Enregistrement du résident du HTP	**0 $**
Contribution à la direction du HTP	**1 % du chiffre d'affaires chaque trimestre (≈ 2 % à partir de 2027)**
Adresse juridique ou bureau virtuel	**≈ 150-500 $ par an**
Audit externe annuel	**≈ 500-1500 $**
Cotisations sociales par salarié	**≈ 40 $ par mois (12 % d'une base forfaitaire)**

Délais

De l'immatriculation de l'OsOO au certificat de résident : 4 à 8 semaines si le dossier est déposé avant le 20 du mois. Confirmation complète du statut sous 6 à 18 mois, une fois le seuil d'exportation atteint.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Verser 1 % du chiffre d'affaires à la direction du HTP chaque trimestre et remettre les rapports trimestriels
- Atteindre une part d'exportation d'au moins 80 % dans les 18 mois et la maintenir
- Maintenir la part des revenus IT au-dessus du seuil fixé (90 %)
- Passer un audit externe annuel

- ✦ Déposer les déclarations fiscales auprès du Service national des impôts de la République kirghize avec la mention du régime du HTP

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Une part des revenus IT inférieure au seuil ou des défauts répétés de versement du 1 % entraînent la perte du statut avec rappel d'impôts
- ⚠ Dépôt papier et calendrier mensuel du Conseil : un retard dans les documents repousse la décision d'un mois
- ⚠ Travailler pour le marché local sans exporter ne satisfait pas l'exigence des 80 %, le régime est conçu pour les exportateurs
- ⚠ Le taux de la contribution devrait passer à 2 % à partir de 2027, intégrez-le dans votre modèle
- ⚠ La conformité bancaire s'est durcie pour les fondateurs venant de Russie et de Biélorussie, l'ouverture d'un compte peut prendre plusieurs semaines

LIENS OFFICIELS

Site officiel du HTP de la République kirghize https://htp.kg

Règlement sur la procédure d'enregistrement des résidents du HTP (ministère de la Justice de la République kirghize) https://cbd.minjust.gov.kg/46-2762/edition/396182/ru

Service national des impôts de la République kirghize https://sti.gov.kg

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Optima Bank, Demir Bank, KICB, MBank et Bakai Bank ouvrent un compte à une OsOO en 3 à 10 jours ; les banques exigent la présence du directeur et un questionnaire de conformité. Des comptes en USD et en EUR sont disponibles, sans obligation de vente des devises. Les paiements de l'étranger arrivent via SWIFT, Payoneer et les partenaires de Wise, les cartes locales passent par Elcart et l'acquisition monétique des banques.

Visas et résidence

Le fondateur ou le directeur étranger d'un résident du HTP obtient un visa de travail et un permis de travail selon une procédure simplifiée ; le titre de séjour est délivré sur la base d'un emploi dans sa propre société, pour une durée maximale de 1 an renouvelable. Les citoyens de l'UEE travaillent sans permis et s'enregistrent à leur lieu de séjour.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Kirghizistan, sous le régime du HTP, le partenaire DeusCode paie 1 % de son chiffre d'affaires IT (2 % à partir de 2027), sans impôt sur les sociétés ni TVA : la marge se calcule presque sur le chiffre d'affaires brut. Les clients paient en soms sur le compte de l'OsOO par virement bancaire ou par carte, les règlements avec la holding en USD passent par un virement international au titre d'un contrat de développement, ce qui satisfait en même temps l'exigence d'exportation. Les faibles cotisations sociales rendent le recrutement d'une équipe locale avantageux.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

04 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Le régime du HTP est devenu permanent en vertu de la loi signée en novembre 2024 ; il était auparavant limité à 2026
- ⚠ La hausse de la contribution de 1 % à 2 % à partir de 2027 est mentionnée par des sources de conseil, vérifiez la rédaction officielle à la date du dépôt
- ⚠ Le seuil de la part des revenus IT diverge selon les sources (70 % et 90 %), vérifiez-le dans le Règlement du HTP en vigueur avant le dépôt
- ⚠ Les droits d'État, le coût de l'audit et les cotisations sociales sont indiqués à titre indicatif, vérifiez-les à la date du dépôt
- ⚠ Le Kirghizistan n'a pas adopté de sanctions contre la Russie, mais les banques respectent les sanctions secondaires : certaines limitent les virements vers la Russie, et les bénéficiaires de Russie et de Biélorussie font l'objet d'une vérification renforcée

GE

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · GÉORGIE

Géorgie: Virtual Zone : 0 % d'impôt sur les sociétés sur l'export IT, statut en 10 jours

Le statut Virtual Zone Person donne à une société IT géorgienne 0 % d'impôt sur les sociétés et 0 % de TVA sur les services rendus à des clients étrangers ; il s'obtient gratuitement en ligne en 10 jours ouvrés et n'a pas de date d'expiration. Les zones industrielles franches de Tbilissi, Koutaïssi et Poti offrent 0 % d'impôts sur les sociétés, mais elles visent le négoce et la production et exigent une licence payante. L'immatriculation d'une SARL en Géorgie prend 1 jour et est ouverte aux étrangers.

0 % d'IS et de TVA sur les services IT exportés

Statut gratuit, en ligne, en 10 jours ouvrés, sans expiration

SARL en 1 jour, un étranger peut être l'unique associé

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Virtual Zone Person (VZP)
statut d'entreprise →

03 · Zones industrielles franches (Tbilissi, Koutaïssi, Poti)
zone franche →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Géorgie: ce que le pays offre à l'IT

Le statut Virtual Zone Person donne à une société IT géorgienne 0 % d'impôt sur les sociétés et 0 % de TVA sur les services rendus à des clients étrangers ; il s'obtient gratuitement en ligne en 10 jours ouvrés et n'a pas de date d'expiration. Les zones industrielles franches de Tbilissi, Koutaïssi et Poti offrent 0 % d'impôts sur les sociétés, mais elles visent le négoce et la production et exigent une licence payante. L'immatriculation d'une SARL en Géorgie prend 1 jour et est ouverte aux étrangers.

L'essentiel en 30 secondes

- 0 % d'IS et de TVA sur les services IT exportés
- Statut gratuit, en ligne, en 10 jours ouvrés, sans expiration
- SARL en 1 jour, un étranger peut être l'unique associé
- Dividendes à 5 %, 58 conventions de non-double imposition

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Virtual Zone Person (VZP)	statut d'entreprise	Personne morale immatriculée en Géorgie (SARL ou SA) exerçant une activité IT : développement, support, intégration et production de logiciels et de systèmes...
Zones industrielles franches (Tbilissi, Koutaïssi, Poti)	zone franche	Toute société, y compris à capitaux étrangers, s'enregistre comme entreprise de zone industrielle franche (FIZ) auprès de l'opérateur de la zone : Tbilisi Free...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Géorgie sous statut VZP paie 0 % d'impôt sur les sociétés sur son chiffre d'affaires à l'export et 5 % uniquement lors du versement des dividendes, tandis que les revenus provenant de clients géorgiens sont imposés à 15 % à la distribution ; la marge due au holding se calcule donc sur le chiffre d'affaires brut à l'export. Les clients paient en lari sur le compte de la SARL par carte ou par virement ; le paiement au holding en USD part par virement SWIFT sans contrôle des changes et constitue en même temps un revenu d'export ouvrant droit au taux de 0 %.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · STATUT D'ENTREPRISE

Virtual Zone Person (VZP)

Qui peut devenir résident

Personne morale immatriculée en Géorgie (SARL ou SA) exerçant une activité IT : développement, support, intégration et production de logiciels et de systèmes d'information. L'associé peut être un ressortissant étranger ou une société étrangère, avec une participation pouvant atteindre 100 %. Les entrepreneurs individuels ne peuvent pas obtenir ce statut. Un développement réel sur le territoire géorgien est obligatoire.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'impôt sur les sociétés sur les revenus des services IT et des logiciels fournis depuis la Géorgie à des clients non résidents
- 0 % de TVA sur les services rendus à des clients étrangers (lieu de prestation hors de Géorgie)
- Impôt sur les dividendes de 5 % à la distribution, réductible en vertu des conventions contre la double imposition
- Statut sans limite de durée, sans renouvellement ni cotisation annuelle
- Aucune licence ni autorisation requise pour l'activité IT, absence de contrôle des changes
- Les salariés étrangers d'une société VZP n'ont pas besoin d'un permis de travail distinct
- Administration simple : déclarations mensuelles via le portail du Service des impôts rs.ge

CONDITIONS ET EXIGENCES

- La société est immatriculée en Géorgie et exerce une activité IT au sens du Code des impôts
- Les services sont fournis depuis la Géorgie à des clients situés hors de Géorgie ; les revenus provenant de clients géorgiens sont imposés au taux général de 15 %
- Présence réelle : salariés ou prestataires en Géorgie, bureau ou poste de travail, dépenses locales attestant le développement dans le pays
- Description des projets IT achevés au cours des 3 dernières années (le cas échéant) lors du dépôt
- Immatriculation à la TVA au-delà de 100 000 GEL de chiffre d'affaires annuel (l'export est taxé à 0 %)

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la SARL à la Maison de la justice

Déposez la demande dans n'importe quelle Maison de la justice (Public Service Hall), en personne ou par mandataire : statuts, passeport de l'associé, siège social en Géorgie (bail ou accord du propriétaire). L'immatriculation prend 1 jour ouvré, le jour même en procédure accélérée. La société est simultanément enregistrée auprès du fisc et reçoit son numéro d'identification.

02

Étape 2. Ouverture du compte bancaire et portail rs.ge

Ouvrez un compte chez Bank of Georgia, TBC ou Basisbank : la banque demandera le passeport, les statuts, une description de l'activité et de l'origine des fonds ; les associés étrangers peuvent se voir poser des questions complémentaires. Obtenez l'accès au portail du Service des impôts rs.ge pour les déclarations.

03

Étape 3. Dépôt de la demande de statut VZP

Sur le site du Service d'analyse financière du ministère des Finances (fas.ge), remplissez le formulaire électronique de demande de statut Virtual Zone Person, indiquez les types d'activité IT, joignez la liste des projets IT des 3 dernières années, une description de l'équipe et de la structure de la société, ainsi que les contrats avec des clients étrangers, s'il y en a.

04

Étape 4. Instruction et certificat

Le Service instruit la demande sous 10 jours ouvrés et peut demander des informations complémentaires. En cas d'approbation, un certificat VZP électronique est délivré sous 2 jours ouvrés et publié sur fas.ge. Le statut prend effet à la date de délivrance.

05

Étape 5. Mise en place de la comptabilité et preuve de substance

Tenez une comptabilité séparée des revenus d'export et des revenus locaux, conservez les contrats, les procès-verbaux de réception et les preuves du développement en Géorgie (contrats de travail, bail, factures). Déposez les déclarations mensuelles d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur le revenu via rs.ge et retenez 5 % lors de la distribution de dividendes.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande électronique de statut VZP sur fas.ge
- Extrait du registre des entrepreneurs (Maison de la justice)
- Statuts de la société
- Liste des projets IT des 3 dernières années (le cas échéant)
- Description de l'équipe, de la structure de la société et du lieu de développement
- Contrats ou lettres d'intention avec des clients étrangers (le cas échéant)
- Passeport du directeur et des associés

COÛTS

POSTE	MONTANT
Immatriculation de la SARL à la Maison de la justice	≈ 100 GEL (≈ 35 $), procédure accélérée ≈ 200 GEL
Dépôt de la demande de statut VZP	0 $
Siège social ou bureau virtuel	≈ 200-500 $ par an
Tenue de la comptabilité	≈ 100-300 $ par mois
Cotisations annuelles pour le statut	0 $

Délais

De l'immatriculation de la SARL au certificat VZP : 2-3 semaines, soit 1 jour pour l'immatriculation, 3-10 jours pour le compte bancaire et jusqu'à 10 jours ouvrés pour l'instruction du statut.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déposer les déclarations mensuelles d'impôt sur les sociétés (avec le taux de 0 % sur l'export) et d'impôt sur le revenu via rs.ge
- Retenir 20 % d'impôt sur le revenu et 2 % + 2 % de cotisations de retraite sur les salaires des salariés résidents de Géorgie
- Maintenir un développement réel en Géorgie et conserver les justificatifs en vue d'un contrôle du Service des impôts
- Tenir une comptabilité séparée des revenus provenant de non-résidents et de clients géorgiens
- Informer le Service de tout changement de type d'activité ; le passage au statut International Company met fin au VZP

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Coquille vide sans salariés en Géorgie : depuis 2023, le Service des impôts conteste le taux de 0 % et redresse à 15 % si le développement est en réalité effectué à l'étranger

- ⚠ Payer des prestataires à l'étranger pour le développement affaiblit la position sur la substance ; une partie de l'équipe doit se trouver en Géorgie
- ⚠ Les revenus provenant de clients géorgiens ne bénéficient pas de l'exonération et sont imposés à 15 % lors de la distribution
- ⚠ Les banques ont renforcé le contrôle des associés originaires de Russie, de Biélorussie et d'Iran ; le compte peut être refusé sans titre de séjour ou présence attestée
- ⚠ Un changement de bénéficiaire effectif ou de type d'activité sans notification peut entraîner le retrait du statut

LIENS OFFICIELS

Service d'analyse financière du ministère des Finances de Géorgie (dépôt VZP) https://www.fas.ge

Service des impôts de Géorgie https://www.rs.ge

Maison de la justice (immatriculation des sociétés) https://psh.gov.ge

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · ZONE FRANCHE

Zones industrielles franches (Tbilissi, Koutaïssi, Poti)

Qui peut devenir résident

Toute société, y compris à capitaux étrangers, s'enregistre comme entreprise de zone industrielle franche (FIZ) auprès de l'opérateur de la zone : Tbilisi Free Zone, Hualing Kutaisi Free Industrial Zone, Poti Free Industrial Zone. Les zones sont conçues pour le négoce, la logistique, la production et l'assemblage ; elles conviennent rarement aux sociétés IT, et surtout comme structure de holding ou de négoce venant en complément.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'impôt sur les sociétés sur les revenus des opérations d'export réalisées depuis la zone
- 0 % de TVA et de droits de douane sur les marchandises importées dans la zone et réexportées
- 0 % de taxe foncière sur le territoire de la zone
- Les dividendes d'une société FIZ ne sont pas soumis à la retenue à la source (à vérifier à la date du dépôt)
- Licences et dédouanement simplifiés à l'intérieur de la zone
- Régime de change libre et rapatriement des bénéfices

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Licence de l'opérateur de la zone avec redevance annuelle et contrat de bail ou de présence dans la zone
- Opérations principalement avec des non-résidents : les ventes sur le territoire géorgien sont taxées à 4 % de la valeur de la livraison
- Activité réelle dans la zone (entrepôt, bureau, production), et pas seulement une adresse
- Reporting annuel à l'opérateur et au Service des impôts

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Choix de la zone et de l'opérateur

Comparez les trois zones : Tbilisi Free Zone (près de la capitale, négoce et services), Hualing Kutaisi FIZ (production, entrepôts), Poti FIZ (port, logistique). Demandez à l'opérateur les tarifs de licence et de surfaces, ainsi que les conditions applicables aux sociétés de services.

02

Étape 2. Enregistrement de la société FIZ

Déposez auprès de l'opérateur une demande avec les passeports des associés, les statuts et une description de l'activité ; l'opérateur enregistre la société comme entreprise FIZ via la Maison de la justice. Délai : 3-10 jours ouvrés. Réglez les frais d'enregistrement et la redevance de licence.

03

Étape 3. Licence, compte et démarrage

Obtenez la licence FIZ pour les activités choisies, ouvrez un compte dans une banque géorgienne, signez le bail dans la zone. Informez le Service des impôts du statut d'entreprise FIZ et tenez une comptabilité séparée des opérations d'export et des opérations intérieures.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande auprès de l'opérateur de la zone
- Passeports et justificatifs de domicile des associés et du directeur
- Statuts de la société

- Description de l'activité envisagée et business plan
- Contrat de bail ou de présence dans la zone
- Justificatif de paiement de la redevance de licence

COÛTS

POSTE	MONTANT
Enregistrement de la société FIZ	**≈ 500-1 500 $ (à confirmer auprès de l'opérateur)**
Licence FIZ annuelle	**≈ 2 000-5 000 $ par an selon la zone et le type d'activité**
Location de bureau ou d'entrepôt dans la zone	**≈ à partir de 10 $ le m² par mois**
Taxe sur les livraisons vers le marché intérieur géorgien	**4 % de la valeur**

Délais

2-4 semaines de la demande à la licence et au compte.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Régler chaque année la licence de l'opérateur
- Déposer les déclarations auprès de l'opérateur et du Service des impôts
- Payer 4 % sur les ventes sur le territoire géorgien
- Maintenir une présence réelle dans la zone

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Pour du pur développement IT, la FIZ est plus chère et plus complexe que le statut VZP, pour des avantages en substance identiques
- ⚠ Les banques examinent attentivement les sociétés FIZ en raison de leur profil de négoce
- ⚠ Les ventes à des clients géorgiens sont taxées à 4 % ; le régime n'est pas avantageux pour travailler sur le marché local
- ⚠ Les tarifs des opérateurs ne sont pas entièrement publiés, demandez une offre écrite

LIENS OFFICIELS

Tbilisi Free Zone (site officiel) https://tfz.ge

Hualing Kutaisi Free Industrial Zone (site officiel) https://hualing.ge

Poti Free Industrial Zone (site officiel) https://potifreezone.ge

Service des impôts de Géorgie https://www.rs.ge

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Bank of Georgia, TBC Bank, Basisbank et Credo ouvrent un compte de SARL en 3-10 jours ; la banque mène un entretien avec le directeur et vérifie l'origine des fonds, et les associés originaires de Russie, de Biélorussie et d'Iran doivent souvent présenter un titre de séjour ou une preuve de présence. Pas de contrôle des changes, comptes en USD, EUR et GEL, SWIFT fonctionne sans restriction. Encaissement : Stripe n'est pas disponible directement ; on utilise Paddle, Payoneer, Wise Business et l'acquiring carte des banques locales.

Visas et résidence

Il n'existe pas de visa spécifique lié au VZP. Les citoyens de Russie, de la CEI, de l'UE et d'environ 90 autres pays entrent sans visa pour 1 an. Le titre de séjour s'obtient sur la base d'un emploi dans sa propre société (titre de séjour de travail) à partir de 50 000 GEL de chiffre d'affaires annuel, ou par un investissement immobilier d'au moins 100 000 $; l'instruction prend 10-30 jours.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Géorgie sous statut VZP paie 0 % d'impôt sur les sociétés sur son chiffre d'affaires à l'export et 5 % uniquement lors du versement des dividendes, tandis que les revenus provenant de clients géorgiens sont imposés à 15 % à la distribution ; la marge due au holding se calcule donc sur le chiffre d'affaires brut à l'export. Les clients paient en lari sur le compte de la SARL par carte ou par virement ; le paiement au holding en USD part par virement SWIFT sans contrôle des changes et constitue en même temps un revenu d'export ouvrant droit au taux de 0 %.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Le statut VZP est régi par le Code des impôts de Géorgie et n'a pas de date d'expiration, mais depuis 2023 le Service des impôts exige des preuves de développement en Géorgie ; vérifiez la pratique à la date du dépôt
- ⚠ Le coût des licences et de l'enregistrement dans les zones industrielles franches dépend de l'opérateur et n'est pas entièrement publié ; les montants sont indicatifs, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Alternative au VZP : le statut International Company (5 % d'impôt sur les sociétés, 5 % d'impôt sur le revenu) exige au moins 2 ans d'expérience, et les deux statuts ne peuvent pas être cumulés
- ⚠ La Géorgie n'a pas instauré de sanctions contre la Russie, mais les banques respectent les restrictions américaines et européennes : les virements vers les banques russes sanctionnées ne passent pas, et les clients de Russie et de Biélorussie font l'objet d'une conformité renforcée

⚠ Les droits de la Maison de la justice et le coût de la comptabilité sont indicatifs, à vérifier à la date du dépôt

---

AM

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · ARMÉNIE

Arménie: Régime IT 2025-2031 : 1 % du chiffre d'affaires, IR à 10 % et remboursement d'impôt à l'embauche

Depuis le 1er janvier 2025, les certificats de start-up IT sont supprimés en Arménie ; ils sont remplacés par la loi sur le soutien public au secteur des hautes technologies, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2031. Les petites sociétés IT paient un impôt sur le chiffre d'affaires de 1 % au lieu de 10 %, leurs salariés un impôt sur le revenu de 10 % au lieu de 20 %, et l'État rembourse à l'employeur 60 % de l'impôt sur le revenu pour les spécialistes IT étrangers et nouvellement embauchés. Le statut est confirmé par le ministère de l'Industrie de haute technologie et ouvert aux sociétés à fondateurs étrangers.

Impôt sur le chiffre d'affaires de 1 % au lieu de 10 % pour les petites sociétés IT

IR des salariés à 10 % au lieu de 20 % jusqu'à fin 2031

Remboursement de 60 % de l'IR pour les spécialistes IT étrangers et nouveaux

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Régime de soutien au secteur des hautes technologies (ex-certificat de start-up IT)
régime fiscal →

03 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

04 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Arménie: ce que le pays offre à l'IT

Depuis le 1er janvier 2025, les certificats de start-up IT sont supprimés en Arménie ; ils sont remplacés par la loi sur le soutien public au secteur des hautes technologies, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2031. Les petites sociétés IT paient un impôt sur le chiffre d'affaires de 1 % au lieu de 10 %, leurs salariés un impôt sur le revenu de 10 % au lieu de 20 %, et l'État rembourse à l'employeur 60 % de l'impôt sur le revenu pour les spécialistes IT étrangers et nouvellement embauchés. Le statut est confirmé par le ministère de l'Industrie de haute technologie et ouvert aux sociétés à fondateurs étrangers.

L'essentiel en 30 secondes

- Impôt sur le chiffre d'affaires de 1 % au lieu de 10 % pour les petites sociétés IT
- IR des salariés à 10 % au lieu de 20 % jusqu'à fin 2031
- Remboursement de 60 % de l'IR pour les spécialistes IT étrangers et nouveaux
- SARL en 1-2 jours, un étranger peut être l'unique fondateur

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Régime de soutien au secteur des hautes technologies (ex-certificat de start-up IT)	régime fiscal	Personne morale immatriculée en Arménie (SARL, ՍՊԸ) ou entrepreneur individuel dont l'activité est reconnue comme relevant du secteur des hautes technologies ...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Arménie soumis à l'impôt sur le chiffre d'affaires paie 1 % de son chiffre d'affaires jusqu'à 115 millions d'AMD par an et 10 % d'impôt sur le revenu sur les salaires ; la marge versée à la holding se calcule donc presque sur le chiffre d'affaires brut, et en cas de croissance du chiffre d'affaires il passe à 18 % d'impôt sur les sociétés avec double déduction des salaires. Les clients paient en drams sur le compte de la SARL par carte ou virement, le paiement à la holding en USD part par virement SWIFT sans contrôle des changes. Le remboursement de 60 % de l'impôt sur le revenu réduit le coût d'embauche des talents relocalisés.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · RÉGIME FISCAL

Régime de soutien au secteur des hautes technologies (ex-certificat de start-up IT)

Qui peut devenir résident

Personne morale immatriculée en Arménie (SARL, ՍՊԸ) ou entrepreneur individuel dont l'activité est reconnue comme relevant du secteur des hautes technologies : développement logiciel, tests, SaaS, conseil IT, R&D, traitement de données. Les fondateurs peuvent être des personnes physiques ou morales étrangères, sans restriction de participation. L'ancien régime des certificats de start-up IT (0 % d'impôt sur les sociétés pendant 5 ans pour les sociétés de moins de 30 personnes) est fermé aux nouvelles demandes depuis 2025 ; les certificats déjà délivrés restent valables jusqu'à leur échéance.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur le chiffre d'affaires de 1 % au lieu de 10 % pour un chiffre d'affaires annuel jusqu'à 115 millions d'AMD (≈ 300 000 $) ; ce paiement remplace la TVA et l'impôt sur les sociétés
- Impôt sur le revenu des salariés de 10 % au lieu de 20 % sur les revenus tirés de l'activité IT, jusqu'au 31 décembre 2031
- Remboursement de 60 % de l'impôt sur le revenu payé pour les salariés étrangers : à l'employeur jusqu'au 31 décembre 2026, au salarié lui-même à partir de 2027
- Remboursement de 60 % de l'impôt sur le revenu pour les nouveaux spécialistes IT embauchés pour la première fois dans le secteur, pendant 3 ans
- Prise en charge de 50 % des dépenses de formation et de reconversion du personnel IT
- Double déduction des salaires des employés IT de la base de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises au régime général (18 %)
- Exonération de TVA sur l'export de services IT selon les règles générales ; immatriculation à la TVA au-delà de 115 millions d'AMD de chiffre d'affaires

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Au moins 90 % des revenus issus des activités inscrites sur la liste gouvernementale des activités de haute technologie
- Immatriculation en Arménie et exercice de l'activité depuis l'Arménie, avec des salariés en effectif
- Pour le taux de 1 % : chiffre d'affaires jusqu'à 115 millions d'AMD par an ; au-delà s'applique le régime général avec impôt sur les sociétés de 18 % et TVA de 20 %
- Exclus : schémas d'agence, services juridiques et comptables, négoce, publicité
- Incompatible avec une licence de prestataire de services sur crypto-actifs (CASP) au sein de la même personne morale
- Confirmation annuelle du statut auprès du ministère de l'Industrie de haute technologie

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la SARL auprès de l'Agence du registre public

Déposez la demande auprès de l'Agence du registre public des personnes morales du ministère de la Justice (e-register.am), en personne ou par mandataire : statuts, passeport du fondateur, siège social en Arménie. L'immatriculation prend 1-2 jours ouvrés, aucun droit d'enregistrement n'est perçu. La société reçoit en même temps son numéro fiscal et son enregistrement auprès de l'administration fiscale.

02

Étape 2. Choix du régime et ouverture du compte

Dans les 20 jours suivant l'immatriculation, déposez auprès du Comité des recettes publiques une demande de passage à l'impôt sur le chiffre d'affaires (via l'espace personnel file-online.taxservice.am), faute de quoi la société relèvera du régime général. Ouvrez un compte chez Ameriabank, Ardshinbank, ACBA, Inecobank ou Evocabank ; la banque mènera un entretien et vérifiera l'origine des fonds.

03

Étape 3. Préparation du dossier pour le ministère de l'Industrie de haute technologie

Préparez la description du projet et du produit, la liste des activités issues de la liste gouvernementale, les informations sur les fondateurs, l'effectif et les projets d'embauche, ainsi que le modèle financier. Le formulaire de demande et la liste des activités sont publiés sur hightech.gov.am.

04

Étape 4. Dépôt et soutenance du projet

Déposez la demande et les documents au ministère, en personne ou par voie électronique. La commission du ministère (5 personnes) examine le dossier et, si nécessaire, convoque un représentant de la société pour une présentation du projet en présentiel ou en ligne. Délai d'examen de 15 à 30 jours ouvrés ; à l'issue, une décision reconnaissant l'activité comme relevant des hautes technologies.

05

Étape 5. Application des avantages et des remboursements

Après la décision du ministère, informez le Comité des recettes publiques et appliquez l'impôt sur le revenu de 10 % au calcul des salaires. Pour le remboursement de 60 % de l'impôt sur le revenu au titre des salariés étrangers et nouveaux, déposez des demandes trimestrielles via le ministère, accompagnées des contrats de travail et des calculs. Chaque année, avant l'échéance fixée, confirmez le respect des critères.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande au ministère de l'Industrie de haute technologie sur le formulaire prescrit
- Extrait du registre public et statuts de la SARL
- Description du produit, des technologies et des activités, rattachées à la liste
- Informations sur les fondateurs et le directeur (passeports, numéros fiscaux)
- Informations sur l'effectif, contrats de travail des spécialistes IT
- Modèle financier et plan d'embauche sur 3 ans
- Attestation d'absence de dettes fiscales

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits d'enregistrement de la SARL	**0 $**
Dépôt de la demande au ministère	**0 $**
Siège social ou bureau virtuel	**≈ 200-600 $ par an**
Tenue de comptabilité	**≈ 100-300 $ par mois**
Impôt sur le chiffre d'affaires	**1 % du chiffre d'affaires jusqu'à 115 millions d'AMD par an**
Cotisations sociales par salarié	**≈ 5 % de retraite par capitalisation sur le salaire plus droit de timbre ≈ 1500-15 000 AMD par mois**

Délais

De l'immatriculation de la SARL à la décision du ministère : 4-8 semaines, soit 1-2 jours d'immatriculation, 1-2 semaines pour le compte et les documents, 15-30 jours ouvrés d'examen.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Confirmer chaque année le statut auprès du ministère de l'Industrie de haute technologie
- Maintenir la part des revenus IT à 90 % au minimum
- Déposer les déclarations mensuelles d'impôt sur le revenu et trimestrielles d'impôt sur le chiffre d'affaires via l'espace personnel du Comité des recettes publiques
- Déposer les demandes de remboursement de l'impôt sur le revenu avec justificatifs pour chaque salarié
- Informer le ministère de tout changement d'activités ou de structure de détention

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Un retard dans la demande de passage à l'impôt sur le chiffre d'affaires (20 jours après l'immatriculation) laisse la société au régime général jusqu'à l'année suivante
- ⚠ Le dépassement de 115 millions d'AMD de chiffre d'affaires fait basculer au régime général : impôt sur les sociétés de 18 % et TVA de 20 % ; planifiez à l'avance la séparation des activités
- ⚠ Certains consultants vendent encore le « certificat de start-up IT » ; ce régime n'existe plus pour les nouvelles demandes depuis 2025
- ⚠ À partir de 2027, le remboursement de 60 % de l'impôt sur le revenu pour les étrangers est versé au salarié, et non à l'employeur ; tenez-en compte dans le calcul de la masse salariale
- ⚠ Les banques ont renforcé le contrôle des fondateurs originaires de Russie : le compte est ouvert après un entretien et la preuve d'une activité réelle, un titre de séjour est parfois exigé

LIENS OFFICIELS

Ministère de l'Industrie de haute technologie d'Arménie https://hightech.gov.am

Comité des recettes publiques d'Arménie https://www.petekamutner.am

Agence du registre public des personnes morales https://www.e-register.am

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Ameriabank, Ardshinbank, ACBA Bank, Inecobank, Evocabank et IDBank ouvrent le compte d'une SARL en 3-10 jours après un entretien avec le directeur ; les fondateurs étrangers doivent fournir une description de l'activité et de l'origine des fonds. Pas de contrôle des changes, comptes en AMD, USD, EUR et RUB, SWIFT fonctionne. Encaissement des paiements de l'étranger via SWIFT, Payoneer et l'acquisition carte des banques locales ; Stripe n'est pas disponible directement.

Visas et résidence

Il n'existe pas de visa IT spécifique ; les citoyens de Russie, de la CEI, de l'UE et de nombreux autres pays entrent sans visa pour 180 jours. Le titre de séjour s'obtient au titre d'un emploi dans sa propre société ou d'une activité entrepreneuriale : temporaire d'un an, renouvelable, instruit en 30-45 jours. Les salariés étrangers des sociétés IT obtiennent un permis de travail selon une procédure simplifiée.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Arménie soumis à l'impôt sur le chiffre d'affaires paie 1 % de son chiffre d'affaires jusqu'à 115 millions d'AMD par an et 10 % d'impôt sur le revenu sur les salaires ; la marge versée à la holding se calcule donc presque sur le chiffre d'affaires brut, et en cas de croissance du chiffre d'affaires il passe à 18 % d'impôt sur les sociétés avec double déduction des salaires. Les clients paient en drams sur le compte de la SARL par carte ou virement, le paiement à la holding en USD part par virement SWIFT sans contrôle des changes. Le remboursement de 60 % de l'impôt sur le revenu réduit le coût d'embauche des talents relocalisés.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

04 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Le régime s'applique en vertu de la loi ՀՕ-498-Ն du 4 décembre 2024, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2031 ; les certificats de start-up IT sont supprimés pour les nouvelles demandes
- ⚠ Le seuil de 115 millions d'AMD, le taux de 1 % et la liste des activités peuvent être ajustés par le gouvernement ; à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Le formulaire de demande, la composition du dossier et les délais d'examen au ministère sont indiqués d'après les données de consultants ; vérifiez le règlement officiel sur hightech.gov.am à la date du dépôt
- ⚠ Les droits d'enregistrement, les cotisations sociales et le coût de la comptabilité sont indicatifs ; à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ L'Arménie n'a pas adopté de sanctions contre la Russie, mais les banques respectent les sanctions secondaires des États-Unis et de l'UE : les virements vers les banques russes sanctionnées ne passent pas, et les bénéficiaires russes font l'objet d'une conformité renforcée

AZ

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · AZERBAÏDJAN

Azerbaïdjan: Résident de technoparc : 0 % d'impôt sur les sociétés et les dividendes pendant 10 ans, impôt sur le revenu 5 %

Depuis 2023, l'Azerbaïdjan accorde aux résidents des technoparcs (High-Tech Park, Pirallahi, Mingachevir et résidence virtuelle via l'IDDA) une exonération d'impôt sur les sociétés, sur les dividendes, sur les biens et d'impôt foncier pendant 10 ans, tandis que les salariés paient un impôt sur le revenu de 5 %. Le statut de résident s'obtient sans bureau dans le parc et, depuis le 1er septembre 2026, les conditions ont été assouplies : il suffit de déclarer une activité dans l'un des 10 domaines. Une société étrangère participe via une filiale locale (SARL).

0 % d'impôt sur les sociétés et les dividendes pendant 10 ans

Impôt sur le revenu des salariés 5 % (0 % jusqu'à 8 000 AZN en 2023-2025)

Résidence sans bureau dans le parc, demande par e-mail ou en ligne

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Statut de résident des technoparcs (High-Tech Park, Pirallahi, technoparc virtuel de l'IDDA)
technoparc →

03 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

04 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Azerbaïdjan: ce que le pays offre à l'IT

Depuis 2023, l'Azerbaïdjan accorde aux résidents des technoparcs (High-Tech Park, Pirallahi, Mingachevir et résidence virtuelle via l'IDDA) une exonération d'impôt sur les sociétés, sur les dividendes, sur les biens et d'impôt foncier pendant 10 ans, tandis que les salariés paient un impôt sur le revenu de 5 %. Le statut de résident s'obtient sans bureau dans le parc et, depuis le 1er septembre 2026, les conditions ont été assouplies : il suffit de déclarer une activité dans l'un des 10 domaines. Une société étrangère participe via une filiale locale (SARL).

L'essentiel en 30 secondes

- 0 % d'impôt sur les sociétés et les dividendes pendant 10 ans
- Impôt sur le revenu des salariés 5 % (0 % jusqu'à 8 000 AZN en 2023-2025)
- Résidence sans bureau dans le parc, demande par e-mail ou en ligne
- Spécialistes étrangers sans permis de travail

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Statut de résident des technoparcs (High-Tech Park, Pirallahi, technoparc virtuel de l'IDDA)	technoparc	Personne morale immatriculée en Azerbaïdjan (généralement une SARL) ou entrepreneur individuel exerçant dans le secteur des TIC. Une société étrangère doit…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Azerbaïdjan, en tant que résident de technoparc, paie 0 % d'impôt sur les sociétés et 0 % sur les dividendes pendant 10 ans, avec un impôt sur le revenu des salariés de 5 % ; la marge due à la holding se calcule donc sur le chiffre d'affaires brut, déduction faite de la TVA sur les ventes intérieures. Les clients paient en manats sur le compte de la SARL par virement ou par carte ; le règlement de la holding en USD s'effectue par virement SWIFT au titre d'un contrat de développement, sans restriction de change.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · TECHNOPARC

Statut de résident des technoparcs (High-Tech Park, Pirallahi, technoparc virtuel de l'IDDA)

Qui peut devenir résident

Personne morale immatriculée en Azerbaïdjan (généralement une SARL) ou entrepreneur individuel exerçant dans le secteur des TIC. Une société étrangère doit créer une filiale SARL en Azerbaïdjan ; les fondateurs peuvent être des étrangers détenant 100 % du capital. Le statut de résident s'obtient sans implantation dans le parc (résident externe ou virtuel). Jusqu'en septembre 2026, il fallait justifier d'au moins 1 an d'expérience et d'au moins un produit livré ; depuis le 1er septembre 2026, ces conditions sont supprimées.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'impôt sur les sociétés sur les revenus tirés de l'activité de résident pendant 10 ans à compter du premier exercice fiscal (pour les résidents depuis 2023, jusqu'à fin 2032)
- 0 % de retenue à la source sur les dividendes versés aux associés du résident
- 0 % d'impôt sur les biens et d'impôt foncier pour les actifs utilisés dans l'activité de résident
- Impôt sur le revenu des salariés : 0 % sur les revenus jusqu'à 8 000 AZN par mois et 5 % au-delà en 2023-2025 ; de 2026 à 2032, 5 % sur l'ensemble du revenu
- Les cotisations sociales sont calculées, au choix de la société, sur quatre fois le salaire minimum ou sur le revenu réel
- Les spécialistes IT étrangers du résident ne sont pas tenus d'obtenir un permis de travail
- Exonération de TVA à l'importation d'équipements et de matériel destinés à l'activité dans le parc (pour les résidents implantés sur le territoire du parc)
- Accès aux infrastructures du High-Tech Park, à l'incubateur et aux subventions de l'IDDA

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activité dans l'un des 10 domaines : développement logiciel, IA et analyse de données, cybersécurité, cloud et infrastructure numérique, jeux vidéo et technologies créatives, start-up et capital-risque, Internet des objets, hautes technologies et énergie verte, services IT auxiliaires, recherche scientifique
- Immatriculation d'une société ou d'un entrepreneur individuel en Azerbaïdjan et enregistrement auprès de l'administration fiscale
- Absence de dettes fiscales et de restrictions judiciaires
- Informations sur les spécialistes disposant d'une formation IT spécialisée ou d'au moins 1 an d'expérience
- Les avantages s'appliquent aux revenus des activités déclarées ; les autres revenus sont imposés selon les règles de droit commun

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation d'une SARL en Azerbaïdjan

Le fondateur étranger immatricule la SARL via le portail e-gov.az ou auprès du ministère de l'Économie (le Service national des impôts tient le registre des personnes morales commerciales). Il faut un siège social, des statuts et le passeport du fondateur avec traduction notariée. Délai de 1 à 3 jours ouvrés ; pour les sociétés à participation étrangère, l'immatriculation se fait également par voie électronique. Obtenez le numéro d'identification fiscale (NIF) et la signature électronique (ASAN İmza).

02

Étape 2. Préparation de la demande de résident

Remplissez le formulaire de demande de résidence de technoparc disponible sur idda.az, choisissez le domaine d'activité, décrivez le produit et l'équipe. Réunissez l'extrait du registre d'État, les statuts, le certificat d'enregistrement fiscal, l'attestation d'absence de dettes, les justificatifs de formation ou d'expérience des spécialistes IT, ainsi que les licences le cas échéant.

03

Étape 3. Dépôt auprès de l'Agence de l'innovation et du développement numérique (IDDA)

Envoyez la demande et les pièces à texnopark@idda.az ou via le portail d'enregistrement sur idda.az. L'Agence vérifie l'exhaustivité du dossier, demande des précisions en cas de questions et peut vous convier à un entretien. Délai d'examen indicatif : 15 à 30 jours ouvrés.

04

Étape 4. Décision et certificat de résident

En cas de décision favorable, l'IDDA inscrit la société au registre des résidents du technoparc et délivre un certificat mentionnant les activités. La période d'avantages de 10 ans démarre au premier exercice fiscal suivant l'inscription.

05

Étape 5. Comptabilité fiscale et déclarations

Via l'espace personnel du Service national des impôts (e-taxes.gov.az), déposez la notification de statut de résident et appliquez le taux de 0 % d'impôt sur les sociétés et de 5 % d'impôt sur le revenu. Remettez les rapports trimestriels à l'IDDA et tenez une comptabilité séparée des revenus par domaine déclaré.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande de résidence sur le formulaire de l'IDDA
- Extrait du registre d'État des personnes morales commerciales et statuts
- Certificat d'enregistrement fiscal
- Passeports des fondateurs et du dirigeant
- Attestation d'absence de dettes fiscales
- Justificatifs de formation ou d'expérience des spécialistes IT de la société
- Licences et certificats de conformité, le cas échéant
- Description du produit, du domaine d'activité et des plans

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits d'immatriculation de la SARL	**≈ 10 à 20 $**
Dépôt de la demande de résidence	**0 $**
Cotisations annuelles de résident	**0 $ (à vérifier à la date du dépôt)**
Traduction notariée des documents du fondateur	**≈ 50 à 150 $**
Siège social ou bureau virtuel	**≈ 300 à 800 $ par an**
Cotisations sociales par salarié	**≈ 22 % employeur et 3 % salarié sur la base choisie (à vérifier à la date du dépôt)**

Délais

De l'immatriculation de la SARL au certificat de résident : 4 à 8 semaines, soit 1 à 3 jours d'immatriculation, 1 semaine de préparation des pièces et 15 à 30 jours ouvrés d'examen par l'IDDA.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Remettre à l'IDDA des rapports trimestriels et annuels sur l'activité et le chiffre d'affaires
- Exercer dans les domaines déclarés et informer l'IDDA de tout changement de profil
- Déposer les déclarations fiscales avec application des taux préférentiels via e-taxes.gov.az
- Respecter les obligations en matière de cotisations sociales des salariés
- Ne pas accumuler de dettes fiscales, sous peine de retrait du statut

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les revenus hors domaines déclarés sont imposés aux taux de droit commun (impôt sur les sociétés 20 %, TVA 18 %) ; une comptabilité séparée est indispensable
- ⚠ La période préférentielle de 10 ans court à partir du premier exercice fiscal suivant l'inscription, et non de la date de la demande
- ⚠ Les règles ont changé le 1er septembre 2026 : les anciens formulaires et l'exigence d'expérience encore affichés sur les sites des consultants sont obsolètes
- ⚠ L'immatriculation d'une SARL avec un fondateur étranger exige des traductions notariées et parfois une apostille
- ⚠ La conformité bancaire est renforcée pour les fondateurs de Russie et d'Iran ; le compte est ouvert après vérification

LIENS OFFICIELS

Agence de l'innovation et du développement numérique (IDDA), résidence de technoparc https://idda.az/en/innovation/aic/technopark/virtual-technopark-residency

Portail des technoparcs de l'IDDA https://www.idda.az/texnopark/en/

Ministère du Développement numérique et des Transports https://mincom.gov.az

Service national des impôts d'Azerbaïdjan https://www.taxes.gov.az

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte de la SARL s'ouvre chez Kapital Bank, PASHA Bank, ABB (Banque internationale d'Azerbaïdjan) ou Bank Respublika en 3 à 10 jours ; la banque exige la présence du dirigeant et un questionnaire de conformité. Les comptes en devises en USD et en EUR sont disponibles, il n'y a pas d'obligation de cession des devises et SWIFT fonctionne. Les paiements de l'étranger sont reçus via SWIFT et Payoneer, les cartes locales via l'acquisition des banques et le système GoldenPay.

Visas et résidence

Les spécialistes IT étrangers des résidents de technoparcs sont dispensés de permis de travail. Le fondateur et les salariés obtiennent un titre de séjour temporaire au titre de l'emploi dans la société ou de l'activité entrepreneuriale, d'une durée allant jusqu'à 1 an, renouvelable auprès du Service national des migrations, avec un délai d'examen de 20 à 30 jours. Les citoyens de Russie et de la CEI entrent sans visa pour 90 jours.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Azerbaïdjan, en tant que résident de technoparc, paie 0 % d'impôt sur les sociétés et 0 % sur les dividendes pendant 10 ans, avec un impôt sur le revenu des salariés de 5 % ; la marge due à la holding se calcule donc sur le chiffre d'affaires brut, déduction faite de la TVA sur les ventes intérieures. Les clients paient en manats sur le compte de la SARL par virement ou par carte ; le règlement de la holding en USD s'effectue par virement SWIFT au titre d'un contrat de développement, sans restriction de change.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

04 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les avantages sont inscrits dans le Code des impôts par les amendements entrés en vigueur le 1er janvier 2023 pour 10 ans ; pour les résidents inscrits plus tard, la période court à partir de leur premier exercice fiscal
- ⚠ Depuis le 1er septembre 2026, les nouvelles règles de résidence de l'IDDA s'appliquent : 10 domaines d'activité, suppression de l'exigence d'expérience et de ventes, catégories de résidents externes ; vérifiez le règlement officiel à la date du dépôt
- ⚠ Les délais d'examen de la demande par l'IDDA, les taux de cotisations sociales et les droits administratifs sont donnés à titre indicatif, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ La TVA de 18 % sur les ventes intérieures des résidents n'est pas supprimée ; l'exonération de TVA concerne l'importation d'équipements pour le parc
- ⚠ L'Azerbaïdjan n'a pas adopté de sanctions contre la Russie, mais les banques respectent les sanctions secondaires : les virements vers les banques russes sanctionnées sont limités, et les bénéficiaires de Russie et d'Iran font l'objet d'une conformité renforcée

RU

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · RUSSIE

Russie: Accréditation IT : IS à 5 %, cotisations à 15 %, plus Skolkovo et Innopolis

La Russie compte trois régimes principaux pour l'IT. L'accréditation du ministère du Numérique (Mintsifry) donne un impôt sur les sociétés de 5 % jusqu'en 2030, des cotisations sociales de 15 % dans la limite du plafond et de 7,6 % au-delà, l'exonération de TVA pour les logiciels inscrits au registre, un prêt immobilier préférentiel et un sursis de conscription pour les salariés. Skolkovo exonère d'impôt sur les sociétés, de TVA et d'impôt sur les biens pendant 10 ans, avec des cotisations de 14 %. La ZES Innopolis au Tatarstan applique un impôt sur les sociétés de 2 % et 0 % sur les biens, le foncier et les véhicules. Depuis 2026, l'accréditation n'est accessible qu'aux sociétés contrôlées par des personnes russes, et les sanctions limitent les paiements internationaux.

IS à 5 % jusqu'en 2030 pour les sociétés IT accréditées

Cotisations sociales de 15 % sous le plafond et 7,6 % au-delà

Skolkovo : 0 % d'IS, de TVA et d'impôt sur les biens pendant 10 ans

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Accréditation IT du ministère du Numérique (Mintsifry)
statut d'entreprise →

03 · Skolkovo (participant au projet du centre d'innovation)
statut d'entreprise →

04 · ZES « Innopolis » (Tatarstan)
zone franche →

05 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

06 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Russie: ce que le pays offre à l'IT

La Russie compte trois régimes principaux pour l'IT. L'accréditation du ministère du Numérique (Mintsifry) donne un impôt sur les sociétés de 5 % jusqu'en 2030, des cotisations sociales de 15 % dans la limite du plafond et de 7,6 % au-delà, l'exonération de TVA pour les logiciels inscrits au registre, un prêt immobilier préférentiel et un sursis de conscription pour les salariés. Skolkovo exonère d'impôt sur les sociétés, de TVA et d'impôt sur les biens pendant 10 ans, avec des cotisations de 14 %. La ZES Innopolis au Tatarstan applique un impôt sur les sociétés de 2 % et 0 % sur les biens, le foncier et les véhicules. Depuis 2026, l'accréditation n'est accessible qu'aux sociétés contrôlées par des personnes russes, et les sanctions limitent les paiements internationaux.

L'essentiel en 30 secondes

- IS à 5 % jusqu'en 2030 pour les sociétés IT accréditées
- Cotisations sociales de 15 % sous le plafond et 7,6 % au-delà
- Skolkovo : 0 % d'IS, de TVA et d'impôt sur les biens pendant 10 ans
- Innopolis : IS à 2 %, 0 % sur les biens, le foncier et les véhicules

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Accréditation IT du ministère du Numérique (Mintsifry)	statut d'entreprise	Personne morale russe (OOO ou AO) dont le code d'activité principal OKVED figure sur la liste IT. Depuis le 1er janvier 2026, plus de 50 % des parts ou actions…
Skolkovo (participant au projet du centre d'innovation)	statut d'entreprise	Personne morale russe menant des activités de recherche et de commercialisation dans l'un des domaines de Skolkovo (IT, IA, biomédecine, énergie, technologies…
ZES « Innopolis » (Tatarstan)	zone franche	Personne morale russe ou entrepreneur individuel immatriculé dans le district de Verkhni Ouslon ou de Laïchevo au Tatarstan et exerçant une activité IT ou une…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

En Russie, le partenaire DeusCode disposant de l'accréditation IT paie 5 % d'impôt sur les sociétés et 15 % de cotisations sur les salaires, mais les clients paient en roubles, et le transfert de la marge à la holding en USD est limité par les sanctions et le contrôle des changes : les virements en yuans ou en dirhams via des banques de pays amis et des agents de paiement sont possibles, avec une commission de 3 à 7 %. Le régime est avantageux pour le marché local, mais exige un schéma de règlement distinct avec la holding et une vérification juridique des risques de sanctions.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · STATUT D'ENTREPRISE

Accréditation IT du ministère du Numérique (Mintsifry)

Qui peut devenir résident

Personne morale russe (OOO ou AO) dont le code d'activité principal OKVED figure sur la liste IT. Depuis le 1er janvier 2026, plus de 50 % des parts ou actions doivent appartenir à des citoyens russes et à des personnes morales russes ; les sociétés contrôlées par des personnes étrangères n'obtiennent pas l'accréditation. Sont exclus les banques, les assureurs, les opérateurs télécoms, les entreprises publiques dont l'État détient au moins 50 % et les organisations ayant une dette fiscale supérieure à 3 000 roubles.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 5 % au lieu de 25 % pour 2025-2030, si la part des revenus IT atteint au moins 70 %
- Cotisations sociales de 15 % dans la limite du plafond (2 979 000 roubles en 2026) et de 7,6 % au-delà, au lieu de 30 %
- Exonération de TVA sur la cession des droits sur les logiciels et bases de données inscrits au Registre unifié des logiciels russes
- Prêt immobilier IT à taux préférentiel pour les salariés (en 2025-2030 pour les régions hors Moscou et Saint-Pétersbourg, taux jusqu'à 6 %)
- Sursis de conscription pour les spécialistes IT de moins de 30 ans titulaires d'une formation spécialisée
- Moratoire sur les contrôles planifiés, recrutement simplifié de spécialistes étrangers hors quotas
- Accès aux subventions et aux crédits bonifiés du ministère du Numérique et du RFRIT

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Code OKVED principal figurant sur la liste du ministère du Numérique (62.01, 62.02, 62.03, 62.09, 63.11 et autres codes de la liste approuvée)
- Part des revenus issus de l'activité IT d'au moins 30 % pour l'accréditation (le seuil ne s'applique pas aux start-up de moins de 3 ans dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 1 million de roubles) et d'au moins 70 % pour les avantages fiscaux
- Salaire moyen des salariés au moins égal à la moyenne nationale ou à celle de la région d'immatriculation sur le trimestre de référence
- Site web de la société en russe décrivant l'activité IT
- Consentement à la levée du secret fiscal au profit du ministère du Numérique
- Contrôle par des personnes russes : plus de 50 % du capital social détenu par des citoyens russes et des personnes morales russes

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de l'OOO et préparation de la société

Immatriculez une OOO auprès du Service fédéral des impôts (FNS) via nalog.gov.ru ou un centre multiservices (MFC) : 3 jours ouvrés, droit d'État de 4 000 roubles, 0 en cas de dépôt électronique avec signature électronique qualifiée. Indiquez un code OKVED principal de la liste du ministère du Numérique, embauchez des salariés à un salaire au moins égal à la moyenne régionale, lancez un site web en russe décrivant les services IT.

02

Étape 2. Consentement à la levée du secret fiscal

Depuis l'espace personnel de la personne morale sur nalog.gov.ru, déposez un consentement à la levée du secret fiscal au profit du ministère du Numérique selon le formulaire KND 1110058, avec le code de période et la mention de l'accréditation IT. Sans ce document, la demande est rejetée automatiquement.

03

Étape 3. Dépôt de la demande sur Gosuslugi

Le dirigeant, muni d'un compte vérifié, dépose la demande dans la rubrique « Accréditation des sociétés IT » sur gosuslugi.ru (Gosuslugi, portail public des services de l'État russe) : informations sur la société, code OKVED, part des revenus IT, salaire moyen, lien vers le site, attestation de revenus selon le formulaire du ministère du Numérique. Les start-up joignent un justificatif de leur ancienneté et de leur chiffre d'affaires.

04

Étape 4. Examen et extrait du registre

Le ministère du Numérique vérifie la demande et les données du FNS sous 15 jours ouvrés ; en cas de non-conformité, il rend un refus motivé, et un nouveau dépôt est possible dès que le problème est corrigé. Résultat : inscription au registre des organisations IT accréditées, l'extrait est disponible sur Gosuslugi.

05

Étape 5. Application des avantages et confirmation annuelle

À partir du trimestre de l'accréditation, appliquez le taux de cotisations de 15 % et 7,6 % ainsi que l'impôt sur les sociétés de 5 % si la part des revenus IT atteint 70 %. Chaque année avant le 1er juin, confirmez l'accréditation via Gosuslugi : attestation de revenus, de salaires et consentement à la levée du secret fiscal pour l'année précédente.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande sur Gosuslugi déposée par le dirigeant depuis un compte vérifié
- Consentement à la levée du secret fiscal (KND 1110058) déposé au FNS
- Attestation des revenus issus de l'activité IT pour la période de référence selon le formulaire du ministère du Numérique
- Données sur le salaire moyen des salariés pour le trimestre (données de la déclaration RSV)
- Lien vers le site web de la société décrivant l'activité IT
- Extrait du registre EGRUL avec les codes OKVED (généré automatiquement)
- Pour les start-up : justificatif d'une immatriculation de moins de 3 ans et d'un chiffre d'affaires inférieur à 1 million de roubles

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droit d'État pour l'immatriculation d'une OOO	**4 000 roubles (≈ 45 $), 0 en cas de dépôt électronique**
Dépôt de la demande d'accréditation	**0 $**
Signature électronique qualifiée du dirigeant	**≈ 2 000-5 000 roubles par an**
Services comptables	**≈ 10 000-40 000 roubles par mois**
Confirmation annuelle	**0 $**

Délais

De l'immatriculation de l'OOO à l'accréditation : 3 à 6 semaines, soit 3 jours d'immatriculation, 1 à 2 semaines de préparation du site et de l'effectif, jusqu'à 15 jours ouvrés d'examen.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Confirmer l'accréditation chaque année avant le 1er juin : part des revenus IT, salaire moyen, consentement à la levée du secret fiscal
- Maintenir une part de revenus IT d'au moins 70 % pour les avantages fiscaux et d'au moins 30 % pour conserver le statut
- Maintenir chaque trimestre un salaire moyen au moins égal à la moyenne régionale ou nationale
- Les sociétés dont le chiffre d'affaires dépasse 1 milliard de roubles et l'effectif 100 personnes consacrent au moins 3 % des impôts économisés à la formation de spécialistes IT
- Déposer la déclaration RSV et les déclarations d'impôt sur les sociétés avec les codes des taux préférentiels

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Un salaire moyen inférieur à la moyenne régionale ne serait-ce qu'un trimestre est un motif de retrait de l'accréditation lors du contrôle annuel
- ⚠ Les sociétés sous contrôle étranger à plus de 50 % ne passent plus depuis 2026, la structure de détention doit être modifiée avant le dépôt
- ⚠ L'absence d'informations sur l'activité IT sur le site, ou un site en langue étrangère, entraîne un refus
- ⚠ Les revenus issus de la revente de logiciels tiers, de la publicité ou du conseil ne comptent pas comme revenus IT et font tomber la part sous les 70 %
- ⚠ Le taux préférentiel de cotisations est passé de 7,6 % à 15 % en 2026, les anciens calculs d'économie sont obsolètes

LIENS OFFICIELS

Accréditation des sociétés IT sur Gosuslugi https://www.gosuslugi.ru/itorgs

Ministère du Numérique de Russie (Mintsifry) https://digital.gov.ru

Service fédéral des impôts de Russie (FNS) https://www.nalog.gov.ru

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · STATUT D'ENTREPRISE

Skolkovo (participant au projet du centre d'innovation)

Qui peut devenir résident

Personne morale russe menant des activités de recherche et de commercialisation dans l'un des domaines de Skolkovo (IT, IA, biomédecine, énergie, technologies industrielles). Les fondateurs peuvent être des citoyens et des sociétés étrangers, à l'exception des personnes morales issues de juridictions offshore figurant sur la liste du ministère des Finances. La société ne peut pas cumuler ce statut avec une autre activité : ses revenus doivent provenir uniquement du projet de recherche.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération d'impôt sur les sociétés pendant 10 ans à compter de l'obtention du statut, tant que le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 1 milliard de roubles
- Exonération de TVA pendant 10 ans sur toutes les opérations du participant
- Exonération de l'impôt sur les biens des organisations
- Cotisations sociales de 14 % au lieu de 30 % (depuis 2026, le taux préférentiel s'applique à la part des rémunérations dépassant 1,5 fois le salaire minimum mensuel MROT, 30 % en dessous de ce seuil)
- Remboursement des droits de douane et de la TVA à l'importation d'équipements de recherche
- Subventions et micro-subventions de la Fondation Skolkovo, accès aux investisseurs et aux clients corporate
- Recrutement simplifié de spécialistes étrangers sans quotas ni permis

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Projet de recherche présentant une nouveauté scientifique et un potentiel de commercialisation dans l'un des clusters
- Activité limitée au projet : tout autre revenu entraîne la perte du statut
- Fondateurs hors des juridictions offshore de la liste du ministère des Finances
- Depuis le 1er février 2026, expertise détaillée du projet, de l'équipe et du modèle financier selon le nouveau Règlement sur le statut de participant
- Au-delà de 300 millions de roubles de bénéfice cumulé et de 1 milliard de chiffre d'affaires, le bénéfice est imposé selon les règles générales

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de l'OOO et préparation du projet

Immatriculez une OOO auprès du FNS (3 jours ouvrés). Préparez la description du projet de recherche : problème scientifique, nouveauté, comparaison avec les solutions existantes, feuille de route, équipe avec un directeur scientifique, modèle financier sur 3 à 5 ans.

02

Étape 2. Demande dans l'espace personnel sur sk.ru

Créez un espace personnel sur sk.ru, remplissez le questionnaire du participant, choisissez le cluster, téléchargez la présentation du projet, les CV de l'équipe et les documents constitutifs. La vérification préalable de conformité aux exigences de base prend 5 à 10 jours ouvrés.

03 **Étape 3. Expertise du projet**

Le projet est transmis à des experts indépendants (au moins 5) via le système électronique ; ils évaluent la nouveauté, le potentiel commercial et l'équipe. L'expertise dure 4 à 8 semaines ; en cas d'avis négatif, le projet peut être retravaillé et soumis à nouveau.

04 **Étape 4. Décision de la Fondation et registre des participants**

À l'issue de l'expertise, la Fondation Skolkovo décide de l'attribution du statut et inscrit la société au registre des participants. Le certificat et la notification au FNS sont générés automatiquement ; le statut est valable 10 ans.

05 **Étape 5. Exonérations fiscales et reporting**

Déposez au FNS une notification d'exercice du droit à l'exonération d'impôt sur les sociétés et de TVA (formulaire prévu à l'article 145.1 du Code fiscal de la Fédération de Russie) accompagnée de l'extrait du registre. Remettez chaque année un rapport d'activité à la Fondation et tenez le suivi du chiffre d'affaires et du bénéfice pour contrôler les seuils.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Questionnaire du participant dans l'espace personnel sur sk.ru
- Description du projet de recherche et présentation
- Feuille de route et modèle financier du projet
- CV des membres clés de l'équipe et du directeur scientifique
- Statuts et extrait du registre EGRUL
- Informations sur les fondateurs et les bénéficiaires effectifs
- Brevets, publications, prototypes le cas échéant

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droit d'État pour l'immatriculation d'une OOO	**4 000 roubles (≈ 45 $), 0 en cas de dépôt électronique**
Dépôt de la demande et expertise par la Fondation	**0 $**
Cotisations annuelles du participant	**0 $**
Préparation du projet par des consultants (facultatif)	**≈ 150 000-500 000 roubles**
Location dans le Technoparc Skolkovo (facultatif)	**≈ à partir de 2 500 roubles par m² et par mois**

Délais

Du dépôt de la demande au statut : 2 à 4 mois expertise comprise, jusqu'à 6 mois en cas de retouches.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rendre compte chaque année à la Fondation de l'avancement du projet, du chiffre d'affaires et des résultats
- Exercer uniquement l'activité liée au projet : tout autre revenu entraîne l'exclusion
- Surveiller les seuils : 1 milliard de roubles de chiffre d'affaires et 300 millions de roubles de bénéfice cumulé
- Notifier chaque année au FNS l'application de l'exonération
- Respecter les règles du projet ; en cas d'exclusion, un nouveau dépôt n'est possible qu'après 5 ans

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Un studio IT de services sans nouveauté scientifique ne passe pas l'expertise, le statut est conçu pour la recherche produit
- ⚠ Depuis le 1er février 2026, l'expertise est devenue détaillée et plus formalisée, les refus sont plus nombreux
- ⚠ Depuis 2026, les cotisations de 14 % ne s'appliquent qu'à la part du salaire dépassant 1,5 MROT, l'économie est inférieure aux anciens calculs
- ⚠ Un revenu issu d'une activité annexe (externalisation, conseil) fait perdre le statut avec rappel d'impôts
- ⚠ Moratoire de cinq ans sur une nouvelle demande après exclusion

LIENS OFFICIELS

Devenir participant au projet Skolkovo https://sk.ru/applicants-actions/

Fondation Skolkovo https://sk.ru

Service fédéral des impôts de Russie (FNS) https://www.nalog.gov.ru

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · ZONE FRANCHE

ZES « Innopolis » (Tatarstan)

Qui peut devenir résident

Personne morale russe ou entrepreneur individuel immatriculé dans le district de Verkhni Ouslon ou de Laïchevo au Tatarstan et exerçant une activité IT ou une production technologique sur le territoire de la ZES. Les fondateurs étrangers sont admis, mais depuis 2026 les exigences uniformes de l'article 56.1 du Code fiscal de la Fédération de Russie limitent les avantages pour les sociétés contrôlées par des personnes issues d'États dits « inamicaux » (à vérifier à la date du dépôt).

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 2 % pour les sociétés IT au régime général (avantage sur la part régionale, valable pour une durée limitée avec hausse ultérieure)
- Pour les start-up au régime simplifié (USN), taux de 1 % sur les revenus
- 0 % d'impôt sur les biens pendant 10 ans, 0 % de taxe foncière pendant 5 ans, 0 % de taxe sur les véhicules pendant 10 ans
- Cotisations sociales de 7,6 % au-delà du plafond et de 15 % en dessous (avec l'accréditation IT) ; les résidents d'une ZES technico-innovante bénéficient de taux réduits distincts
- Zone douanière franche : importation d'équipements sans droits de douane ni TVA
- Infrastructure clé en main : bureaux du Technoparc Innopolis, logements, université, location de terrain à partir de 30 000 roubles par hectare et par an
- ZES valable jusqu'en 2061

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Immatriculation de la personne morale sur le territoire du district de Verkhni Ouslon ou de Laïchevo
- Business plan prévoyant des investissements et une activité sur le territoire de la ZES ; pour les résidents IT, aucun seuil minimal d'investissement n'est fixé (à vérifier à la date du dépôt)
- Convention d'exercice d'activité avec le ministère du Développement économique de Russie et la société de gestion
- Présence réelle : bureau ou postes de travail à Innopolis ou à Laïchevo
- Respect des exigences uniformes applicables aux résidents des ZES selon l'article 56.1 du Code fiscal de la Fédération de Russie depuis 2026

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Demande auprès de la société de gestion

Déposez une demande sur sezinnopolis.ru décrivant la société, le produit et l'activité prévue. La société de gestion AO « ZES Innopolis » assure une première consultation et aide à choisir le format (bureau dans le technoparc, site de Laïchevo).

02

Étape 2. Immatriculation ou réimmatriculation de la personne morale

Immatriculez une OOO ou transférez le siège d'une société existante à une adresse juridique à Innopolis ou dans le district de Laïchevo via le FNS (3 jours ouvrés). L'adresse est fournie par la société de gestion dans le cadre d'un contrat de location.

03

Étape 3. Business plan et conseil d'experts

Préparez un business plan selon le formulaire du ministère du Développement économique : description du projet, investissements, effectif, chiffre d'affaires sur 5 ans. La demande est examinée par le conseil d'experts des ZES technico-innovantes auprès du ministère du Développement économique ; les séances ont lieu chaque mois, l'examen prend jusqu'à 30-40 jours ouvrés.

04

Étape 4. Convention d'activité

Sur décision du conseil, signez la convention tripartite d'exercice d'activité technico-innovante avec le ministère du Développement économique et la société de gestion. La société est inscrite au registre des résidents de la ZES et reçoit un certificat.

05

Étape 5. Application des avantages

Notifiez au FNS le statut de résident, appliquez le taux d'impôt sur les sociétés de 2 % et les exonérations sur les biens, le foncier et les véhicules. Rendez compte chaque année à la société de gestion de l'exécution du business plan et des investissements.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande de statut de résident selon le formulaire de la société de gestion
- Business plan selon le formulaire du ministère du Développement économique
- Statuts et extrait du registre EGRUL avec une adresse dans le district de Verkhni Ouslon ou de Laïchevo
- États financiers de la dernière période
- Informations sur les fondateurs, les bénéficiaires effectifs et le dirigeant
- Contrat de location d'un bureau ou d'un terrain dans la ZES
- Attestation d'absence de dettes fiscales

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droit d'État pour l'immatriculation ou la réimmatriculation d'une OOO	**4 000 roubles (≈ 45 $), 0 en cas de dépôt électronique**
Dépôt et examen de la demande	**0 $**
Location d'un bureau dans le Technoparc Innopolis	**≈ à partir de 1500 roubles par m² et par mois**
Location de terrain	**≈ à partir de 30 000 roubles par hectare et par an**
Achat de terrain	**≈ 500 000 roubles par hectare**

Délais

De la demande au certificat de résident : 2 à 3 mois, réimmatriculation et séance du conseil d'experts comprises.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Exécuter le business plan et rendre compte chaque année à la société de gestion et au ministère du Développement économique
- Exercer l'activité sur le territoire de la ZES, maintenir un bureau et des salariés à Innopolis ou à Laïchevo
- Tenir une comptabilité séparée des revenus issus de l'activité dans la ZES
- Déposer les déclarations fiscales avec les codes d'avantages de résident de ZES
- Respecter les exigences uniformes de l'article 56.1 du Code fiscal de la Fédération de Russie depuis 2026

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Une présence réelle au Tatarstan est exigée, une équipe à distance dans une autre région ne passe pas les contrôles
- ⚠ Le taux de 2 % d'impôt sur les sociétés est valable pour une durée limitée avec hausse ultérieure, vérifiez les taux en vigueur dans la loi du Tatarstan
- ⚠ Le transfert du siège dans une autre région implique un changement d'adresse et peut déclencher un contrôle du FNS
- ⚠ Depuis 2026, les exigences uniformes de l'article 56.1 du Code fiscal limitent les avantages pour certaines catégories de résidents
- ⚠ Les loyers et le coût de la vie à Innopolis sont plus élevés que la moyenne régionale

LIENS OFFICIELS

Site officiel de la ZES « Innopolis » https://sezinnopolis.ru

Ministère du Développement économique de Russie, zones économiques spéciales https://www.economy.gov.ru

Service fédéral des impôts de Russie (FNS) https://www.nalog.gov.ru

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Sberbank, T-Bank, Alfa-Bank, VTB et Tochka ouvrent un compte à une OOO en 1 à 3 jours. Les comptes en devises sont disponibles, mais les plus grandes banques sont déconnectées de SWIFT et sous sanctions américaines et européennes : les virements en USD et en EUR vers l'étranger passent par un cercle restreint de banques et d'intermédiaires, et le rapatriement obligatoire ainsi que la vente partielle des recettes en devises s'appliquent sur décision du gouvernement. L'encaissement des paiements de clients étrangers est compliqué : Stripe, PayPal, Visa et Mastercard ne fonctionnent pas en Russie ; on utilise des virements en yuans, en dirhams ou en roubles via des banques de pays amis et des agents de paiement.

Visas et résidence

Il n'existe pas de visa spécifique lié aux régimes IT. Les sociétés accréditées et les participants de Skolkovo recrutent des spécialistes étrangers hautement qualifiés hors quotas, avec un permis de travail de 3 ans et un titre de séjour simplifié. Le fondateur étranger obtient un visa d'affaires ou un titre de séjour selon les règles générales.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

En Russie, le partenaire DeusCode disposant de l'accréditation IT paie 5 % d'impôt sur les sociétés et 15 % de cotisations sur les salaires, mais les clients paient en roubles, et le transfert de la marge à la holding en USD est limité par les sanctions et le contrôle des changes : les virements en yuans ou en dirhams via des banques de pays amis et des agents de paiement sont possibles, avec une commission de 3 à 7 %. Le régime est avantageux pour le marché local, mais exige un schéma de règlement distinct avec la holding et une vérification juridique des risques de sanctions.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Depuis le 1er janvier 2026, seules les sociétés détenues à plus de 50 % par des citoyens russes et des personnes morales russes obtiennent l'accréditation (décret du Gouvernement n° 1949 du 28.11.2025) ; une holding étrangère a besoin d'une structure sous contrôle russe
- ⚠ Le taux préférentiel de cotisations sociales est passé de 7,6 % à 15 % sous le plafond en 2026 ; le taux d'impôt sur les sociétés de 5 % est valable jusqu'en 2030, vérifiez toute prolongation à la date du dépôt

- ⚠ Restrictions liées aux sanctions : les plus grandes banques sont déconnectées de SWIFT, les paiements en USD et en EUR vers l'étranger sont limités, Visa et Mastercard ne fonctionnent pas, les sanctions secondaires américaines visent les banques étrangères qui travaillent avec la Russie ; une vérification juridique est indispensable
- ⚠ Contrôle des changes : le rapatriement obligatoire des recettes et les exigences de vente de devises évoluent par décrets, vérifiez-les à la date du dépôt
- ⚠ Vérifiez à la date du dépôt les taux d'impôt sur les sociétés de la ZES Innopolis et les exigences de l'article 56.1 du Code fiscal en vigueur depuis 2026 ; les montants de location sont indicatifs
- ⚠ Les règles de Skolkovo ont changé au 1er février 2026 (nouveau Règlement sur le statut de participant), les cotisations de 14 % s'appliquent à la part des rémunérations dépassant 1,5 MROT

BY

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · BIÉLORUSSIE

Biélorussie:
HTP : 0 % d'impôt sur les sociétés et de TVA jusqu'en 2049 contre 1 % de prélèvement

Le Parc des hautes technologies de Biélorussie (HTP) est un régime extraterritorial pour les entreprises IT : les résidents ne paient ni impôt sur les sociétés ni TVA sur leur activité, versent 1 % de leur chiffre d'affaires à l'administration du parc, les cotisations au Fonds de protection sociale (FSZN) sont calculées sur le salaire moyen national et les salariés paient un impôt sur le revenu de 13 %. Le régime est garanti jusqu'au 1er janvier 2049 et ouvert aux sociétés à fondateurs étrangers. La principale contrainte aujourd'hui n'est pas fiscale mais tient aux sanctions de l'UE et des États-Unis : banques déconnectées de SWIFT, absence de Visa et Mastercard pour les règlements à l'étranger et conformité renforcée chez les contreparties étrangères.

0 % d'impôt sur les sociétés et de TVA sur l'activité du résident

FSZN calculé sur le salaire moyen national, pas sur le salaire réel

Impôt sur le revenu des salariés 13 %, dividendes 9 % (à vérifier)

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Parc des hautes technologies (HTP)
technoparc →

03 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

04 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Biélorussie: ce que le pays offre à l'IT

Le Parc des hautes technologies de Biélorussie (HTP) est un régime extraterritorial pour les entreprises IT : les résidents ne paient ni impôt sur les sociétés ni TVA sur leur activité, versent 1 % de leur chiffre d'affaires à l'administration du parc, les cotisations au Fonds de protection sociale (FSZN) sont calculées sur le salaire moyen national et les salariés paient un impôt sur le revenu de 13 %. Le régime est garanti jusqu'au 1er janvier 2049 et ouvert aux sociétés à fondateurs étrangers. La principale contrainte aujourd'hui n'est pas fiscale mais tient aux sanctions de l'UE et des États-Unis : banques déconnectées de SWIFT, absence de Visa et Mastercard pour les règlements à l'étranger et conformité renforcée chez les contreparties étrangères.

L'essentiel en 30 secondes

- 0 % d'impôt sur les sociétés et de TVA sur l'activité du résident
- FSZN calculé sur le salaire moyen national, pas sur le salaire réel
- Impôt sur le revenu des salariés 13 %, dividendes 9 % (à vérifier)
- Régime jusqu'en 2049, aucun bureau dans le parc requis

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Parc des hautes technologies (HTP)	technoparc	Personne morale immatriculée en Biélorussie (généralement une SARL, OOO, ou une société par actions fermée, ZAO), y compris les sociétés à capital 100 %...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Biélorussie, en tant que résident du HTP, paie 1 % de son chiffre d'affaires et 0 % d'impôt sur les sociétés et de TVA ; la marge versée à la holding se calcule presque sur le chiffre d'affaires brut. Les clients paient en roubles biélorusses sur le compte de la SARL via ERIP, par acquisition carte ou par virement, mais le paiement à la holding en USD est compliqué par les sanctions : sont réalistes les virements en EUR ou en CNY via des banques non sanctionnées, avec commission et contrôle de l'objet du paiement, ou les règlements en roubles via des banques russes. Avant le lancement, une vérification juridique des risques de sanctions pour la holding et sa banque est nécessaire.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · TECHNOPARC

Parc des hautes technologies (HTP)

Qui peut devenir résident

Personne morale immatriculée en Biélorussie (généralement une SARL, OOO, ou une société par actions fermée, ZAO), y compris les sociétés à capital 100 % étranger, ainsi que les entrepreneurs individuels. Une société étrangère participe via une filiale locale. La société doit exercer une ou plusieurs activités de la liste du Règlement du HTP (plus de 40 domaines) et présenter un projet d'entreprise à potentiel d'export. Aucun bureau sur le territoire du parc n'est requis, le régime est extraterritorial.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération d'impôt sur les sociétés sur l'activité relevant du régime HTP (hors dividendes et certaines opérations)
- Le chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de l'activité du résident n'est pas soumis à la TVA, export de services IT sans TVA
- Les cotisations au FSZN sont calculées sur le salaire moyen en Biélorussie et non sur le salaire réel du salarié
- Impôt sur le revenu des salariés de 13 % (le taux préférentiel de base de 9 % est suspendu pour 2023-2027, à vérifier à la date du dépôt)
- Exonération de la taxe offshore et de l'impôt sur les revenus des organisations étrangères pour plusieurs types de paiements (redevances, publicité, hébergement), à vérifier à la date du dépôt
- 0 % de taxe immobilière sur les biens situés sur le territoire du parc et allègements de taxe foncière pendant la période de construction
- Les salariés étrangers des résidents travaillent sans permis de travail et peuvent séjourner dans le pays jusqu'à 180 jours par an sans titre de séjour
- Instruments de droit anglais : options, prêts convertibles, accords de non-concurrence, procurations irrévocables

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activités de la liste du Règlement du HTP : développement logiciel, SaaS, traitement de données, cybersécurité, e-sport, audit de systèmes d'information, minage et circulation de jetons, et autres
- Projet d'entreprise décrivant le produit, les marchés et le potentiel d'export, avec un modèle financier sur 3 ans
- Immatriculation de la société en Biélorussie, absence de dettes fiscales
- Pas de seuils stricts d'effectifs ni de chiffre d'affaires, mais le projet est évalué sur sa compétitivité et sa solidité financière
- Prélèvement obligatoire de 1 % du chiffre d'affaires versé chaque trimestre à l'administration du parc

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation d'une SARL en Biélorussie

Le fondateur étranger immatricule une SARL auprès du comité exécutif du lieu du siège social ou en ligne via le portail du registre EGR (egr.gov.by) avec une signature électronique. Il faut un siège social (bureau loué ou local), des statuts et le passeport du fondateur avec traduction. Délai de 1 jour ouvré, frais officiels de 1 valeur de base. Après l'immatriculation, ouvrez un compte et obtenez le numéro de contribuable (UNP).

02

Étape 2. Préparation du projet d'entreprise

Rédigez le projet d'entreprise selon le modèle de l'administration du HTP : description du produit et des technologies, marchés cibles et export, équipe, plan de recrutement, modèle financier sur 3 ans, caractère innovant. Le modèle et les recommandations méthodologiques sont publiés sur park.by.

03

Étape 3. Dépôt de la demande auprès de l'administration du HTP

Déposez auprès de l'administration du HTP (Minsk, 1/1 rue Akademika Kuprevicha) la demande selon le formulaire, le projet d'entreprise, les copies des statuts et du certificat d'immatriculation, les informations sur les effectifs et les états financiers. Le dépôt se fait en personne, par courrier ou par voie électronique avec signature électronique. L'administration vérifie la complétude du dossier et procède à l'expertise.

04

Étape 4. Conseil de surveillance et enregistrement

La demande est examinée par le Conseil de surveillance du HTP, qui se réunit environ une fois par mois ; le délai total d'examen est d'un mois maximum à compter du dépôt du dossier complet. En cas de décision favorable, la société est enregistrée comme résident et reçoit un certificat, le régime s'applique à compter de la date d'enregistrement.

05

Étape 5. Comptabilité fiscale et reporting

Notifiez l'inspection des impôts de votre statut de résident via l'espace personnel du contribuable et passez au régime préférentiel. Mettez en place les prélèvements trimestriels de 1 % à l'administration, les rapports d'exécution du projet d'entreprise et l'audit annuel dès que les indicateurs fixés sont atteints.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande d'enregistrement en qualité de résident du HTP selon le formulaire établi
- Projet d'entreprise avec modèle financier sur 3 ans
- Copies des statuts et du certificat d'immatriculation
- Informations sur les fondateurs, les bénéficiaires effectifs et le dirigeant
- Informations sur les effectifs et la qualification des salariés
- États financiers de la dernière période (pour les sociétés existantes)
- Attestation d'absence de dettes fiscales

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais officiels d'immatriculation de la SARL	**1 valeur de base (≈ 13 $)**
Dépôt de la demande auprès du HTP	**0 $**
Prélèvements versés à l'administration du HTP	**1 % du chiffre d'affaires par trimestre**
Siège social ou bureau	**≈ 200–600 $ par an**
Audit annuel	**≈ 700–2 000 $**
Cotisations FSZN par salarié	**≈ 35 % du salaire moyen national (environ 250–350 $ par mois), à vérifier à la date du dépôt**

Délais

De l'immatriculation de la SARL au statut de résident, 5 à 8 semaines : 1 jour d'immatriculation, 2 à 3 semaines pour le projet d'entreprise, jusqu'à 1 mois d'examen par le Conseil de surveillance.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Verser 1 % du chiffre d'affaires à l'administration du HTP chaque trimestre
- Rendre compte chaque année de l'exécution du projet d'entreprise et des indicateurs

- Passer un audit annuel et remettre le rapport à l'administration
- N'exercer que des activités de la liste du HTP ; les autres revenus sont imposés selon les règles générales et peuvent motiver une exclusion
- Déposer les déclarations fiscales en appliquant les avantages du régime HTP

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Une inexécution grave du projet d'entreprise ou des revenus hors liste des activités entraînent la perte du statut
- ⚠ Sanctions : les banques et systèmes de paiement étrangers refusent les résidents biélorusses, une partie des clients de l'UE et des États-Unis ne peut pas payer pour des raisons de conformité aux sanctions
- ⚠ Une partie des banques biélorusses est déconnectée de SWIFT, les paiements en USD et en EUR passent par un cercle restreint de banques et d'intermédiaires
- ⚠ Le taux d'impôt sur le revenu de 13 % au lieu de 9 % s'applique jusqu'en 2027, vérifiez les conditions ultérieures à la date du dépôt
- ⚠ La relocalisation de l'équipe à l'étranger sans maintien d'activité en Biélorussie peut soulever des questions sur la réalité du projet

LIENS OFFICIELS

Site officiel du Parc des hautes technologies https://park.by

Registre national unifié des personnes morales (EGR) https://egr.gov.by

Ministère des impôts et taxes de Biélorussie https://nalog.gov.by

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Un compte de SARL s'ouvre chez Priorbank, Alfa-Bank (Biélorussie), BSB Bank, MTBank ou Technobank en 1 à 5 jours. Les comptes en devises en USD, EUR, RUB et CNY sont disponibles, mais Belagroprombank, Bank Dabrabyt et la Banque de développement sont déconnectées de SWIFT, et les plus grandes banques publiques sont sous sanctions de l'UE et des États-Unis : les virements en USD et en EUR passent par un cercle restreint de banques correspondantes, souvent avec des retards et des refus. Les cartes internationales Visa et Mastercard des banques biélorusses ne fonctionnent pas à l'étranger, l'encaissement des paiements de clients étrangers passe par SWIFT en EUR et en CNY, les roubles via des banques russes ; Stripe et PayPal sont indisponibles.

Visas et résidence

Les salariés étrangers des résidents du HTP travaillent sans permis spécial et peuvent séjourner en Biélorussie jusqu'à 180 jours par an sans titre de séjour. Le fondateur et les salariés obtiennent un titre de séjour temporaire sur la base de leur emploi chez un résident du HTP selon une procédure simplifiée, pour une durée maximale de 2 ans renouvelable.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Biélorussie, en tant que résident du HTP, paie 1 % de son chiffre d'affaires et 0 % d'impôt sur les sociétés et de TVA ; la marge versée à la holding se calcule presque sur le chiffre d'affaires brut. Les clients paient en roubles biélorusses sur le compte de la SARL via ERIP, par acquisition carte ou par virement, mais le paiement à la holding en USD est compliqué par les sanctions : sont réalistes les virements en EUR ou en CNY via des banques non sanctionnées, avec commission et contrôle de l'objet du paiement, ou les règlements en roubles via des banques russes. Avant le lancement, une vérification juridique des risques de sanctions pour la holding et sa banque est nécessaire.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

04 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Le régime HTP est garanti par le Décret n° 8 « Sur le développement de l'économie numérique » jusqu'au 1er janvier 2049 ; la liste des activités a été élargie par le Décret présidentiel n° 102 du 12 avril 2023
- ⚠ Restrictions liées aux sanctions de l'UE, des États-Unis et du Royaume-Uni : une partie des banques est déconnectée de SWIFT, les plus grandes banques publiques sont sous sanctions bloquantes, l'export de plusieurs technologies et

logiciels vers la Biélorussie est interdit, les sanctions secondaires visent les contreparties étrangères ; une vérification juridique est obligatoire

- ⚠ Restrictions de paiement : Visa et Mastercard ne traitent pas les opérations transfrontalières, Stripe, PayPal, Payoneer et Wise sont indisponibles, Apple et Google ont limité la monétisation pour les développeurs de Biélorussie
- ⚠ Le taux d'impôt sur le revenu de 13 % s'applique pour 2023-2027 ; vérifiez à la date du dépôt le retour à 9 % et le taux sur les dividendes
- ⚠ Le coût de l'audit, les cotisations FSZN et les frais officiels sont indicatifs, à vérifier à la date du dépôt

---

AE

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · ÉMIRATS ARABES UNIS

Émirats arabes unis: Plus de 40 zones franches, 100 % de détention étrangère, 0 % sur le revenu qualifié

Les EAU offrent trois niveaux de régimes pour l'IT : les zones franches classiques (IFZA, Meydan, Dubai Internet City, DSO, DMCC, RAKEZ, SHAMS, Ajman) avec immatriculation rapide et quotas de visas, ainsi que deux centres financiers de common law, le DIFC à Dubaï et l'ADGM à Abou Dhabi. Depuis juin 2023, un impôt fédéral sur les sociétés de 9 % s'applique, mais un résident de zone franche ayant le statut de Qualifying Free Zone Person paie 0 % sur le revenu qualifié. Convient aux studios de développement, aux SaaS, à la fintech et aux projets crypto qui ont besoin d'un centre de règlement international.

100 % de détention étrangère et rapatriement des bénéfices

0 % d'impôt sur le revenu qualifié de zone franche

Pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Zones franches IT de Dubaï et des émirats : IFZA, Meydan, Dubai Internet City, DSO, DMCC, RAKEZ, SHAMS, Ajman Free Zone
zone franche →

03 · DIFC (Dubai International Financial Centre, centre financier de Dubaï)
centre financier →

04 · ADGM (Abu Dhabi Global Market, centre financier d'Abou Dhabi)
centre financier →

05 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

06 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Émirats arabes unis: ce que le pays offre à l'IT

Les EAU offrent trois niveaux de régimes pour l'IT : les zones franches classiques (IFZA, Meydan, Dubai Internet City, DSO, DMCC, RAKEZ, SHAMS, Ajman) avec immatriculation rapide et quotas de visas, ainsi que deux centres financiers de common law, le DIFC à Dubaï et l'ADGM à Abou Dhabi. Depuis juin 2023, un impôt fédéral sur les sociétés de 9 % s'applique, mais un résident de zone franche ayant le statut de Qualifying Free Zone Person paie 0 % sur le revenu qualifié. Convient aux studios de développement, aux SaaS, à la fintech et aux projets crypto qui ont besoin d'un centre de règlement international.

L'essentiel en 30 secondes

- 100 % de détention étrangère et rapatriement des bénéfices
- 0 % d'impôt sur le revenu qualifié de zone franche
- Pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques
- Visa de résident pour le fondateur et l'équipe

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Zones franches IT de Dubaï et des émirats : IFZA, Meydan, Dubai Internet City, DSO, DMCC, RAKEZ, SHAMS, Ajman Free Zone	zone franche	Toute personne physique ou morale de n'importe quel pays, y compris les sociétés à capital entièrement étranger. La résidence aux EAU n'est pas exigée du...
DIFC (Dubai International Financial Centre, centre financier de Dubaï)	centre financier	Sociétés de tout pays et de toute composition d'actionnariat. Les sociétés IT non financières, les start-up fintech et les projets Web3 relèvent de...
ADGM (Abu Dhabi Global Market, centre financier d'Abou Dhabi)	centre financier	Sociétés et fondateurs de tout pays. Tech Startup Licence pour les start-up disposant d'un produit technologique propre (pas pour les prestataires de services...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode aux EAU paie la marge à la holding depuis une société où l'impôt est de 0 % jusqu'à 375 000 AED de bénéfice et où, avec le statut QFZP, les services IT exportés ne sont pas imposés du tout. Il encaisse les paiements des clients en AED ou en USD sur un compte aux EAU sans perte de change, le dirham étant strictement arrimé au dollar, et règle la holding en USD sans contrôle des changes. Une société locale avec visa ouvre l'accès aux appels d'offres publics et privés du CCG.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

Zones franches IT de Dubaï et des émirats : IFZA, Meydan, Dubai Internet City, DSO, DMCC, RAKEZ, SHAMS, Ajman Free Zone

Qui peut devenir résident

Toute personne physique ou morale de n'importe quel pays, y compris les sociétés à capital entièrement étranger. La résidence aux EAU n'est pas exigée du fondateur, mais il faut un passeport et un justificatif de domicile. Les contrôles de sanctions (KYC) sont effectués par la zone elle-même et par la banque ; les ressortissants de certains pays font l'objet d'une vérification renforcée.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 100 % de détention étrangère, aucun partenaire local requis, rapatriement intégral du capital et des bénéfices à l'étranger
- Impôt sur les sociétés de 9 % uniquement sur les bénéfices au-delà de 375 000 AED (≈ 102 000 $), 0 % en dessous de ce seuil
- Le statut de Qualifying Free Zone Person donne 0 % sur le revenu qualifié (opérations avec d'autres résidents de zones franches, exportation de services à l'étranger, une liste d'activités énumérées) sous réserve des conditions de substance économique
- Small Business Relief : les sociétés dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 3 millions d'AED peuvent opter pour un régime sans revenu imposable pour les périodes se terminant au plus tard le 31 décembre 2026
- Pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques, pas d'impôt sur les dividendes ni sur les plus-values, pas de contrôle des changes, le dirham est arrimé au dollar
- Quotas de visas : de 1 à 6 visas de résident sur un flexi-desk, davantage avec la location d'un bureau ; le visa du fondateur est généralement de 2 ans, les investisseurs ont accès au Golden Visa de 10 ans
- TVA de 5 %, l'exportation de services hors du CCG est taxée à 0 %
- Types de sociétés : FZCO (plusieurs actionnaires), FZE (actionnaire unique), FZ-LLC (à DIC, DSO et dans les autres zones de la Dubai Development Authority), ainsi que la succursale d'une société étrangère

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Choix de la licence selon les activités : software development, IT consultancy, e-commerce, technology R&D ; une licence autorise généralement 3 activités connexes ou plus
- Adresse juridique dans la zone : au minimum un flexi-desk ou un espace de coworking, un bureau dédié est nécessaire pour un plus grand nombre de visas
- Capital minimum : généralement déclaré sans versement (IFZA, Meydan, RAKEZ), la DMCC exige ≈ 50 000 AED dans les statuts ; à vérifier à la date du dépôt
- Pour le taux de 0 %, une substance économique est requise : salariés, dépenses et actifs réels dans la zone, états financiers audités, revenus d'opérations non qualifiées ne dépassant pas le seuil de minimis (5 % du chiffre d'affaires ou 5 millions d'AED)
- Renouvellement annuel de la licence et des visas, tenue de la comptabilité selon les IFRS

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 Étape 1. Choix de la zone et de la licence

Définissez votre priorité : prix et visas (IFZA, Meydan, SHAMS, Ajman, RAKEZ) ou prestige et écosystème (Dubai Internet City, DSO, DMCC). Vérifiez la liste des activités sur le site de la zone et la présence de software development et IT consultancy. Compte 1 à 3 jours.

02 Étape 2. Dépôt de la demande et KYC

Via le portail de la zone ou son service commercial, déposez le formulaire, les passeports des fondateurs et des dirigeants, le justificatif de domicile et une brève description de l'activité. La zone effectue la vérification et délivre l'initial approval en 1 à 5 jours ouvrés.

03 Étape 3. Paiement et documents constitutifs

Réglez le pack de licence et la location du poste de travail, signez les statuts (MoA/AoA) et la décision de constitution. Dans la plupart des zones, la signature se fait à distance par signature électronique. La licence et le certificat d'immatriculation sont délivrés en 2 à 7 jours ouvrés.

04 Étape 4. Establishment card et visas

Obtenez la carte d'établissement de la société auprès du service de l'immigration, puis demandez le visa de résident du fondateur : permis d'entrée, visite médicale, Emirates ID, apposition du visa. La présence aux EAU est obligatoire pour la visite médicale et la biométrie. Compte 2 à 4 semaines par personne.

05 Étape 5. Enregistrement auprès de la FTA et banque

Enregistrez-vous sur EmaraTax pour l'impôt sur les sociétés dans le délai imparti après l'immatriculation de la société et, si le chiffre d'affaires dépasse 375 000 AED, également pour la TVA. Ouvrez un compte bancaire (Mashreq NeoBiz, WIO, RAKBANK, ENBD) : dossier de pièces et entretien, 2 à 6 semaines.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports de tous les fondateurs, dirigeants et du manager (validité supérieure à 6 mois)
- Justificatif de domicile (facture de services publics ou relevé bancaire de moins de 3 mois)
- Photo d'identité, copie du visa ou du cachet d'entrée aux EAU, le cas échéant
- Bref business plan ou description de l'activité (plus souvent exigé par DIC, DSO, DMCC)
- CV des fondateurs ; pour certaines activités, diplômes ou certificats
- Pour un fondateur personne morale : certificat d'immatriculation, statuts, décision de création de la filiale, le tout apostillé et traduit en arabe ou en anglais

COÛTS

POSTE	MONTANT
Licence IFZA sans visa, par an	**≈ 3 500 $ (12 900 AED)**
Licence Meydan avec 1 visa, par an	**≈ 3 400 $ (12 500 AED)**
Licence IFZA avec 3 visas, par an	**≈ 5 400 $ (19 900 AED)**
Licence Dubai Internet City ou DMCC avec bureau, par an	**≈ 8 000 à 15 000 $**
Visa de résident, par personne (permis, visite médicale, Emirates ID)	**≈ 1 000 à 1 400 $ (3 800 à 5 000 AED)**
Coût réel de la première année avec 1 à 2 visas et flexi-desk	**≈ 7 000 à 9 000 $**
Enregistrement auprès de la FTA pour l'impôt sur les sociétés	**0 $**

Délais

Licence en 3 à 10 jours ouvrés, visa du fondateur 2 à 4 semaines supplémentaires, compte bancaire 2 à 6 semaines. Parcours complet jusqu'à une société opérationnelle avec compte : 1 à 2,5 mois.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Renouvellement annuel de la licence et du bail ; sans renouvellement, le visa du fondateur est annulé
- Enregistrement à l'impôt sur les sociétés et dépôt de la déclaration dans les 9 mois suivant la clôture de l'exercice
- Pour le statut QFZP, audit des états financiers et respect de la substance économique obligatoires
- Enregistrement à la TVA au-delà de 375 000 AED de chiffre d'affaires, déclarations trimestrielles
- Tenue de la comptabilité et conservation des documents pendant 7 ans, déclaration des bénéficiaires effectifs (UBO)

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le pack bon marché à 12 900 AED se transforme en pratique en 7 000 à 9 000 $ la première année : visas, Emirates ID, assurance santé, dépôt de garantie de l'immigration
- ⚠ Les revenus provenant de clients du mainland des EAU et certains services ne sont pas considérés comme qualifiés ; les 9 % s'appliquent alors à l'ensemble du bénéfice, et pas seulement à cette part
- ⚠ Les banques refusent les sociétés sans substance économique réelle ni origine des fonds claire, surtout lorsque les fondateurs viennent de pays sous sanctions
- ⚠ Le visa exige une entrée aux EAU tous les 180 jours, faute de quoi il est annulé
- ⚠ L'enregistrement tardif à l'impôt sur les sociétés est sanctionné d'une amende de 10 000 AED

LIENS OFFICIELS

IFZA https://ifza.com

Meydan Free Zone https://www.meydanfz.ae

Dubai Internet City https://dic.ae

Dubai Silicon Oasis https://www.dso.ae

DMCC https://www.dmcc.ae

RAKEZ https://rakez.com

SHAMS (Sharjah Media City, Charjah) https://www.shams.ae

Ajman Free Zone https://www.afz.ae

Autorité fédérale des impôts des EAU (FTA), guide sur les Free Zone Persons https://tax.gov.ae/en/media.centre/news/federal.tax.authority.issues.corporate.tax.guide.on.free.zone.persons.aspx

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · CENTRE FINANCIER

DIFC (Dubai International Financial Centre, centre financier de Dubaï)

Qui peut devenir résident

Sociétés de tout pays et de toute composition d'actionnariat. Les sociétés IT non financières, les start-up fintech et les projets Web3 relèvent de l'Innovation Licence ; les activités financières réglementées exigent une licence de la DFSA.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Common law anglaise propre, tribunaux DIFC Courts et arbitrage, indépendants des juridictions des EAU
- 100 % de détention étrangère, pas de contrôle des changes, libre rapatriement des bénéfices
- Innovation Licence à 1 500 $ par an au lieu des 12 000 $ et plus de la licence standard, subvention pendant 2 à 5 ans, accès au DIFC Innovation Hub et à son espace de coworking
- Impôt sur les sociétés de 9 % au-delà de 375 000 AED, 0 % sur le revenu qualifié avec le statut QFZP
- Pas d'impôt sur le revenu, dividendes et plus-values non imposés
- Régulateur des données distinct (DIFC Data Protection Law), pratique pour un SaaS ayant des clients européens
- Jusqu'à 4 visas avec l'Innovation Licence, davantage selon la surface du bureau

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Entité au DIFC : Private Company Limited by Shares (Ltd), succursale ou LLP
- Innovation Licence réservée aux start-up technologiques ou innovantes : description du produit, preuve qu'il ne s'agit pas d'une simple sous-traitance IT
- Poste de travail obligatoire au DIFC : coworking à l'Innovation Hub ou bureau
- Pas de capital minimum pour les sociétés non réglementées ; pour les licences DFSA, de 10 000 $ à 500 000 $ et plus
- États financiers audités chaque année

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Demande préalable

Remplissez le formulaire sur le portail du DIFC (Client Portal) avec la description du produit, l'équipe et le plan. Pour l'Innovation Licence, le service du DIFC Innovation Hub évalue la conformité aux critères. Réponse en 3 à 10 jours ouvrés.

02

Étape 2. Réservation du nom et dépôt du dossier

Après approbation, téléversez les passeports, les justificatifs de domicile, les statuts selon le modèle du DIFC, le business plan, la structure de détention et les UBO. Le Registrar of Companies effectue la vérification en 5 à 10 jours ouvrés.

03

Étape 3. Bail et paiement

Signez le contrat de coworking ou de bureau, réglez les frais d'immatriculation, la licence et la redevance de protection des données. Recevez le Certificate of Incorporation et la Commercial Licence.

04 **Étape 4. Visas et banque**

Via DIFC Government Services, obtenez l'establishment card et les visas (2 à 4 semaines). Ouvrez un compte dans une banque du DIFC ou du mainland ; la licence DIFC est perçue par les banques comme un gage de fiabilité.

05 **Étape 5. Comptabilité fiscale**

Enregistrez-vous sur EmaraTax, déterminez si le revenu relève du statut QFZP, désignez un auditeur inscrit au registre du DIFC.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports et justificatifs de domicile des actionnaires, dirigeants et du secrétaire
- Business plan et présentation du produit (obligatoires pour l'Innovation Licence)
- Structure du groupe et déclaration des bénéficiaires effectifs
- Statuts selon le modèle du DIFC et décision des actionnaires
- Bail ou contrat de coworking au DIFC
- Pour les actionnaires personnes morales : documents constitutifs apostillés

COÛTS

POSTE	MONTANT
Innovation Licence, par an (subventionnée)	**1 500 $**
Frais d'immatriculation de la société (Ltd)	**≈ 8 000 $, réduits pour l'Innovation Licence, à vérifier à la date du dépôt**
Licence commerciale standard, par an	**≈ 12 000 $**
Redevance de protection des données, par an	**≈ 500 à 1 250 $**
Coworking à l'Innovation Hub, par an	**≈ 5 000 à 10 000 $**
Première année complète avec Innovation Licence, visas et services compris	**≈ 10 000 à 20 000 $**

Délais

4 à 8 semaines jusqu'à la licence, puis 2 à 4 semaines pour les visas et le compte.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- États financiers audités chaque année et dépôt auprès du Registrar dans les 7 mois suivant la clôture de l'exercice
- Renouvellement annuel de la licence, du bail et de la notification de protection des données
- Dépôt de la déclaration d'impôt sur les sociétés auprès de la FTA
- Notification au DIFC de tout changement de dirigeants, d'actionnaires ou d'adresse dans un délai de 30 jours
- Respect de la DIFC Data Protection Law lors du traitement des données personnelles

PIÈGES À ÉVITER

- L'Innovation Licence ne donne pas le droit d'exercer une activité financière réglementée ; pour les paiements et la crypto, il faut la DFSA
- À la fin de la subvention, la licence passe au tarif standard : prévoyez-le dans le budget
- L'audit est obligatoire même pour une petite société, soit ≈ 3 000 à 6 000 $ par an
- Le refus de l'Innovation Licence est fréquent pour la pure sous-traitance sans produit propre

LIENS OFFICIELS

DIFC Innovation Licence https://www.difc.com/business/establish-a-business/innovation-licence

DIFC, site officiel https://www.difc.com

DFSA (régulateur des services financiers du DIFC) https://www.dfsa.ae

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · CENTRE FINANCIER

ADGM (Abu Dhabi Global Market, centre financier d'Abou Dhabi)

Qui peut devenir résident

Sociétés et fondateurs de tout pays. Tech Startup Licence pour les start-up disposant d'un produit technologique propre (pas pour les prestataires de services IT), licences ordinaires pour les holdings et les sociétés IT, licence FSRA pour la fintech, les paiements et les actifs virtuels.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Common law anglaise appliquée directement, tribunaux ADGM Courts, structures internationales reconnues (SPV, fonds, foundations)
- Tech Startup Licence : 1500 $ par an (depuis 2026, auparavant 1000 $), période préférentielle jusqu'à 3 ans, accès à Hub71 avec subventions pour le logement, le bureau et l'assurance
- La FSRA réglemente les actifs virtuels depuis 2018 : plateformes d'échange, dépositaires, courtiers, tokenisation ; en mars 2026, des lignes directrices actualisées ont été publiées, couvrant notamment la DeFi et les titres tokenisés
- 100 % de détention étrangère, 0 % d'impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés de 9 % au-delà de 375 000 AED, 0 % sur le revenu qualifié avec le statut QFZP
- 3 visas par poste de travail dédié ; pour les entrepreneurs, des visas de 5 ans sont accessibles via Hub71
- Immatriculation entièrement numérique via le portail en ligne, sans notaire ni documents papier

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Pour la Tech Startup Licence, une lettre d'approbation de Hub71 (depuis juillet 2024) et un business plan sont obligatoires
- Adresse à l'ADGM : coworking (Hub71, WeWork sur Al Maryah Island) ou bureau, le bail est joint à la demande
- Au moins un signataire autorisé et, en règle générale, un résident des EAU en qualité de dirigeant ou de manager pour les banques
- Pour la licence FSRA : capital de 250 000 $ à plusieurs millions selon la catégorie, responsable de la conformité et MLRO salariés, bureau local
- Déclarations annuelles, audit pour les grandes sociétés

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Eligibility form et Hub71**

Remplissez le formulaire sur adgm.com/business-areas/tech-startup et joignez la présentation du produit. En parallèle, déposez une demande auprès de Hub71 pour obtenir la lettre d'approbation. Vérification en 21 jours en moyenne.

02 **Étape 2. Dépôt en ligne auprès de la Registration Authority**

Sur le portail de l'ADGM, réservez le nom, téléversez les passeports, les justificatifs de domicile, les statuts (le modèle standard de l'ADGM peut être utilisé), le business plan et le bail. Réglez les frais.

03 **Étape 3. Délivrance de la licence**

Le Registrar délivre le Certificate of Incorporation et la Commercial Licence, généralement en 2 à 4 semaines pour la Tech Startup et en 5 à 10 jours ouvrés pour une licence ordinaire si le dossier est complet.

04 **Étape 4. Visas et banque**

Obtenez l'establishment card et demandez les visas. Ouvrez un compte : FAB, ADCB, Mashreq et les banques numériques sont bien disposées envers les sociétés de l'ADGM, mais exigeront un business plan et une preuve de l'origine des fonds.

05 **Étape 5. Activité réglementée (si nécessaire)**

Pour une plateforme d'échange crypto, la conservation d'actifs ou les paiements, déposez auprès de la FSRA : réunion préalable, Regulatory Business Plan, modèle financier, politiques. Examen en 6 à 12 mois, plus rapide pour le RegLab (bac à sable réglementaire).

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports et justificatifs de domicile des dirigeants, des actionnaires et du signataire autorisé
- Business plan et présentation du produit
- Lettre d'approbation de Hub71 (pour la Tech Startup Licence)
- Statuts (Articles of Association) et décision de constitution
- Bail à l'ADGM
- Déclaration des bénéficiaires effectifs ; pour les actionnaires personnes morales, documents apostillés

COÛTS

POSTE	MONTANT
Tech Startup Licence, par an	**1 500 $**
Licence non financière standard, par an	**≈ 10 000 à 12 000 $, à vérifier à la date du dépôt**
Immatriculation de la société (ordinaire)	**≈ 3 000 à 8 000 $**
Coworking à Hub71, par an	**≈ 4 000 à 8 000 $, subvention jusqu'à 100 % pour les résidents de Hub71**
Demande de licence FSRA (actifs virtuels)	**≈ 20 000 à 125 000 $ selon la catégorie, à vérifier à la date du dépôt**
Visa de résident, par personne	**≈ 1 000 à 1 400 $**

Délais

Tech Startup Licence en 4 à 6 semaines, Hub71 compris ; licence ordinaire en 2 à 3 semaines ; licence FSRA à partir de 6 mois.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Renouvellement annuel de la licence et confirmation des données de la société
- Dépôt des comptes annuels auprès de la Registration Authority, audit pour les sociétés au-delà des seuils
- Enregistrement et déclarations d'impôt sur les sociétés auprès de la FTA
- Pour les licences FSRA : exigences de capital, rapports réguliers, contrôle AML
- Notification de tout changement de structure dans un délai de 30 jours

PIÈGES À ÉVITER

- La Tech Startup Licence exclut expressément les technology service providers : un studio de sous-traitance n'y est pas éligible, il faut une licence ordinaire
- La licence FSRA ne permet pas d'opérer sous la VARA à Dubaï ni sur le mainland des EAU : ce sont des régulateurs distincts

⚠ Au bout de 3 ans, les avantages prennent fin et le coût passe au tarif standard

⚠ Les banques d'Abou Dhabi sont prudentes vis-à-vis de la crypto ; le compte d'un projet d'actifs virtuels ne s'ouvre qu'après l'obtention de la licence FSRA

LIENS OFFICIELS

ADGM Tech Startup Licence https://www.adgm.com/business-areas/tech-startup

ADGM, immatriculation des sociétés https://www.adgm.com/setting-up

FSRA (régulateur de l'ADGM) https://www.adgm.com/financial-services-regulatory-authority

Hub71 https://hub71.com

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte s'ouvre après l'obtention de la licence : Mashreq NeoBiz, WIO, RAKBANK, ENBD, FAB, ADCB, et pour le DIFC et l'ADGM également des banques internationales. Elles exigent un business plan, des contrats clients, une preuve de l'origine des fonds et, en règle générale, un visa de résident pour le signataire. Pas de contrôle des changes, le dirham est arrimé au dollar, les paiements entrants en USD, EUR et AED sont acceptés librement ; Stripe et PayPal fonctionnent pour les sociétés des EAU.

Visas et résidence

Visa de résident de 2 ans pour le fondateur via n'importe quelle zone franche, visas pour les salariés selon le quota de la licence. Golden Visa de 10 ans pour les investisseurs (à partir de 2 millions d'AED) et pour les talents IT sur nomination. Le visa exige une entrée aux EAU au moins une fois tous les 180 jours.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode aux EAU paie la marge à la holding depuis une société où l'impôt est de 0 % jusqu'à 375 000 AED de bénéfice et où, avec le statut QFZP, les services IT exportés ne sont pas imposés du tout. Il encaisse les paiements des clients en AED ou en USD sur un compte aux EAU sans perte de change, le dirham étant strictement arrimé au dollar, et règle la holding en USD sans contrôle des changes. Une société locale avec visa ouvre l'accès aux appels d'offres publics et privés du CCG.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ L'impôt sur les sociétés de 9 % s'applique depuis le 1er juin 2023 ; les taux et le seuil de 375 000 AED sont confirmés en septembre 2026
- ⚠ Le Small Business Relief prend fin pour les périodes se clôturant le 31 décembre 2026 ; aucune prolongation n'a été annoncée, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Les prix des licences de zones franches changent chaque année et dépendent des promotions ; les montants du fichier sont indicatifs, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Les sociétés dont les fondateurs viennent de Russie ou de Biélorussie sont immatriculées, mais les banques vérifient plus longtemps et peuvent refuser ; préparez une origine des fonds transparente
- ⚠ Depuis 2025, une DMTT de 15 % s'applique aux groupes dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros ; sans objet pour les petites entreprises

QA

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · QATAR

Qatar:
QFC : impôt de 10 % et frais de 500 $, technoparc QSTP et zones franches avec 20 ans sans impôt

Le Qatar offre trois voies pour l'IT : le Qatar Financial Centre (QFC), de droit anglais, avec un impôt de 10 % et des frais d'immatriculation ramenés à 500 $; le technoparc QSTP de la Qatar Foundation, avec exonération totale d'impôt pour les sociétés de R&D et de technologie ; et les zones franches QFZA (Ras Bufontas près de l'aéroport et Umm Alhoul près du port), avec des exonérations fiscales de 20 ans. Les trois régimes permettent une détention étrangère à 100 % et n'exigent pas de partenaire local, à la différence des sociétés onshore (mainland).

Détention étrangère à 100 %, sans partenaire local

QFC : impôt de 10 %, immatriculation dès 500 $

QSTP et zones franches : jusqu'à 20 ans sans impôt

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · Qatar Financial Centre (QFC), centre financier de droit anglais →
centre financier

03 · Qatar Science and Technology Park (QSTP), technoparc de la Qatar Foundation →
technoparc

04 · Zones franches QFZA : Ras Bufontas (aéroport) et Umm Alhoul (port) →
zone franche

05 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

06 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Qatar: ce que le pays offre à l'IT

Le Qatar offre trois voies pour l'IT : le Qatar Financial Centre (QFC), de droit anglais, avec un impôt de 10 % et des frais d'immatriculation ramenés à 500 $; le technoparc QSTP de la Qatar Foundation, avec exonération totale d'impôt pour les sociétés de R&D et de technologie ; et les zones franches QFZA (Ras Bufontas près de l'aéroport et Umm Alhoul près du port), avec des exonérations fiscales de 20 ans. Les trois régimes permettent une détention étrangère à 100 % et n'exigent pas de partenaire local, à la différence des sociétés onshore (mainland).

L'essentiel en 30 secondes

- Détention étrangère à 100 %, sans partenaire local
- QFC : impôt de 10 %, immatriculation dès 500 $
- QSTP et zones franches : jusqu'à 20 ans sans impôt
- Ni impôt sur le revenu ni TVA

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Qatar Financial Centre (QFC), centre financier de droit anglais	centre financier	Sociétés de toute juridiction et fondateurs de toute nationalité. Au-delà de la finance, le QFC licencie le conseil IT, le développement logiciel, les…
Qatar Science and Technology Park (QSTP), technoparc de la Qatar Foundation	technoparc	Sociétés ayant une activité technologique réelle : recherche et développement, création de logiciels et de produits, sciences appliquées. Les sociétés…
Zones franches QFZA : Ras Bufontas (aéroport) et Umm Alhoul (port)	zone franche	Sociétés étrangères et qatariennes dans la logistique, les technologies, l'industrie légère, les centres de données et les services numériques. Ras Bufontas…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode au Qatar ne paie pas d'impôt sur les sociétés s'il opère via le QSTP ou la QFZA, et via le QFC il ne paie 10 % que sur les bénéfices tirés de clients locaux. Il encaisse les paiements de ses clients en QAR ou en USD sur un compte dans une banque locale et transfère sans restriction la marge à la holding en USD ; le riyal étant arrimé au dollar, la conversion n'entraîne pas de pertes. L'immatriculation au QFC dès 500 $ en fait l'entrée la moins chère parmi les centres financiers du Golfe.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · CENTRE FINANCIER

Qatar Financial Centre (QFC), centre financier de droit anglais

Qui peut devenir résident

Sociétés de toute juridiction et fondateurs de toute nationalité. Au-delà de la finance, le QFC licencie le conseil IT, le développement logiciel, les plateformes numériques, le conseil et les sièges régionaux. Au premier semestre 2026, le secteur technologique a représenté 38 % des nouvelles immatriculations.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Détention étrangère à 100 %, libre rapatriement des bénéfices et du capital, aucune restriction de change
- Impôt sur les sociétés de 10 % uniquement sur les bénéfices de source qatarienne ; avec une structure adéquate, les revenus de clients étrangers ne sont pas imposés ; taux de 0 % pour certaines activités
- 0 % d'impôt sur le revenu, pas de TVA ni d'impôt sur les plus-values pour les participations à partir de 10 %
- Système juridique propre fondé sur le droit anglais, QFC Court et Regulatory Tribunal
- Frais d'immatriculation ramenés à 500 $ pour la plupart des licences (sauf Single Family Office)
- Report des pertes sans limitation de durée, accès à plus de 80 conventions de non-double imposition
- Location de bureaux autorisée dans n'importe quel quartier de Doha, pas seulement dans les tours du QFC

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activité figurant sur la liste des activités autorisées (permitted activities) ; pour l'IT : conseil, développement logiciel, services TIC
- Bureau au Qatar : bail avec une adresse agréée ; le coworking est admis pour les start-up
- Pas de capital minimum pour les LLC non régulées ; pour les sociétés financières régulées, la QFCRA fixe le capital selon la catégorie
- Au minimum un directeur et un secrétaire ; la résidence au Qatar n'est pas obligatoire, mais souhaitable pour les banques
- États financiers audités chaque année, version simplifiée pour les petites sociétés

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande sur le portail du QFC**

Créez un compte sur qfc.qa et remplissez l'Application for Licence : description de l'activité, structure de détention, prévisions financières sur 3 ans. Le contrôle d'honorabilité (fit and proper) prend 2–4 semaines.

02 **Étape 2. Paiement des frais et documents constitutifs**

Après l'approbation conditionnelle, réglez les frais d'immatriculation de 500 $, signez les statuts selon le modèle du QFC et la résolution de nomination des directeurs. Téléversez le bail.

03 **Étape 3. Délivrance de la licence**

Le Companies Registration Office délivre le Certificate of Incorporation et la licence de la QFCA, généralement sous 5–10 jours ouvrés après réception du dossier complet.

04 Étape 4. Immigration et visas

Via QFC Immigration Services, obtenez l'Establishment Card, puis le Residence Permit pour le fondateur et les salariés : visa d'entrée, visite médicale, empreintes, Qatar ID. 3–6 semaines.

05 Étape 5. Enregistrement fiscal et banque

Enregistrez-vous auprès du QFC Tax Department (Tax Registration Number), ouvrez un compte chez QNB, Commercial Bank, Doha Bank ou Dukhan Bank. Les banques exigent la licence, le bail et souvent la résidence du signataire.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports et CV des actionnaires, des directeurs et du secrétaire
- Business plan décrivant l'activité avec prévisions sur 3 ans
- Organigramme du groupe et déclaration des bénéficiaires effectifs
- Statuts (selon le modèle du QFC) et résolutions des fondateurs
- Bail de bureau au Qatar
- Pour un actionnaire personne morale : documents constitutifs apostillés et résolution de création de la filiale

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais d'immatriculation QFC	**500 $**
Renouvellement annuel de la licence	**≈ 500–5 000 $ selon le type, à vérifier à la date du dépôt**
Location de bureau ou de coworking, par an	**≈ 6 000–20 000 $**
Residence Permit par personne	**≈ 600–1 000 $**
Audit, par an	**≈ 2 500–5 000 $**

Délais

4–8 semaines jusqu'à la licence, puis 3–6 semaines pour les visas et le compte.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration fiscale annuelle au QFC Tax Department dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice
- États financiers audités déposés au Companies Registration Office
- Renouvellement annuel de la licence et mise à jour des données sur les directeurs et les UBO
- Respect des règles AML/CFT de la QFCRA, même pour les sociétés non financières
- Maintien d'un bureau et d'une présence minimale au Qatar

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ L'impôt de 10 % se calcule selon la source du revenu : les services rendus à des clients qatariens sont imposés, et pas seulement le bénéfice global ; planifiez la structure à l'avance
- ⚠ Les 500 $ ne couvrent que l'immatriculation ; la première année réelle, avec bureau et visas, revient à 12 000–25 000 $
- ⚠ Sans signataire résident, l'ouverture du compte bancaire est longue, voire impossible
- ⚠ La licence QFC ne donne pas le droit d'opérer sur le mainland sous l'autorité du MOCI ; pour le commerce de détail et les marchés publics, une société onshore distincte est parfois nécessaire

LIENS OFFICIELS

Qatar Financial Centre https://www.qfc.qa

QFC : aperçu fiscal https://www.qfc.qa/en/setup/tax-overview/

QFC Regulatory Authority https://www.qfcra.com

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · TECHNOPARC

Qatar Science and Technology Park (QSTP), technoparc de la Qatar Foundation

Qui peut devenir résident

Sociétés ayant une activité technologique réelle : recherche et développement, création de logiciels et de produits, sciences appliquées. Les sociétés étrangères, les succursales et les start-up de tout pays peuvent devenir résidentes. Le négoce ordinaire et la pure sous-traitance ne sont pas admis.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération totale d'impôt sur les sociétés sur les bénéfices réalisés au Qatar au titre de l'activité licenciée
- Détention étrangère à 100 %, libre rapatriement des bénéfices, aucune restriction de change
- Importation d'équipements de recherche et de production sans droits de douane
- Accès aux laboratoires, à l'incubateur, aux accélérateurs XLR8, aux subventions de la Qatar Foundation et du Qatar National Research Fund
- Implantation à Education City, à côté des universités (Carnegie Mellon, Texas A&M, HBKU) et de leurs diplômés
- Ni impôt sur le revenu ni TVA au Qatar

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Preuve que l'activité principale relève du développement technologique ou de la R&D, évaluée d'après les investissements dans les permitted activities
- Bureau ou laboratoire sur le site du QSTP (loué auprès du QSTP)
- Types de licences : licence complète (QSTP LLC ou succursale), licence restreinte pour les sociétés à activité partielle, licence pour start-up et incubation
- Indicateurs d'« activité prédominante » convenus à l'avance et vérifiés au renouvellement
- Pas de capital minimum fixé par la loi ; à vérifier à la date du dépôt

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Contact avec la QSTP Free Zone Authority**

Envoyez une demande via qstp.org.qa avec la description du projet technologique, le plan de R&D et l'équipe. Le comité évalue la conformité aux permitted activities en 3–6 semaines.

02 **Étape 2. Accord sur la licence et les locaux**

Après approbation, convenez du type de licence, de la liste des permitted activities et de la location d'un bureau ou d'un laboratoire. Signez le bail.

03 **Étape 3. Immatriculation de la société**

La QSTP FZ Authority immatricule la QSTP LLC ou la succursale et délivre la licence. Documents : statuts, passeports, résolutions des fondateurs, business plan. 2–4 semaines.

04 Étape 4. Visas, compte, exonération fiscale

Via le QSTP, obtenez l'Establishment Card et le Residence Permit pour les salariés. Ouvrez un compte dans une banque locale. L'exonération s'applique automatiquement à l'activité licenciée, mais le dépôt d'une déclaration à zéro auprès de la GTA est obligatoire.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Description du projet technologique et plan de recherche et développement
- Business plan avec budget d'investissement dans les permitted activities
- Passeports et CV des fondateurs et des spécialistes clés
- Documents constitutifs apostillés de la société mère (pour une succursale ou une filiale)
- Statuts de la QSTP LLC selon le modèle et résolutions des fondateurs
- Bail au QSTP

COÛTS

POSTE	MONTANT
Immatriculation et licence QSTP	**≈ 2 000–5 000 $, à vérifier à la date du dépôt**
Licence annuelle	**≈ 2 000–5 000 $, comparable à la QFZ, à vérifier à la date du dépôt**
Location de bureau au QSTP, par an	**≈ 8 000–25 000 $**
Residence Permit par personne	**≈ 600–1 000 $**

Délais

2–4 mois, évaluation du projet et signature du bail comprises.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport d'activité annuel et confirmation de la part de R&D et de travaux technologiques
- Déclaration à zéro ou ordinaire auprès de la General Tax Authority, états financiers audités
- Renouvellement de la licence et du bail chaque année
- Respect des indicateurs convenus, faute de quoi la licence peut être restreinte ou retirée

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Sélection sur le fond : un studio qui vend des heures de développeurs au lieu de créer un produit est refusé
- ⚠ L'exonération ne concerne que l'activité licenciée ; les revenus du négoce ou de services non autorisés sont imposés à 10 %
- ⚠ Les loyers à Education City sont plus élevés qu'à Doha, et il est interdit d'opérer hors du site du parc
- ⚠ Pas de grille tarifaire publique ; les montants sont communiqués après une première évaluation

LIENS OFFICIELS

Qatar Science and Technology Park (QSTP) https://qstp.org.qa

Qatar Foundation https://www.qf.org.qa

General Tax Authority du Qatar https://www.gta.gov.qa

04 · ZONE FRANCHE

Zones franches QFZA : Ras Bufontas (aéroport) et Umm Alhoul (port)

Qui peut devenir résident

Sociétés étrangères et qatariennes dans la logistique, les technologies, l'industrie légère, les centres de données et les services numériques. Ras Bufontas vise les sociétés de haute technologie et d'aéronautique, Umm Alhoul l'industrie et la logistique maritime. Détention étrangère à 100 %.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'impôt sur les sociétés pendant 20 ans, avec possibilité de prolongation
- 0 % de droits de douane sur les importations dans la zone et les réexportations, exonération de taxe foncière
- Détention étrangère à 100 % et rapatriement intégral du capital et des bénéfices
- Pas d'impôt sur le revenu pour les salariés
- Bureaux, entrepôts et centres de données prêts à l'emploi (Microsoft Azure et Google Cloud ont installé des régions à proximité des zones)
- Guichet unique QFZA pour la licence, les visas, la douane et la location

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activité figurant sur la liste QFZA ; pour l'IT : développement logiciel, centres de données, services cloud, commerce électronique, R&D
- Location d'un bureau, d'un entrepôt ou d'un terrain dans la zone (bureau virtuel disponible pour les licences restreintes)
- Business plan avec plan d'investissement et plan d'embauche
- Capital minimum selon la licence, souvent symbolique pour les sociétés de services ; à vérifier à la date du dépôt
- La vente de services sur le mainland qatarien est admise, mais peut être imposée selon les règles générales de la GTA

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande sur l'Investor Portal de la QFZA**

Inscrivez-vous sur le portail qfz.gov.qa et déposez une Expression of Interest avec la description de l'activité, le choix de la zone et de la surface. Réponse sous 2–4 semaines.

02 **Étape 2. Business plan et approbation**

Téléversez le business plan, le modèle financier et les documents des fondateurs. Le comité d'investissement délivre une In-Principle Approval et une offre commerciale de location.

03 **Étape 3. Licence et immatriculation**

Signez le bail, réglez la licence, obtenez la Commercial Licence et l'immatriculation de la QFZ LLC ou de la succursale. 2–4 semaines.

04 **Étape 4. Visas, douane, banque**

Via le guichet unique QFZA, obtenez l'Establishment Card, les visas des salariés et le code douanier. Ouvrez un compte chez QNB ou Commercial Bank.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Formulaire de demande et Expression of Interest
- Business plan et modèle financier sur 3–5 ans
- Passeports et CV des fondateurs et des directeurs
- Documents constitutifs apostillés de la société mère
- Justificatif de l'origine du financement
- Bail dans la zone

COÛTS

POSTE	MONTANT
Demande et licence QFZ, par an	**≈ 2 500–8 000 $ selon le type, à vérifier à la date du dépôt**
Location de bureau à Ras Bufontas, par an	**≈ 10 000–30 000 $**
Residence Permit par personne	**≈ 600–1 000 $**

Délais

2–3 mois de la demande à la licence, puis 3–6 semaines pour les visas.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Renouvellement annuel de la licence et du bail
- Reporting à la QFZA sur l'activité, les investissements et les embauches prévus au business plan
- États financiers audités, déclaration à zéro auprès de la GTA
- Respect du régime douanier de la zone à l'entrée et à la sortie des marchandises

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les zones sont conçues pour la logistique et l'industrie ; un petit studio IT sans investissement dans la zone passe difficilement la sélection
- ⚠ Le travail avec des clients du mainland peut faire sortir une partie des revenus du taux de 0 %
- ⚠ Les loyers sont plus élevés qu'au QFC, où le bureau peut être loué dans n'importe quel quartier
- ⚠ Pas de grille tarifaire publique ; les conditions se négocient au cas par cas

LIENS OFFICIELS

Qatar Free Zones Authority (QFZA) https://qfz.gov.qa

QFZA : avantages https://qfz.gov.qa/why_qfz/business-friendly/

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

QNB, Commercial Bank of Qatar, Doha Bank, Dukhan Bank et QIB ouvrent le compte de la société après l'obtention de la licence et du bail ; les banques exigent presque toujours une Qatar ID pour le signataire. Pas de contrôle des changes, le riyal est arrimé au dollar (3,64 QAR pour 1 $), les paiements internationaux en USD et EUR passent librement. Stripe n'est pas disponible au Qatar ; pour l'encaissement par carte, on utilise des passerelles locales (QPay, Skipcash, Dibsy) ou PayPal.

Visas et résidence

Le Residence Permit pour le fondateur et les salariés est délivré via le régime dans lequel la société est immatriculée (QFC, QSTP ou QFZA), généralement pour 1–3 ans, renouvelable. La résidence permanente pour investisseurs est possible en cas d'investissements importants. Le visa exige une présence dans le pays pour la visite médicale et les empreintes.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode au Qatar ne paie pas d'impôt sur les sociétés s'il opère via le QSTP ou la QFZA, et via le QFC il ne paie 10 % que sur les bénéfices tirés de clients locaux. Il encaisse les paiements de ses clients en QAR ou en USD sur un compte dans une banque locale et transfère sans restriction la marge à la holding en USD ; le riyal étant arrimé au dollar, la conversion n'entraîne pas de pertes. L'immatriculation au QFC dès 500 $ en fait l'entrée la moins chère parmi les centres financiers du Golfe.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ La réduction des frais d'immatriculation du QFC à 500 $ est confirmée pour 2026, mais l'offre peut être revue ; à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ L'affirmation de consultants sur un taux de 0 % au QFC pendant 10 ans pour les sociétés tech ne figure pas dans l'aperçu fiscal officiel du QFC, où le 0 % s'applique aux gestionnaires d'actifs, aux réassureurs et aux sociétés détenues à 90 % par des Qatariens ; vérifiez auprès du QFC Tax Department
- ⚠ Les frais du QSTP et de la QFZA ne sont pas publiés ; les montants du fichier sont des estimations, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ La TVA n'est pas encore introduite au Qatar, mais l'accord-cadre du CCG est signé et son introduction reste possible
- ⚠ Les sociétés onshore exigent un partenaire local pour de nombreuses activités ; les trois régimes décrits n'ont pas cette exigence

SA

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · ARABIE SAOUDITE

Arabie saoudite: ZES à 5 % d'impôt pendant 20 ans, zone cloud à Riyad et 0 % pendant 30 ans pour les sièges régionaux

L'Arabie saoudite a ouvert quatre zones économiques spéciales gérées par l'ECZA : Riyadh Integrated (Cloud Computing SEZ sur le site de la KACST), King Abdullah Economic City (KAEC), Jazan et Ras Al Khair. Les résidents paient un impôt sur les sociétés de 5 % pendant 20 ans au lieu des 20 % standard, sont exonérés de retenue à la source sur le rapatriement des bénéfices et de la taxe sur les salariés étrangers. Un programme distinct de sièges régionaux (RHQ) accorde 0 % d'impôt pendant 30 ans aux groupes internationaux qui transfèrent leur direction régionale à Riyad.

ZES : impôt de 5 % pendant 20 ans au lieu de 20 %

0 % de retenue à la source sur le rapatriement des bénéfices

RHQ : 0 % d'impôt pendant 30 ans pour les sièges régionaux

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Zones économiques spéciales ECZA : Riyadh Integrated SEZ (Cloud Computing SEZ) et KAEC SEZ
zone franche →

03 · Programme des sièges régionaux (RHQ)
statut d'entreprise →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Arabie saoudite: ce que le pays offre à l'IT

L'Arabie saoudite a ouvert quatre zones économiques spéciales gérées par l'ECZA : Riyadh Integrated (Cloud Computing SEZ sur le site de la KACST), King Abdullah Economic City (KAEC), Jazan et Ras Al Khair. Les résidents paient un impôt sur les sociétés de 5 % pendant 20 ans au lieu des 20 % standard, sont exonérés de retenue à la source sur le rapatriement des bénéfices et de la taxe sur les salariés étrangers. Un programme distinct de sièges régionaux (RHQ) accorde 0 % d'impôt pendant 30 ans aux groupes internationaux qui transfèrent leur direction régionale à Riyad.

L'essentiel en 30 secondes

- ZES : impôt de 5 % pendant 20 ans au lieu de 20 %
- 0 % de retenue à la source sur le rapatriement des bénéfices
- RHQ : 0 % d'impôt pendant 30 ans pour les sièges régionaux
- Plus grand marché IT du Golfe et commande publique

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Zones économiques spéciales ECZA : Riyadh Integrated SEZ (Cloud Computing SEZ) et KAEC SEZ	zone franche	Sociétés étrangères et filiales détenues à 100 % par des capitaux étrangers. La Cloud Computing SEZ de Riyad (sur le site de la KACST) s'adresse aux…
Programme des sièges régionaux (RHQ)	statut d'entreprise	Groupes internationaux présents dans au moins deux pays en plus du pays de leur siège et de l'Arabie saoudite, qui ouvrent dans le Royaume un bureau de…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Arabie saoudite paie 5 % sur ses bénéfices en ZES ou 20 % hors zone (mainland) ; le versement de la marge au holding depuis la ZES n'est pas soumis à retenue à la source, hors zone une retenue de 5 % s'applique. Les clients paient en SAR sur le compte local, le riyal est arrimé au dollar, la conversion et le virement en USD se font sans restriction. Le marché IT saoudien est le plus grand du Golfe, et la commande publique ainsi que Vision 2030 créent une demande de développement, mais exigent une entité locale.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

Zones économiques spéciales ECZA : Riyadh Integrated SEZ (Cloud Computing SEZ) et KAEC SEZ

Qui peut devenir résident

Sociétés étrangères et filiales détenues à 100 % par des capitaux étrangers. La Cloud Computing SEZ de Riyad (sur le site de la KACST) s'adresse aux fournisseurs cloud, aux data centers, au SaaS et aux services IT ; la licence cloud permet de déployer l'infrastructure dans tout le pays. La KAEC SEZ, près de Djeddah, accueille l'IT, la logistique, la production et les bureaux régionaux.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 5 % pendant une durée allant jusqu'à 20 ans, au lieu des 20 % standard sur la part étrangère
- 0 % de retenue à la source (WHT) sur le rapatriement des bénéfices à l'étranger, contre 5 % en régime standard sur les dividendes
- 0 % de droits de douane sur les équipements et matières premières importés dans la zone ; la TVA ne s'applique pas aux opérations à l'intérieur de la zone et entre zones
- Exonération de la taxe sur les travailleurs étrangers (expat levy) et règles de saoudisation assouplies les premières années
- Détention étrangère à 100 %, libre sortie des capitaux, riyal arrimé au dollar
- Cloud Computing SEZ : régime fiscal spécial conforme aux principes de l'OCDE, droit d'implanter des data centers n'importe où dans le pays sous une licence unique
- Guichet unique ECZA pour la licence, l'immatriculation commerciale, les visas et la douane

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activité figurant sur la liste de la zone : pour la Cloud Computing SEZ, services cloud et d'hébergement, data centers, SaaS, cybersécurité, IA ; pour la KAEC, périmètre plus large
- Business plan avec investissements, plan de recrutement et justification de l'apport pour la zone
- Location d'un bureau ou d'un site dans la zone (pour la zone cloud, un bureau administratif à Riyad est admis)
- Immatriculation de la société (LLC) via l'ECZA et le registre du commerce du MoC ; le capital minimum dépend de l'activité, à vérifier à la date du dépôt
- Respect de la saoudisation selon le calendrier convenu, après la période de faveur

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Demande sur le portail ECZA

Déposez la demande sur sez.ecza.gov.sa : choix de la zone, description de l'activité, business plan, documents des associés. Le comité de la zone évalue le projet en 3–6 semaines et délivre une lettre d'approbation de principe.

02

Étape 2. Licence ECZA et registre du commerce

Après l'approbation, réglez la redevance de licence, signez le bail et obtenez la licence ECZA. Immatriculez ensuite la LLC au registre du commerce du ministère du Commerce via l'ECZA, qui fait office de guichet unique. 2–4 semaines.

03 **Étape 3. Enregistrement auprès de la ZATCA et d'Absher**

Obtenez le numéro fiscal auprès de la ZATCA, inscrivez-vous sur les systèmes Qiwa, GOSI et Muqeem. Déposez auprès de la ZATCA la demande d'application du régime fiscal de la ZES.

04 **Étape 4. Visas et banque**

Faites établir l'Iqama du directeur général et des salariés via Muqeem. Ouvrez un compte chez SNB, Al Rajhi, Riyad Bank ou SAB ; les banques exigent l'Iqama du signataire et les documents constitutifs. 3–8 semaines.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande ECZA et business plan avec modèle financier
- Documents constitutifs de la société mère apostillés et traduits en arabe
- États financiers audités de la société mère pour le dernier exercice
- Passeports des associés et du directeur général, CV
- Décision de création de la filiale et procuration
- Contrat de bail dans la zone

COÛTS

POSTE	MONTANT
Licence ECZA, par an	**≈ 2 700–13 000 $ (10 000–50 000 SAR), pas de grille tarifaire publique, à vérifier à la date du dépôt**
Immatriculation commerciale et publication	**≈ 500–1 000 $**
Iqama et permis de travail, par personne et par an	**≈ 2 500–3 500 $ hors avantages ZES**
Location de bureau dans la zone, par an	**≈ 10 000–40 000 $**
Première année clé en main avec avocats	**≈ 25 000–60 000 $**

Délais

3–5 mois de la demande à une société opérationnelle avec compte bancaire.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration annuelle d'impôt et de zakat auprès de la ZATCA, états financiers audités
- Rapport à l'ECZA sur l'exécution du plan d'investissement et de recrutement
- Facturation électronique (FATOORA) et TVA de 15 % sur les opérations hors zone
- Renouvellement annuel de la licence et du bail
- Respect de la saoudisation après la période de faveur

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les textes d'application du régime fiscal des ZES ont été publiés en janvier 2026 ; la pratique de la ZATCA se construit encore, préparez-vous à des demandes d'information
- ⚠ L'avantage de 5 % vise les bénéfices tirés de l'activité dans la zone ; les ventes hors zone (mainland) peuvent être imposées à 20 % avec une TVA de 15 %
- ⚠ Sans Iqama du dirigeant local, la banque n'ouvrira pas de compte, et l'Iqama exige une présence physique

⚠ La saoudisation et les exigences de salaire minimum des Saoudiens après la période de faveur augmentent sensiblement les charges

LIENS OFFICIELS

ECZA (Economic Cities and Special Zones Authority), site officiel https://ecza.gov.sa/en

Portail des zones économiques spéciales https://sez.ecza.gov.sa

King Abdullah Economic City (KAEC) https://www.kaec.net

ZATCA https://zatca.gov.sa

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · STATUT D'ENTREPRISE

Programme des sièges régionaux (RHQ)

Qui peut devenir résident

Groupes internationaux présents dans au moins deux pays en plus du pays de leur siège et de l'Arabie saoudite, qui ouvrent dans le Royaume un bureau de pilotage stratégique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Le programme est géré par le MISA et la Royal Commission for Riyadh City.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'impôt sur les sociétés pendant 30 ans sur les revenus des activités RHQ autorisées, exonération de zakat
- 0 % de retenue à la source sur les dividendes, les paiements aux parties liées et les services destinés à l'activité RHQ
- Exonération de saoudisation pendant 10 ans et des limites de nombre de visas pour les salariés du RHQ
- Visas pour conjoints avec droit de travailler, visas pour les enfants jusqu'à 25 ans, visas professionnels accélérés
- Accès aux marchés publics : depuis le 1er janvier 2024, les organismes publics ne concluent des contrats de plus de 1 million de SAR qu'avec des sociétés disposant d'un RHQ dans le Royaume
- Frais réduits et traitement prioritaire au MISA ; début 2026, environ 700 groupes avaient obtenu le statut

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Le groupe est présent dans au moins deux pays, hors pays du siège et Arabie saoudite
- Le RHQ exerce des fonctions stratégiques : planification, pilotage de la région, trésorerie, ressources humaines, et non des ventes ou une activité opérationnelle
- Au moins 15 salariés au cours de la première année, dont au minimum 3 dirigeants de niveau C-level ou VP
- Personne morale distincte ou succursale avec licence RHQ du MISA et immatriculation commerciale
- Démarrage de l'activité dans les 6 mois suivant la délivrance de la licence

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Licence RHQ du MISA**

Déposez la demande sur investsaudi.sa : description du groupe, pays de présence, états financiers audités du dernier exercice, plan des fonctions RHQ. Réponse sous 1–3 semaines.

02 **Étape 2. Immatriculation commerciale**

Immatriculez une succursale ou une LLC auprès du ministère du Commerce et obtenez le CR avec l'activité « siège régional ». Ensuite, enregistrement auprès de la ZATCA, de la GOSI et de Qiwa.

03 **Étape 3. Demande d'avantage fiscal auprès de la ZATCA**

Déposez auprès de la ZATCA la demande d'application du régime de 30 ans, en joignant la licence RHQ et la description de l'activité. L'avantage court à compter de la date de la licence, sous réserve du respect des exigences de présence économique.

04 **Étape 4. Bureau, recrutement, rapport**

Louez un bureau à Riyad (la RCRC attend les sièges régionaux précisément dans la capitale), recrutez 15 salariés dans l'année et déposez le premier rapport de conformité au MISA.

DOCUMENTS À FOURNIR

- États financiers consolidés audités du groupe pour le dernier exercice
- Documents constitutifs de la société mère apostillés et traduits en arabe
- Preuve de présence dans deux pays ou plus (immatriculations des filiales)
- Décision du conseil portant création du RHQ et procuration au directeur général
- Plan des fonctions RHQ et organigramme des effectifs
- Passeports des administrateurs et du directeur général

COÛTS

POSTE	MONTANT
Licence RHQ du MISA	**≈ 530 $ (2 000 SAR) pour la délivrance, redevance annuelle ≈ 2 700 $ (10 000 SAR), à vérifier à la date du dépôt**
Immatriculation commerciale	**≈ 500–1 000 $**
Location de bureau de classe A à Riyad, par an	**≈ 40 000–120 000 $**
Masse salariale de 15 salariés, par an	**à partir de ≈ 600 000 $**

Délais

2–4 mois jusqu'à la licence et l'immatriculation, 12 mois pour satisfaire aux exigences d'effectifs.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel au MISA et à la RCRC sur les effectifs, les fonctions et les dépenses du RHQ
- Déclaration à la ZATCA avec comptabilité séparée des revenus RHQ et des autres activités
- Audit et prix de transfert sur les opérations avec le groupe
- Maintien d'au moins 15 salariés et 3 dirigeants
- Notification des changements de structure du groupe

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le programme vise des groupes au chiffre d'affaires significatif ; pour un studio de quelques personnes, un effectif de 15 salariés n'est pas économiquement justifié
- ⚠ Les ventes et le développement pour des clients depuis le RHQ ne relèvent pas des activités autorisées, leurs bénéfices sont imposés à 20 %
- ⚠ La ZATCA contrôle la présence économique ; un siège formel sans fonctions réelles perd l'avantage rétroactivement
- ⚠ Les redevances annuelles du MISA pour les licences ordinaires augmentent après la première année ; le RHQ a son propre barème, à vérifier à la date du dépôt

LIENS OFFICIELS

MISA / Invest Saudi https://investsaudi.sa

Royal Commission for Riyadh City (RCRC) https://www.rcrc.gov.sa

SPA : avantage fiscal RHQ sur 30 ans https://www.spa.gov.sa/en/N2009098

ZATCA https://zatca.gov.sa

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte de la société est ouvert par SNB, Al Rajhi, Riyad Bank, SAB et les banques numériques STC Bank et D360 après obtention du CR et de l'Iqama du directeur général ; sans signataire résident, il est pratiquement impossible d'ouvrir un compte. Pas de contrôle des changes, le riyal est arrimé au dollar (3,75 SAR pour 1 $), les virements internationaux sont libres. Encaissement par carte via Moyasar, HyperPay, Tap ou Geidea ; Stripe est disponible de façon limitée.

Visas et résidence

L'Iqama (titre de séjour) du directeur général et des salariés est établie par l'intermédiaire de la société après délivrance du CR, pour 1–2 ans renouvelables. Premium Residency pour les investisseurs et les spécialistes : annuelle pour 100 000 SAR ou permanente pour 800 000 SAR, plus des catégories talents et investisseurs. La présence dans le pays pour la visite médicale et la biométrie est obligatoire.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Arabie saoudite paie 5 % sur ses bénéfices en ZES ou 20 % hors zone (mainland) ; le versement de la marge au holding depuis la ZES n'est pas soumis à retenue à la source, hors zone une retenue de 5 % s'applique. Les clients paient en SAR sur le compte local, le riyal est arrimé au dollar, la conversion et le virement en USD se font sans restriction. Le marché IT saoudien est le plus grand du Golfe, et la commande publique ainsi que Vision 2030 créent une demande de développement, mais exigent une entité locale.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les textes d'application sur la fiscalité des ZES ont été publiés au Journal officiel le 16 janvier 2026 et sont en vigueur ; la pratique détaillée de la ZATCA se construit, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Les redevances ECZA pour la licence en ZES ne sont pas rendues publiques, les montants sont des estimations
- ⚠ Redevances MISA pour les licences d'investissement ordinaires : 2 000 SAR pour la délivrance et abonnement de 10 000 SAR la première année, puis, selon les consultants, 60 000 SAR par an, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Impôt sur les sociétés standard de 20 % sur la part étrangère, zakat de 2,5 % sur la part saoudienne et CCG, TVA de 15 %
- ⚠ Les sociétés dont les associés sont russes sont immatriculées sans restriction au niveau du MISA, mais les banques procèdent à un contrôle renforcé

BH

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · BAHREÏN

Bahreïn: 0 % d'IS dans tout le pays, immatriculation en ligne via Sijilat en 1–2 semaines

Bahreïn n'a pas instauré d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ordinaires : tout le monde paie 0 %, à l'exception du secteur pétrolier et gazier et des grands groupes dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros, soumis depuis 2025 à un impôt minimum de 15 %. Une entreprise IT à capital entièrement étranger s'immatricule sur le portail unique Sijilat, sans partenaire local et sans passer obligatoirement par une zone franche, tandis que le Bahrain International Investment Park (BIIP) ajoute des avantages sur les loyers et l'embauche pour les projets industriels et technologiques. Convient aux studios qui cherchent un hub bon marché et lisible dans le Golfe, à côté de l'Arabie saoudite.

0 % d'impôt sur les sociétés et sur le revenu

100 % de capital étranger pour l'IT, sans partenaire

Immatriculation en ligne via Sijilat en 1–2 semaines

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Régime général pour les entreprises IT : immatriculation d'une WLL via Sijilat
régime fiscal →

03 · Parc BIIP (Bahrain International Investment Park)
zone franche →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Bahreïn: ce que le pays offre à l'IT

Bahreïn n'a pas instauré d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ordinaires : tout le monde paie 0 %, à l'exception du secteur pétrolier et gazier et des grands groupes dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros, soumis depuis 2025 à un impôt minimum de 15 %. Une entreprise IT à capital entièrement étranger s'immatricule sur le portail unique Sijilat, sans partenaire local et sans passer obligatoirement par une zone franche, tandis que le Bahrain International Investment Park (BIIP) ajoute des avantages sur les loyers et l'embauche pour les projets industriels et technologiques. Convient aux studios qui cherchent un hub bon marché et lisible dans le Golfe, à côté de l'Arabie saoudite.

L'essentiel en 30 secondes

- 0 % d'impôt sur les sociétés et sur le revenu
- 100 % de capital étranger pour l'IT, sans partenaire
- Immatriculation en ligne via Sijilat en 1–2 semaines
- Bureaux et visas les moins chers du Golfe

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Régime général pour les entreprises IT : immatriculation d'une WLL via Sijilat	régime fiscal	Personnes physiques et morales de tout pays. Pour l'IT, le conseil, le développement logiciel, les services, la production et les holdings, la détention…
Parc BIIP (Bahrain International Investment Park)	zone franche	Sociétés étrangères et locales de l'industrie, de l'export de services et des technologies, y compris centres de données, R&D, développement logiciel et…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

À Bahreïn, le partenaire DeusCode verse sa marge à la holding depuis une société à 0 % d'impôt sur les sociétés et sans retenue à la source, ce qui fait de ce pays le plus simple du Golfe pour les règlements. Les clients paient en BHD ou en USD sur le compte local, le dinar est arrimé au dollar, le virement en USD se fait sans restriction ni perte. Les frais d'immatriculation et de bureau sont 2 à 3 fois inférieurs à ceux de Dubaï, avec l'Arabie saoudite à 30 minutes par le pont.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · RÉGIME FISCAL

Régime général pour les entreprises IT : immatriculation d'une WLL via Sijilat

Qui peut devenir résident

Personnes physiques et morales de tout pays. Pour l'IT, le conseil, le développement logiciel, les services, la production et les holdings, la détention étrangère à 100 % est autorisée ; la participation d'un Bahreïnien n'est requise que pour le commerce intérieur, la construction et une partie des activités réglementées. Une société à capital étranger s'immatricule sous forme de WLL (équivalent de la SARL) ou de SPC (société unipersonnelle).

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'impôt sur les sociétés pour toutes les entreprises hors secteur pétrolier et gazier, pas d'impôt sur les dividendes ni sur les plus-values, pas de retenue à la source
- 0 % d'impôt sur le revenu des salaires, cotisations sociales GOSI pour les employés étrangers limitées à 3 % (assurance accidents)
- TVA à 10 %, l'export de services hors du CCG est taxé à 0 %
- 100 % de capital étranger et libre rapatriement des bénéfices, dinar arrimé au dollar (0,376 BHD pour 1 $)
- Le portail unique Sijilat regroupe plus de 50 administrations : immatriculation, licences, visas, numéro fiscal
- Capital minimum légal d'une WLL de 1 BHD, les banques recommandent 1 000 BHD
- Loyers de bureaux et logements 2 à 3 fois moins chers qu'à Dubaï, un espace de coworking est accepté comme siège social
- Programmes Tamkeen : subventions jusqu'à 50 % des salaires des employés bahreïniens et aides à la formation

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Siège social : contrat de bail d'un bureau ou d'un coworking approuvé par la municipalité (un bureau virtuel est admis pour certaines activités)
- Activités selon la nomenclature ISIC, pour l'IT : 6201 développement logiciel, 6202 conseil IT, 6311 hébergement et traitement de données
- Directeur (manager) de toute nationalité, un visa d'investisseur est délivré au manager étranger
- Le capital social est déposé sur un compte bancaire avant l'immatriculation définitive, le justificatif est téléversé sur Sijilat
- Enregistrement à la TVA auprès du NBR au-delà de 37 500 BHD de chiffre d'affaires annuel

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Réservation du nom et choix des activités

Créez un compte sur sijilat.bh (pour un étranger, via la clé électronique eKey ou un représentant habilité). Déposez la demande de CR : nom (vérification en 1 à 2 jours), jusqu'à 3 activités pour les frais de base de 100 BHD, puis 100 BHD par tranche de 3 activités supplémentaires.

02

Étape 2. Approbation des administrations et statuts

Sijilat transmet automatiquement la demande au ministère de l'Industrie et du Commerce et aux administrations concernées. Pour l'IT, aucune licence supplémentaire n'est généralement requise. Signez les statuts de la WLL devant notaire (en personne ou par procuration) et téléversez les documents. 3 à 7 jours ouvrés.

03 **Étape 3. Compte et dépôt du capital**

Ouvrez un compte temporaire pour le capital auprès de BBK, NBB, Ahli United ou Al Salam Bank, déposez le capital social, obtenez l'attestation et téléversez-la sur Sijilat. Les banques acceptent la demande sur la base du CR provisoire.

04 **Étape 4. Activation du CR et adresse**

Téléversez le contrat de bail approuvé par la municipalité, réglez les droits d'État et recevez le Commercial Registration actif. En général 1 à 2 semaines à compter du dépôt.

05 **Étape 5. Visas, NBR, GOSI**

Via la LMRA, obtenez le visa d'investisseur du manager et les permis de travail des employés (visa en 1 à 2 semaines après le CR). Enregistrez la société auprès de la GOSI et, au-delà du seuil de chiffre d'affaires, à la TVA auprès du NBR.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports des fondateurs et du manager, cartes d'identité nationales pour les résidents du CCG
- Justificatif de domicile des fondateurs
- Projet de statuts (Memorandum of Association) de la WLL en arabe et en anglais
- Contrat de bail de bureau approuvé par la municipalité
- Attestation bancaire de dépôt du capital social
- Pour un fondateur personne morale : certificat d'immatriculation, statuts, décision du conseil, procuration, le tout apostillé et traduit en arabe

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais d'État pour le CR (droits MOIC, publication, municipalité)	**≈ 1 150 $ (432 BHD)**
Frais pour les activités (jusqu'à 3 activités)	**≈ 265 $ (100 BHD)**
Notaire, traductions, siège social en coworking, par an	**≈ 1 500–3 500 $**
Visa d'investisseur du manager pour 2 ans	**≈ 2 000–2 500 $ (755–953 BHD)**
Permis LMRA par employé : frais de 105–125 BHD plus 15 BHD par mois	**≈ 760–810 $ par an et par personne**
Première année complète clé en main avec un intermédiaire	**≈ 3 600–5 000 $ (1 350–1 900 BHD)**

Délais

CR en 1 à 2 semaines avec un dossier complet, visas 1 à 2 semaines de plus, compte bancaire 2 à 6 semaines. Parcours complet : 4 à 8 semaines.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Renouvellement annuel du CR et paiement des frais, mise à jour des informations sur l'adresse et le directeur
- Dépôt des comptes audités auprès du MOIC pour les WLL dont le capital dépasse le seuil, les petites sociétés déposent des états financiers simplifiés
- Déclarations de TVA trimestrielles auprès du NBR en cas d'enregistrement
- Cotisations GOSI mensuelles, respect de la bahreïnisation selon le quota LMRA (pour les petites entreprises IT, généralement 0 à 1 employé les premières années)
- Déclaration des bénéficiaires effectifs et confirmation annuelle des UBO

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Sans adresse approuvée par la municipalité, le CR n'est pas activé, et les adresses virtuelles bon marché ne conviennent pas à toutes les activités
- ⚠ Les banques ouvrent les comptes lentement, exigent la visite en personne du manager et une explication de la raison d'être de l'activité à Bahreïn
- ⚠ Les quotas LMRA de travailleurs étrangers dépendent de la surface du bureau, pour un coworking le quota est minimal
- ⚠ Le gouvernement étudie l'introduction d'un impôt sur les sociétés pour les grandes et moyennes entreprises, suivez les projets de loi
- ⚠ La TVA à 10 % et l'obligation d'enregistrement au-delà de 37 500 BHD de chiffre d'affaires sont souvent oubliées

LIENS OFFICIELS

Sijilat, portail d'immatriculation commerciale https://www.sijilat.bh

Ministère de l'Industrie et du Commerce (MOIC) https://www.moic.gov.bh

Bahrain EDB https://www.bahrainedb.com

LMRA (visas et permis de travail) https://lmra.gov.bh

National Bureau for Revenue (TVA et DMTT) https://www.nbr.gov.bh

Tamkeen https://www.tamkeen.bh

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · ZONE FRANCHE

Parc BIIP (Bahrain International Investment Park)

Qui peut devenir résident

Sociétés étrangères et locales de l'industrie, de l'export de services et des technologies, y compris centres de données, R&D, développement logiciel et centres de support régionaux. 100 % de capital étranger, priorité aux projets créateurs d'emplois et tournés vers l'export.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Loyers fonciers parmi les plus bas du Golfe, environ 2,66 $ par m² et par an, bureaux et locaux industriels prêts à l'emploi
- Exemption des obligations d'embauche de Bahreïniens pendant les 5 premières années
- Importation en franchise de droits des équipements et matières premières, accès en franchise aux marchés du CCG et des États-Unis grâce à l'accord de libre-échange
- Aides Tamkeen à la formation et subventions des salaires des employés bahreïniens
- 100 % de capital étranger, rapatriement intégral des bénéfices et du capital, 0 % d'impôt sur les sociétés comme partout à Bahreïn
- Procédure de licence accélérée via le MOIC et le guichet unique du parc

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Projet avec investissements et plan d'embauche, à orientation export ou technologique
- Contrat de bail d'un terrain ou d'un local dans le BIIP (Hidd, près du port Khalifa Bin Salman et de l'aéroport)
- Immatriculation d'une WLL ou d'une succursale via Sijilat avec une adresse dans le parc
- Business plan et modèle financier sur 3 à 5 ans

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Candidature au BIIP**

Envoyez votre candidature via biip.com.bh ou Bahrain EDB : description du projet, investissements, effectif, besoin en surface. Le comité du parc évalue l'éligibilité en 2 à 4 semaines.

02 **Étape 2. Contrat de bail**

Après approbation, signez le contrat de bail du terrain ou du local avec l'administration du parc et recevez la lettre nécessaire à l'immatriculation.

03 **Étape 3. Immatriculation via Sijilat**

Immatriculez la société selon la procédure générale de Sijilat avec une adresse dans le BIIP, en indiquant les activités. Ensuite, visas via la LMRA et, si nécessaire, enregistrement en douane.

04 **Étape 4. Avantages Tamkeen**

Déposez une demande auprès de Tamkeen pour les subventions de formation et de salaires, et obtenez auprès de la LMRA l'exemption de bahreïnisation pour 5 ans.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Candidature BIIP et business plan

- Documents constitutifs de la société mère, apostillés
- Passeports des fondateurs et du manager
- États financiers ou justificatif de financement
- Projet de statuts et contrat de bail dans le parc

COÛTS

POSTE	MONTANT
Loyer du terrain dans le BIIP, par m² et par an	≈ 2,66 $
Loyer d'un bureau ou d'un atelier prêt à l'emploi	≈ selon contrat, à vérifier à la date du dépôt
Frais d'État d'immatriculation via Sijilat	≈ 1150–1500 $
Candidature au BIIP	0 $

Délais

6 à 10 semaines, évaluation du projet et bail compris.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Exécution du plan d'investissement et du plan d'embauche, rapport à l'administration du parc
- Renouvellement annuel du CR et du bail
- Reporting MOIC et TVA comme pour les sociétés ordinaires
- Après 5 ans, respect de la bahreïnisation selon les règles générales de la LMRA

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le parc est conçu pour l'industrie et les grands centres de services, un petit studio n'en a pas besoin, l'immatriculation ordinaire suffit
- ⚠ La location d'un terrain implique de construire ou de louer un local prêt à l'emploi, donc des dépenses d'investissement
- ⚠ L'exemption de bahreïnisation ne supprime pas les frais LMRA pour les travailleurs étrangers

LIENS OFFICIELS

Site du Bahrain International Investment Park https://www.biip.com.bh

Le BIIP sur le site du MOIC https://www.moic.gov.bh/en/node/2751

Bahrain EDB à propos du BIIP https://www.bahrainedb.com/bahrain-international-investment-park

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

NBB, BBK, Ahli United (désormais Kuwait Finance House Bahrain), Al Salam Bank et Bank ABC ouvrent un compte après l'obtention du CR ; il faut la visite en personne du manager, le contrat de bail et une description de l'activité, délai 2 à 6 semaines. Pas de contrôle des changes, dinar arrimé au dollar, virements en USD libres. Encaissement des cartes via Benefit, Tap Payments, PayTabs et les acquéreurs locaux ; Stripe ne prend pas officiellement en charge Bahreïn.

Visas et résidence

Visa d'investisseur de 2 ans pour le fondateur ou le manager, visas de travail pour les employés selon le quota LMRA. Golden Residency de 10 ans pour les investisseurs détenant un bien immobilier d'au moins 200 000 BHD ou pour les spécialistes percevant au moins 2 000 BHD par mois avec 5 ans d'ancienneté à Bahreïn. La présence dans le pays est nécessaire pour la visite médicale et la CPR (carte d'identité).

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

À Bahreïn, le partenaire DeusCode verse sa marge à la holding depuis une société à 0 % d'impôt sur les sociétés et sans retenue à la source, ce qui fait de ce pays le plus simple du Golfe pour les règlements. Les clients paient en BHD ou en USD sur le compte local, le dinar est arrimé au dollar, le virement en USD se fait sans restriction ni perte. Les frais d'immatriculation et de bureau sont 2 à 3 fois inférieurs à ceux de Dubaï, avec l'Arabie saoudite à 30 minutes par le pont.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ L'impôt sur les sociétés à 0 % est confirmé en septembre 2026, mais la DMTT de 15 % s'applique depuis 2025 aux groupes dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros ; le débat sur un impôt sur les sociétés général se poursuit, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Les frais Sijilat et LMRA proviennent des barèmes 2026, les frais LMRA augmentent par paliers jusqu'à 125 BHD d'ici 2029
- ⚠ Le BIIP n'est pas une zone fiscale distincte, les impôts y sont les mêmes que dans tout le pays, les avantages portent sur les loyers, l'embauche et la douane
- ⚠ Les données sur le BIIP et les frais MOIC proviennent en partie de sources secondaires, la page du MOIC ne s'est pas ouverte lors de la vérification, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Aucune restriction pour les fondateurs russes au niveau du MOIC, mais les banques procèdent à une vérification approfondie de l'origine des fonds

OM

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · OMAN

Oman: Technoparc KOM et zones franches : exonérations fiscales jusqu'à 30 ans et 100 % de propriété

Oman a regroupé ses zones économiques spéciales et zones franches sous le régulateur OPAZ : la ZES de Duqm avec exonération d'impôt sur 30 ans, le technoparc Knowledge Oasis Muscat (KOM) pour l'IT près de l'aéroport de Mascate, les zones franches de Salalah (30 ans d'exonération) et de Sohar (25 ans). Toutes offrent 100 % de propriété étrangère, l'import en franchise de droits, une omanisation réduite et le libre rapatriement des bénéfices. Sur le territoire continental (mainland), l'impôt sur les sociétés est de 15 % et il n'y a pas d'impôt sur le revenu jusqu'en 2028 ; les zones sont donc surtout intéressantes pour ceux qui prévoient un bénéfice supérieur à quelques centaines de milliers de dollars.

Exonérations fiscales de 25 à 30 ans dans les zones

100 % de propriété étrangère et rapatriement des bénéfices

KOM : technoparc IT aux portes de Mascate

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Technoparc Knowledge Oasis Muscat (KOM)
technoparc →

03 · Zone économique spéciale de Duqm (SEZAD)
zone franche →

04 · Zones franches de Salalah et de Sohar
zone franche →

05 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

06 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Oman: ce que le pays offre à l'IT

Oman a regroupé ses zones économiques spéciales et zones franches sous le régulateur OPAZ : la ZES de Duqm avec exonération d'impôt sur 30 ans, le technoparc Knowledge Oasis Muscat (KOM) pour l'IT près de l'aéroport de Mascate, les zones franches de Salalah (30 ans d'exonération) et de Sohar (25 ans). Toutes offrent 100 % de propriété étrangère, l'import en franchise de droits, une omanisation réduite et le libre rapatriement des bénéfices. Sur le territoire continental (mainland), l'impôt sur les sociétés est de 15 % et il n'y a pas d'impôt sur le revenu jusqu'en 2028 ; les zones sont donc surtout intéressantes pour ceux qui prévoient un bénéfice supérieur à quelques centaines de milliers de dollars.

L'essentiel en 30 secondes

- Exonérations fiscales de 25 à 30 ans dans les zones
- 100 % de propriété étrangère et rapatriement des bénéfices
- KOM : technoparc IT aux portes de Mascate
- Omanisation réduite à 15–25 %

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Technoparc Knowledge Oasis Muscat (KOM)	technoparc	Entreprises IT, éditeurs de logiciels, centres de données, centres de R&D, cabinets de conseil et projets éducatifs de tout pays. Propriété étrangère à 100 %....
Zone économique spéciale de Duqm (SEZAD)	zone franche	Sociétés de tout pays dans la logistique, l'industrie, le tourisme, l'énergie, l'IT et les centres de données. Propriété étrangère à 100 %, pas de partenaire...
Zones franches de Salalah et de Sohar	zone franche	Sociétés étrangères et locales dans la logistique, la production, le commerce et les services, y compris le support IT, les centres de données et l'e-commerce....

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode à Oman verse la marge à la holding depuis une société exonérée d'impôt dans une zone, ou depuis le mainland avec un taux de 15 % (3 % pour les petites sociétés dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 100 000 OMR et l'effectif 15 salariés). Les clients paient en OMR sur le compte local, le rial est arrimé au dollar, le virement en USD se fait sans restriction. Oman est moins cher que les Émirats pour les bureaux et le personnel et convient comme base discrète pour travailler avec le Golfe.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · TECHNOPARC

Technoparc Knowledge Oasis Muscat (KOM)

Qui peut devenir résident

Entreprises IT, éditeurs de logiciels, centres de données, centres de R&D, cabinets de conseil et projets éducatifs de tout pays. Propriété étrangère à 100 %. Le parc est géré par Madayn (Public Establishment for Industrial Estates), les avantages fiscaux s'appliquent via le régime d'investissement de Madayn et l'OPAZ.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération d'impôt sur les sociétés jusqu'à 30 ans pour les projets approuvés (selon les opérateurs, période de base de 10 ans renouvelable), contre un taux de 15 % sur le mainland
- 100 % de propriété étrangère, libre rapatriement des bénéfices et du capital, rial arrimé au dollar
- Import en franchise de droits des équipements et logiciels nécessaires au projet
- Omanisation réduite à 25 % contre 35–45 % pour les entreprises IT du mainland
- Bureaux prêts à l'emploi, incubateur SAS pour les start-up, proximité d'Ithraa et des universités
- Pas d'impôt sur le revenu jusqu'en 2028, puis 5 % uniquement sur la part du revenu supérieure à 42 000 OMR par an

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activité figurant dans la liste du KOM : TIC, développement logiciel, centres de données, R&D, conseil, formation
- Location d'un bureau dans le parc : au minimum un bureau individuel ou une place en incubateur
- Capital social : selon les opérateurs ≈ 20 000 OMR, moins pour les start-up en incubateur, à vérifier à la date du dépôt
- Business plan avec plan de recrutement d'Omanais
- Immatriculation auprès du MoCIIP via le système Invest Easy et licence Madayn

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande auprès de Madayn / KOM**

Déposez une demande sur madayn.om ou via le bureau du KOM : description du projet, besoin en surface, business plan. Évaluation en 2 à 4 semaines, avec à la clé une lettre d'attribution de locaux.

02 **Étape 2. Immatriculation de la société dans Invest Easy**

Immatriculez une LLC auprès du ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des investissements (MoCIIP) via le portail business.gov.om : dénomination, statuts, fondateurs, adresse au KOM. Obtenez le Commercial Registration et l'adhésion à la Chambre de commerce. 1 à 2 semaines.

03 **Étape 3. Bail et licence Madayn**

Signez le bail avec Madayn, réglez les frais d'enregistrement du parc et obtenez l'autorisation d'exercer au KOM.

04 **Étape 4. Carte fiscale et exonération**

Enregistrez-vous auprès de l'Administration fiscale (Tax Authority) et déposez une demande d'exonération fiscale accompagnée de l'approbation de Madayn. La carte fiscale est obligatoire pour les contrats et la banque.

05 Étape 5. Visas et compte

Obtenez auprès du ministère du Travail les autorisations d'embauche d'étrangers et faites établir les cartes de résident. Ouvrez un compte chez Bank Muscat, NBO, Sohar International ou Bank Dhofar. 3 à 6 semaines.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports des fondateurs et du gérant ; pour un fondateur personne morale, documents apostillés avec traduction en arabe
- Business plan avec plan de recrutement et d'investissement
- Statuts de la LLC et décision des fondateurs
- Bail au KOM
- Attestation de libération du capital (si la banque l'exige)
- Demande d'exonération fiscale

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais d'enregistrement KOM	**≈ 3 900–5 200 $ (1 500–2 000 OMR), à vérifier à la date du dépôt**
Immatriculation de la LLC auprès du MoCIIP et de la Chambre de commerce	**≈ 500–1 000 $**
Location d'un bureau au KOM, par an	**≈ 13 000–23 000 $ (5 000–9 000 OMR)**
Permis de travail et carte de résident, par personne	**≈ 800–1 300 $**
Première année clé en main	**≈ 15 000–30 000 $**

Délais

6 à 10 semaines jusqu'à une société opérationnelle avec compte bancaire.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Renouvellement annuel du CR, de la licence Madayn et du bail
- Déclaration fiscale annuelle même en cas d'exonération, états financiers audités
- Respect de l'omanisation à 25 % et enregistrement des salariés auprès de la PASI
- TVA 5 % : enregistrement au-delà de 38 500 OMR de chiffre d'affaires, déclarations trimestrielles
- Rapport à Madayn sur l'exécution du business plan

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ L'exonération fiscale n'est pas automatique, elle doit être obtenue par décision distincte, sinon vous payez 15 %
- ⚠ Une omanisation de 25 % signifie qu'un salarié sur quatre est omanais ; pour un petit studio, ce sont de vraies charges salariales
- ⚠ Le capital de 20 000 OMR est indiqué par les opérateurs, sans confirmation officielle, à vérifier
- ⚠ Les banques mettent du temps à ouvrir des comptes aux sociétés étrangères sans gérant résident

LIENS OFFICIELS

Madayn (société gestionnaire du KOM) https://madayn.om

Invest Easy, immatriculation des sociétés à Oman https://www.business.gov.om

OPAZ, régulateur des zones https://opaz.gov.om/en

Administration fiscale d'Oman https://tms.taxoman.gov.om

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · ZONE FRANCHE

Zone économique spéciale de Duqm (SEZAD)

Qui peut devenir résident

Sociétés de tout pays dans la logistique, l'industrie, le tourisme, l'énergie, l'IT et les centres de données. Propriété étrangère à 100 %, pas de partenaire local requis. Gérée par l'OPAZ.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération d'impôt sur les sociétés pendant 30 ans ou pour la durée du bail (la plus courte des deux), renouvelable
- 0 % de droits de douane à l'import et à la réexportation, exonération de TVA sur les opérations à l'intérieur de la zone
- 100 % de propriété étrangère, libre rapatriement des bénéfices, aucune restriction de change
- Omanisation réduite à 25 %, aucun capital minimum requis
- Bail foncier de longue durée jusqu'à 50 ans renouvelable, guichet unique OPAZ pour les licences, les visas et la douane
- Port, aéroport, cale sèche et infrastructure industrielle sur place

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Projet dans les secteurs autorisés ; pour l'IT : centres de données, services TIC, R&D, support technique de clients industriels
- Location d'un bureau, d'un entrepôt ou d'un terrain dans la zone
- Business plan avec calendrier d'investissement
- Immatriculation de la société via le guichet unique de la SEZAD, sans immatriculation distincte auprès du MoCIIP

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande auprès de l'OPAZ / SEZAD**

Déposez une demande sur duqm.gov.om : formulaire, business plan, documents des fondateurs. Évaluation en 2 à 4 semaines.

02 **Étape 2. Bail et licence**

Signez le bail, réglez les frais et obtenez la licence SEZAD ainsi que l'immatriculation commerciale via le guichet unique. 2 à 3 semaines.

03 **Étape 3. Exonération fiscale**

Déposez auprès de l'Administration fiscale une demande d'application de l'exonération au titre du Décret royal 79/2013, accompagnée de la licence SEZAD. L'exonération court à compter du début de l'activité éligible.

04 **Étape 4. Visas, douane, compte**

Via le guichet unique, faites établir les visas des salariés et le code douanier, ouvrez un compte dans une banque locale (Bank Muscat et NBO ont des agences à Duqm).

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande et business plan
- Passeports des fondateurs et du gérant

- Documents constitutifs de la société mère avec apostille
- Justificatif de financement
- Bail dans la zone

COÛTS

POSTE	MONTANT
Licence SEZAD, par an	**≈ 1 300–5 200 $ (500–2 000 OMR), à vérifier à la date du dépôt**
Location d'un bureau, par an	**≈ 5 000–15 000 $**
Permis de travail et carte de résident, par personne	**≈ 800–1 300 $**

Délais

6 à 10 semaines.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Renouvellement annuel de la licence et du bail
- Déclaration annuelle auprès de l'Administration fiscale, états financiers audités
- Omanisation à 25 % et enregistrement auprès de la PASI
- Respect du régime douanier de la zone

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Duqm est à 550 km de Mascate ; pour une équipe IT, c'est une région isolée avec une infrastructure de vie limitée
- ⚠ L'exonération est liée à l'activité dans la zone, les revenus de clients du mainland peuvent être imposés
- ⚠ La zone est orientée vers l'industrie et la logistique, un projet IT doit être justifié

LIENS OFFICIELS

ZES de Duqm https://duqm.gov.om

OPAZ https://opaz.gov.om/en

Décret royal 79/2013 relatif à la ZES de Duqm https://duqm.gov.om/upload/files/royal-decree-issuing-regulation-of-the-SEZ-at-Duqm.pdf

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · ZONE FRANCHE

Zones franches de Salalah et de Sohar

Qui peut devenir résident

Sociétés étrangères et locales dans la logistique, la production, le commerce et les services, y compris le support IT, les centres de données et l'e-commerce. 100 % de propriété étrangère. Salalah est près du port au sud du pays, Sohar près du port au nord, à 200 km de Mascate et plus proche des Émirats arabes unis.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Salalah : exonération d'impôt sur les sociétés pendant 30 ans, omanisation à 20 %
- Sohar : exonération d'impôt sur les sociétés pendant 25 ans, omanisation à 15 % les 10 premières années
- 0 % de droits de douane à l'import, à la réexportation et sur les opérations à l'intérieur de la zone, exonération de TVA sur les opérations intra-zone
- 100 % de propriété étrangère, libre rapatriement du capital et des bénéfices
- Aucun capital minimum requis, guichet unique de la zone pour l'immatriculation, les visas et la douane
- Bureaux et entrepôts prêts à l'emploi, accès aux ports de Salalah et de Sohar

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activité figurant dans la liste de la zone ; les sociétés de services disposent de licences de services et de bureaux
- Location d'un bureau ou d'un terrain dans la zone
- Business plan et documents des fondateurs
- Immatriculation via le guichet unique de la zone (Salalah Free Zone ou Sohar Freezone) sans immatriculation distincte auprès du MoCIIP

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande auprès de la zone**

Déposez une demande sur sfzco.com (Salalah) ou soharportandfreezone.com (Sohar) : formulaire, business plan, passeports. Approbation en 2 à 4 semaines.

02 **Étape 2. Bail et licence**

Signez le bail, réglez les frais de licence, obtenez la licence et l'immatriculation commerciale de la zone. 1 à 3 semaines.

03 **Étape 3. Enregistrement fiscal et exonération**

Obtenez la carte fiscale auprès de l'Administration fiscale et faites confirmer l'exonération au titre de la loi sur les zones franches.

04 **Étape 4. Visas et compte**

Via le guichet unique, faites établir les visas et ouvrez un compte dans une banque locale.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande et business plan
- Passeports des fondateurs et du gérant

- Documents apostillés de la société mère
- Bail
- Justificatif de financement

COÛTS

POSTE	MONTANT
Licence de la zone, par an	**≈ 1 300–5 200 $ (500–2 000 OMR), à vérifier à la date du dépôt**
Location d'un bureau, par an	**≈ 4 000–12 000 $**
Permis de travail et carte de résident, par personne	**≈ 800–1 300 $**

Délais

5 à 8 semaines.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Renouvellement annuel de la licence et du bail
- Déclaration fiscale annuelle et états financiers
- Omanisation au taux de la zone et enregistrement auprès de la PASI
- Tenue de la comptabilité douanière

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les deux zones sont loin de Mascate, où se concentrent les clients et les spécialistes IT
- ⚠ Les avantages visent d'abord le commerce et la production ; pour un studio IT, le KOM ou une LLC sur le mainland sont plus avantageux
- ⚠ La durée des exonérations dépend des règles actuelles de l'OPAZ après la loi de 2025, à vérifier à la date du dépôt

LIENS OFFICIELS

Salalah Free Zone https://www.sfzco.com

Sohar Port and Freezone https://www.soharportandfreezone.com

OPAZ https://opaz.gov.om/en

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte s'ouvre chez Bank Muscat, National Bank of Oman, Sohar International, Bank Dhofar et Ahli Bank après obtention du CR et de la carte fiscale ; les banques exigent un gérant résident ou un mandataire ainsi qu'un bail, délai de 3 à 6 semaines. Pas de contrôle des changes, le rial est arrimé au dollar (0,385 OMR pour 1 $), les virements en USD sont libres. Encaissement par carte via Thawani, AmwalPay ou les solutions d'acquisition des banques ; Stripe est indisponible.

Visas et résidence

Carte de résident pour l'investisseur et les salariés, valable 2 ans, via la société ; un permis de travail du ministère du Travail est requis, dans le respect de l'omanisation. Résidence d'investisseur de 5 ou 10 ans pour un investissement à partir de 250 000 OMR ou 500 000 OMR. La présence sur place pour la visite médicale et la biométrie est obligatoire.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode à Oman verse la marge à la holding depuis une société exonérée d'impôt dans une zone, ou depuis le mainland avec un taux de 15 % (3 % pour les petites sociétés dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 100 000 OMR et l'effectif 15 salariés). Les clients paient en OMR sur le compte local, le rial est arrimé au dollar, le virement en USD se fait sans restriction. Oman est moins cher que les Émirats pour les bureaux et le personnel et convient comme base discrète pour travailler avec le Golfe.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ La loi de 2025 sur les zones économiques spéciales et les zones franches a placé toutes les zones sous l'OPAZ ; les durées d'exonération de ce fichier proviennent des règles en vigueur des zones, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ L'impôt sur le revenu de 5 % pour les personnes physiques dont le revenu dépasse 42 000 OMR a été instauré par le Décret royal 56/2025 et s'applique à compter du 1er janvier 2028
- ⚠ Les frais du KOM, le capital minimum et les durées d'exonération proviennent des données des opérateurs, le site de l'OPAZ était inaccessible lors de la vérification, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Impôt sur les sociétés du mainland de 15 %, taux réduit de 3 % pour les petites sociétés, TVA de 5 %
- ⚠ Aucune restriction pour les fondateurs russes au stade de l'immatriculation, les banques vérifient l'origine des fonds

EG

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · ÉGYPTE

Égypte: ITIDA, technoparcs Smart Village et Maadi, ristourne jusqu'à 20 % à l'export, zones franches à 1 % du chiffre d'affaires

L'Égypte mise sur l'export de services IT : l'agence ITIDA immatricule les sociétés IT, délivre les licences et rembourse jusqu'à 10–20 % de la valeur des exportations via le programme Export-IT. Les technoparcs Smart Village (6 Octobre) et Maadi Technology Park (Le Caire) offrent l'infrastructure et des ristournes majorées, tandis que le régime des zones franches de la GAFI remplace l'impôt sur les sociétés de 22,5 % par un prélèvement de 1 % du chiffre d'affaires pour les projets de services. L'atout principal : des ingénieurs bon marché et un grand marché ; le risque principal : la livre et les règles de change.

Ristourne jusqu'à 20 % sur l'export de services IT via l'ITIDA

Zones franches : 1 % du chiffre d'affaires au lieu de 22,5 % d'impôt

Technoparcs Smart Village et Maadi avec bureaux prêts à l'emploi

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · ITIDA : immatriculation des sociétés IT, licences et programme Export-IT →
statut d'entreprise

03 · Technoparcs Smart Village et Maadi Technology Park →
technoparc

04 · Zones franches de la GAFI (publiques et privées), y compris les nouvelles zones technologiques →
zone franche

05 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

06 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Égypte: ce que le pays offre à l'IT

L'Égypte mise sur l'export de services IT : l'agence ITIDA immatricule les sociétés IT, délivre les licences et rembourse jusqu'à 10–20 % de la valeur des exportations via le programme Export-IT. Les technoparcs Smart Village (6 Octobre) et Maadi Technology Park (Le Caire) offrent l'infrastructure et des ristournes majorées, tandis que le régime des zones franches de la GAFI remplace l'impôt sur les sociétés de 22,5 % par un prélèvement de 1 % du chiffre d'affaires pour les projets de services. L'atout principal : des ingénieurs bon marché et un grand marché ; le risque principal : la livre et les règles de change.

L'essentiel en 30 secondes

- Ristourne jusqu'à 20 % sur l'export de services IT via l'ITIDA
- Zones franches : 1 % du chiffre d'affaires au lieu de 22,5 % d'impôt
- Technoparcs Smart Village et Maadi avec bureaux prêts à l'emploi
- Ingénieurs les moins chers de la région, détention à 100 %

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
ITIDA : immatriculation des sociétés IT, licences et programme Export-IT	statut d'entreprise	Personnes morales égyptiennes de toute forme de détention, y compris les sociétés à capital étranger à 100 % (LLC ou SAE), immatriculées via la GAFI....
Technoparcs Smart Village et Maadi Technology Park	technoparc	Sociétés IT, centres de développement, centres BPO et R&D de tout pays, immatriculés en Égypte et enregistrés auprès de l'ITIDA. Smart Village (ville du 6...
Zones franches de la GAFI (publiques et privées), y compris les nouvelles zones technologiques	zone franche	Projets orientés vers l'export, de tout pays. Zones publiques : Nasr City (Le Caire), Alexandrie, Port-Saïd, Suez, Ismaïlia, Damiette, zone Média du 6 Octobre...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Égypte dispose du coût de développement le plus bas de la région, paie 22,5 % sur le bénéfice ou 1 % du chiffre d'affaires en zone franche, et reçoit une ristourne jusqu'à 20 % sur l'export via l'ITIDA. Les clients paient en EGP sur le compte local, et il est plus avantageux de transférer la marge à la holding à partir des recettes en devises issues des contrats d'export, afin de contourner les restrictions au rapatriement. Le marché égyptien, ce sont 110 millions d'habitants et une demande croissante de numérisation des services publics et des banques.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · STATUT D'ENTREPRISE

ITIDA : immatriculation des sociétés IT, licences et programme Export-IT

Qui peut devenir résident

Personnes morales égyptiennes de toute forme de détention, y compris les sociétés à capital étranger à 100 % (LLC ou SAE), immatriculées via la GAFI. L'enregistrement auprès de l'ITIDA est obligatoire pour les services IT soumis à licence et ouvre l'accès aux programmes d'export, aux technoparcs et aux avantages sectoriels.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Programme Export-IT : ristourne en espèces jusqu'à 10 % de la valeur des exportations et jusqu'à 20 % de la valeur ajoutée exportée selon la taille de la société, plafonnée à 2,5 millions d'EGP par an, 3 millions d'EGP pour les sociétés installées dans les nouveaux technoparcs
- Depuis l'exercice 2025/2026, les services technologiques, l'électronique, les semi-conducteurs et les systèmes embarqués sont inclus pour 7 ans dans le programme de développement des exportations ; les versements sont liés à la croissance des exportations et des emplois
- Export de services soumis à la TVA au taux de 0 % ; en décembre 2025, l'administration fiscale a publié son premier guide TVA et confirmé l'export hors taxe des services IT à distance
- Loi sur l'investissement 72/2017 : déduction de 30–50 % des dépenses d'investissement de la base imposable pour les projets dans les zones et secteurs prioritaires
- Importation d'équipements et de logiciels en franchise de droits pour les exportateurs enregistrés dans les technoparcs
- Subventions à la formation et aides aux salaires via l'ITIDA et le programme Digital Egypt
- Détention étrangère à 100 % et rapatriement des bénéfices sur justificatif de l'entrée du capital par voie bancaire

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Personne morale immatriculée en Égypte, avec carte fiscale et inscription au registre du commerce
- Activités figurant sur la liste de l'ITIDA : développement logiciel, hébergement, conception électronique, externalisation, conseil IT, R&D, formation
- Pour Export-IT : contrats d'export justifiés et entrées de devises via des banques égyptiennes
- Pour les ristournes majorées : bureau dans l'un des technoparcs de l'ITIDA
- Respect du droit du travail, quota d'étrangers limité à 10 % de l'effectif

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société via la GAFI

Déposez la demande au guichet unique de la GAFI (Investor Services Centre ou portail gafi.gov.eg) : dénomination, statuts de la LLC, passeports, attestation bancaire de dépôt du capital. Approbation et inscription au registre du commerce en 3–7 jours ouvrés, publication au Journal officiel.

02

Étape 2. Carte fiscale et TVA

Obtenez la carte fiscale auprès de l'administration fiscale égyptienne, immatriculez-vous à la TVA (obligatoire au-delà de 500 000 EGP de chiffre d'affaires, recommandé d'emblée pour les exportateurs) et au système de facturation électronique.

03 Étape 3. Enregistrement et licence ITIDA

Remplissez le formulaire électronique sur itida.gov.eg ou déposez le dossier au bureau de l'ITIDA à Smart Village : extrait du registre du commerce ou notification de la GAFI, statuts, carte fiscale, pièce d'identité du gérant, formulaire signé par le responsable. Licence en 2–4 semaines.

04 Étape 4. Demande au programme Export-IT

Après la première année d'export, déposez une demande à l'ITIDA avec les états financiers audités, le registre des contrats et les justificatifs bancaires des recettes en devises. Le comité approuve la ristourne, versée en EGP.

05 Étape 5. Banque et devises

Ouvrez un compte chez CIB, Banque Misr, NBE ou QNB Alahli et faites établir un certificat d'entrée de capital (pour le futur rapatriement des bénéfices). Encaissez les recettes d'export sur un compte en devises.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports des fondateurs et du gérant ; pour un fondateur personne morale, documents apostillés avec traduction en arabe
- Statuts de la LLC selon le modèle de la GAFI et bail de bureau
- Attestation bancaire de dépôt du capital social (minimum 1 000 EGP pour une LLC, les banques recommandent davantage)
- Extrait du registre du commerce et publication au Journal officiel
- Carte fiscale et certificat de TVA
- Formulaire ITIDA signé par le gérant responsable ou par un mandataire

COÛTS

POSTE	MONTANT
Immatriculation de la LLC via la GAFI (frais, publication, registre)	**≈ 300–800 $**
Enregistrement et licence ITIDA	**≈ 0–200 $, frais non publiés, à vérifier à la date du dépôt**
Location de bureau au Caire, par an	**≈ 3 000–12 000 $**
Permis de travail pour un étranger, par an	**≈ 300–700 $**
Première année clé en main avec un juriste	**≈ 3 000–6 000 $**

Délais

Société en 1–2 semaines, ITIDA en 2–4 semaines de plus, compte en 2–4 semaines. Parcours complet : 1,5–2,5 mois.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés à 22,5 % et déclarations mensuelles de TVA
- États financiers audités chaque année, facturation électronique obligatoire
- Renouvellement annuel de la licence ITIDA et rapport d'export pour les participants à Export-IT
- Cotisations sociales pour les salariés (employeur 18,75 %), quota d'étrangers limité à 10 %
- Conservation des justificatifs bancaires des recettes d'export pour les ristournes et le rapatriement des bénéfices

PIÈGES À ÉVITER

⚠ Les ristournes sont versées en livres et avec retard ; en cas de dévaluation, le gain réel diminue

- ⚠ Le rapatriement des bénéfices n'est possible que sur justificatif documentaire de l'entrée du capital et du paiement des impôts, sinon la banque bloque le virement
- ⚠ Retenue à la source de 10 % sur les dividendes versés aux non-résidents (5 % pour les sociétés cotées), 20 % sur les redevances et services en l'absence de convention fiscale
- ⚠ La bureaucratie de la GAFI et de l'ITIDA exige un représentant arabophone ; sans lui, les délais doublent

LIENS OFFICIELS

ITIDA, licences d'activités IT https://itida.gov.eg/English/pages/information-technology-activities-licenses.aspx

ITIDA, site officiel https://itida.gov.eg

GAFI, immatriculation des sociétés https://www.gafi.gov.eg

Administration fiscale égyptienne https://www.eta.gov.eg

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · TECHNOPARC

Technoparcs Smart Village et Maadi Technology Park

Qui peut devenir résident

Sociétés IT, centres de développement, centres BPO et R&D de tout pays, immatriculés en Égypte et enregistrés auprès de l'ITIDA. Smart Village (ville du 6 Octobre) est un parc public-privé qui accueille les bureaux de grandes entreprises et le siège de l'ITIDA ; Maadi Technology Park est un parc de l'ITIDA au sud du Caire, avec des bureaux prêts à l'emploi pour les exportateurs de services.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Plafond majoré de la ristourne Export-IT, jusqu'à 3 millions d'EGP par an pour les sociétés installées dans les nouveaux technoparcs
- Importation en franchise de droits d'équipements, de serveurs et de logiciels pour les résidents, procédures douanières simplifiées
- Avantages à l'investissement de la loi 72/2017 : déduction de 30–50 % des investissements pour les projets dans les parcs ; pour l'électronique et la conception de puces, réduction d'impôt de 30–50 %
- Bureaux prêts à l'emploi de classe A, centres de données, fibre optique, sécurité et parking à des tarifs inférieurs au centre du Caire
- Accès aux programmes de formation de l'ITIDA et aux universités partenaires
- Voisinage de Microsoft, Oracle, IBM, Vodafone, Systems Limited et d'autres exportateurs de services

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Immatriculation de la société auprès de la GAFI et licence ITIDA
- Bail de bureau dans le parc (Smart Village via la société de gestion SVC, Maadi via l'ITIDA)
- Pour les avantages de la loi 72/2017 : demande de certificat d'investissement auprès de la GAFI avant le début de l'activité
- Plan d'embauche de spécialistes égyptiens, orientation vers l'export de services

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Choix du parc et demande de bureau**

Envoyez une demande sur smart-villages.com (Smart Village) ou sur itida.gov.eg (Maadi Technology Park) : surface souhaitée, effectif, description de l'activité. Offre de location sous 1–2 semaines.

02 **Étape 2. Immatriculation de la société à l'adresse du parc**

Immatriculez la LLC auprès de la GAFI avec un siège social dans le parc, obtenez la carte fiscale et enregistrez-vous auprès de l'ITIDA (voir le régime ITIDA).

03 **Étape 3. Certificat d'investissement**

Déposez auprès de la GAFI une demande d'avantages au titre de la loi 72/2017, avec business plan et budget d'investissement, avant le lancement du projet. Le certificat est délivré en 2–4 semaines et fixe le montant de la déduction.

04 Étape 4. Avantages douaniers et à l'export

Enregistrez-vous comme exportateur de services auprès de l'ITIDA et déposez une demande d'importation d'équipements en franchise de droits. Pour l'export, faites transiter les recettes en devises par une banque égyptienne pour Export-IT.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Documents constitutifs de la société et extrait du registre du commerce
- Licence ITIDA
- Business plan et budget d'investissement pour la GAFI
- Bail dans le parc
- Organigramme des effectifs et plan d'embauche

COÛTS

POSTE	MONTANT
Location de bureau à Smart Village, par m² et par an	**≈ 150–300 $, à vérifier à la date du dépôt**
Location à Maadi Technology Park, par m² et par an	**≈ 100–250 $, à vérifier à la date du dépôt**
Demande de certificat d'investissement GAFI	**≈ 100–300 $**
Immatriculation de la société et ITIDA	**≈ 500–1 000 $**

Délais

2–3 mois, location et certificat d'investissement compris.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Exécution du plan d'investissement pour conserver la déduction
- Reporting annuel à la GAFI et à l'ITIDA, audit
- Renouvellement du bail et de la licence ITIDA
- Respect du quota d'étrangers et des cotisations sociales

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les technoparcs ne sont pas des zones fiscales : l'impôt sur les sociétés de 22,5 % subsiste, les avantages sont des déductions et des ristournes
- ⚠ Smart Village est complet, les surfaces disponibles sont limitées ; Maadi est occupé à 80 % et s'agrandit
- ⚠ La déduction de 30–50 % ne s'applique qu'aux projets déclarés avant le début de l'activité ; elle n'est pas accordée rétroactivement

LIENS OFFICIELS

Maadi Technology Park (parc de l'ITIDA) https://itida.gov.eg/English/Pages/MaadiPark.aspx

Smart Village Company https://www.smart-villages.com

GAFI, avantages à l'investissement https://gafi.gov.eg/en

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · ZONE FRANCHE

Zones franches de la GAFI (publiques et privées), y compris les nouvelles zones technologiques

Qui peut devenir résident

Projets orientés vers l'export, de tout pays. Zones publiques : Nasr City (Le Caire), Alexandrie, Port-Saïd, Suez, Ismaïlia, Damiette, zone Média du 6 Octobre et autres. Une zone privée est créée pour un projet donné par décision de la GAFI. En 2025, le gouvernement a autorisé la création de zones franches privées pour les sociétés technologiques et les start-up, afin d'enrayer la fuite des talents.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Les projets en zone franche sont exonérés des impôts et taxes égyptiens, y compris l'impôt sur les sociétés de 22,5 %, la TVA et le droit de timbre
- En lieu et place des impôts, les projets de services paient 1 % du chiffre d'affaires annuel selon les états financiers audités, les projets industriels 1 % de la valeur des marchandises sorties
- 0 % de droits de douane et de TVA sur l'importation d'équipements, de machines et de matériaux
- Détention étrangère à 100 %, libre disposition des devises et rapatriement des bénéfices
- Exonération des salariés de la zone de certaines taxes locales, import et export simplifiés
- Droit de vendre sur le marché intérieur en acquittant les droits comme à l'importation

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Orientation export : l'essentiel du chiffre d'affaires provient de clients étrangers
- Approbation du projet par le conseil d'administration de la GAFI ; pour une zone privée, décision du Conseil des ministres
- Location de locaux dans une zone publique ou site propre pour une zone privée
- Capital minimum fixé par décision de la GAFI selon le projet ; à vérifier à la date du dépôt
- Personne morale distincte pour le projet en zone ; l'activité hors zone passe par une autre société

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande de projet en zone franche auprès de la GAFI**

Déposez au Free Zones Sector de la GAFI le formulaire de projet : description des services, marchés d'export, investissements, effectif, surface requise. Examen de l'étude de faisabilité en 3–6 semaines.

02 **Étape 2. Approbation et bail**

Après la décision du conseil de la GAFI, signez le bail dans la zone publique (ou obtenez la décision de création d'une zone privée) et versez le dépôt de garantie.

03 **Étape 3. Immatriculation de la société de zone**

Immatriculez la personne morale via le guichet unique de la GAFI en indiquant le régime de zone franche, obtenez la licence du projet et le code douanier de la zone. 2–4 semaines.

04 Étape 4. Lancement et reporting

Démarrez l'activité dans le délai fixé par l'approbation (généralement jusqu'à 1 an), tenez une comptabilité séparée et payez chaque année 1 % du chiffre d'affaires selon les états financiers audités.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Formulaire de projet de la GAFI et étude de faisabilité
- Passeports et documents des fondateurs ; pour les personnes morales, apostille et traduction
- Justificatif du financement du projet
- Projet de statuts de la société de zone
- Bail dans la zone ou documents du site pour une zone privée

COÛTS

POSTE	MONTANT
Prélèvement annuel sur un projet de services	**1 % du chiffre d'affaires**
Frais d'examen du projet et de licence	**≈ 500–2 000 $, à vérifier à la date du dépôt**
Location en zone publique, par m² et par an	**≈ 50–150 $, à vérifier à la date du dépôt**
Dépôt de garantie	**≈ selon décision de la GAFI**

Délais

3–5 mois pour une zone publique, 6–12 mois pour une zone privée.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Paiement annuel de 1 % du chiffre d'affaires selon les états financiers audités
- Comptabilité séparée, rapport annuel à la GAFI sur l'activité et les exportations
- Respect du régime douanier de la zone à l'entrée et à la sortie
- Renouvellement de la licence du projet, démarrage de l'activité dans les délais
- Limitation des ventes sur le marché intérieur, avec paiement des droits

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Certaines activités ne sont pas admises en zone franche ; la liste est approuvée par la GAFI, pour l'IT il n'y a généralement pas de difficulté
- ⚠ Le 1 % se paie sur le chiffre d'affaires, pas sur le bénéfice ; avec une marge faible, cela peut coûter plus cher que 22,5 % sur le bénéfice
- ⚠ Une zone technologique privée est une longue procédure avec décision du Conseil des ministres, irréaliste pour un petit studio
- ⚠ Les zones publiques sont orientées vers la production et la logistique, les bureaux pour l'IT y sont rares

LIENS OFFICIELS

GAFI, zones franches https://www.gafi.gov.eg/English/StartaBusiness/InvestmentZones/Pages/FreeZones.aspx

GAFI, avantages des zones franches https://gafi.gov.eg/en/contenttemplate/0c6def51-c0fc-4eef-b332-ea559a2fb329

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

CIB, Banque Misr, National Bank of Egypt, QNB Alahli et HSBC Egypt ouvrent le compte après l'inscription au registre du commerce ; il faut un bail, la carte fiscale et la présence du gérant, délai de 2–4 semaines. Un contrôle des changes s'applique : le rapatriement des bénéfices et des dividendes exige la preuve de l'entrée du capital et du paiement des impôts ; les recettes d'export sont créditées sur des comptes en devises et peuvent servir aux virements. La livre flotte depuis mars 2024 et le cours est volatil. Encaissement par carte via Fawry, Paymob, Geidea, PayTabs ; Stripe n'est pas disponible.

Visas et résidence

Le permis de travail et le titre de séjour du gérant étranger et des spécialistes sont délivrés via le ministère du Travail, dans la limite d'un quota d'étrangers de 10 % de l'effectif, pour 1 an renouvelable. Résidence d'investisseur de 5 ans pour un investissement à partir de 500 000 $ ou l'achat d'un bien immobilier.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Égypte dispose du coût de développement le plus bas de la région, paie 22,5 % sur le bénéfice ou 1 % du chiffre d'affaires en zone franche, et reçoit une ristourne jusqu'à 20 % sur l'export via l'ITIDA. Les clients paient en EGP sur le compte local, et il est plus avantageux de transférer la marge à la holding à partir des recettes en devises issues des contrats d'export, afin de contourner les restrictions au rapatriement. Le marché égyptien, ce sont 110 millions d'habitants et une demande croissante de numérisation des services publics et des banques.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Impôt sur les sociétés de 22,5 %, TVA de 14 %, export de services à 0 % de TVA confirmés pour 2026
- ⚠ Le montant de la ristourne Export-IT et les plafonds de 2,5–3 millions d'EGP proviennent des données de l'ITIDA pour les rounds précédents ; les conditions de chaque round sont publiées séparément, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Les frais de l'ITIDA et les loyers dans les technoparcs ne sont pas publiés ; les montants sont des estimations, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Le contrôle des changes a été assoupli après le passage au taux flottant en 2024, mais les banques continuent d'exiger la preuve de l'entrée du capital pour le rapatriement

⚠ Les données sur les nouvelles zones franches technologiques de 2025 reposent sur des publications gouvernementales ; vérifiez les textes d'application à la date du dépôt

⚠ Aucune restriction pour les fondateurs russes ; les paiements de Russie vers l'Égypte passent par des banques non sanctionnées, avec des délais et des commissions plus élevés

---

MA

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · MAROC

Maroc: CFC à 0 % pendant 5 ans puis 20 %, incubateurs Technopark et zones Tanger Med pour l'export

Le Maroc propose aux sociétés IT trois instruments : le statut Casablanca Finance City (CFC), avec exonération totale d'impôt sur les sociétés pendant 5 ans puis un taux de 20 %, expressément ouvert au conseil IT et à l'édition de logiciels ; le réseau d'incubateurs publics Technopark (Casablanca, Rabat, Tanger, Agadir), avec une remise sur le loyer allant jusqu'à 70 % ; et les zones d'accélération industrielle de Tanger Med, à 0 % pendant 5 ans puis 20 % pendant 20 ans pour les exportateurs. Le pays est un pont pratique vers l'Afrique francophone et l'Europe, mais le dirham n'est convertible qu'avec des restrictions.

CFC : 0 % d'impôt pendant 5 ans, puis 20 %

Technopark : remise sur le loyer jusqu'à 70 % pour les startups

Tanger Med : 0 % pendant 5 ans, 20 % pendant 20 ans, sans TVA

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Statut Casablanca Finance City (CFC)
centre financier →

03 · Technopark (MITC) : Casablanca, Rabat, Tanger, Agadir
technoparc →

04 · Zones d'accélération industrielle Tanger Med (Tanger Free Zone, Tanger Tech, Tetouan Shore)
zone franche →

05 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

06 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Maroc: ce que le pays offre à l'IT

Le Maroc propose aux sociétés IT trois instruments : le statut Casablanca Finance City (CFC), avec exonération totale d'impôt sur les sociétés pendant 5 ans puis un taux de 20 %, expressément ouvert au conseil IT et à l'édition de logiciels ; le réseau d'incubateurs publics Technopark (Casablanca, Rabat, Tanger, Agadir), avec une remise sur le loyer allant jusqu'à 70 % ; et les zones d'accélération industrielle de Tanger Med, à 0 % pendant 5 ans puis 20 % pendant 20 ans pour les exportateurs. Le pays est un pont pratique vers l'Afrique francophone et l'Europe, mais le dirham n'est convertible qu'avec des restrictions.

L'essentiel en 30 secondes

- CFC : 0 % d'impôt pendant 5 ans, puis 20 %
- Technopark : remise sur le loyer jusqu'à 70 % pour les startups
- Tanger Med : 0 % pendant 5 ans, 20 % pendant 20 ans, sans TVA
- Pont vers l'Afrique francophone et l'UE

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Statut Casablanca Finance City (CFC)	centre financier	Sociétés financières, holdings, sièges régionaux et prestataires de services non financiers, y compris le conseil IT, les services IT et l'édition de logiciels...
Technopark (MITC) : Casablanca, Rabat, Tanger, Agadir	technoparc	Startups et petites sociétés IT, y compris à associés étrangers, en phase d'amorçage ou de croissance. Le technoparc est géré par la société public-privé MITC...
Zones d'accélération industrielle Tanger Med (Tanger Free Zone, Tanger Tech, Tetouan Shore)	zone franche	Sociétés tournées vers l'export, de toute nationalité : production, logistique, mais aussi projets de services et d'offshoring (Tetouan Shore, Tanger Tech...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode au Maroc paie 20 % sur ses bénéfices, ou 0 % les 5 premières années sous statut CFC, et l'export de services n'est pas soumis à la TVA. Les clients paient en MAD sur le compte local ; la marge est transférée au holding comme règlement d'un contrat de services via l'Office des Changes, un schéma qui fonctionne pour les investissements étrangers déclarés et les exportateurs. Le Maroc ouvre l'Afrique francophone et les clients européens dans le même fuseau horaire.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · CENTRE FINANCIER

Statut Casablanca Finance City (CFC)

Qui peut devenir résident

Sociétés financières, holdings, sièges régionaux et prestataires de services non financiers, y compris le conseil IT, les services IT et l'édition de logiciels (catégorie distincte sur le site de CFC). Associés de toute nationalité, détention étrangère à 100 %. La société doit exercer son activité principalement avec des clients étrangers ou des structures régionales.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération totale d'impôt sur les sociétés pendant 5 ans à compter de l'année d'obtention du statut, puis taux de 20 % sans application du taux de 35 % réservé aux grandes entreprises (inscrit dans la loi de finances 2026)
- Impôt sur le revenu des salariés au taux fixe de 20 % (au lieu du barème progressif allant jusqu'à 37 %) pendant une durée allant jusqu'à 10 ans
- Exonération de retenue à la source sur les dividendes de source étrangère versés à des non-résidents
- Régime de change simplifié : l'Office des Changes autorise les sociétés CFC à effectuer librement des opérations en devises et à sortir leurs bénéfices
- Visas et permis de travail accélérés pour les spécialistes étrangers via le guichet unique de la CFCA
- Accès à une communauté de 220 entreprises, dont Capgemini, Atos, Sopra, Accenture, et aux marchés africains grâce à plus de 50 accords

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Siège et bureau dans le périmètre CFC (Casablanca Anfa), bureaux flexibles admis dans les tours CFC
- Au moins un dirigeant résidant au Maroc et au moins un cadre dirigeant à expérience internationale (3 ans minimum pour les sociétés de services)
- Valeur ajoutée démontrée pour CFC : plan de recrutement, fonctions régionales, export de services
- Charges d'exploitation minimales proportionnées à l'activité, signature du code d'éthique CFC
- Immatriculation d'une SARL ou d'une SA au Maroc avant ou pendant l'obtention du statut

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Lettre d'intention

Écrivez au service développement des affaires de la CFCA (contact@cfca.ma) en décrivant le projet, la catégorie d'activité et l'équipe. La CFCA confirme la conformité à la catégorie et envoie les modèles et le devis des frais. 1–2 semaines.

02

Étape 2. Dossier

Préparez le business plan selon le modèle CFC, remplissez le formulaire de demande, signez le code d'éthique, joignez les documents constitutifs et les CV des dirigeants. Déposez le tout au guichet unique de la CFCA et réglez les frais d'instruction.

03

Étape 3. Commission CFC

La commission examine le dossier en 30–45 jours et rend une décision d'attribution du statut CFC. En parallèle, immatriculez la SARL via le Centre Régional d'Investissement (CRI) de Casablanca si la société n'existe pas encore : 5–10 jours.

04 **Étape 4. Activation du statut**

Signez le bail dans le périmètre CFC, réglez la cotisation annuelle de membre, recevez l'attestation de statut. Informez l'administration fiscale (DGI) et l'Office des Changes pour l'application des avantages.

05 **Étape 5. Visas et banque**

Par l'intermédiaire de la CFCA, obtenez les permis de travail et les cartes de séjour des salariés étrangers. Ouvrez un compte chez Attijariwafa, BCP, Bank of Africa ou CIH avec un sous-compte en devises.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Lettre d'intention et business plan selon le modèle CFC sur 3–5 ans
- Formulaire de demande CFC et code d'éthique signé
- Documents constitutifs (statuts de SARL ou de SA, extrait du registre) ou projet de statuts
- CV et passeports des dirigeants, preuve d'expérience internationale
- États financiers de la société mère sur 2 ans (pour les filiales)
- Contrat de bail ou lettre d'intention de location à CFC

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais d'instruction et d'enregistrement du statut	**≈ 11 000 $ (10 000 €), à vérifier à la date du dépôt**
Cotisation annuelle de membre	**≈ 8 700–19 500 $ (8 000–18 000 €) selon la taille et le chiffre d'affaires, à vérifier à la date du dépôt**
Immatriculation de la SARL via le CRI	**≈ 300–600 $**
Location de bureau à CFC, le m² par an	**≈ 250–400 $**
Première année clé en main	**≈ 30 000–50 000 $**

Délais

2–3 mois jusqu'au statut, encore 1–2 mois pour les visas et le compte.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel à la CFCA sur l'activité, les recrutements et l'exécution des engagements
- Paiement de la cotisation annuelle, maintien du bureau dans le périmètre CFC
- Déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés et TVA de 20 % (export de services à 0 %)
- Audit obligatoire pour la SA, pour la SARL au-delà de 50 millions de MAD de chiffre d'affaires
- Respect des règles de l'Office des Changes sur les opérations en devises

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le statut vise les sociétés à activité internationale : si les principaux clients sont au Maroc, les avantages seront refusés ou retirés
- ⚠ Les cotisations CFC pèsent pour un petit studio ; l'économie commence à partir d'un bénéfice de ≈ 100 000 $ par an
- ⚠ L'exigence d'un dirigeant résident et d'un bureau à CFC rend impossible un montage « sur le papier »

⚠ L’avantage de 20 % sur l’impôt sur le revenu est limité dans le temps, vérifiez la période en vigueur à la date du dépôt

LIENS OFFICIELS

Casablanca Finance City, devenir membre https://casablancafinancecity.com/en/become_a_member

CFC : conseil IT, services IT, édition de logiciels https://casablancafinancecity.com/en/node/4

Direction générale des impôts (DGI) https://www.tax.gov.ma

Office des Changes https://www.oc.gov.ma

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · TECHNOPARC

Technopark (MITC) : Casablanca, Rabat, Tanger, Agadir

Qui peut devenir résident

Startups et petites sociétés IT, y compris à associés étrangers, en phase d'amorçage ou de croissance. Le technoparc est géré par la société public-privé MITC (Moroccan Information Technopark Company), sous l'égide du ministère de l'Industrie et du Commerce, de la CDG et de banques. Le technoparc n'accorde pas d'avantages fiscaux ; son intérêt réside dans des bureaux bon marché, l'accompagnement et l'accès au financement.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Remise sur le loyer jusqu'à 70 % pour les startups en phase d'amorçage, bureaux partagés et dédiés à tarifs préférentiels
- Incubation, mentorat, formation, aide à la mise sur le marché et accès aux subventions et aux investisseurs (Innov Invest, CDG Invest, 212 Founders)
- Siège social et infrastructure prête à l'emploi : internet, salles de réunion, data center, salles de conférence
- Communauté de plus de 400 entreprises dans quatre villes et programme d'événements de networking
- Aide à l'immatriculation de la société et à la recherche des premiers clients
- Avantages fiscaux généraux du Maroc pour les startups : taux réduit de 20 % (le taux de 35 % ne vise que les bénéfices à partir de 100 millions de MAD), exonération de taxe professionnelle pendant 5 ans pour les nouvelles sociétés

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activités IT, numériques ou innovantes, sélection par le comité du Technopark
- Société marocaine immatriculée (SARL) ou immatriculation en cours
- Business plan et présentation du projet
- Équipe travaillant dans les locaux du technoparc

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande sur technopark.ma**

Remplissez le formulaire d'hébergement sur le site : description du projet, équipe, stade, besoin en surface. Le comité de sélection statue en 2–4 semaines, une présentation est possible.

02 **Étape 2. Immatriculation de la SARL**

Immatriculez la société via le CRI (Centre Régional d'Investissement) de la région concernée sur le portail cri-invest.ma : dénomination, statuts, capital (pas de minimum fixé, en général 10 000 MAD), adresse du technoparc. 5–10 jours ; vous obtenez l'extrait du registre du commerce, l'identifiant fiscal et l'affiliation à la CNSS.

03 **Étape 3. Contrat de bail**

Signez le contrat de bail avec la MITC au tarif préférentiel et obtenez l'accès au bureau et à l'infrastructure.

04 **Étape 4. Compte et autorisations**

Ouvrez un compte dans une banque partenaire (BCP, Attijariwafa, CIH) ; pour les salariés étrangers, obtenez le permis de travail via l'ANAPEC et la carte de séjour.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Formulaire de demande Technopark et présentation du projet
- Business plan sur 3 ans
- Passeports et CV des associés
- Statuts de la SARL et extrait du registre du commerce (ou projet de statuts)
- Contrat de bail avec la MITC

COÛTS

POSTE	MONTANT
Demande au Technopark	**0 $**
Location d'un poste de travail ou d'un bureau avec remise, par mois	**≈ 100–500 $, à vérifier à la date du dépôt**
Immatriculation de la SARL via le CRI	**≈ 300–600 $**
Permis de travail d'un étranger	**≈ 100–300 $**

Délais

4–8 semaines jusqu'à l'installation.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Renouvellement du bail et confirmation du statut de résident du technoparc
- Déclaration fiscale annuelle, TVA de 20 % (export de services à 0 %), cotisations CNSS
- Participation aux programmes du technoparc et rapport sur l'avancement du projet
- Respect des quotas et des procédures de recrutement d'étrangers via l'ANAPEC

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le technoparc, c'est un bureau et un accompagnement, pas un régime fiscal : les impôts sont ceux du droit commun
- ⚠ La remise sur le loyer est temporaire et diminue à mesure que la société grandit
- ⚠ Recruter un spécialiste étranger exige de prouver l'absence de candidat marocain via l'ANAPEC
- ⚠ Peu de places à Casablanca, liste d'attente

LIENS OFFICIELS

Technopark Maroc https://www.technopark.ma

CRI Casablanca-Settat https://www.casainvest.ma

Portail CRI-Invest https://www.cri-invest.ma

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · ZONE FRANCHE

Zones d'accélération industrielle Tanger Med (Tanger Free Zone, Tanger Tech, Tetouan Shore)

Qui peut devenir résident

Sociétés tournées vers l'export, de toute nationalité : production, logistique, mais aussi projets de services et d'offshoring (Tetouan Shore, Tanger Tech City). Détention étrangère à 100 %. Au moins 85 % du chiffre d'affaires doit être réalisé à l'export ; les ventes sur le marché intérieur sont admises jusqu'à 15 % de l'export de l'année précédente.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération d'impôt sur les sociétés pendant les 5 premières années, puis 20 % pendant les 20 années suivantes (pour l'offshoring, taux de 17 % après la période d'exonération, à vérifier)
- Impôt sur le revenu des salariés : exonération pendant 5 ans, puis réduction de 80 % pendant 20 ans ; pour l'offshoring, taux effectif plafonné à 20 %
- Exonération de TVA et de droits de douane à l'importation d'équipements et de matériaux, exonération totale de TVA pour les opérations de la zone
- Exonération de taxe professionnelle (patente) pendant 15 ans et de taxe des services communaux pendant 15 ans
- Dividendes aux non-résidents sans retenue à la source, exonération de droits d'enregistrement et de timbre à la constitution et lors des augmentations de capital
- Régime de change libre à l'intérieur de la zone, port de Tanger Med, bureaux et plateformes industrielles prêts à l'emploi

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Modèle exportateur : au moins 85 % du chiffre d'affaires à l'export
- Contrat de bail ou d'achat d'un site dans la zone via l'opérateur Tanger Med Zones
- Projet d'investissement avec plan de recrutement, approuvé par la commission de la zone
- Personne morale distincte pour la zone (SARL ou SA)
- Pour les sociétés de services, implantation à Tetouan Shore ou dans les surfaces de bureaux de la Tanger Free Zone

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande auprès de l'opérateur de la zone**

Déposez la demande sur tangermedzones.com : description du projet, investissements, export, surface. La commission approuve le projet en 3–6 semaines et délivre une lettre d'attribution de surface.

02 **Étape 2. Immatriculation de la société de zone**

Immatriculez la SARL via le guichet unique de la zone ou le CRI de Tanger, avec une adresse dans la zone ; obtenez l'extrait du registre du commerce et l'identifiant fiscal. 1–2 semaines.

03 **Étape 3. Contrat et statut douanier**

Signez le bail, obtenez l'autorisation d'exercer dans la zone et le statut douanier d'exportateur. Informez la DGI de l'application du régime de la zone.

04 Étape 4. Personnel, compte, lancement

Recrutez le personnel via l'ANAPEC, ouvrez un compte dans une banque disposant d'une agence dans la zone, démarrez l'activité dans le délai fixé au contrat.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande et projet d'investissement avec modèle financier
- Documents constitutifs de la société mère apostillés et traduits en français
- Passeports et CV des dirigeants
- Statuts de la société de zone
- Contrat de bail ou d'achat du site

COÛTS

POSTE	MONTANT
Location de bureau à Tanger Free Zone ou Tetouan Shore, le m² par an	**≈ 80–200 $, à vérifier à la date du dépôt**
Immatriculation de la SARL	**≈ 300–600 $**
Frais d'instruction du projet	**≈ 0–1000 $, à vérifier à la date du dépôt**

Délais

2–4 mois jusqu'au lancement.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Respect de la part d'export de 85 % et comptabilité séparée
- Déclaration annuelle à la DGI avec application du régime de la zone
- Comptabilité douanière des entrées et sorties
- Renouvellement du bail et rapport à l'opérateur de la zone sur l'exécution du projet
- Cotisations CNSS et droit du travail

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le taux après la période d'exonération est passé de 15 % à 20 % avec la loi de finances 2023 ; les anciennes sources citent 8,75 % et 15 %, elles sont obsolètes
- ⚠ Les zones sont conçues pour l'industrie et le grand offshoring ; un petit studio a plus intérêt à choisir le Technopark
- ⚠ Vendre sur le marché intérieur au-delà de 15 % fait perdre le statut
- ⚠ Tanger est loin de Casablanca, où se trouve l'essentiel du marché IT

LIENS OFFICIELS

Tanger Med Zones, avantages https://www.tangermedzones.com/en/benefits/incentives/

Tanger Free Zone https://www.tangermedzones.com/en/zones/tanger-free-zone/

Ministère de l'Industrie et du Commerce, offshoring https://www.mcinet.gov.ma/en/content/industry-0/offshoring

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Attijariwafa Bank, Banque Populaire (BCP), Bank of Africa, CIH et Société Générale Maroc ouvrent un compte après l'immatriculation au registre du commerce, en 1–3 semaines ; il faut les statuts, l'extrait et la présence du gérant. Le dirham est partiellement convertible : la sortie des bénéfices et des dividendes est garantie pour les investissements étrangers déclarés à l'Office des Changes, et les exportateurs de services peuvent conserver jusqu'à 70 % de leurs recettes en devises sur des comptes en devises. Encaissement par carte via CMI, Payzone, YouCan Pay ; Stripe n'est pas disponible, PayPal uniquement pour l'encaissement.

Visas et résidence

Carte de séjour pour le dirigeant étranger et les spécialistes, valable 1 an et renouvelable jusqu'à 10 ans ; un permis de travail via l'ANAPEC est requis (procédure accélérée pour CFC et les zones). Les investisseurs et fondateurs de sociétés obtiennent la carte sur la base de l'immatriculation et d'une preuve d'activité. Les citoyens russes entrent sans visa jusqu'à 90 jours.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode au Maroc paie 20 % sur ses bénéfices, ou 0 % les 5 premières années sous statut CFC, et l'export de services n'est pas soumis à la TVA. Les clients paient en MAD sur le compte local ; la marge est transférée au holding comme règlement d'un contrat de services via l'Office des Changes, un schéma qui fonctionne pour les investissements étrangers déclarés et les exportateurs. Le Maroc ouvre l'Afrique francophone et les clients européens dans le même fuseau horaire.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les taux CFC (0 % pendant 5 ans, puis 20 %) et Tanger Med (0 % pendant 5 ans, puis 20 % pendant 20 ans) sont confirmés par les pages officielles pour 2026
- ⚠ Les cotisations CFC (10 000 € d'enregistrement, 8 000–18 000 € par an) proviennent de données de consultants ; la CFCA envoie un devis individuel, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Les conditions de location du Technopark et des zones Tanger Med ne sont pas publiées, les montants sont des estimations, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Le contrôle des changes de l'Office des Changes a été assoupli, mais la sortie des bénéfices exige la déclaration de l'investissement lors de l'entrée des fonds ; sans cela, des retards sont possibles

⚠ Impôt sur les sociétés standard de 20 %, 35 % pour les bénéfices à partir de 100 millions de MAD, TVA de 20 %, export de services à 0 %

⚠ Aucune restriction pour les associés russes, les banques vérifient l'origine des fonds

---

RW

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · RWANDA

Rwanda: Immatriculation en 6 heures, impôt à 15 % pour les TIC et 0 % pour les sièges régionaux

Le Rwanda positionne Kigali comme le hub technologique de l'Afrique de l'Est : le code des investissements de 2021 accorde aux entreprises TIC un taux d'impôt préférentiel de 15 % au lieu de 28 %, 0 % aux sièges régionaux et une exonération fiscale de 7 ans aux grands projets TIC. Kigali Innovation City, au sein de la Kigali Special Economic Zone, réunit universités (Carnegie Mellon Africa), start-ups et centres de données avec les avantages douaniers et fiscaux de la zone. La société s'immatricule gratuitement en ligne via le RDB en une journée, avec 100 % de capital étranger sans restriction.

Immatriculation en ligne gratuite en 6 heures

Impôt à 15 % pour les TIC au lieu de 28 %, 0 % pour les sièges

Kigali Innovation City et ZES avec avantages douaniers

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Kigali Innovation City et Kigali Special Economic Zone
zone franche →

03 · Avantages du code des investissements 2021 pour les entreprises tech hors zone
régime fiscal →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Rwanda: ce que le pays offre à l'IT

Le Rwanda positionne Kigali comme le hub technologique de l'Afrique de l'Est : le code des investissements de 2021 accorde aux entreprises TIC un taux d'impôt préférentiel de 15 % au lieu de 28 %, 0 % aux sièges régionaux et une exonération fiscale de 7 ans aux grands projets TIC. Kigali Innovation City, au sein de la Kigali Special Economic Zone, réunit universités (Carnegie Mellon Africa), start-ups et centres de données avec les avantages douaniers et fiscaux de la zone. La société s'immatricule gratuitement en ligne via le RDB en une journée, avec 100 % de capital étranger sans restriction.

L'essentiel en 30 secondes

- Immatriculation en ligne gratuite en 6 heures
- Impôt à 15 % pour les TIC au lieu de 28 %, 0 % pour les sièges
- Kigali Innovation City et ZES avec avantages douaniers
- 100 % de capital étranger, rapatriement libre des bénéfices

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Kigali Innovation City et Kigali Special Economic Zone	zone franche	Entreprises technologiques, start-ups, centres de R&D, centres de données, projets éducatifs et fintech de tout pays. KIC est un projet d'environ 70 ha au sein...
Avantages du code des investissements 2021 pour les entreprises tech hors zone	régime fiscal	Toute société immatriculée au Rwanda titulaire d'un certificat d'investissement du RDB, y compris à capital entièrement étranger. Pour les entreprises TIC, les...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Rwanda, le partenaire DeusCode paie 15 % sur ses bénéfices avec un certificat d'investissement TIC et transfère sa marge à la holding en USD sans restriction de change. Les clients paient en RWF ou en USD sur le compte local, et l'accès au marché de la Communauté d'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Tanzanie) ainsi qu'aux subventions au développement fait de Kigali un point d'entrée bon marché en Afrique. L'immatriculation est gratuite et prend une journée, ce qui réduit le ticket d'entrée au minimum.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

Kigali Innovation City et Kigali Special Economic Zone

Qui peut devenir résident

Entreprises technologiques, start-ups, centres de R&D, centres de données, projets éducatifs et fintech de tout pays. KIC est un projet d'environ 70 ha au sein de la Kigali SEZ (district de Gasabo), développé par le RDB avec Africa50 ; deviennent résidents les locataires de bureaux et de parcelles titulaires d'une licence d'utilisateur de zone délivrée par la SEZAR (Special Economic Zones Authority of Rwanda, rattachée au RDB).

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération des droits de douane et de la TVA sur l'importation d'équipements, de machines et de matériaux destinés à l'activité dans la zone
- Les taux préférentiels du code des investissements s'appliquent intégralement dans la zone : 15 % pour les TIC et l'export, 0 % pour les sièges régionaux, exonération de 7 ans pour les grands projets
- Infrastructure prête : électricité, fibre optique, routes, centres de données, voisinage de Carnegie Mellon University Africa et d'African Leadership University
- Guichet unique du RDB pour l'immatriculation, les licences, les visas et le foncier, autorisations accélérées pour les résidents de la zone
- 100 % de capital étranger, libre rapatriement des bénéfices et du capital, pas de contrôle des changes
- Accès aux subventions et programmes de la Rwanda ICT Chamber, de kLab et de Norrsken House Kigali

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Société immatriculée au Rwanda (via le RDB) et certificat d'investissement pour bénéficier des avantages du code
- Licence d'utilisateur de zone délivrée par la SEZAR : business plan, plan d'investissement et d'embauche
- Location d'un bureau ou d'une parcelle dans KIC ou la Kigali SEZ auprès du développeur (Prime Economic Zones pour la SEZ, KIC Ltd pour la cité de l'innovation)
- Pour les avantages du code : seuils d'investissement minimaux ; pour le 0 % siège régional, investissement d'au moins 10 millions $ sur 10 ans et fonctions régionales ; pour l'exonération de 7 ans, investissement d'au moins 50 millions $
- Pour le taux préférentiel de 15 % sans seuil : activité dans les TIC ou export représentant au moins 50 % du chiffre d'affaires

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société sur le portail du RDB

Inscrivez-vous sur brs.rdb.rw (Online Business Registration) et remplissez le formulaire : nom, fondateurs, administrateurs, activités, adresse. L'immatriculation est gratuite, le certificat et le TIN sont délivrés sous 6 heures, le plus souvent le jour même.

02

Étape 2. Certificat d'investissement

Déposez auprès du RDB Investment Registration une demande comprenant business plan, modèle financier, plan d'embauche et justificatif de l'origine des fonds. Le RDB délivre l'Investment Certificate en 2 jours ouvrés, il fixe les avantages du code applicables.

03 **Étape 3. Licence d'utilisateur de zone et bail**

Adressez-vous à la SEZAR (département du RDB) et au développeur de KIC ou de la Kigali SEZ pour obtenir des locaux. Signez le contrat de bail et recevez la licence d'utilisateur de zone. 4 à 8 semaines.

04 **Étape 4. Enregistrement fiscal et douane**

Enregistrez-vous auprès de la RRA à la TVA (seuil de 20 millions RWF) et au PAYE, et obtenez un code douanier pour importer les équipements en franchise dans la zone.

05 **Étape 5. Visas et compte**

Via le RDB et la Directorate General of Immigration, obtenez les permis de travail et de séjour des employés. Ouvrez un compte auprès de Bank of Kigali, I&M, Equity ou Access Bank, 1 à 2 semaines.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports et coordonnées des fondateurs et administrateurs
- Statuts (modèle type du RDB possible) et décision de création
- Business plan et modèle financier pour le certificat d'investissement
- Justificatif de l'origine du financement
- Contrat de bail dans la zone
- Pour un fondateur personne morale : certificat d'immatriculation et décision du conseil, certifiés par notaire

COÛTS

POSTE	MONTANT
Immatriculation de la société auprès du RDB	**0 $**
Certificat d'investissement	**≈ 500 $, à vérifier à la date du dépôt**
Licence d'utilisateur de zone SEZAR	**≈ 0–1 000 $, à vérifier à la date du dépôt**
Loyer d'un bureau dans KIC ou la Kigali SEZ, par m² et par an	**≈ 150–300 $, à vérifier à la date du dépôt**
Permis de travail et de séjour, par personne	**≈ 100–300 $ par an**
Première année clé en main avec bureau	**≈ 8 000–20 000 $**

Délais

Société en 1 jour, certificat d'investissement en 2 à 5 jours, licence de zone et bail en 1 à 2 mois.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel au RDB sur l'exécution du plan d'investissement et d'embauche
- Déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés auprès de la RRA, déclarations mensuelles de TVA et de PAYE, cotisations RSSB
- Renouvellement du bail et de la licence de zone, respect des règles de la SEZAR
- Tenue de la comptabilité, audit au-delà du seuil fixé par la RRA
- Notification au RDB des changements de structure

PIÈGES À ÉVITER

⚠ Les avantages du code ne sont pas automatiques : sans certificat d'investissement, le taux standard de 28 % s'applique

- ⚠ Le seuil de 10 millions $ pour le 0 % siège régional et de 50 millions $ pour l'exonération est hors de portée d'un petit studio, seul le taux de 15 % pour les TIC est réaliste
- ⚠ Les surfaces disponibles dans KIC sont rares, la construction avance par phases, une partie des bureaux est louée via Norrsken House et des centres d'affaires privés
- ⚠ Le marché intérieur est petit, l'intérêt principal est une base pour l'Afrique de l'Est et l'accès aux subventions

LIENS OFFICIELS

Rwanda Development Board (RDB) https://rdb.rw

RDB, immatriculation d'entreprise en ligne https://brs.rdb.rw

RDB, SEZAR et export https://rdb.rw/departments/sez-and-exports/

Le RDB à propos de Kigali Innovation City https://rdb.rw/rwanda-development-board-signs-agreement-with-africa50-to-further-develop-kigali-innovation-city/

Rwanda Revenue Authority (RRA) https://www.rra.gov.rw

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · RÉGIME FISCAL

Avantages du code des investissements 2021 pour les entreprises tech hors zone

Qui peut devenir résident

Toute société immatriculée au Rwanda titulaire d'un certificat d'investissement du RDB, y compris à capital entièrement étranger. Pour les entreprises TIC, les exportateurs de services, la fintech et la R&D, il n'y a pas de seuil d'investissement pour le taux de 15 % ; pour les autres avantages, les seuils partent de 250 000 $ (investisseurs nationaux) et 500 000 $ (étrangers).

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Taux préférentiel d'impôt sur les sociétés de 15 % pour les TIC (production, assemblage et services), l'export, les services financiers et la R&D, au lieu des 28 % standard
- 0 % d'impôt sur les sociétés pour les sociétés internationales ayant leur siège régional au Rwanda, sous conditions
- Exonération fiscale de 7 ans pour les projets TIC et d'autres secteurs prioritaires à partir de 50 millions $ d'investissement
- 0 % sur les plus-values et amortissement accéléré de 50 % la première année pour les actifs neufs
- Exonération des droits de douane sur les équipements, export de services taxé à 0 % de TVA
- Visas accélérés pour les investisseurs et les spécialistes, droit au séjour d'investisseur

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Immatriculation de la société via le RDB et obtention du certificat d'investissement
- Pour le 15 % : justifier que l'activité principale relève des TIC ou que l'export représente au moins 50 % du chiffre d'affaires
- Pour le 0 % siège régional : fonctions régionales couvrant au moins 3 pays, investissement d'au moins 10 millions $ sur 10 ans, effectif et dépenses minimaux au Rwanda
- Tenue de la comptabilité selon les normes de la RRA, audit au-delà du seuil
- Exécution du plan d'investissement déclaré

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Immatriculation de la société**

Immatriculez la société sur brs.rdb.rw gratuitement en une journée et recevez le certificat et le TIN.

02 **Étape 2. Demande de certificat d'investissement**

Déposez auprès du RDB (One Stop Centre) une demande avec business plan, modèle financier et justificatif des fonds. Le certificat est délivré sous 2 jours ouvrés et précise le secteur et les avantages.

03 **Étape 3. Application des avantages auprès de la RRA**

Informez la RRA du taux de 15 % lors de la déclaration annuelle, en joignant le certificat du RDB. Pour l'exonération et le 0 %, une procédure distincte de confirmation du respect des conditions est nécessaire.

04 **Étape 4. Reporting annuel**

Remettez au RDB un rapport annuel sur l'avancement des investissements, faute de quoi le certificat peut être annulé.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat d'immatriculation et TIN
- Business plan et modèle financier
- Justificatif de l'origine des fonds
- Passeports des fondateurs et administrateurs
- Plan d'embauche et de formation des employés locaux

COÛTS

POSTE	MONTANT
Immatriculation de la société	**0 $**
Certificat d'investissement	**≈ 500 $, à vérifier à la date du dépôt**
Loyer d'un bureau à Kigali, par m² et par an	**≈ 120–250 $**
Permis de travail, par personne et par an	**≈ 100–300 $**

Délais

1 à 2 semaines jusqu'à la société avec certificat, compte 1 à 2 semaines de plus.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel au RDB sur l'exécution du plan d'investissement
- Déclaration d'impôt sur les sociétés avant le 31 mars, TVA et PAYE chaque mois
- Cotisations RSSB pour les employés, respect du droit du travail
- Conservation des documents et factures électroniques (EBM) pour la TVA

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le taux de 15 % s'applique aux bénéfices de l'activité éligible, les sociétés mixtes tiennent une comptabilité séparée
- ⚠ Les conditions du 0 % pour les sièges régionaux sont précisées par des textes d'application, vérifiez les seuils en vigueur auprès du RDB
- ⚠ Le taux standard est passé de 30 % à 28 % en 2024, les sources anciennes indiquent 30 %
- ⚠ Les factures électroniques EBM sont obligatoires, les amendes en cas d'absence sont importantes

LIENS OFFICIELS

RDB, avantages à l'investissement https://rdb.rw/why-rwanda/investment-incentives/

Loi sur l'investissement 2021 (UNCTAD) https://investmentpolicy.unctad.org/investment-laws/laws/369/rwanda-investment-law-2021

Rwanda Revenue Authority (RRA) https://www.rra.gov.rw

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Bank of Kigali, I&M Bank, Equity Bank, Access Bank et KCB ouvrent un compte de société en 1 à 2 semaines après l'immatriculation ; il faut les statuts, le certificat du RDB, le TIN et la présence du dirigeant. Pas de contrôle des changes, bénéfices et capital librement rapatriables, comptes en USD disponibles. Encaissement via MTN MoMo, Airtel Money, Flutterwave et DPO ; Stripe n'est pas disponible directement, le franc est volatil.

Visas et résidence

Permis de travail et de séjour pour les administrateurs et spécialistes étrangers via le RDB et le service de l'immigration, durée 1 à 2 ans, délivrés de façon simplifiée aux investisseurs titulaires d'un certificat du RDB. Les citoyens de la plupart des pays, Russie comprise, obtiennent un visa à l'arrivée de 30 jours. Kigali Innovation City et les programmes du RDB proposent des visas pour les talents et les start-ups.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Rwanda, le partenaire DeusCode paie 15 % sur ses bénéfices avec un certificat d'investissement TIC et transfère sa marge à la holding en USD sans restriction de change. Les clients paient en RWF ou en USD sur le compte local, et l'accès au marché de la Communauté d'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Tanzanie) ainsi qu'aux subventions au développement fait de Kigali un point d'entrée bon marché en Afrique. L'immatriculation est gratuite et prend une journée, ce qui réduit le ticket d'entrée au minimum.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Taux standard d'impôt sur les sociétés de 28 % (abaissé de 30 % en 2024), TVA de 18 %, export de services à 0 %
- ⚠ Les taux de 15 % et 0 % et l'exonération de 7 ans sont inscrits dans la loi sur l'investissement 006/2021 ; les seuils du 0 % siège régional et de l'exonération proviennent de sources secondaires, la page du RDB ne s'est pas ouverte lors de la vérification, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Le délai d'immatriculation de « 6 heures » est annoncé par le RDB, en pratique le certificat arrive le jour ouvré même
- ⚠ Les conditions de location dans Kigali Innovation City ne sont pas publiées, les montants sont estimatifs, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Aucune restriction pour les fondateurs russes, les banques procèdent à une vérification standard de l'origine des fonds

CY

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · CHYPRE

Chypre: IP Box ≈3 % sur les revenus logiciels, statut non-dom pour les propriétaires, recrutement rapide hors UE

Chypre n'a pas de zones franches IT classiques : les zones franches de Larnaca et de Limassol sont des zones d'entreposage sous douane et ne servent pas au développement logiciel. Trois régimes nationaux s'appliquent à la place : l'IP Box (80 % des revenus tirés des droits sur les logiciels sont exonérés, taux effectif ≈3 % après la hausse de l'impôt sur les sociétés à 15 % au 1er janvier 2026), le statut non-dom pour les propriétaires (17 ans sans impôt sur les dividendes) et le statut d'entreprise d'intérêts étrangers, qui ouvre le recrutement de salariés de pays hors UE. Convient aux studios qui cèdent les droits sur le code à une société chypriote et veulent une juridiction UE transparente.

IP Box : taux effectif ≈3 % sur les revenus logiciels

Non-dom : 17 ans sans impôt sur les dividendes pour le propriétaire

Recrutement hors UE via la Business Facilitation Unit

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · IP Box (régime des revenus de propriété intellectuelle) →
régime fiscal

03 · Société d'intérêts étrangers (Company of Foreign Interests, BFU) →
statut d'entreprise

04 · Statut non-dom pour les propriétaires et résidence par la règle des 60 jours →
régime fiscal

05 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

06 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Chypre: ce que le pays offre à l'IT

Chypre n'a pas de zones franches IT classiques : les zones franches de Larnaca et de Limassol sont des zones d'entreposage sous douane et ne servent pas au développement logiciel. Trois régimes nationaux s'appliquent à la place : l'IP Box (80 % des revenus tirés des droits sur les logiciels sont exonérés, taux effectif ≈3 % après la hausse de l'impôt sur les sociétés à 15 % au 1er janvier 2026), le statut non-dom pour les propriétaires (17 ans sans impôt sur les dividendes) et le statut d'entreprise d'intérêts étrangers, qui ouvre le recrutement de salariés de pays hors UE. Convient aux studios qui cèdent les droits sur le code à une société chypriote et veulent une juridiction UE transparente.

L'essentiel en 30 secondes

- IP Box : taux effectif ≈3 % sur les revenus logiciels
- Non-dom : 17 ans sans impôt sur les dividendes pour le propriétaire
- Recrutement hors UE via la Business Facilitation Unit
- Juridiction UE, SEPA, plus de 65 conventions fiscales

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
IP Box (régime des revenus de propriété intellectuelle)	régime fiscal	Toute société résidente fiscale chypriote, y compris à capital 100 % étranger, qui détient un actif qualifié (droit d'auteur sur un logiciel, brevet, modèle…
Société d'intérêts étrangers (Company of Foreign Interests, BFU)	statut d'entreprise	Société chypriote dont plus de 50 % du capital est détenu par des ressortissants de pays hors UE, ou dans laquelle un minoritaire étranger détient une…
Statut non-dom pour les propriétaires et résidence par la règle des 60 jours	régime fiscal	Personne physique devenue résidente fiscale de Chypre (183 jours ou règle des 60 jours) et n'ayant pas eu de domicile chypriote au cours des 20 dernières…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode à Chypre paie la marge à la holding sur un bénéfice imposé à 15 %, et à ≈3 % effectifs via l'IP Box si les droits sur le produit sont attribués à la société chypriote. Les paiements des clients en euros arrivent par SEPA sans frais de conversion, les règlements à la holding en USD passent par un virement SWIFT ordinaire, et il n'existe pas de contrôle des changes à Chypre. Les dividendes du propriétaire non-dom sont versés sans retenue à la source et sans SDC.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · RÉGIME FISCAL

IP Box (régime des revenus de propriété intellectuelle)

Qui peut devenir résident

Toute société résidente fiscale chypriote, y compris à capital 100 % étranger, qui détient un actif qualifié (droit d'auteur sur un logiciel, brevet, modèle d'utilité) et supporte elle-même les dépenses de développement. Les fondateurs étrangers sont admis sans restriction, mais le développement doit être réalisé par la société elle-même ou par des sous-traitants non liés.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 80 % du bénéfice qualifié tiré de l'actif de PI sont déduits de la base imposable, les 20 % restants sont soumis à l'impôt sur les sociétés de 15 %, soit un taux effectif ≈3 % (avant 2026, au taux de 12,5 %, il était ≈2,5 %)
- Le droit d'auteur sur un logiciel est qualifié sans enregistrement de brevet ; sont éligibles les revenus de licences, d'abonnements SaaS et la composante PI incorporée dans le prix du produit
- Le produit de la cession de l'actif de PI lui-même bénéficie également de l'exonération de 80 %
- Les dépenses de développement sont déductibles et les dépenses d'investissement en PI sont amortissables sur 20 ans, au choix de la société
- Les dividendes versés aux non-résidents et aux propriétaires non-dom sont payés sans retenue à la source
- Compatible avec les avantages généraux : pas d'impôt sur les plus-values de cession de titres, exonération des participations dans les filiales

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Approche nexus : l'avantage est proportionnel à la part des dépenses qualifiées (développement interne ou sous-traitants non liés) dans les dépenses totales relatives à l'actif ; les dépenses auprès de parties liées et l'achat de PI prête à l'emploi ne comptent pas, mais une majoration de 30 % est admise
- Les marques, enseignes, noms de domaine, bases clients et actifs marketing ne sont pas qualifiés
- La société doit être résidente fiscale de Chypre : direction et contrôle sur l'île, administrateurs résidents, bureau réel
- Comptabilité séparée obligatoire des revenus et dépenses par actif de PI ; la documentation justificative est conservée et présentée sur demande
- Les pertes sur un actif de PI ne sont prises en compte qu'à hauteur de 20 %

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société (Ltd)

Par l'intermédiaire d'un avocat agréé ou d'un prestataire, déposez la demande d'approbation du nom auprès du Department of Registrar of Companies (companies.gov.cy), puis les formulaires HE1, HE2, HE3 avec les statuts. Approbation du nom en 3 à 5 jours ouvrés, immatriculation en 5 à 10 jours ouvrés. Vous obtenez le certificat d'immatriculation et le numéro HE.

02

Étape 2. Enregistrement fiscal

Dans les 60 jours, obtenez le numéro fiscal (TIC) auprès du Tax Department via le portail TFA (Tax For All) ; au-delà de 15 600 € de chiffre d'affaires annuel, immatriculez-vous à la TVA. Pour obtenir le certificat de résidence fiscale, démontrez la direction et le contrôle à Chypre : administrateurs résidents, procès-verbaux, bureau.

03

Étape 3. Transfert de l'actif de PI à la société

Signez des contrats de cession de droits avec les développeurs et les sous-traitants, documentez la date de création et les versions du code, formalisez des accords de cession de droits par les fondateurs si le code a été créé avant l'immatriculation. L'enregistrement d'un brevet n'est pas nécessaire pour un logiciel.

04

Étape 4. Calcul du nexus et position fiscale

Avec l'auditeur, calculez la part des dépenses qualifiées et créez des centres de coûts distincts pour chaque produit. Si vous le souhaitez, demandez un rescrit fiscal préalable (tax ruling) auprès du Tax Department ; la réponse prend ≈ 1 à 3 mois.

05

Étape 5. Application de l'avantage dans la déclaration

L'avantage est déclaré dans la déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés (TD4), déposée avec les états financiers audités. L'acompte d'impôt se paie en deux fois, avant le 31 juillet et le 31 décembre de l'année en cours.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports et justificatifs de domicile des fondateurs et des administrateurs, extrait de casier judiciaire des administrateurs à la demande du prestataire
- Statuts et acte constitutif (Memorandum and Articles), formulaire HE1 signé par un avocat
- Contrats de cession des droits sur le code par les développeurs et les sous-traitants
- Description du produit et documentation technique attestant du développement en interne
- Comptabilité des dépenses de développement par actif (calcul nexus)
- États financiers audités de l'exercice et déclaration TD4

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits du Registrar pour l'immatriculation (approbation du nom 10 € plus dépôt du HE1 165 €)	**≈ 175 € (≈ 200 $)**
Honoraires de l'avocat ou du prestataire pour l'immatriculation avec siège social et secrétaire	**≈ 1 500 à 3 000 € (≈ 1 700 à 3 500 $)**
Redevance annuelle de société (annual levy 350 €)	**supprimée depuis 2024**
Audit et préparation des comptes, par an	**≈ 1 800 à 4 000 € (≈ 2 100 à 4 600 $)**
Rescrit fiscal préalable sur l'IP Box (facultatif)	**≈ 1 500 à 3 000 € chez un consultant, droits administratifs ≈ 150 à 500 €**

Délais

2 à 4 semaines pour l'immatriculation de la société et les numéros fiscaux ; l'IP Box s'applique dès le premier exercice si les documents relatifs aux droits et aux dépenses sont établis d'emblée.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Audit annuel des comptes (un examen limité est admis pour les petites sociétés) et dépôt du rapport annuel HE32 auprès du Registrar
- La déclaration d'impôt sur les sociétés TD4 se dépose avant le 31 mars de la deuxième année suivant l'exercice ; acomptes d'impôt les 31 juillet et 31 décembre
- Comptabilité séparée des revenus et dépenses par actif de PI, conservation de la documentation nexus
- Déclarations mensuelles de salaires et de cotisations en présence de salariés, déclarations de TVA trimestrielles

- ✦ Maintien d’une direction effective à Chypre : réunions du conseil, administrateurs résidents, bureau

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les revenus de développement sur commande (prestations facturées à l’heure) ne sont pas des revenus d’actif de PI ; seuls les licences, abonnements et cessions de droits relèvent de l’IP Box
- ⚠ L’achat de code prêt à l’emploi ou le développement par une société affiliée dans un autre pays réduit le coefficient nexus, potentiellement jusqu’à zéro
- ⚠ Des administrateurs de paille sans prise de décision réelle à Chypre mettent en péril la résidence fiscale et l’ensemble de l’avantage
- ⚠ Depuis 2026, les pénalités de retard de dépôt des comptes ont été durcies et de nouvelles obligations de publication introduites ; les anciens montages avec audit différé sont devenus coûteux
- ⚠ Les banques ferment les comptes en l’absence de substance économique ; un bureau et au moins un salarié sur l’île sont de fait obligatoires

LIENS OFFICIELS

Department of Registrar of Companies (registre des sociétés) https://www.companies.gov.cy

Tax Department (administration fiscale de Chypre) https://www.mof.gov.cy/mof/tax/taxdep.nsf

Portail TFA (Tax For All) https://tfa.mof.gov.cy

Invest Cyprus (agence publique) https://www.investcyprus.org.cy

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · STATUT D'ENTREPRISE

Société d'intérêts étrangers (Company of Foreign Interests, BFU)

Qui peut devenir résident

Société chypriote dont plus de 50 % du capital est détenu par des ressortissants de pays hors UE, ou dans laquelle un minoritaire étranger détient une participation d'au moins 200 000 €. Également les sociétés cotées et les sociétés ayant auparavant opéré en régime offshore. Le statut est nécessaire pour recruter des salariés de pays tiers et leur obtenir des permis de travail et de séjour.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Droit de recruter des salariés de pays hors UE sans test du marché du travail, quota jusqu'à 70 % des effectifs pendant les 5 premières années
- Permis de travail et de séjour pour les salariés de 1 à 3 ans renouvelables, regroupement familial pour les conjoints et les enfants
- La Business Facilitation Unit examine la demande de la société en ≈ 10 jours ouvrés, les permis des salariés en ≈ 1 mois
- Les salariés travaillant pour la première fois à Chypre avec un salaire d'au moins 55 000 € par an bénéficient d'une exonération de 50 % d'impôt sur le revenu pendant 17 ans
- Les fondateurs et les cadres dirigeants obtiennent un titre de séjour au titre de leur emploi dans la société
- Compatible avec l'IP Box et le statut non-dom des propriétaires

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Investissement attesté de 200 000 € : relevé de réception des fonds sur un compte dans une banque chypriote (pas un établissement de paiement) ou factures de dépenses professionnelles pour ce montant (loyer, équipement)
- Bureau réel à Chypre, distinct des locaux d'habitation, avec bail ou titre de propriété
- Salaire des salariés de pays tiers d'au moins 2 500 € brut par mois, contrat d'au moins 2 ans, diplôme ou expérience attestée dans le domaine
- Engagement de porter la part des ressortissants chypriotes ou de l'UE à 30 % des effectifs dans un délai de 5 ans
- Déclaration des bénéficiaires effectifs, extraits de casier judiciaire, certificats médicaux pour les salariés

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société et bureau

Immatriculez une Ltd auprès du Registrar of Companies, ouvrez un compte dans une banque chypriote, versez les 200 000 € ou réunissez les factures de dépenses, signez le bail du bureau. Compte 3 à 6 semaines, KYC bancaire compris.

02

Étape 2. Demande auprès de la Business Facilitation Unit

Remplissez le formulaire électronique sur businessincyprus.gov.cy, joignez une lettre d'intention avec le plan de recrutement, la structure de détention, la preuve de l'investissement et du bureau. La BFU, rattachée au ministère de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie, délivre la confirmation du statut en ≈ 10 jours ouvrés.

03 Étape 3. Permis de travail des salariés

Via la BFU et le Civil Registry and Migration Department, déposez pour chaque salarié : contrat avec salaire d'au moins 2 500 €, diplôme, attestations, assurance. Le permis de séjour et de travail est délivré en ≈ 4 à 6 semaines ; le salarié reçoit une carte biométrique.

04 Étape 4. Enregistrement auprès des caisses sociales

Enregistrez la société en tant qu'employeur auprès des Social Insurance Services et du système GESY, mettez en place les déclarations mensuelles de salaires. Compte 1 à 2 semaines.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat d'immatriculation, statuts, certificats des administrateurs et des actionnaires délivrés par le Registrar
- Organigramme de détention jusqu'aux bénéficiaires effectifs, avec passeports
- Relevé bancaire attestant les 200 000 € ou factures de dépenses professionnelles
- Bail du bureau et photos des locaux
- Lettre d'intention avec plan de recrutement sur 2 à 3 ans
- Pour chaque salarié : contrat, diplôme, extrait de casier judiciaire, certificat médical, police d'assurance

COÛTS

POSTE	MONTANT
Immatriculation de la société (Registrar plus prestataire)	**≈ 1700 à 3 200 € (≈ 2 000 à 3 700 $)**
Droits administratifs pour la demande de la société auprès de la BFU	**≈ 0 €, à vérifier à la date du dépôt**
Frais de permis de travail et de séjour par salarié	**≈ 140 à 500 € (≈ 160 à 580 $), à vérifier à la date du dépôt**
Investissement minimum (reste à la disposition de la société)	**200 000 € (≈ 230 000 $)**

Délais

6 à 10 semaines de l'immatriculation de la société aux premiers permis des salariés, plus rapide si le compte bancaire est déjà ouvert.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Maintenir la part des salariés de pays tiers à 70 % des effectifs au maximum et atteindre 30 % de ressortissants de l'UE en 5 ans
- Renouveler les permis des salariés et informer le service des migrations des départs dans le délai prescrit
- Verser des salaires au moins égaux à ceux déclarés, payer les cotisations Social Insurance et GESY
- Conserver le bureau et justifier d'une activité effective lors des renouvellements

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Un dépôt de 200 000 € via Revolut ou un autre établissement de paiement n'est pas pris en compte ; il faut une banque agréée par la Banque centrale de Chypre
- ⚠ Les salariés dont le salaire est inférieur à 2 500 € ne sont pas acceptés ; les conditions transitoires à 2 000 € ne valent que pour les anciens permis, jusqu'à fin 2026
- ⚠ L'adresse personnelle du fondateur n'est pas acceptée comme bureau
- ⚠ Les banques chypriotes refusent massivement l'ouverture de comptes aux citoyens russes et biélorusses ; le statut BFU n'y change rien
- ⚠ Le retard dans l'atteinte des 30 % de salariés de l'UE entraîne le refus de renouvellement des permis

LIENS OFFICIELS

Business Facilitation Unit (portail Business in Cyprus) https://www.businessincyprus.gov.cy

Civil Registry and Migration Department (état civil et migrations) https://www.moi.gov.cy/moi/crmd/crmd.nsf

Social Insurance Services (assurance sociale) https://www.mlsi.gov.cy/mlsi/sid/sidv2.nsf

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · RÉGIME FISCAL

Statut non-dom pour les propriétaires et résidence par la règle des 60 jours

Qui peut devenir résident

Personne physique devenue résidente fiscale de Chypre (183 jours ou règle des 60 jours) et n'ayant pas eu de domicile chypriote au cours des 20 dernières années. La nationalité est sans importance ; convient aux fondateurs et aux salariés clés.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération de la contribution spéciale à la défense (SDC) sur les dividendes, les intérêts et, depuis 2026, les revenus locatifs pendant 17 ans
- Les dividendes d'une société chypriote versés à un propriétaire non-dom ne supportent en pratique que la cotisation GESY de 2,65 %, avec plafonnement de l'assiette
- Pas d'impôt sur les plus-values de cession d'actions et de parts (sauf immobilier situé à Chypre)
- Règle des 60 jours : résidence avec 60 jours sur l'île, absence de résidence dans un autre pays, logement disponible et activité professionnelle ou emploi à Chypre
- Barème progressif de l'impôt sur le revenu avec un minimum non imposable de 20 500 € depuis 2026
- Exonération de 50 % du salaire pendant 17 ans lors d'un premier emploi à Chypre avec un revenu d'au moins 55 000 €

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Ne pas être résident fiscal d'un autre pays la même année et ne pas passer plus de 183 jours dans un autre pays
- Logement loué ou possédé à Chypre toute l'année
- Mandat d'administrateur ou emploi dans une société chypriote, ou exercice d'une activité sur l'île
- Dépôt d'une demande de confirmation du statut non-dom auprès du Tax Department, avec questionnaire et justificatifs

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Statut migratoire**

Les citoyens de l'UE s'enregistrent comme résidents (Yellow Slip) auprès du service des migrations ; les ressortissants de pays tiers obtiennent un titre de séjour via un emploi dans leur propre société au statut BFU ou par d'autres catégories. Compte 1 à 2 mois.

02 **Étape 2. Numéro fiscal et confirmation de la résidence**

Obtenez le TIC auprès du Tax Department via le portail TFA, déposez les formulaires de confirmation de résidence fiscale et de statut non-dom en joignant le bail, les billets et la preuve d'emploi. Le certificat est délivré en ≈ 2 à 4 semaines.

03 **Étape 3. Confirmation annuelle**

Tenez le décompte des jours de présence, déposez la déclaration personnelle avant le 31 juillet de l'année suivante, payez la GESY sur les dividendes par autoliquidation.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport, titre de séjour ou enregistrement de résident de l'UE

- Bail ou titre de propriété du logement
- Contrat de travail ou certificat d'administrateur de la société
- Preuve des jours de présence : billets, cachets, relevés
- Formulaires du Tax Department de résidence et de statut non-dom remplis

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits administratifs pour la confirmation du statut	**≈ 0 à 80 €, à vérifier à la date du dépôt**
Yellow Slip pour les citoyens de l'UE	**≈ 20 à 70 € (≈ 25 à 80 $)**
Honoraires d'un consultant pour les démarches de résidence	**≈ 500 à 1500 € (≈ 580 à 1700 $)**

Délais

1 à 3 mois après l'installation ; le statut vaut 17 ans sans renouvellement tant que la résidence est maintenue.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration personnelle annuelle et paiement de la GESY sur les dividendes et les intérêts
- Décompte des jours pour la règle des 60 ou des 183 jours
- Information de l'administration fiscale en cas de changement d'adresse et de perte de la résidence

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le pays de nationalité peut continuer à vous considérer comme résident au titre du centre des intérêts vitaux ; vérifiez la convention de non-double imposition
- ⚠ Les dividendes de sociétés d'autres pays peuvent être soumis à une retenue à la source ; le statut non-dom ne l'annule pas
- ⚠ Depuis 2026, les résidents domiciliés à Chypre paient une SDC de 5 % sur les dividendes, contre 0 % pour les non-dom ; la confirmation du statut doit donc être obtenue avant la première distribution

LIENS OFFICIELS

Tax Department (administration fiscale de Chypre) https://www.mof.gov.cy/mof/tax/taxdep.nsf

Civil Registry and Migration Department (état civil et migrations) https://www.moi.gov.cy/moi/crmd/crmd.nsf

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte s'ouvre chez Bank of Cyprus, Eurobank Cyprus (ex-Hellenic), AstroBank ou Ancoria Bank, en 3 à 8 semaines avec KYC complet et exigence d'un bureau réel et d'un administrateur résident. Pas de restrictions de change ; la société encaisse en EUR et en USD via SEPA et SWIFT, et les sociétés IT complètent souvent la banque par des comptes Revolut Business ou Wise. Aux propriétaires titulaires de passeports russes ou biélorusses, les banques chypriotes refusent en règle générale l'ouverture de compte.

Visas et résidence

Le fondateur et les salariés de pays tiers obtiennent un titre de séjour via le statut d'entreprise d'intérêts étrangers ; les citoyens de l'UE s'enregistrent comme résidents en 1 à 2 mois. Après 5 ans de séjour légal, il est possible de demander la résidence permanente et, après 7 à 8 ans, la nationalité sous conditions.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode à Chypre paie la marge à la holding sur un bénéfice imposé à 15 %, et à ≈3 % effectifs via l'IP Box si les droits sur le produit sont attribués à la société chypriote. Les paiements des clients en euros arrivent par SEPA sans frais de conversion, les règlements à la holding en USD passent par un virement SWIFT ordinaire, et il n'existe pas de contrôle des changes à Chypre. Les dividendes du propriétaire non-dom sont versés sans retenue à la source et sans SDC.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Depuis le 1er janvier 2026, l'impôt sur les sociétés est passé de 12,5 % à 15 % (réforme adoptée par le Parlement le 22 décembre 2025) ; le taux effectif de l'IP Box est passé de ≈2,5 % à ≈3 %.
- ⚠ Les zones franches de Larnaca et de Limassol sont des zones d'entreposage sous douane rattachées aux ports ; elles ne concernent pas l'activité IT, et il n'existe pas de technoparcs IT distincts avec avantages à Chypre.
- ⚠ Le droit de timbre à l'immatriculation de la société est, selon les consultants, supprimé depuis 2026, et la redevance annuelle de 350 € est supprimée depuis 2024 ; à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les frais de permis des salariés et les délais d'examen de la BFU changent périodiquement ; à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les sanctions de l'UE s'appliquent pleinement : les sociétés dont les bénéficiaires effectifs sont russes ou biélorusses se heurtent aux refus des banques et des prestataires.

PT

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · PORTUGAL

Portugal: Madère (MIBC) : 5 % sur les bénéfices d'exportation de services jusqu'en 2033 avec 1–6 emplois

L'outil principal est le Centre international d'affaires de Madère (MIBC), un régime d'aide d'État approuvé par la Commission européenne : les sociétés licenciées paient 5 % d'impôt sur les sociétés sur les opérations avec des non-résidents jusqu'au 31 décembre 2033. En contrepartie, une présence réelle à Madère est exigée : de 1 à 6 emplois et, avec un effectif réduit, un investissement de 75 000 €. Le Portugal continental propose en complément le statut de start-up (Startup Portugal) avec un impôt sur le revenu de 20 % pour les salariés sous le régime IFICI et un visa start-up pour les fondateurs de pays tiers.

MIBC : 5 % sur les bénéfices d'exportation de services jusqu'en 2033

Dividendes aux non-résidents sans retenue à la source

Juridiction de l'UE avec accès complet au SEPA et aux directives

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · Centre international d'affaires de Madère (MIBC, Zona Franca da Madeira) →
zone franche

03 · Statut de start-up (Lei 21/2023) et régime IFICI →
statut d'entreprise

04 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

05 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Portugal: ce que le pays offre à l'IT

L'outil principal est le Centre international d'affaires de Madère (MIBC), un régime d'aide d'État approuvé par la Commission européenne : les sociétés licenciées paient 5 % d'impôt sur les sociétés sur les opérations avec des non-résidents jusqu'au 31 décembre 2033. En contrepartie, une présence réelle à Madère est exigée : de 1 à 6 emplois et, avec un effectif réduit, un investissement de 75 000 €. Le Portugal continental propose en complément le statut de start-up (Startup Portugal) avec un impôt sur le revenu de 20 % pour les salariés sous le régime IFICI et un visa start-up pour les fondateurs de pays tiers.

L'essentiel en 30 secondes

- MIBC : 5 % sur les bénéfices d'exportation de services jusqu'en 2033
- Dividendes aux non-résidents sans retenue à la source
- Juridiction de l'UE avec accès complet au SEPA et aux directives
- Start-up : impôt sur le revenu de 20 % pour les salariés sous IFICI

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Centre international d'affaires de Madère (MIBC, Zona Franca da Madeira)	zone franche	Nouvelle société portugaise (Lda ou SA) dont le siège est à Madère et qui a obtenu une licence de la Sociedade de Desenvolvimento da Madeira (SDM). Les...
Statut de start-up (Lei 21/2023) et régime IFICI	statut d'entreprise	Société portugaise de moins de 10 ans, jusqu'à 250 salariés, chiffre d'affaires jusqu'à 50 millions d'euros, avec un produit innovant et un siège au Portugal...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode titulaire d'une licence MIBC verse sa marge à la holding sur un bénéfice imposé à 5 %, à condition que les clients se trouvent hors du Portugal. Les paiements des clients de l'UE arrivent en euros via SEPA, les versements à la holding en USD et les dividendes au fondateur étranger partent sans retenue à la source. Pour travailler avec des clients portugais, une société continentale avec le statut de start-up et un taux de ≈ 19 % est plus pratique.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

Centre international d'affaires de Madère (MIBC, Zona Franca da Madeira)

Qui peut devenir résident

Nouvelle société portugaise (Lda ou SA) dont le siège est à Madère et qui a obtenu une licence de la Sociedade de Desenvolvimento da Madeira (SDM). Les fondateurs peuvent être des citoyens et des sociétés de n'importe quel pays, sans restriction sur le capital étranger. Conviennent les services internationaux, le développement logiciel, le conseil, le commerce électronique, la gestion de propriété intellectuelle, les holdings.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 5 % sur les revenus issus d'opérations avec des non-résidents du Portugal et avec d'autres titulaires de licence MIBC jusqu'au 31 décembre 2033
- Exonération de retenue à la source sur les dividendes, intérêts et redevances versés aux non-résidents, sauf bénéficiaires situés dans des juridictions de la liste noire portugaise
- Réduction de 80 % du droit de timbre, des taxes municipales sur l'immobilier et les transactions, et des redevances régionales pour un usage dans le cadre du MIBC
- Accès à toutes les conventions de non-double imposition du Portugal (plus de 80) et aux directives de l'UE
- La société peut détenir des participations dans des filiales avec exonération des dividendes et des plus-values selon le régime général d'exonération des participations (participation exemption)
- Société de l'UE à part entière : numéro de TVA, SEPA, possibilité de recruter dans toute l'UE

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Création d'emplois dans les 6 mois suivant la licence : avec 1 à 5 emplois, un investissement supplémentaire ≥ 75 000 € en immobilisations au cours des 2 premières années ; à partir de 6 emplois, aucun investissement n'est exigé
- Le plafond de base imposable au taux de 5 % dépend de l'effectif : ≈ 2,73 millions d'euros avec 1–2 emplois, ≈ 3,55 millions avec 3–5, ≈ 21,87 millions avec 6–30, davantage au-delà, à vérifier à la date du dépôt
- Limite globale de l'avantage : ≈ 20,1 % de la valeur ajoutée brute, ou ≈ 30,1 % des charges de personnel annuelles, ou ≈ 15,1 % du chiffre d'affaires de la société
- Les revenus provenant de clients résidents du Portugal sont imposés au taux régional de Madère (≈ 14 %) et non à 5 %
- Activité réelle depuis Madère : bureau, salariés sous contrat de travail, décisions prises sur place
- Les licences au taux de 5 % sont délivrées ≈ jusqu'au 31 décembre 2026, à vérifier à la date du dépôt

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Demande de licence auprès de la SDM

Déposez auprès de la Sociedade de Desenvolvimento da Madeira (ibc-madeira.com) une demande décrivant l'activité, le plan de recrutement et d'investissement, les données des fondateurs et des bénéficiaires effectifs. Réglez les frais d'examen. La SDM délivre la licence ou demande des précisions en 2–4 semaines en moyenne.

02

Étape 2. Obtention du NIF et immatriculation de la société

Chaque fondateur et directeur étranger obtient un numéro fiscal portugais NIF (pour les non-résidents de pays hors UE, via un représentant fiscal). La société est immatriculée en ligne via Empresa Online ou au guichet Empresa na Hora à Funchal avec un siège à Madère ; le certificat et le NIPC sont délivrés en 1–3 jours.

03

Étape 3. Enregistrement fiscal et social

Dans les 15 jours, déposez la déclaration de début d'activité auprès de l'Autoridade Tributária (Portal das Finanças), obtenez le numéro de TVA, enregistrez-vous comme employeur auprès de la Segurança Social. Désignez un expert-comptable certifié (contabilista certificado), c'est obligatoire.

04

Étape 4. Respect des conditions d'emploi et d'investissement

Dans les 6 mois, embauchez des salariés à Madère sous contrat de travail ; avec un effectif de 5 personnes au maximum, réalisez un investissement de 75 000 € en équipements, licences logicielles ou immobilier dans un délai de 2 ans. Conservez les justificatifs pour les contrôles de la SDM et de l'administration fiscale.

05

Étape 5. Confirmation annuelle du statut

Réglez la redevance annuelle de la SDM, déposez les déclarations avec une comptabilité séparée des revenus provenant de résidents et de non-résidents, la déclaration Modelo 22 avant le 31 mai et l'IES annuelle avant le 15 juillet. L'avantage s'applique automatiquement dès lors que les conditions sont remplies.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports, NIF et justificatif de domicile des fondateurs et directeurs, organigramme de détention jusqu'aux bénéficiaires effectifs
- Business plan décrivant les services, les marchés cibles et le plan de recrutement sur 3 ans
- Statuts de la société et justificatif du siège à Madère
- Justificatif de l'origine des fonds et, avec un effectif réduit, plan d'investissement de 75 000 €
- Extraits de casier judiciaire des fondateurs sur demande de la SDM
- Contrats de travail et enregistrement des salariés auprès de la Segurança Social après le lancement

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais d'examen de la demande de licence par la SDM	**≈ 1 000 € (≈ 1 150 $), à vérifier à la date du dépôt**
Redevance annuelle de la SDM pour le maintien de la licence	**≈ 1 800 € (≈ 2 100 $) par an, à vérifier à la date du dépôt**
Droit d'État pour l'immatriculation de la société (Empresa na Hora ou Empresa Online)	**≈ 220–360 € (≈ 250–410 $)**
Investissement minimal en immobilisations avec un effectif de 1–5 personnes	**75 000 € (≈ 86 000 $)**
Comptable et siège social par an	**≈ 2 400–6 000 € (≈ 2 800–6 900 $)**

Délais

6–10 semaines du dépôt auprès de la SDM à une société opérationnelle avec licence, plus jusqu'à 6 mois pour remplir les conditions d'emploi.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Maintenir le nombre d'emplois déclaré à Madère pendant toute la durée de l'avantage, l'effectif moyen annuel est contrôlé
- Comptabilité séparée des revenus provenant de résidents et de non-résidents, déclarations annuelles Modelo 22 et IES, audit en cas de dépassement des seuils
- Redevance annuelle de la SDM et notification à la SDM de tout changement dans la structure de détention et l'activité

- Respect des plafonds de base et des limites d'avantage, l'excédent est imposé au taux standard
- Déclarations mensuelles de salaires (DMR) et cotisations à la Segurança Social de 23,75 % à la charge de l'employeur

PIÈGES À ÉVITER

- Les salariés à distance dans d'autres pays ne comptent pas comme emplois à Madère, il faut des contrats de travail avec des résidents de Madère
- Le chiffre d'affaires provenant de clients portugais sort du taux de 5 % et est imposé à ≈ 14 %, ce qui compte dans les contrats mixtes
- L'investissement de 75 000 € doit porter sur des immobilisations, pas sur des charges courantes ni des salaires
- Les fondateurs de pays hors UE doivent désigner un représentant fiscal pour le NIF, sans lui l'immatriculation est bloquée
- Règles CFC portugaises et résidence fiscale selon le lieu de direction effective : si le directeur vit dans un autre pays, l'avantage peut être contesté

LIENS OFFICIELS

Société de développement de Madère (Sociedade de Desenvolvimento da Madeira, MIBC) https://www.ibc-madeira.com

Portal das Finanças (administration fiscale) https://www.portaldasfinancas.gov.pt

Empresa Online (immatriculation des sociétés) https://eportugal.gov.pt/servicos/criar-empresa-online

Segurança Social Direta https://www.seg-social.pt

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · STATUT D'ENTREPRISE

Statut de start-up (Lei 21/2023) et régime IFICI

Qui peut devenir résident

Société portugaise de moins de 10 ans, jusqu'à 250 salariés, chiffre d'affaires jusqu'à 50 millions d'euros, avec un produit innovant et un siège au Portugal ou au moins 25 salariés dans le pays. Les fondateurs étrangers sont admis ; les fondateurs de pays tiers obtiennent un visa start-up via l'IAPMEI avec le soutien d'un incubateur accrédité.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Les salariés et membres du conseil d'administration d'une start-up certifiée devenus résidents du Portugal paient 20 % d'impôt sur le revenu de source portugaise pendant 10 ans sous le régime IFICI, au lieu du barème progressif allant jusqu'à 48 %
- Stock-options des salariés : impôt uniquement à la vente des actions, 50 % de la plus-value imposée au taux de 28 %
- Crédit d'impôt R&D (SIFIDE II) : 32,5 % des dépenses de développement plus jusqu'à 50 % de l'accroissement des dépenses, reportable sur 8 ans
- Visa start-up pour les fondateurs de pays hors UE et titre de séjour accéléré pour les salariés
- Taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises sur les premiers 50 000 € de base imposable (≈ 15 % en 2026), avec un taux général de ≈ 19 %

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Société de moins de 10 ans, jusqu'à 250 salariés, chiffre d'affaires jusqu'à 50 millions d'euros, non issue de la réorganisation d'une grande entreprise
- Produit innovant au potentiel reconnu, ou investissement d'un investisseur en capital-risque, ou participation à un programme d'incubation accrédité
- Siège ou établissement stable au Portugal, ou au moins 25 salariés dans le pays
- Pour l'IFICI : le salarié doit devenir résident fiscal du Portugal et ne pas l'avoir été au cours des 5 dernières années
- Certification auprès de Startup Portugal via la plateforme en ligne, la confirmation se renouvelle

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société

Obtenez le NIF pour les fondateurs, immatriculez une Lda via Empresa Online ou Empresa na Hora en 1–3 jours, déposez la déclaration de début d'activité sur le Portal das Finanças, désignez un comptable.

02

Étape 2. Certification de la start-up

Déposez une demande sur la plateforme Startup Portugal (startupportugal.com) avec la description du produit, l'équipe, les données financières et la preuve du caractère innovant. L'examen prend ≈ 30 jours ; à l'issue, vous recevez le certificat de statut de start-up.

03

Étape 3. Mise en place de l'IFICI pour les salariés

Le salarié s'enregistre comme résident sur le Portal das Finanças et dépose, avant le 15 janvier de l'année suivante, une demande d'IFICI ; la société confirme la relation de travail et le statut de start-up. L'administration fiscale rend sa décision, l'avantage s'applique à partir de l'année de l'installation.

04 Étape 4. Visa start-up pour les fondateurs de pays tiers

Demande sur la plateforme de l'IAPMEI avec une lettre d'engagement d'un incubateur accrédité, puis visa au consulat et titre de séjour auprès de l'AIMA. Cycle complet ≈ 3–6 mois.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Documents constitutifs, NIF et NIPC, extrait du registre du commerce
- Description du produit, pitch deck, preuve d'investissement ou de participation à un incubateur
- États financiers ou business plan avec prévisions sur 3 ans
- Liste des salariés avec contrats de travail
- Pour l'IFICI : justificatif de résidence du salarié et d'absence de résidence au cours des 5 dernières années

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droit d'État pour l'immatriculation de la société	**≈ 220–360 € (≈ 250–410 $)**
Certification auprès de Startup Portugal	**≈ 0 €**
Visa start-up (frais consulaires et titre de séjour)	**≈ 90–300 € (≈ 100–350 $), à vérifier à la date du dépôt**
Services d'incubateur pour le visa start-up	**≈ 1 000–5 000 € (≈ 1 150–5 800 $) selon le programme**

Délais

1–2 semaines pour la société, ≈ 1–2 mois pour la certification de la start-up, 3–6 mois pour le visa start-up.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Confirmation annuelle du statut de start-up et notification en cas de dépassement des seuils
- Déclarations Modelo 22, IES, DMR mensuelles, cotisations à la Segurança Social
- Pour le SIFIDE, demande distincte auprès de l'ANI avant le 31 mai de l'année suivante avec la description des projets de R&D
- Les salariés sous IFICI déposent la déclaration annuelle IRS en indiquant le régime

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ L'IFICI ne s'applique pas à ceux qui ont déjà bénéficié de l'ancien régime NHR ni aux anciens résidents du Portugal au cours des 5 dernières années
- ⚠ Le statut de start-up se perd en cas de rachat par une grande entreprise ou de dépassement des seuils, et l'avantage des salariés n'est pas toujours conservé
- ⚠ La demande d'IFICI se dépose avant le 15 janvier de l'année suivant l'installation, un retard décale l'avantage d'un an
- ⚠ Le régime des stock-options exige une détention des actions d'au moins 1 an

LIENS OFFICIELS

Startup Portugal https://startupportugal.com

IAPMEI (visa start-up) https://www.iapmei.pt

Portal das Finanças https://www.portaldasfinancas.gov.pt

ANI (SIFIDE) https://www.ani.pt

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Millennium BCP, Novo Banco, Caixa Geral de Depósitos et Santander Portugal ouvrent des comptes ; pour les sociétés à fondateurs étrangers, comptez 2–6 semaines avec une visite en personne du directeur ou, dans certaines banques, une identification par vidéo. Aucune restriction de change ; encaissement des paiements en EUR via SEPA et en USD via SWIFT, Revolut Business et Wise sont largement utilisés. Les sociétés MIBC ouvrent un compte dans les agences de Madère sans restriction.

Visas et résidence

Le fondateur d'un pays tiers obtient un titre de séjour via le visa start-up (IAPMEI) ou le visa D2 pour entrepreneurs ; les salariés passent par un visa de travail ou le visa nomade numérique avec un revenu d'au moins ≈ 3 500 € par mois. Après 5 ans de résidence légale, la résidence permanente et la nationalité sont accessibles.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode titulaire d'une licence MIBC verse sa marge à la holding sur un bénéfice imposé à 5 %, à condition que les clients se trouvent hors du Portugal. Les paiements des clients de l'UE arrivent en euros via SEPA, les versements à la holding en USD et les dividendes au fondateur étranger partent sans retenue à la source. Pour travailler avec des clients portugais, une société continentale avec le statut de start-up et un taux de ≈ 19 % est plus pratique.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ La prolongation du régime MIBC jusqu'au 31 décembre 2033 a été approuvée par le Parlement portugais le 20 novembre 2025 ; selon les consultants, la fenêtre de délivrance de nouvelles licences se ferme le 31 décembre 2026, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les plafonds de base imposable et les limites d'avantage (≈ 20,1 % de la VAB, ≈ 30,1 % des charges de personnel, ≈ 15,1 % du chiffre d'affaires) proviennent de l'article 36-A du Statut des avantages fiscaux (Estatuto dos Benefícios Fiscais), vérifiez les montants exacts à la date du dépôt.
- ⚠ Les frais de la SDM pour la licence et le maintien annuel sont indiqués approximativement, demandez le tarif en vigueur à la SDM.
- ⚠ Le taux d'impôt sur les sociétés sur le continent baisse par paliers (20 % en 2025, ≈ 19 % en 2026), le taux régional de Madère est inférieur, à vérifier à la date du dépôt.

⚠ Les sanctions de l'UE s'appliquent intégralement ; les bénéficiaires effectifs de Russie et de Biélorussie se heurtent à des refus bancaires et à une vérification renforcée de la SDM.

ES

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · ESPAGNE

Espagne:
ZEC aux Canaries : 4 % d'impôt sur les sociétés avec 3 à 5 emplois, inscription jusqu'à fin 2026

La Zona Especial Canaria (ZEC) offre le taux d'impôt sur les sociétés le plus bas de l'UE : 4 % au lieu de 25 % pour les sociétés immatriculées aux îles Canaries avec un bureau réel, 3 à 5 salariés et un investissement de 50 000 à 100 000 €. Le régime est approuvé par la Commission européenne, les avantages courent jusqu'au 31 décembre 2027 avec une prolongation attendue, tandis que la fenêtre d'inscription des nouvelles sociétés se ferme le 31 décembre 2026. Sur tout le territoire espagnol s'ajoute la Loi sur les start-up : la certification ENISA donne 15 % d'impôt sur les sociétés pendant 4 ans, un visa start-up et des allègements fiscaux pour les salariés.

ZEC : 4 % d'impôt sur les sociétés au lieu de 25 %

Exonération d'IGIC (TVA locale de 7 %) et de droits de mutation

Dividendes vers l'UE et les pays conventionnés sans retenue

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Zone spéciale des Canaries (Zona Especial Canaria, ZEC)
zone franche →

03 · Loi sur les start-up (Ley 28/2022) et certification ENISA
statut d'entreprise →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Espagne: ce que le pays offre à l'IT

La Zona Especial Canaria (ZEC) offre le taux d'impôt sur les sociétés le plus bas de l'UE : 4 % au lieu de 25 % pour les sociétés immatriculées aux îles Canaries avec un bureau réel, 3 à 5 salariés et un investissement de 50 000 à 100 000 €. Le régime est approuvé par la Commission européenne, les avantages courent jusqu'au 31 décembre 2027 avec une prolongation attendue, tandis que la fenêtre d'inscription des nouvelles sociétés se ferme le 31 décembre 2026. Sur tout le territoire espagnol s'ajoute la Loi sur les start-up : la certification ENISA donne 15 % d'impôt sur les sociétés pendant 4 ans, un visa start-up et des allègements fiscaux pour les salariés.

L'essentiel en 30 secondes

- ZEC : 4 % d'impôt sur les sociétés au lieu de 25 %
- Exonération d'IGIC (TVA locale de 7 %) et de droits de mutation
- Dividendes vers l'UE et les pays conventionnés sans retenue
- Start-up ENISA : 15 % pendant 4 ans, visa start-up

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Zone spéciale des Canaries (Zona Especial Canaria, ZEC)	zone franche	Nouvelle société ou succursale immatriculée aux îles Canaries et inscrite au Registre officiel des entités ZEC (ROEZEC). Les fondateurs peuvent être de tout...
Loi sur les start-up (Ley 28/2022) et certification ENISA	statut d'entreprise	Société espagnole de moins de 5 ans (7 ans pour la biotech, l'énergie et l'industrie), avec un projet innovant et évolutif, un chiffre d'affaires jusqu'à 10...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode avec une société dans la ZEC verse la marge à la holding à partir d'un bénéfice imposé à 4 %, ce qui fait des Canaries le point le moins cher de l'UE pour un studio de services de 3 à 5 salariés. Les clients d'Espagne et de l'UE paient en euros via SEPA, les paiements à la holding en USD partent par virement SWIFT sans contrôle des changes, et les dividendes vers l'UE ou les pays conventionnés ne subissent pas de retenue à la source. Pour les studios qui ne sont pas prêts à maintenir un effectif sur les îles, une société sur la péninsule avec certification ENISA et 15 % convient.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

Zone spéciale des Canaries (Zona Especial Canaria, ZEC)

Qui peut devenir résident

Nouvelle société ou succursale immatriculée aux îles Canaries et inscrite au Registre officiel des entités ZEC (ROEZEC). Les fondateurs peuvent être de tout pays, la part de capital étranger n'est pas limitée. Il faut au moins un administrateur résidant aux Canaries et l'exercice d'une activité autorisée (développement logiciel, services IT, conseil, commerce électronique, centres d'appels et autres selon la liste CNAE).

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 4 % au lieu de 25 % sur une base plafonnée selon le nombre d'emplois : ≈ 1,8 million d'euros avec l'effectif minimal plus ≈ 500 000 € par emploi supplémentaire, jusqu'à ≈ 120 millions d'euros au-delà de 50 salariés
- Exonération d'IGIC (équivalent canarien de la TVA, 7 %) sur les livraisons entre entités ZEC et sur l'import de biens destinés à l'activité
- Exonération de l'impôt sur les transmissions patrimoniales et les actes juridiques documentés (ITP y AJD) pour les opérations liées à l'activité ZEC
- Les dividendes, intérêts et redevances versés à une société mère dans l'UE ou dans un pays conventionné partent sans retenue à la source
- Compatibilité avec le régime général des Canaries : déduction pour investissements aux Canaries et bonification sur les revenus de production selon des règles distinctes
- Société de plein droit de l'UE et de l'Espagne : SEPA, numéro de TVA européen pour les opérations avec la péninsule et l'UE

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Minimum 5 emplois à temps plein à Tenerife ou en Grande Canarie, minimum 3 sur les autres îles, à créer dans les 6 premiers mois et à maintenir en effectif moyen annuel
- Investissement en immobilisations ≥ 100 000 € à Tenerife et en Grande Canarie ou ≥ 50 000 € sur les autres îles au cours des 2 premières années, remplaçable par des emplois supplémentaires
- Siège social et lieu de direction effective aux îles Canaries, au moins un administrateur résident des Canaries
- Activité figurant dans la liste approuvée de la ZEC, services financiers et d'assurance exclus
- La société est créée ex nihilo ou une succursale est immatriculée, le transfert d'une société espagnole existante est limité
- La demande d'autorisation auprès du Consorcio ZEC est déposée avant le 31 décembre 2026

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Consultation préalable et demande auprès du Consorcio ZEC

Contactez le Consorcio de la Zona Especial Canaria (zec.org) à Santa Cruz de Tenerife ou à Las Palmas, préparez un mémoire descriptif (memoria) avec business plan, plan de recrutement et d'investissement et données des fondateurs. Déposez la demande avec un dépôt ou une garantie à hauteur des frais d'inscription. Le Conseil du Consorcio statue dans un délai de 2 mois, le silence vaut refus.

02 **Étape 2. NIE des fondateurs et immatriculation de la société**

Les fondateurs et administrateurs étrangers obtiennent un NIE auprès du consulat d'Espagne ou de la police aux Canaries. Créez ensuite une SL : réservation de dénomination au Registro Mercantil Central, compte bancaire avec le capital social, acte notarié, dépôt au Registro Mercantil de la province de Santa Cruz de Tenerife ou de Las Palmas, obtention du CIF auprès de l'administration fiscale (AEAT). Via le système CIRCE, cela prend 1 à 2 semaines.

03 **Étape 3. Inscription au registre ROEZEC**

Après l'autorisation et l'immatriculation de la société, déposez au Consorcio les documents de constitution et réglez les frais d'inscription de 850 €. Le Consorcio inscrit la société au Registre officiel des entités ZEC ; le taux de 4 % s'applique à compter de ce moment.

04 **Étape 4. Enregistrement fiscal et démarrage de l'activité**

Déposez la déclaration de début d'activité (modelo 036) auprès de l'AEAT, enregistrez-vous à l'IGIC auprès de l'Agencia Tributaria Canaria, inscrivez-vous comme employeur à la Seguridad Social. Recrutez les salariés dans les 6 premiers mois et réalisez les investissements dans les 2 ans.

05 **Étape 5. Confirmation annuelle**

Réglez la cotisation annuelle du Consorcio (1500 €, ou 1300 € sur les petites îles), remettez au Consorcio le rapport annuel sur les effectifs et les investissements, et déposez la déclaration d'impôt sur les sociétés (modelo 200) avant le 25 juillet en appliquant le taux ZEC.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande auprès du Consorcio ZEC et mémoire descriptif avec business plan sur 3 ans, plan de recrutement et d'investissement
- Passeports et NIE des fondateurs et administrateurs, organigramme de détention jusqu'aux bénéficiaires effectifs
- Justificatif de l'origine des fonds pour les investissements et le capital social
- Statuts, acte notarié de constitution, extrait du Registro Mercantil, CIF
- Bail d'un bureau aux Canaries
- Justificatif de paiement des frais d'inscription et du dépôt

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais d'inscription du Consorcio ZEC (paiement unique)	**850 € (≈ 980 $)**
Cotisation annuelle du Consorcio ZEC pour le maintien au registre	**1500 € (≈ 1700 $), 1300 € sur les petites îles**
Notaire et Registro Mercantil pour la création de la SL	**≈ 300–600 € (≈ 350–700 $)**
Capital social minimum de la SL	**1 € avec obligation de mettre en réserve 20 % du bénéfice jusqu'à 3000 €, en pratique on apporte 3000 €**
Investissement minimum en immobilisations	**100 000 € (≈ 115 000 $) sur les grandes îles, 50 000 € sur les autres**
Comptable et accompagnement	**≈ 3000–8000 € (≈ 3500–9200 $)**

POSTE	MONTANT
juridique par an	

Délais

4 à 6 mois de la première consultation à l'inscription au registre ZEC ; la demande doit donc être déposée au plus tard à l'été 2026.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Maintenir l'effectif moyen annuel minimal et remettre au Consorcio un rapport annuel sur le respect des conditions
- Cotisation annuelle du Consorcio et notification des changements dans la structure de détention et l'activité
- Déclaration d'impôt sur les sociétés modelo 200, acomptes modelo 202, déclarations trimestrielles d'IGIC et de retenues
- Audit en cas de dépassement des seuils (actif 2,85 millions d'euros, chiffre d'affaires 5,7 millions d'euros, 50 salariés, selon deux critères sur trois)
- Comptabilité séparée des revenus relevant du taux de 4 % et des autres revenus

PIÈGES À ÉVITER

- Une demande déposée fin 2026 risque d'obtenir une décision en 2027, quand les nouvelles inscriptions ne sont plus acceptées
- Les salariés à distance hors des Canaries ne comptent pas comme emplois, il faut des contrats de travail avec lieu de travail sur les îles
- L'administrateur résident des Canaries est obligatoire, un directeur nominal sans pouvoirs ne convient pas au Consorcio
- La base soumise à 4 % est plafonnée selon le nombre d'emplois, le bénéfice au-delà du plafond est imposé à 25 %
- Le NIE pour les étrangers prend 2 à 8 semaines et bloque la création de la société, commencez par là

LIENS OFFICIELS

Consorcio de la Zona Especial Canaria (organisme gestionnaire de la ZEC) https://www.zec.org

Agencia Tributaria : avantages fiscaux ZEC https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/impuesto-sobre-sociedades/deducciones-beneficios-fiscales-impuesto-sobre-sociedades/beneficios-fiscales-canarias/zona-especial-canaria.html

Agencia Tributaria Canaria (administration fiscale des Canaries, IGIC) https://www.gobiernodecanarias.org/tributos/

CIRCE (création de société en ligne) https://www.circe.es

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · STATUT D'ENTREPRISE

Loi sur les start-up (Ley 28/2022) et certification ENISA

Qui peut devenir résident

Société espagnole de moins de 5 ans (7 ans pour la biotech, l'énergie et l'industrie), avec un projet innovant et évolutif, un chiffre d'affaires jusqu'à 10 millions d'euros, au moins 60 % de l'effectif sous contrat de travail en Espagne, sans distribution de dividendes ni cotation. Les fondateurs étrangers sont admis, les fondateurs de pays tiers obtiennent un visa start-up.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 15 % au lieu de 25 % la première année de base positive et les 3 années suivantes
- Report du paiement de l'impôt sur les sociétés de 12 et 6 mois sur les deux premières périodes, sans garantie ni intérêts
- Stock-options des salariés : montant exonéré de 50 000 € par an, imposition à la vente des actions ou après 10 ans
- Régime Beckham pour les salariés et fondateurs qui s'installent : taux fixe de 24 % sur les revenus jusqu'à 600 000 € pendant 6 ans, accessible aux nomades numériques et à leurs familles
- Visa start-up et titre de séjour pour les fondateurs de pays tiers, valables 3 ans renouvelables, procédure accélérée via l'UGE
- Déduction pour l'investisseur de 50 % des sommes investies dans la start-up, jusqu'à 100 000 € par an

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Société âgée de 5 ans au plus (7 pour certains secteurs), qui n'est pas issue d'une fusion ou d'une scission d'une grande entreprise
- Projet innovant : confirmation par la certification ENISA, dont les critères incluent la nouveauté technologique, la R&D et l'évolutivité
- Siège social ou établissement stable en Espagne, 60 % des salariés sous contrat de travail en Espagne
- Chiffre d'affaires jusqu'à 10 millions d'euros, aucune distribution de dividendes depuis la création
- Les fondateurs ne doivent pas avoir été condamnés pour des infractions économiques

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation d'une SL

Obtenez le NIE des fondateurs, réservez la dénomination, apportez le capital, faites établir l'acte notarié et déposez-le au Registro Mercantil via CIRCE (1 à 2 semaines), obtenez le CIF et déposez le modelo 036 auprès de l'AEAT.

02

Étape 2. Certification auprès d'ENISA

Déposez une demande sur la plateforme ENISA (enisa.es) avec la description du projet, le business plan, les données financières, la présentation de l'équipe et les preuves du caractère innovant (brevets, R&D, participation à des accélérateurs). ENISA statue sous 3 mois, le silence vaut acceptation. Le certificat est obligatoire pour l'administration fiscale et les services de l'immigration.

03

Étape 3. Application des avantages

Le taux de 15 % est déclaré dans le modelo 200, le report est demandé lors du dépôt. Pour le visa start-up, les fondateurs déposent une demande auprès de l'UGE (Unidad de Grandes Empresas) avec le certificat ENISA, décision sous 20 jours ouvrés.

04 Étape 4. Confirmation annuelle

Mettez à jour les données dans le registre ENISA, signalez le dépassement des seuils de chiffre d'affaires et d'âge de la société, tenez le registre des stock-options et de la part des salariés en Espagne.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Statuts, extrait du Registro Mercantil, CIF, NIE des fondateurs
- Business plan et pitch deck décrivant l'innovation et le modèle de croissance
- États financiers ou prévisions, attestation de chiffre d'affaires
- Preuves de R&D : brevets, contrats avec des universités, subventions, participation à des accélérateurs
- Liste des salariés avec lieu de travail et type de contrat

COÛTS

POSTE	MONTANT
Certification ENISA	**≈ 0 €**
Notaire et Registro Mercantil pour la SL	**≈ 300–600 € (≈ 350–700 $)**
Visa start-up et titre de séjour (frais)	**≈ 80–300 € (≈ 90–350 $), à vérifier à la date du dépôt**

Délais

2 à 3 semaines pour la société, jusqu'à 3 mois pour la certification ENISA, encore 1 à 2 mois pour le visa start-up.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Comptes annuels au Registro Mercantil et déclaration modelo 200
- Maintien des critères de start-up : âge, chiffre d'affaires, part des salariés en Espagne
- Notification d'ENISA et de l'AEAT en cas de perte du statut
- Suivi des stock-options des salariés et respect des délais de détention

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ L'avantage de 15 % court à partir de la première année bénéficiaire et non de la date de certification, planifiez la reconnaissance des revenus
- ⚠ ENISA demande des preuves du caractère innovant, les projets purement de services (développement sur commande) essuient souvent un refus
- ⚠ En cas de rachat de la start-up par une grande entreprise ou de dépassement de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires, le statut prend fin
- ⚠ La ZEC et le statut de start-up se combinent de façon limitée : les 4 % de la ZEC sont déjà inférieurs à 15 %, et les exigences d'effectifs diffèrent

LIENS OFFICIELS

ENISA (certification des start-up) https://www.enisa.es

Agencia Tributaria (AEAT, administration fiscale) https://sede.agenciatributaria.gob.es

Unidad de Grandes Empresas (visas) https://www.inclusion.gob.es/web/uge/

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte s'ouvre chez CaixaBank, BBVA, Santander, Sabadell ou Bankinter ; pour les sociétés à fondateurs étrangers, il faut un NIE et une visite en personne, délai de 2 à 6 semaines. Pas de restrictions de change, encaissement des paiements en EUR via SEPA, en USD via SWIFT, Revolut Business et Wise sont répandus, toutes les grandes banques sont présentes aux Canaries.

Visas et résidence

Les fondateurs de pays tiers obtiennent un visa start-up via l'UGE (titre de séjour de 3 ans), les salariés hautement qualifiés obtiennent un titre de séjour par procédure accélérée en 20 jours ouvrés, et le visa de nomade numérique est accessible à partir de ≈ 2 800 € de revenus mensuels. La résidence permanente est accessible après 5 ans.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode avec une société dans la ZEC verse la marge à la holding à partir d'un bénéfice imposé à 4 %, ce qui fait des Canaries le point le moins cher de l'UE pour un studio de services de 3 à 5 salariés. Les clients d'Espagne et de l'UE paient en euros via SEPA, les paiements à la holding en USD partent par virement SWIFT sans contrôle des changes, et les dividendes vers l'UE ou les pays conventionnés ne subissent pas de retenue à la source. Pour les studios qui ne sont pas prêts à maintenir un effectif sur les îles, une société sur la péninsule avec certification ENISA et 15 % convient.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ La fenêtre d'inscription des nouvelles entités ZEC se ferme le 31 décembre 2026, les avantages des entités inscrites courent jusqu'au 31 décembre 2027 ; la prolongation du régime est attendue mais non approuvée, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les plafonds de la base soumise à 4 % (≈ 1,8 million d'euros avec l'effectif minimal plus ≈ 500 000 € par emploi) proviennent de la loi 19/1994, vérifiez les valeurs exactes à la date du dépôt.
- ⚠ Les frais du Consorcio ZEC (850 € d'inscription, 1 500 € par an) sont confirmés par les documents officiels du Consorcio, mais peuvent être indexés.
- ⚠ Les frais de visa et de NIE changent chaque année, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les sanctions de l'UE s'appliquent pleinement ; les bénéficiaires effectifs de Russie et de Biélorussie font face à des refus bancaires et à un contrôle renforcé du Consorcio.

TR

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · TURQUIE

Turquie:
Teknokent : 0 % d'IS et de TVA sur le logiciel, allègements salariaux jusqu'en 2028

Plus de 100 zones de développement technologique (Teknokent, Teknopark) régies par la loi 4691 exonèrent leurs résidents d'impôt sur les sociétés (taux standard de 25 %) sur les revenus du développement logiciel et de la R&D, de TVA sur la fourniture de leurs propres logiciels et d'impôt sur le revenu sur les salaires du personnel R&D, jusqu'au 31 décembre 2028. Les sociétés à capital étranger sont admises dans les mêmes conditions après la défense du projet devant la commission du technoparc. Le Centre financier d'Istanbul (IFC) est un régime distinct pour les sociétés financières et fintech exportatrices de services, avec une déduction intégrale de ces bénéfices.

0 % d'IS sur le logiciel et la R&D en zone jusqu'en 2028

Pas de TVA sur la fourniture de vos propres logiciels

Salaires du personnel R&D sans impôt sur le revenu

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Zones de développement technologique (Teknokent, Teknopark, loi 4691)
technoparc →

03 · Centre financier d'Istanbul (İstanbul Finans Merkezi, IFC)
centre financier →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Turquie: ce que le pays offre à l'IT

Plus de 100 zones de développement technologique (Teknokent, Teknopark) régies par la loi 4691 exonèrent leurs résidents d'impôt sur les sociétés (taux standard de 25 %) sur les revenus du développement logiciel et de la R&D, de TVA sur la fourniture de leurs propres logiciels et d'impôt sur le revenu sur les salaires du personnel R&D, jusqu'au 31 décembre 2028. Les sociétés à capital étranger sont admises dans les mêmes conditions après la défense du projet devant la commission du technoparc. Le Centre financier d'Istanbul (IFC) est un régime distinct pour les sociétés financières et fintech exportatrices de services, avec une déduction intégrale de ces bénéfices.

L'essentiel en 30 secondes

- 0 % d'IS sur le logiciel et la R&D en zone jusqu'en 2028
- Pas de TVA sur la fourniture de vos propres logiciels
- Salaires du personnel R&D sans impôt sur le revenu
- L'État prend en charge 50 % des cotisations patronales

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Zones de développement technologique (Teknokent, Teknopark, loi 4691)	technoparc	Société turque (Ltd. Şti. ou A.Ş.), y compris à capital 100 % étranger, ou succursale d'une société étrangère, dont le projet de développement logiciel, de R&D…
Centre financier d'Istanbul (İstanbul Finans Merkezi, IFC)	centre financier	Banques, sociétés de paiement et d'investissement, assureurs, fintechs et prestataires de services auxiliaires du secteur financier titulaires du certificat de…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Dans un technoparc turc, le partenaire DeusCode verse sa marge à la holding sur des bénéfices exonérés de l'impôt de 25 % jusqu'à fin 2028, et comptabilise les paiements de licences et de services à la holding comme charges du projet. Les clients locaux paient en livres, les clients étrangers en USD ou en EUR sur le compte en devises, et les virements à la holding en USD passent par SWIFT sans contrôle des changes. Les dividendes versés à l'étranger subissent 15 % de retenue à la source, il est donc plus avantageux de sortir la marge via des contrats de développement et de licence.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · TECHNOPARC

Zones de développement technologique (Teknokent, Teknopark, loi 4691)

Qui peut devenir résident

Société turque (Ltd. Şti. ou A.Ş.), y compris à capital 100 % étranger, ou succursale d'une société étrangère, dont le projet de développement logiciel, de R&D ou de design est approuvé par la société gestionnaire du technoparc. Un bureau ou un poste de travail dans la zone est requis. Aucune restriction de nationalité pour les fondateurs, les employés étrangers ont besoin d'un permis de travail.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération d'impôt sur les sociétés (taux standard de 25 %) sur les revenus de R&D, de développement logiciel et de design réalisés dans la zone, jusqu'au 31 décembre 2028
- Exonération de TVA sur la fourniture de logiciels produits dans la zone : logiciels système, gestion de données, applications métier, internet, mobile et défense, jusqu'au 31 décembre 2028
- Les salaires du personnel R&D, design et de soutien (jusqu'à 10 % de l'effectif R&D) sont exonérés d'impôt sur le revenu dans la limite de 40 fois le salaire minimum, ainsi que de droit de timbre
- Le ministère des Finances prend en charge la moitié des cotisations patronales de sécurité sociale pour ce personnel jusqu'en 2028
- Une partie du temps de travail peut être effectuée hors de la zone par décision du Président (≈ 75 %, jusqu'à 100 % pour certaines catégories), les allègements salariaux sont conservés, à vérifier à la date du dépôt
- Amortissement accéléré et déduction des dépenses de R&D, accès aux subventions TÜBİTAK et KOSGEB, loyers préférentiels en incubateur jusqu'à 36 mois
- Les spécialistes R&D étrangers obtiennent un permis de travail selon une procédure simplifiée via la société gestionnaire

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Projet de R&D, de développement logiciel ou de design présentant une nouveauté scientifique ou technologique, approuvé par une commission d'experts universitaires
- Bureau ou place en incubateur sur le territoire de la zone et exécution effective des travaux dans la zone (compte tenu de la part de télétravail autorisée)
- Listes mensuelles du personnel et rapports de projet via le portail du ministère de l'Industrie et de la Technologie
- Comptabilité séparée des revenus et dépenses des projets exonérés et des autres activités
- Au-delà d'un seuil de bénéfice exonéré (≈ 5 000 000 TL en 2026), obligation d'affecter ≈ 3 % à des fonds de capital-risque ou à des start-ups de l'incubateur, sinon une partie de l'avantage est perdue
- Rapport d'un expert-comptable assermenté (YMM) lorsque les avantages dépassent les plafonds fixés

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Choix du technoparc et candidature préalable

Choisissez la zone selon votre profil (ODTÜ Teknokent et Bilkent Cyberpark à Ankara, İTÜ Arı, YTÜ et Teknopark İstanbul à Istanbul, İzmir Teknopark et d'autres), remplissez la candidature préalable sur le site de la société gestionnaire avec la description du projet et de l'équipe. La société gestionnaire confirme la recevabilité de la candidature principale en ≈ 1–2 semaines.

02

Étape 2. Candidature principale et évaluation du projet

Déposez le dossier de projet selon le modèle du technoparc (objectifs, composante R&D, plan de travail, budget, personnel) et réglez les frais d'évaluation (≈ 6 000–24 000 TL plus TVA selon la zone). La commission d'évaluation des projets, composée d'enseignants universitaires, statue en 3 à 6 semaines, une défense du projet est possible. Résultat : décision d'admission.

03

Étape 3. Immatriculation de la société à l'adresse de la zone

Immatriculez une Ltd. Şti. (capital minimum de 50 000 TL) ou une A.Ş. (250 000 TL) au registre du commerce via MERSİS avec un siège social dans le technoparc, ou bien transférez une société existante ou ouvrez une succursale. Les fondateurs étrangers ont besoin d'un numéro fiscal et d'une traduction notariée du passeport. Compter 1 à 2 semaines.

04

Étape 4. Contrat de bail et inscription sur le portail du ministère

Signez le contrat de bureau ou de place en incubateur avec la société gestionnaire, obtenez l'inscription sur le portail des zones de développement technologique du ministère de l'Industrie et de la Technologie, enregistrez les projets et la liste du personnel. Les avantages s'appliquent à compter de la date de début d'activité dans la zone.

05

Étape 5. Reporting mensuel et confirmation des avantages

Déposez chaque mois via le portail les listes du personnel et les relevés de temps passé dans la zone, ainsi qu'un rapport annuel d'avancement du projet ; à la fin d'un projet, enregistrez-en un nouveau. Déclarez le bénéfice exonéré dans la déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés avant fin avril, en joignant le rapport YMM en cas de dépassement des plafonds.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Dossier de projet selon le modèle du technoparc : description, nouveauté R&D, plan de travail, budget, équipe
- Documents constitutifs de la société, extrait du registre du commerce, numéro fiscal, circulaire de signatures
- Passeports des fondateurs avec traduction notariée, numéros fiscaux des fondateurs étrangers
- CV et diplômes du personnel clé
- Contrat de bail avec la société gestionnaire
- Pour les employés étrangers : documents de demande de permis de travail auprès du ministère du Travail

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais d'évaluation du projet par le technoparc	**≈ 6 000–24 000 TL plus TVA (≈ 150–600 $), selon la zone, à vérifier à la date du dépôt**
Immatriculation de la société (notaire, registre du commerce, cachet)	**≈ 15 000–40 000 TL (≈ 350–950 $), à vérifier à la date du dépôt**
Capital social minimum d'une Ltd. Şti.	**50 000 TL (≈ 1 200 $), à libérer dans les 24 mois**
Loyer de bureau dans le technoparc, par m² et par mois	**≈ 10–25 $ plus charges, les incubateurs sont moins chers**
Comptable et reporting, par an	**≈ 2 500–6 000 $**

Délais

2 à 3 mois entre le dépôt de la candidature et une société opérationnelle dans la zone avec ses avantages, 1 à 2 mois si la société existe déjà.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Listes mensuelles du personnel et du temps passé dans la zone via le portail du ministère, rapports annuels sur les projets
- Comptabilité séparée des revenus exonérés et ordinaires, déclarations mensuelles de TVA et de retenues, déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés
- Affectation de ≈ 3 % du bénéfice exonéré à des fonds de capital-risque ou à des start-ups au-delà du seuil, justificatif avant la fin de l'année
- Rapport YMM lorsque les avantages dépassent les plafonds, audit selon les règles générales au-delà des seuils
- Renouvellement du contrat de bail et confirmation de projets actifs, faute de quoi la société gestionnaire met fin au statut

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ L'avantage ne porte que sur les revenus d'un projet réalisé dans la zone : le développement sur commande sans composante R&D et la revente de licences ne sont pas exonérés
- ⚠ Les dividendes versés à un fondateur étranger subissent une retenue à la source de 15 % (ou moins selon la convention fiscale), l'exonération ne concerne que les bénéfices de la société
- ⚠ Le non-respect de l'obligation d'affectation au capital-risque entraîne l'imposition de 20 % du bénéfice exonéré
- ⚠ Les employés doivent réellement travailler dans la zone dans la limite de la part de télétravail autorisée, des contrôles par badges d'accès sont effectués
- ⚠ Inflation et cours de la livre : concluez les contrats avec les clients étrangers en USD ou en EUR, les factures locales sont établies en livres avec des exceptions spécifiques pour l'export

LIENS OFFICIELS

Ministère de l'Industrie et de la Technologie (zones de développement technologique) https://www.sanayi.gov.tr

ODTÜ Teknokent (candidature et FAQ) https://odtuteknokent.com.tr

Teknopark İstanbul https://www.teknoparkistanbul.com.tr

MERSİS (immatriculation des sociétés) https://mersis.ticaret.gov.tr

Administration fiscale (GİB) https://www.gib.gov.tr

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · CENTRE FINANCIER

Centre financier d'Istanbul (İstanbul Finans Merkezi, IFC)

Qui peut devenir résident

Banques, sociétés de paiement et d'investissement, assureurs, fintechs et prestataires de services auxiliaires du secteur financier titulaires du certificat de participant de l'IFC et d'un bureau sur le territoire du centre, dans le district d'Ataşehir. Un studio IT n'y accède qu'en tant que fintech ou société de services aux participants. Le capital étranger est admis.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Les revenus de l'export de services financiers (à des clients non résidents, pour une utilisation à l'étranger) sont déduits à 100 % de la base de l'impôt sur les sociétés (la loi 7582 de juin 2026 a prolongé le dispositif jusqu'en 2047, puis 75 %), à vérifier à la date du dépôt
- Exonération de la taxe sur les opérations bancaires et d'assurance (BSMV) et du droit de timbre sur ces opérations
- Les employés ayant au moins 5 ans d'expérience à l'étranger bénéficient d'une exonération d'impôt sur le revenu de 60 % de leur salaire, 80 % à partir de 10 ans
- Exonération des frais sur les documents et transactions liés à l'activité dans le centre
- Régime simplifié de permis de travail pour le personnel étranger des participants

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Certificat de participant délivré par l'organisme gestionnaire de l'IFC et bureau dans le périmètre du centre
- Licence du régulateur financier (BDDK, SPK, TCMB pour les sociétés de paiement) pour les services financiers
- Comptabilité séparée des services financiers exportés et des services aux résidents
- Location de locaux dans l'IFC aux tarifs du marché

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Licence du régulateur**

Obtenez ou confirmez la licence BDDK, SPK ou TCMB pour votre activité ; pour les sociétés de services non soumises à licence, une confirmation du profil suffit.

02 **Étape 2. Demande de statut de participant**

Déposez la demande auprès de l'organisme gestionnaire de l'IFC (ifm.gov.tr) avec les documents constitutifs, la licence et le plan d'activité, et signez le contrat de bail d'un bureau dans le centre. Le certificat de participant est délivré après vérification, délai ≈ 1–2 mois.

03 **Étape 3. Application des avantages**

Tenez une comptabilité séparée des services exportés, appliquez la déduction dans la déclaration annuelle et les allègements salariaux via les retenues mensuelles.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Documents constitutifs et extrait du registre du commerce
- Licence du régulateur ou description de l'activité auxiliaire
- Plan d'activité avec calcul de la part d'export de services
- Contrat de bail dans l'IFC

- Documents des employés justifiant l'expérience à l'étranger pour les allègements salariaux

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais du certificat de participant	**≈, à vérifier à la date du dépôt auprès de l'organisme gestionnaire de l'IFC**
Loyer de bureau dans l'IFC, par m² et par mois	**≈ 30–60 $, à vérifier à la date du dépôt**
Licence de société de paiement TCMB (capital minimum)	**≈ à partir de 20 millions TL, à vérifier à la date du dépôt**

Délais

2 à 4 mois avec une licence du régulateur déjà obtenue, 6 à 12 mois s'il faut l'obtenir depuis zéro.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Maintien de la licence du régulateur et du bureau dans le centre
- Comptabilité séparée des services exportés, déclaration annuelle avec déduction
- Reporting d'activité à l'organisme gestionnaire de l'IFC

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les avantages ne s'appliquent qu'à l'export de services financiers, les revenus de clients turcs sont imposés au taux général de 25 %
- ⚠ Le développement logiciel pour les banques sans statut de service financier n'ouvre pas droit à la déduction, pour les entreprises IT le technoparc est plus avantageux
- ⚠ Les loyers dans le centre sont élevés et ne se justifient qu'avec un chiffre d'affaires conséquent

LIENS OFFICIELS

Istanbul Financial Center (site officiel) https://ifm.gov.tr

Administration fiscale (GİB) https://www.gib.gov.tr

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Ziraat Bankası, İş Bankası, Garanti BBVA, Yapı Kredi, Akbank et DenizBank ouvrent un compte pour une société à fondateurs étrangers en 1 à 4 semaines, avec visite en personne du dirigeant et numéro fiscal. Les comptes en devises (USD et EUR) sont autorisés, les recettes d'export arrivent par SWIFT, mais les règlements entre résidents se font en livres, avec des exceptions pour certains contrats. Les roubles et les virements depuis la Russie sont acceptés de façon sélective en raison du risque de sanctions secondaires, renseignez-vous auprès de chaque banque.

Visas et résidence

Le fondateur obtient un permis de travail et un titre de séjour via sa propre société, sous condition de capital social et d'embauche d'employés turcs (repère : 5 citoyens pour un étranger, assoupli pour les technoparcs) ; les employés R&D du technoparc passent par la procédure simplifiée via la société gestionnaire. Après 8 ans de séjour légal, un titre de séjour de longue durée est possible.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Dans un technoparc turc, le partenaire DeusCode verse sa marge à la holding sur des bénéfices exonérés de l'impôt de 25 % jusqu'à fin 2028, et comptabilise les paiements de licences et de services à la holding comme charges du projet. Les clients locaux paient en livres, les clients étrangers en USD ou en EUR sur le compte en devises, et les virements à la holding en USD passent par SWIFT sans contrôle des changes. Les dividendes versés à l'étranger subissent 15 % de retenue à la source, il est donc plus avantageux de sortir la marge via des contrats de développement et de licence.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ La durée des avantages des technoparcs est fixée au 31 décembre 2028 par la loi 7263, la prolongation au-delà de 2028 n'est pas garantie, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Le seuil et le taux de l'affectation obligatoire au capital-risque (≈ 5 000 000 TL et ≈ 3 %, plafonnés à 100 millions TL pour 2026) sont indexés chaque année, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les frais d'évaluation des projets varient selon les zones et augmentent avec l'inflation, le cours de la livre face au dollar est instable, recalculez tous les montants en livres à la date du dépôt.
- ⚠ La prolongation de la déduction IFC jusqu'en 2047 par la loi 7582 (juin 2026) provient de synthèses de cabinets de conseil, vérifiez le texte de la loi à la date du dépôt.

⚠ La Turquie ne s'est pas jointe aux sanctions contre la Russie, mais les banques appliquent leurs propres restrictions aux paiements en provenance de banques russes.

RS

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · SERBIE

Serbie: IP Box à 3 % sur les revenus de logiciels, double déduction R&D, 36 mois sans impôts pour les fondateurs

La Serbie n'a pas créé de zones franches IT distinctes, mais a réuni un ensemble d'avantages nationaux qui, pour un studio de développement, fonctionnent mieux qu'une zone : l'IP Box exclut 80 % des revenus des logiciels déposés auprès de l'Office de la propriété intellectuelle (taux effectif de 3 % contre 15 % en régime standard), les dépenses de R&D engagées en Serbie sont déduites deux fois, et une startup innovante ne paie ni impôt ni cotisations sur les salaires des fondateurs pendant 36 mois. Les 15 zones franches exonèrent de TVA et de droits de douane les biens et services à l'intérieur de la zone, ce qui est rarement utile pour du pur développement. Le pays est hors de l'UE et des régimes de sanctions, et un permis unique de séjour et de travail s'applique depuis 2024.

IP Box : 3 % sur les revenus des logiciels déposés

Dépenses de R&D en Serbie déduites deux fois

Startup : salaires des fondateurs sans impôts pendant 36 mois

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · IP Box et double déduction R&D (loi sur l'impôt sur les sociétés, art. 25b et 22g)
régime fiscal →

03 · Avantages pour les startups innovantes et le personnel R&D
statut d'entreprise →

04 · Zones franches de Serbie (15 zones, loi sur les zones franches)
zone franche →

05 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

06 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Serbie: ce que le pays offre à l'IT

La Serbie n'a pas créé de zones franches IT distinctes, mais a réuni un ensemble d'avantages nationaux qui, pour un studio de développement, fonctionnent mieux qu'une zone : l'IP Box exclut 80 % des revenus des logiciels déposés auprès de l'Office de la propriété intellectuelle (taux effectif de 3 % contre 15 % en régime standard), les dépenses de R&D engagées en Serbie sont déduites deux fois, et une startup innovante ne paie ni impôt ni cotisations sur les salaires des fondateurs pendant 36 mois. Les 15 zones franches exonèrent de TVA et de droits de douane les biens et services à l'intérieur de la zone, ce qui est rarement utile pour du pur développement. Le pays est hors de l'UE et des régimes de sanctions, et un permis unique de séjour et de travail s'applique depuis 2024.

L'essentiel en 30 secondes

- IP Box : 3 % sur les revenus des logiciels déposés
- Dépenses de R&D en Serbie déduites deux fois
- Startup : salaires des fondateurs sans impôts pendant 36 mois
- Personnel R&D : moins 70 % d'impôt sur le revenu et 100 % des cotisations retraite

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
IP Box et double déduction R&D (loi sur l'impôt sur les sociétés, art. 25b et 22g)	régime fiscal	Toute société résidente fiscale serbe (d.o.o. ou a.d.), y compris à capitaux étrangers à 100 %, qui a créé par ses propres moyens en Serbie une œuvre protégée...
Avantages pour les startups innovantes et le personnel R&D	statut d'entreprise	Startup innovante : société serbe de moins de 3 ans dotée d'un produit innovant, dont les fondateurs personnes physiques détenant au moins 5 % sont salariés...
Zones franches de Serbie (15 zones, loi sur les zones franches)	zone franche	Société immatriculée en Serbie (y compris à capitaux étrangers) ayant conclu un contrat avec la société gestionnaire de l'une des 15 zones (Belgrade, Novi Sad...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Serbie verse la marge au holding sur un bénéfice imposé à 15 %, et à 3 % ou moins en cas de dépôt du produit auprès du ZIS et de R&D en Serbie ; de plus, pendant les 36 premiers mois, les salaires des fondateurs sont exempts d'impôts. Les clients en Serbie paient en dinars, les clients étrangers en EUR et USD sur le compte en devises ; le paiement au holding en USD pour les licences et les services est comptabilisé comme une charge au titre d'un contrat avec un non-résident et part par virement SWIFT, avec notification du contrat à la banque. Tenez compte de la retenue à la source de 20 % sur les redevances et les services versés à des non-résidents en l'absence de convention fiscale.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · RÉGIME FISCAL

IP Box et double déduction R&D (loi sur l'impôt sur les sociétés, art. 25b et 22g)

Qui peut devenir résident

Toute société résidente fiscale serbe (d.o.o. ou a.d.), y compris à capitaux étrangers à 100 %, qui a créé par ses propres moyens en Serbie une œuvre protégée par le droit d'auteur (logiciel) ou une invention et l'a déposée auprès de l'Office de la propriété intellectuelle (ZIS). Les associés étrangers sont admis sans restriction.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 80 % des revenus qualifiés tirés d'un droit d'auteur déposé ou d'un brevet enregistré sont exclus de la base imposable, soit un taux effectif de 3 % au lieu de 15 %
- Les dépenses de R&D réalisées en Serbie sont reconnues au double (200 %), y compris les salaires, les matériaux, les amortissements et les services de prestataires en Serbie
- La combinaison de l'IP Box et de la double déduction peut ramener l'impôt sur les sociétés à 0 %
- Crédit d'impôt de 30 % sur les investissements au capital d'une startup innovante (jusqu'à 100 millions de RSD) pour les sociétés investisseuses
- Les revenus de la vente de la propriété intellectuelle elle-même et des licences dans tous les pays du monde relèvent du régime
- Les dividendes versés aux non-résidents sont soumis à une retenue à la source de 20 % ou au taux de la convention fiscale (plus de 60 conventions, dont Chypre, Malte, les EAU)

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Dépôt du droit d'auteur sur le logiciel auprès du ZIS avant l'application de l'avantage ; les nouvelles versions font l'objet d'un nouveau dépôt
- Approche nexus : l'avantage est proportionnel à la part des dépenses qualifiées de développement en Serbie dans le total des dépenses liées à l'actif
- Pour la double déduction : au moins 90 % des salariés affectés au projet de R&D travaillent sur le territoire serbe, et le projet est formalisé avec des objectifs, un budget et des résultats
- Comptabilité séparée des revenus et des dépenses pour chaque actif de PI et chaque projet de R&D, documentation conservée 10 ans
- Le développement sur commande dans le cadre d'un contrat avec un client, où les droits sont transférés au client, ne génère pas de revenu qualifié

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la d.o.o. auprès de l'APR

Déposez la demande électronique auprès de l'Agence des registres commerciaux (apr.gov.rs) via le portail eRegistracija, avec les statuts, les passeports des associés et la nomination du directeur. Capital social à partir de 100 RSD. L'immatriculation prend 3–5 jours ouvrés ; vous obtenez la décision d'immatriculation et le numéro fiscal PIB.

02

Étape 2. Enregistrement fiscal et banque

Ouvrez un compte dans une banque serbe, immatriculez-vous à la TVA au-delà de 8 millions de RSD de chiffre d'affaires (ou volontairement), enregistrez-vous auprès de l'Administration fiscale (purs.gov.rs) et des caisses via le Registre central de l'assurance sociale obligatoire. Le directeur non résident reçoit un numéro d'identification serbe.

03 **Étape 3. Dépôt du logiciel auprès du ZIS**

Déposez auprès de l'Office de la propriété intellectuelle (zis.gov.rs) une demande de dépôt d'œuvre avec le code source ou une partie de celui-ci, une description et les données sur l'auteur et le titulaire des droits, et réglez la taxe. Le certificat est délivré en ≈ 2–4 semaines.

04 **Étape 4. Formalisation des projets de R&D**

Constituez une documentation de projet pour chaque projet de R&D (objectifs, hypothèses, budget, composition de l'équipe, rapport de résultats), mettez en place une comptabilité séparée des dépenses et du temps de travail. Les règles de formalisation sont fixées par le règlement du ministère des Finances sur la déduction R&D.

05 **Étape 5. Application des avantages dans la déclaration**

Dans la déclaration fiscale annuelle (PDP), déposée avec le bilan avant le 30 juin, déclarez l'exclusion de 80 % des revenus qualifiés sur le formulaire OKP et la double déduction sur le formulaire annexé au bilan. En cas de contrôle, l'administration fiscale demande le calcul nexus et les certificats du ZIS.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Statuts et décision d'immatriculation de l'APR, PIB, spécimen de signatures
- Passeports des associés et du directeur ; pour les associés personnes morales, extrait du registre apostillé et traduit
- Certificats du ZIS attestant le dépôt du logiciel
- Documentation de projet R&D conforme au règlement du ministère des Finances
- Comptabilité séparée des revenus et dépenses par actif de PI avec calcul nexus
- États financiers annuels et déclaration PDP avec les formulaires relatifs aux avantages

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits APR pour l'immatriculation d'une d.o.o. (à partir du 1er janvier 2026)	**≈ 8 000 RSD (≈ 75 $), à vérifier à la date du dépôt**
Légalisation notariale des signatures et traductions	**≈ 100–300 € (≈ 115–350 $)**
Taxe ZIS pour le dépôt d'une œuvre	**≈ 5 000–10 000 RSD (≈ 45–95 $), à vérifier à la date du dépôt**
Comptable et déclarations, par an	**≈ 1 800–4 800 € (≈ 2 100–5 500 $)**
Siège social et accompagnement de l'immatriculation	**≈ 300–1 000 € (≈ 350–1 150 $)**

Délais

1–2 semaines pour la société et le compte, 3–6 semaines pour le dépôt du logiciel ; l'avantage s'applique dès le premier exercice.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- États financiers annuels à l'APR avant le 30 juin et déclaration fiscale PDP avec les formulaires relatifs aux avantages
- Déclarations mensuelles sur les salaires (PPP-PD) et de TVA (si immatriculé), acomptes d'impôt sur les sociétés
- Nouveau dépôt des versions substantiellement nouvelles du logiciel et tenue d'un registre des actifs de PI
- Conservation de la documentation de projet R&D et des calculs nexus pendant 10 ans
- Audit en cas de dépassement des seuils (moyennes et grandes entreprises au sens de la loi comptable)

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Sans dépôt auprès du ZIS avant l'exercice concerné, l'avantage IP Box ne s'applique pas ; déposez dès la création du produit
- ⚠ Les dépenses liées à des développeurs affiliés à l'étranger réduisent le coefficient nexus, gardez le cœur de l'équipe en Serbie
- ⚠ La double déduction exige qu'au moins 90 % de l'équipe R&D soit en Serbie ; des salariés à distance dans d'autres pays cassent cette condition
- ⚠ Les paiements à des freelances non résidents sont soumis à une retenue à la source de 20 % sur les redevances et les services en l'absence de convention fiscale
- ⚠ Les dividendes versés à un fondateur étranger subissent 20 % de retenue à la source sans convention fiscale, planifiez la structure de détention à l'avance

LIENS OFFICIELS

Agence des registres commerciaux (APR) https://www.apr.gov.rs

Administration fiscale de Serbie https://www.purs.gov.rs

Office de la propriété intellectuelle (ZIS) https://www.zis.gov.rs

Portail Startap (avantages, officiel) https://startap.gov.rs

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · STATUT D'ENTREPRISE

Avantages pour les startups innovantes et le personnel R&D

Qui peut devenir résident

Startup innovante : société serbe de moins de 3 ans dotée d'un produit innovant, dont les fondateurs personnes physiques détenant au moins 5 % sont salariés sous contrat de travail, et où aucune personne morale ne détient 25 % ou plus. Les avantages pour le personnel R&D sont ouverts à toute société menant de la R&D en Serbie. Fondateurs et salariés étrangers admis.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Pendant 36 mois à compter de l'immatriculation, les salaires des fondateurs sont exonérés d'impôt sur le revenu et de toutes cotisations dans la limite de 150 000 RSD brut par mois et par personne
- 70 % de l'impôt sur le revenu et 100 % des cotisations retraite ne sont pas dus sur les salaires des salariés directement affectés à la R&D, au prorata du temps consacré à la R&D
- Les nouveaux résidents (étrangers et Serbes de retour) dont le salaire dépasse le seuil bénéficient d'une exonération de 70 % d'impôt sur le revenu et de cotisations pendant 5 ans
- Les investisseurs dans une startup obtiennent un crédit d'impôt de 30 % de leur apport
- Subventions du Fonds pour l'innovation : mini grants jusqu'à 80 000 € et matching grants jusqu'à 300 000 € avec cofinancement
- Cumulable avec l'IP Box et la double déduction R&D

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Pour la startup : moins de 3 ans, produit innovant, fondateurs détenant au moins 5 % sous contrat de travail, personnes morales à moins de 25 %
- La startup n'est pas issue de la réorganisation d'une société existante et n'a pas changé d'activité principale
- Pour les avantages du personnel R&D : projet de R&D en Serbie, suivi du temps des salariés, 90 % de l'équipe du projet en Serbie
- Pour les nouveaux résidents : salaire au moins égal au seuil fixé (≈ 300 000 RSD brut par mois, indexé), absence de résidence en Serbie pendant les 24 mois précédant l'embauche
- Paiement des salaires dans les délais et dépôt des déclarations PPP-PD

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société avec des fondateurs personnes physiques

Immatriculez la d.o.o. auprès de l'APR de sorte que les fondateurs personnes physiques détiennent au moins 5 % chacun et que la part des personnes morales reste inférieure à 25 %. Signez les contrats de travail avec les fondateurs dès le premier mois.

02

Étape 2. Preuve du caractère innovant

Préparez une description du produit et une preuve de son caractère innovant (inscription au registre de l'activité d'innovation du ministère de la Science, participation aux programmes du Fonds pour l'innovation ou d'un parc scientifique et technologique). Pour l'administration fiscale, une auto-évaluation selon les critères de la loi suffit, mais le registre renforce la position.

03 Étape 3. Application de l'exonération sur les salaires

Dans la déclaration mensuelle PPP-PD, indiquez le code d'avantage pour les fondateurs de startup et pour le personnel R&D, et tenez un relevé du temps consacré à la R&D. L'administration fiscale vérifie les conditions a posteriori, aucune approbation distincte n'est requise.

04 Étape 4. Subventions et titre de séjour

Candidatez auprès du Fonds pour l'innovation (inovacionifond.rs) à un appel ouvert ; si nécessaire, obtenez pour les fondateurs et les salariés le permis unique de séjour et de travail via le portail welcometoserbia.gov.rs, délai 15–30 jours.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Statuts et extrait APR avec la structure de détention
- Contrats de travail des fondateurs et des salariés R&D
- Description du produit et preuve du caractère innovant, le cas échéant certificat du registre de l'activité d'innovation
- Relevés de temps consacré à la R&D par projet
- Déclarations mensuelles PPP-PD avec les codes d'avantage

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits APR pour l'immatriculation	**≈ 8 000 RSD (≈ 75 $)**
Inscription au registre de l'activité d'innovation	**≈ 0 €, à vérifier à la date du dépôt**
Permis unique de séjour et de travail (droits)	**≈ 150–250 € (≈ 170–290 $), à vérifier à la date du dépôt**

Délais

L'exonération sur les salaires des fondateurs s'applique dès le premier mois suivant l'immatriculation ; les formalités prennent 2–4 semaines, le titre de séjour 1–2 mois.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclarations mensuelles PPP-PD avec les codes d'avantage et paiement des salaires dans les délais
- Maintien de la structure de détention (personnes morales à moins de 25 %) pendant les 36 mois
- Tenue des relevés de temps R&D et de la documentation de projet
- États financiers annuels à l'APR et déclaration fiscale PDP

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ L'entrée d'un investisseur personne morale avec 25 % ou plus met fin à l'avantage des fondateurs dès ce mois-là
- ⚠ La part du salaire d'un fondateur dépassant 150 000 RSD brut est imposée
- ⚠ L'avantage pour le personnel R&D ne s'applique qu'au temps consacré à la R&D ; le travail administratif des mêmes personnes est imposé intégralement
- ⚠ Les startups fonctionnant en sous-traitance sans produit propre ne sont pas reconnues comme innovantes par l'administration fiscale

LIENS OFFICIELS

Portail Startap : avantage pour les fondateurs https://startap.gov.rs/en/benefits-incentives/tax-exemption-for-startup-founders/

Fonds pour l'innovation de Serbie https://www.inovacionifond.rs

Welcome to Serbia (permis unique) https://welcometoserbia.gov.rs

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · ZONE FRANCHE

Zones franches de Serbie (15 zones, loi sur les zones franches)

Qui peut devenir résident

Société immatriculée en Serbie (y compris à capitaux étrangers) ayant conclu un contrat avec la société gestionnaire de l'une des 15 zones (Belgrade, Novi Sad, Subotica, Pirot, Zrenjanin, Kragujevac, Šabac, Užice, Svilajnac, Smederevo, Kruševac, Apatin, Vranje, Priboj, Šumadija) et obtenu le statut d'utilisateur de la zone. Les zones visent la production, la logistique et l'export ; pour les sociétés IT, l'utilité pratique est limitée.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération de TVA sur l'importation de biens dans la zone, sur les services à l'intérieur de la zone et entre utilisateurs de zones différentes ; pour les utilisateurs industriels, également sur l'énergie
- Exonération de droits de douane sur les équipements, matières premières et matériaux de construction destinés à l'activité dans la zone
- Libre transfert des bénéfices et des recettes à l'étranger sans autorisation ni frais
- Avantages locaux sur la taxe foncière et les redevances municipales, sur décision de la municipalité
- Procédures douanières simplifiées et location préférentielle de terrains et de locaux

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Contrat avec la société gestionnaire de la zone et approbation de l'Administration des zones franches rattachée au ministère des Finances
- Implantation physique de l'activité sur le territoire de la zone
- Comptabilité séparée des opérations à l'intérieur de la zone et sur le reste du territoire serbe
- Comptabilité douanière des biens entrant et sortant de la zone

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Choix de la zone et demande à la société gestionnaire**

Adressez-vous à la société gestionnaire de la zone avec une description de l'activité, des besoins en surface et du volume d'importation, et obtenez une offre de location et de conditions.

02 **Étape 2. Contrat et statut d'utilisateur**

Signez le contrat avec la société gestionnaire ; elle transmet les données à l'Administration des zones franches (usz.gov.rs), après quoi la société est inscrite au registre des utilisateurs. Délai ≈ 2–4 semaines.

03 **Étape 3. Enregistrement douanier**

Enregistrez-vous auprès du bureau de douane de la zone, mettez en place la comptabilité des entrées et sorties et, si nécessaire, obtenez l'autorisation de procédures simplifiées.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Extrait APR et PIB
- Description de l'activité et plan d'implantation dans la zone
- Contrat de bail avec la société gestionnaire
- Formulaires d'enregistrement douanier

COÛTS

POSTE	MONTANT
Location de bureau ou de local de production dans la zone	**≈ 3–8 € le m² par mois, à vérifier à la date du dépôt**
Frais administratifs de la société gestionnaire	**≈ selon la zone, à vérifier à la date du dépôt**

Délais

1–2 mois de la prise de contact avec la zone au statut d'utilisateur.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Comptabilité séparée et déclarations douanières pour les opérations de la zone
- Respect du contrat avec la société gestionnaire et du règlement de la zone
- Paiement de l'impôt sur les sociétés de 15 % selon les règles générales, la zone franche ne l'annule pas

PIÈGES À ÉVITER

- La zone franche n'exonère ni de l'impôt sur les sociétés ni des charges sur salaires ; pour un studio IT, l'avantage se limite à la TVA sur l'importation d'équipements
- Les services rendus à des clients hors zone sont soumis à la TVA selon les règles ordinaires
- Les zones sont situées dans des secteurs industriels, l'infrastructure de bureaux est limitée

LIENS OFFICIELS

Administration des zones franches de Serbie https://www.usz.gov.rs

Gouvernement de Serbie sur les zones franches https://www.srbija.gov.rs/tekst/en/130037/free-zones-.php

Zone franche de Belgrade https://www.freezonebelgrade.org

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Raiffeisen, UniCredit, OTP, Banca Intesa, AIK et Erste ouvrent le compte d'une société à associés étrangers en 1–3 semaines, souvent avec une visite en personne du directeur. Selon la loi sur les changes, les contrats avec des non-résidents sont conclus en devises, tandis que les règlements entre résidents se font uniquement en dinars ; les recettes de clients étrangers arrivent par SWIFT en USD et en EUR sans restriction. La Serbie n'a pas rejoint les sanctions ; les virements depuis la Russie sont possibles via certaines banques, mais ils sont contrôlés, renseignez-vous auprès de la banque concernée.

Visas et résidence

Depuis 2024, un permis unique de séjour et de travail d'une durée allant jusqu'à 3 ans s'applique ; le fondateur et les salariés l'obtiennent via le portail welcometoserbia.gov.rs en 15–30 jours sur la base d'un contrat de travail ou de la détention de la société. Les citoyens de Russie, de Biélorussie et de plusieurs autres pays entrent sans visa pour 30 jours.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Serbie verse la marge au holding sur un bénéfice imposé à 15 %, et à 3 % ou moins en cas de dépôt du produit auprès du ZIS et de R&D en Serbie ; de plus, pendant les 36 premiers mois, les salaires des fondateurs sont exempts d'impôts. Les clients en Serbie paient en dinars, les clients étrangers en EUR et USD sur le compte en devises ; le paiement au holding en USD pour les licences et les services est comptabilisé comme une charge au titre d'un contrat avec un non-résident et part par virement SWIFT, avec notification du contrat à la banque. Tenez compte de la retenue à la source de 20 % sur les redevances et les services versés à des non-résidents en l'absence de convention fiscale.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les droits APR pour l'immatriculation d'une d.o.o. ont changé au 1er janvier 2026 (≈ 8 000 RSD), à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Le seuil de salaire pour l'avantage des nouveaux résidents et le plafond de 150 000 RSD pour les fondateurs de startups peuvent être indexés, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Il n'existe pas de zones franches IT distinctes en Serbie ; les parcs scientifiques et technologiques (Belgrade, Novi Sad, Niš, Čačak) offrent infrastructure et accompagnement, mais pas de régime fiscal distinct.

⚠ La double déduction R&D et l'IP Box sont contrôlées par l'administration fiscale sur la base de la documentation ; vérifiez les exigences du règlement du ministère des Finances à la date du dépôt.

⚠ La Serbie n'applique pas les sanctions de l'UE, mais les banques limitent d'elles-mêmes les opérations avec des contreparties russes, et les États-Unis et l'UE surveillent le transit.

LT

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · LITUANIE

Lituanie:
Zones économiques franches : 0 % d'impôt sur les sociétés pendant 10 ans, puis la moitié du taux pendant 6 ans

Sept zones économiques franches (Kaunas, Klaipėda, Šiauliai, Panevėžys, Kėdainiai, Marijampolė, Akmenė) accordent 0 % d'impôt sur les sociétés les 10 premières années et la moitié du taux standard les 6 années suivantes, sans taxe foncière et avec exonération des dividendes. Pour les sociétés de services et IT, le seuil d'entrée est un investissement de 100 000 € et au moins 20 salariés dans la zone ; pour la production, 1 million d'euros. Hors zones s'applique le régime général : à partir de 2026, impôt sur les sociétés de 17 %, 7 % pour les petites sociétés, 0 % les deux premières années pour les nouvelles petites sociétés, triple déduction de la R&D et 5 % sur les bénéfices tirés de la commercialisation des développements propres.

FEZ : 0 % d'impôt sur les sociétés 10 ans, puis ≈ 8,5 % pendant 6 ans

Ni taxe foncière ni impôt sur les dividendes en FEZ

Triple déduction R&D et 5 % sur les bénéfices des développements propres

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Zones économiques franches (LEZ) : Kaunas, Klaipėda, Šiauliai, Panevėžys, Kėdainiai, Marijampolė, Akmenė
zone franche →

03 · Régime général : petites sociétés, triple déduction R&D et taux de 5 % sur les développements propres
régime fiscal →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Lituanie: ce que le pays offre à l'IT

Sept zones économiques franches (Kaunas, Klaipėda, Šiauliai, Panevėžys, Kėdainiai, Marijampolė, Akmenė) accordent 0 % d'impôt sur les sociétés les 10 premières années et la moitié du taux standard les 6 années suivantes, sans taxe foncière et avec exonération des dividendes. Pour les sociétés de services et IT, le seuil d'entrée est un investissement de 100 000 € et au moins 20 salariés dans la zone ; pour la production, 1 million d'euros. Hors zones s'applique le régime général : à partir de 2026, impôt sur les sociétés de 17 %, 7 % pour les petites sociétés, 0 % les deux premières années pour les nouvelles petites sociétés, triple déduction de la R&D et 5 % sur les bénéfices tirés de la commercialisation des développements propres.

L'essentiel en 30 secondes

- FEZ : 0 % d'impôt sur les sociétés 10 ans, puis ≈ 8,5 % pendant 6 ans
- Ni taxe foncière ni impôt sur les dividendes en FEZ
- Triple déduction R&D et 5 % sur les bénéfices des développements propres
- Nouvelles petites sociétés : 0 % les deux premières années

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Zones économiques franches (LEZ) : Kaunas, Klaipėda, Šiauliai, Panevėžys, Kėdainiai, Marijampolė, Akmenė	zone franche	Société lituanienne (UAB ou succursale), y compris à capital étranger à 100 %, ayant conclu un contrat avec la société gestionnaire de la zone et immatriculée...
Régime général : petites sociétés, triple déduction R&D et taux de 5 % sur les développements propres	régime fiscal	Toute société lituanienne, y compris à fondateurs étrangers. Taux de 7 % pour les sociétés jusqu'à 10 salariés et 300 000 € de revenus par an (en l'absence de...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode dans une zone lituanienne, avec un effectif d'au moins 20 personnes, verse la marge à la holding sur un bénéfice imposé à 0 % pendant les 10 premières années, tandis qu'un petit studio hors zone travaille à 7 %, ou à 0 % les deux premières années. Les clients paient en euros via SEPA, les versements à la holding en USD pour licences et services partent par virement SWIFT sans contrôle des changes, et les dividendes vers les pays conventionnés ou l'UE ne subissent pas de retenue à la source. Limite : contrôles stricts des banques au titre des sanctions pour les propriétaires originaires de la CEI.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

Zones économiques franches (LEZ) : Kaunas, Klaipėda, Šiauliai, Panevėžys, Kėdainiai, Marijampolė, Akmenė

Qui peut devenir résident

Société lituanienne (UAB ou succursale), y compris à capital étranger à 100 %, ayant conclu un contrat avec la société gestionnaire de la zone et immatriculée à une adresse dans la zone. Pour les sociétés de services (IT, développement logiciel, centres de services), il faut un investissement d'au moins 100 000 € et un effectif moyen d'au moins 20 salariés dans la zone ; pour la production et la logistique, un investissement d'au moins 1 million d'euros. Au moins 75 % des revenus doivent provenir de l'activité exercée dans la zone.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- 0 % d'impôt sur les sociétés pendant les 10 premières périodes fiscales à compter de l'obtention du statut, puis 50 % du taux standard (≈ 8,5 % pour un taux de 17 %) pendant 6 ans de plus
- 0 % de taxe foncière sur les biens situés dans la zone pendant toute la période
- Dividendes versés aux investisseurs étrangers par une société de zone exonérés de retenue à la source (16 % en standard)
- Infrastructure prête à l'emploi : terrains, bureaux, espaces de coworking dans les zones de Kaunas et de Klaipėda, aide de la société gestionnaire pour les autorisations
- Cumul possible avec les avantages généraux : triple déduction R&D, amortissement accéléré, subventions d'Invest Lithuania
- Société de l'UE à part entière : numéro de TVA, SEPA, libre embauche de citoyens de l'UE

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Investissement en immobilisations : ≥ 100 000 € pour les sociétés de services avec un effectif ≥ 20 personnes, ≥ 1 000 000 € pour la production et la logistique
- Contrat avec la société gestionnaire de la zone et activité effective sur le territoire de la zone
- Au moins 75 % des revenus issus de l'activité dans la zone (les services peuvent être rendus à des clients du monde entier, c'est le lieu d'exécution qui compte)
- Comptabilité séparée des revenus de la zone et des autres revenus
- Activité autorisée par le règlement de la zone ; services financiers et négoce exclus
- Respect des règles de l'UE sur les aides régionales : l'avantage est limité par les plafonds d'aide pour les grands projets

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Négociations avec la société gestionnaire de la zone

Contactez Kaunas FEZ (ftz.lt), Klaipėda FEZ (fez.lt) ou une autre zone via Invest Lithuania (investlithuania.com) avec la description du projet, le plan d'investissement et d'embauche. La société gestionnaire confirme la conformité aux critères et propose des locaux. Compter 2–4 semaines.

02

Étape 2. Immatriculation de l'UAB

Réservez la dénomination et immatriculez l'UAB auprès du Centre des registres (registrucentras.lt), en ligne avec une signature électronique qualifiée ou via un notaire. Capital social à partir de 1 000 €, siège social dans la zone. Avec signature électronique : 1–3 jours ouvrés ; via notaire : 5–10 jours.

03 **Étape 3. Contrat d'activité dans la zone et statut**

Signez avec la société gestionnaire le contrat d'activité dans la zone et le bail ; la société gestionnaire inscrit la société au registre des entreprises de la zone et en informe l'administration fiscale (VMI). Les 10 ans à 0 % courent à partir de ce moment.

04 **Étape 4. Enregistrement fiscal et social**

Immatriculez-vous à la TVA auprès de la VMI au-delà de 45 000 € de chiffre d'affaires (ou volontairement), inscrivez-vous comme employeur auprès de la Sodra, connectez-vous aux systèmes électroniques EDS et Sodra. Compter ≈ 1 semaine.

05 **Étape 5. Atteinte du seuil d'investissement et reporting**

Réalisez l'investissement de 100 000 € (équipements, logiciels, aménagement des bureaux) et portez l'effectif à 20 personnes dans les délais prévus au contrat. Dans la déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés (PLN204), appliquez l'avantage de la zone et justifiez le respect des conditions à la demande de la société gestionnaire et de la VMI.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Business plan avec plan d'investissement et d'embauche sur 3–5 ans
- Documents constitutifs de l'UAB, extrait du Centre des registres, code de la société
- Passeports et justificatifs de domicile des fondateurs et du directeur ; pour les fondateurs personnes morales, extrait apostillé
- Contrat d'activité dans la zone et bail
- Justificatifs des investissements : factures, procès-verbaux de réception, bilan
- Liste des salariés inscrits à la Sodra

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits du Centre des registres pour l'immatriculation de l'UAB	**≈ 30–60 € (≈ 35–70 $), avec notaire ≈ 150–300 € en plus**
Capital social minimum de l'UAB	**1 000 € (≈ 1 150 $)**
Location de bureau dans la zone, par m² et par mois	**≈ 8–15 € (≈ 9–17 $), à vérifier à la date du dépôt**
Investissement minimum pour une société de services	**100 000 € (≈ 115 000 $)**
Frais administratifs de la société gestionnaire de la zone	**≈, selon la zone et la surface, à vérifier à la date du dépôt**
Comptable et reporting, par an	**≈ 2 400–6 000 € (≈ 2 800–6 900 $)**

Délais

1–2 mois du premier contact avec la zone à l'obtention du statut ; l'atteinte des seuils d'investissement et d'effectif se fait selon le contrat, généralement en 1–3 ans.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Maintien d'un effectif d'au moins 20 salariés et des investissements sur le territoire de la zone, confirmation annuelle à la société gestionnaire
- Déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés avant le 15 juin et états financiers au Centre des registres avant le 31 mai
- Déclarations mensuelles de salaires (GPM313) et Sodra, déclaration de TVA mensuelle ou trimestrielle
- Comptabilité séparée des revenus de la zone, au moins 75 % issus de l'activité dans la zone

- ✦ Audit en cas de dépassement des seuils (deux des trois : chiffre d'affaires 3,5 millions d'euros, actifs 1,8 million d'euros, 50 salariés)

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les salariés à distance hors de la zone ne comptent pas dans les 20 personnes ; une présence physique et une adresse de travail dans la zone sont requises
- ⚠ Le seuil de 20 salariés est élevé pour un studio IT ; avec un effectif plus réduit, le régime général à 7 % pour les petites sociétés et 5 % sur les développements propres est plus avantageux
- ⚠ Seuls les investissements en immobilisations sont pris en compte ; loyers et salaires ne comptent pas
- ⚠ Le décompte des 10 ans commence au statut, pas au premier bénéfice ; des années de démarrage déficitaires consomment la période d'avantage
- ⚠ Les fondateurs hors UE passent un KYC renforcé dans les banques ; pour les citoyens de Russie et du Bélarus, l'immatriculation de sociétés et l'ouverture de comptes sont pratiquement inaccessibles

LIENS OFFICIELS

Invest Lithuania : zones économiques franches https://investlithuania.com/free-economic-zones/

Kaunas FEZ https://ftz.lt/en/

Klaipėda FEZ https://www.fez.lt/en/

Centre des registres (immatriculation des sociétés) https://www.registrucentras.lt

Inspection des impôts VMI https://www.vmi.lt

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · RÉGIME FISCAL

Régime général : petites sociétés, triple déduction R&D et taux de 5 % sur les développements propres

Qui peut devenir résident

Toute société lituanienne, y compris à fondateurs étrangers. Taux de 7 % pour les sociétés jusqu'à 10 salariés et 300 000 € de revenus par an (en l'absence de sociétés liées dépassant ensemble le seuil), 0 % pendant les deux premières périodes fiscales pour les nouvelles petites sociétés dont les fondateurs sont des personnes physiques. Taux de 5 % sur les bénéfices tirés de la commercialisation d'actifs créés dans le cadre d'une R&D propre.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Taux standard d'impôt sur les sociétés de 17 % à partir de 2026, 7 % pour les petites sociétés, 0 % les deux premières années pour les nouvelles petites sociétés
- Dépenses de R&D déductibles au triple (300 %), amortissement accéléré des actifs de R&D
- Bénéfices tirés de l'exploitation et de la vente de logiciels et de brevets issus d'une R&D propre imposés à 5 % (approche nexus)
- Déduction immédiate des équipements et logiciels l'année de l'achat à partir de 2026
- Visa start-up pour les fondateurs de pays tiers, titre de séjour via Startup Lithuania
- Pas d'impôt sur les dividendes en vertu de la directive de l'UE et des conventions fiscales, retenue à la source de 16 % en standard

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Pour le 7 % : jusqu'à 10 salariés et 300 000 € de revenus, le fondateur ne contrôle pas d'autres sociétés dépassant les seuils
- Pour le 0 % pendant deux ans : société nouvelle, fondateurs personnes physiques, absence de réorganisation et de sociétés liées
- Pour la triple déduction : projet de R&D documenté présentant une incertitude scientifique ou technologique ; sur demande, avis de l'Agence pour la science, l'innovation et la technologie
- Pour le 5 % : actif créé par une R&D propre en Lituanie, comptabilité séparée des revenus et des dépenses liés à l'actif
- Société résidente fiscale avec direction effective en Lituanie

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Immatriculation de l'UAB**

Via le Centre des registres, en ligne avec signature électronique (fondateurs de l'UE) ou via un notaire par procuration (fondateurs de pays tiers), capital à partir de 1 000 €, siège social en Lituanie. 1–10 jours ouvrés.

02 **Étape 2. Enregistrement fiscal**

L'enregistrement auprès de la VMI est automatique d'après les données du Centre des registres ; déposez séparément la demande d'immatriculation à la TVA au-delà de 45 000 € de chiffre d'affaires et l'inscription comme employeur auprès de la Sodra.

03

Étape 3. Formalisation des projets de R&D

Décrivez les projets de R&D selon la méthodologie de la VMI, tenez un suivi des dépenses et du temps et, si vous le souhaitez, obtenez un avis d'expert de l'Agence de l'innovation sur la conformité aux critères de R&D pour sécuriser la déduction.

04

Étape 4. Application des avantages dans la déclaration

Dans la déclaration annuelle PLN204, avant le 15 juin, déclarez le taux de 7 % ou de 0 %, la triple déduction R&D et le taux de 5 % sur les revenus des actifs propres, en joignant les calculs.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Documents constitutifs de l'UAB et extrait du Centre des registres
- Passeports des fondateurs ; pour les pays tiers, procuration notariée avec apostille
- Documentation des projets de R&D et suivi des dépenses
- Registre des actifs de PI avec calcul nexus pour le taux de 5 %
- États financiers et déclaration PLN204

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits du Centre des registres	**≈ 30–60 € (≈ 35–70 $)**
Notaire et traductions pour les fondateurs de pays tiers	**≈ 300–600 € (≈ 350–700 $)**
Siège social, par an	**≈ 200–600 € (≈ 230–700 $)**
Visa start-up (droits pour le titre de séjour)	**≈ 160–240 € (≈ 185–275 $), à vérifier à la date du dépôt**

Délais

1–2 semaines pour la société ; les avantages s'appliquent dès le premier exercice.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés et états financiers au Centre des registres
- Déclarations mensuelles de salaires et Sodra, déclarations de TVA
- Conservation de la documentation R&D et des calculs nexus
- Suivi des seuils des petites sociétés ; en cas de dépassement, passage à 17 %

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le seuil de 300 000 € de revenus pour le 7 % se calcule en incluant les sociétés liées du fondateur
- ⚠ Le développement sur commande ne crée pas d'actif éligible au 5 % ; seuls les produits et licences propres comptent
- ⚠ Sans signature électronique de l'UE, l'immatriculation passe par un notaire et prend plus de temps
- ⚠ Les dividendes versés à des non-résidents sans convention fiscale sont imposés à 16 %

LIENS OFFICIELS

Ministère des Finances : avantages fiscaux à l'investissement et à l'innovation https://finmin.lrv.lt/en/competence-areas/taxation/tax-incentives-for-investment-and-innovations/

Startup Lithuania (visa start-up) https://www.startuplithuania.com

Département des migrations (MIGRIS) https://www.migracija.lt

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte est ouvert par Swedbank, SEB, Luminor, Citadele, Šiaulių bankas, ainsi que par les fintechs agréées en Lituanie Revolut Bank, Paysera et autres, en 1–4 semaines, avec un KYC renforcé pour les fondateurs hors UE. Aucune restriction de change, encaissement des paiements en EUR via SEPA et en USD via SWIFT. Les restrictions liées aux sanctions sont les plus strictes de la région : les clients titulaires d'un passeport russe ou bélarusse se voient, en règle générale, refuser l'ouverture d'un compte.

Visas et résidence

Un fondateur de pays tiers obtient un titre de séjour via le visa start-up (Startup Lithuania, la commission évalue le projet en ≈ 1 mois) ou via la détention d'une société avec investissements et embauches ; les salariés via la carte bleue européenne ou un titre de séjour salarié en 1–3 mois. Après 5 ans, la résidence permanente est accessible.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode dans une zone lituanienne, avec un effectif d'au moins 20 personnes, verse la marge à la holding sur un bénéfice imposé à 0 % pendant les 10 premières années, tandis qu'un petit studio hors zone travaille à 7 %, ou à 0 % les deux premières années. Les clients paient en euros via SEPA, les versements à la holding en USD pour licences et services partent par virement SWIFT sans contrôle des changes, et les dividendes vers les pays conventionnés ou l'UE ne subissent pas de retenue à la source. Limite : contrôles stricts des banques au titre des sanctions pour les propriétaires originaires de la CEI.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Depuis le 1er janvier 2026, le taux standard d'impôt sur les sociétés est relevé de 16 % à 17 %, le taux des petites sociétés de 6 % à 7 %, et la période à taux zéro des nouvelles petites sociétés est prolongée à deux ans ; à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les seuils d'entrée dans les zones pour les sociétés de services (100 000 € et 20 salariés) sont confirmés par les documents de Kaunas FEZ ; les conditions des autres zones peuvent différer, renseignez-vous auprès de la société gestionnaire.
- ⚠ Il n'existe pas de zones IT dédiées en Lituanie ; les zones économiques franches sont orientées vers la production, mais Kaunas et Klaipėda accueillent des sociétés de services et IT.
- ⚠ Les droits du Centre des registres et du Département des migrations sont indexés ; à vérifier à la date du dépôt.

⚠ Les sanctions de l'UE s'appliquent intégralement ; la Lituanie restreint en outre la délivrance de titres de séjour et l'ouverture de comptes aux citoyens de Russie et du Bélarus.

EE

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · ESTONIE

Estonie: e-Residency et 0 % sur les bénéfices non distribués : une société de l'UE entièrement en ligne

L'Estonie n'a pas de zones IT ni de technoparcs à avantages fiscaux, le régime est le même pour tous : impôt sur les sociétés de 0 % tant que le bénéfice reste dans la société, et 22/78 (22 % du montant brut) lors de la distribution de dividendes. Grâce au programme e-Residency, le citoyen de tout pays admis reçoit une carte d'identité numérique et immatricule une OÜ en ligne en 1 jour sans se rendre dans le pays, en gérant à distance la société, la banque et les déclarations. Le régime convient aux studios qui réinvestissent leurs bénéfices et travaillent avec des clients de l'UE ; depuis 2022, les demandes des citoyens de Russie et de Biélorussie ne sont plus acceptées.

0 % d'impôt tant que le bénéfice n'est pas distribué

OÜ immatriculée en ligne en 1 jour via l'e-Residency

Capital social à partir de 0,01 €, déclarations entièrement numériques

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · e-Residency et régime de 0 % sur les bénéfices non distribués (OÜ)
régime fiscal →

03 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

04 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Estonie: ce que le pays offre à l'IT

L'Estonie n'a pas de zones IT ni de technoparcs à avantages fiscaux, le régime est le même pour tous : impôt sur les sociétés de 0 % tant que le bénéfice reste dans la société, et 22/78 (22 % du montant brut) lors de la distribution de dividendes. Grâce au programme e-Residency, le citoyen de tout pays admis reçoit une carte d'identité numérique et immatricule une OÜ en ligne en 1 jour sans se rendre dans le pays, en gérant à distance la société, la banque et les déclarations. Le régime convient aux studios qui réinvestissent leurs bénéfices et travaillent avec des clients de l'UE ; depuis 2022, les demandes des citoyens de Russie et de Biélorussie ne sont plus acceptées.

L'essentiel en 30 secondes

- 0 % d'impôt tant que le bénéfice n'est pas distribué
- OÜ immatriculée en ligne en 1 jour via l'e-Residency
- Capital social à partir de 0,01 €, déclarations entièrement numériques
- Société de l'UE avec numéro de TVA et SEPA

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
e-Residency et régime de 0 % sur les bénéfices non distribués (OÜ)	régime fiscal	Personne physique d'un pays admis au programme e-Residency (les citoyens de Russie et de Biélorussie ne sont plus acceptés depuis 2022), qui reçoit une carte...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode avec une OÜ estonienne verse sa marge à la holding avant impôt : les paiements de licences et de services à la holding en USD partent en charge sans retenue à la source, et le bénéfice non distribué est imposé à 0 %. Les clients de l'UE paient en euros via SEPA sur le compte fintech ou bancaire ; conversion en USD et virement SWIFT à la holding sans contrôle des changes. L'impôt de 22/78 n'apparaît qu'au versement de dividendes au propriétaire.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · RÉGIME FISCAL

e-Residency et régime de 0 % sur les bénéfices non distribués (OÜ)

Qui peut devenir résident

Personne physique d'un pays admis au programme e-Residency (les citoyens de Russie et de Biélorussie ne sont plus acceptés depuis 2022), qui reçoit une carte d'identité numérique et immatricule en ligne une société privée estonienne OÜ. Les fondateurs et les directeurs peuvent vivre dans n'importe quel pays ; si le conseil de direction se trouve hors d'Estonie, une adresse de contact et une personne de contact licenciées en Estonie sont obligatoires. Aucune restriction sur le capital étranger.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 0 % sur les bénéfices réinvestis et non distribués, sans limite de durée
- Lors de la distribution de dividendes, impôt de 22/78 sur le montant net (22 % du brut) ; aucune retenue à la source sur les dividendes versés aux non-résidents
- Immatriculation de la société via le portail e-Business Register en quelques heures, capital social à partir de 0,01 € par actionnaire
- Gestion entièrement numérique : signature des documents, rapport annuel, déclarations fiscales via la carte d'identité
- Pas de retenue à la source sur les paiements aux non-résidents pour des services et des licences en l'absence d'établissement stable en Estonie
- Numéro de TVA de l'UE pour les opérations avec des clients de l'UE, autoliquidation pour les services B2B
- Visa start-up et visa nomade numérique pour l'installation du fondateur et des salariés, si souhaité

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Carte e-Residency valide pour le fondateur et le membre du conseil de direction (ou signature électronique qualifiée de l'UE)
- Adresse juridique en Estonie et personne de contact (prestataire licencié) si le conseil de direction est à l'étranger
- Rapport annuel au Registre du commerce dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, même en l'absence d'activité
- Immatriculation à la TVA au-delà de 40 000 € de chiffre d'affaires annuel selon les règles estoniennes
- Gestion réelle de la société : si le directeur est résident fiscal d'un autre pays, ce pays peut considérer la société comme son résident

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Demande d'e-Residency

Déposez la demande sur e-resident.gov.ee avec passeport, photo, motivation et paiement du droit d'État (≈ 100–150 €, 165 € à partir de 2027). La Police et la Garde-frontière examinent la demande en 3–8 semaines, puis la carte est remise au point de retrait choisi (ambassade ou centre de services) lors d'une visite en personne avec prise d'empreintes.

02

Étape 2. Choix du prestataire d'adresse et immatriculation de l'OÜ

Choisissez un prestataire licencié d'adresse juridique et de personne de contact sur le Marketplace e-Residency, puis, sur le portail e-Business Register (ariregister.rik.ee), remplissez les documents constitutifs, signez avec la carte d'identité et réglez le droit d'État de 265 €. L'immatriculation prend de quelques heures à 1 jour ouvré ; vous obtenez le code d'immatriculation et l'extrait.

03

Étape 3. Compte bancaire ou compte de paiement

Ouvrez un compte dans une banque estonienne (LHV accepte les e-résidents ayant un lien avec l'Estonie) ou auprès d'une fintech licenciée dans l'UE (Wise, Revolut Business, Paysera), et versez le capital social. Comptez 1–4 semaines selon le KYC.

04

Étape 4. Enregistrement fiscal

Via le portail e-MTA de l'Office des impôts et des douanes (emta.ee), demandez si nécessaire un numéro de TVA et inscrivez les salariés au registre de l'emploi en cas de recrutement. Sans salariés en Estonie, aucune déclaration de salaires n'est déposée.

05

Étape 5. Déclarations courantes

Chaque mois avant le 10, déposez la déclaration TSD s'il y a eu des versements de dividendes, de salaires ou de rémunérations au conseil de direction ; chaque mois ou chaque trimestre, la déclaration de TVA (KMD) ; chaque année, le rapport annuel au Registre du commerce avant le 30 juin.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeport valide, photo numérique, lettre de motivation pour l'e-Residency
- Carte e-Residency avec codes PIN pour tous les fondateurs et membres du conseil de direction
- Contrat avec le prestataire d'adresse juridique et de personne de contact
- Acte constitutif et statuts (modèles types dans le portail)
- Justificatif de versement du capital social si le capital statutaire dépasse 0,01 €
- Pour la banque : description de l'activité, contrats avec les clients, preuve du lien avec l'Estonie

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droit d'État pour l'e-Residency	**≈ 100–150 € (≈ 115–170 $) selon le lieu de retrait, tarif unique de 165 € à partir du 1er janvier 2027**
Droit d'État pour l'immatriculation de l'OÜ via le portail	**265 € (≈ 305 $)**
Adresse juridique et personne de contact par an	**≈ 200–500 € (≈ 230–580 $)**
Comptable par an pour un chiffre d'affaires modeste	**≈ 600–2 400 € (≈ 700–2 800 $)**
Capital social minimal	**à partir de 0,01 € par actionnaire, en pratique 1–2 500 €**

Délais

5–10 semaines de la demande d'e-Residency à une société opérationnelle avec compte ; l'immatriculation de l'OÜ elle-même prend 1 jour.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel au Registre du commerce avant le 30 juin, amendes et radiation du registre en cas d'omission
- Déclarations TSD en cas de versements et KMD en cas d'immatriculation à la TVA, chaque mois
- Tenue à jour des données sur les bénéficiaires effectifs dans le registre et du contrat avec la personne de contact
- Audit ou examen limité en cas de dépassement des seuils (chiffre d'affaires à partir de 4 millions d'euros ou actifs à partir de 2 millions d'euros, ou 50 salariés, selon deux critères)

- ✦ Renouvellement de la carte e-Residency tous les 5 ans

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Si le directeur gère en permanence la société depuis un autre pays, ce pays peut considérer l'OÜ comme son résident fiscal et imposer le bénéfice à ses propres taux
- ⚠ Les banques estoniennes ouvrent rarement des comptes aux e-résidents sans lien avec l'Estonie, prévoyez un compte fintech à l'avance
- ⚠ La rémunération d'un membre du conseil de direction est imposée en Estonie à 22 % d'impôt sur le revenu, plus 2 % supplémentaires à partir de 2026 pour les versements aux e-résidents ; la taxe sociale de 33 % dépend du pays d'assurance, à vérifier à la date du dépôt
- ⚠ Le salaire d'un salarié non résident pour un travail effectué hors d'Estonie n'est pas imposé en Estonie, mais crée des obligations dans le pays du salarié
- ⚠ Les citoyens de Russie et de Biélorussie ne peuvent pas obtenir l'e-Residency ; les cartes délivrées auparavant ont été annulées pour une partie des titulaires

LIENS OFFICIELS

e-Residency (site officiel) https://www.e-resident.gov.ee

e-Business Register (immatriculation des sociétés) https://ariregister.rik.ee

Office des impôts et des douanes (EMTA) https://www.emta.ee

Startup Estonia (visa start-up) https://startupestonia.ee

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Les banques estoniennes LHV, Swedbank, SEB et Coop Pank ouvrent des comptes aux sociétés d'e-résidents de manière sélective et exigent un lien avec l'Estonie (clients, salariés, bureau), délai 2–6 semaines. La plupart des e-résidents travaillent via Wise, Revolut Business, Paysera et d'autres établissements de paiement licenciés dans l'UE avec IBAN, ce qui permet d'encaisser des EUR via SEPA et des USD via SWIFT. Aucune restriction de change, contrôles de sanctions selon les standards de l'UE.

Visas et résidence

L'e-Residency ne donne aucun droit de séjour ni d'entrée. Pour l'installation du fondateur, il existe le visa start-up (projet approuvé par le comité Startup Estonia, titre de séjour jusqu'à 5 ans) et le visa nomade numérique avec un revenu d'au moins ≈ 4 500 € par mois ; les salariés obtiennent un titre de séjour pour emploi en 1–2 mois.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode avec une OÜ estonienne verse sa marge à la holding avant impôt : les paiements de licences et de services à la holding en USD partent en charge sans retenue à la source, et le bénéfice non distribué est imposé à 0 %. Les clients de l'UE paient en euros via SEPA sur le compte fintech ou bancaire ; conversion en USD et virement SWIFT à la holding sans contrôle des changes. L'impôt de 22/78 n'apparaît qu'au versement de dividendes au propriétaire.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

04 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Il n'existe en Estonie ni zones IT, ni technoparcs à avantages fiscaux, ni IP Box ; le régime de 0 % sur les bénéfices non distribués est commun à toutes les sociétés.
- ⚠ Le taux d'impôt sur les bénéfices distribués est de 22/78 depuis 2025 ; la hausse prévue à 24 % a été annulée en décembre 2025, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ L'impôt sur le revenu supplémentaire de 2 % sur les rémunérations des membres du conseil de direction et certains versements des sociétés d'e-résidents à partir du 1er janvier 2026 provient de synthèses de consultants, vérifiez auprès de l'EMTA à la date du dépôt.
- ⚠ Le droit d'État de l'e-Residency dépend du lieu de retrait (≈ 100–150 €) et deviendra un tarif unique de 165 € à partir du 1er janvier 2027 ; une e-Residency mobile sans retrait de carte est prévue à partir de 2027.
- ⚠ Les demandes d'e-Residency des citoyens de Russie et de Biélorussie ne sont plus acceptées depuis 2022, les sanctions de l'UE s'appliquent intégralement.

MT

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · MALTE

Malte: Remboursement de 6/7 de l'impôt à l'actionnaire : taux effectif ≈5 %, plus licences MGA et MiCA

Malte n'a pas de zones franches IT distinctes ; c'est le système national d'imputation intégrale qui s'applique : la société paie 35 % d'impôt sur les sociétés et l'actionnaire, après distribution des dividendes, obtient le remboursement de 6/7 de l'impôt acquitté, soit un taux effectif ≈5 % sur les revenus d'exploitation. Il est complété par un Patent Box avec déduction de 95 % des revenus tirés des logiciels développés en interne, par les subventions et crédits d'impôt de Malta Enterprise et par le programme Startup Residence pour les fondateurs de pays tiers. Pour le gaming et les services crypto, Malte reste l'une des principales juridictions de licence de l'UE via la MGA et la MFSA (MiCA).

Remboursement de 6/7 de l'impôt : taux effectif ≈5 %

Patent Box : déduction de 95 % des revenus des logiciels propres

Subventions et crédits d'impôt de Malta Enterprise

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · Système d'imputation intégrale et de remboursement de l'impôt (6/7 refund) →
régime fiscal

03 · Malta Enterprise et programme Startup Residence →
statut d'entreprise

04 · Régimes réglementaires : MGA (gaming) et MFSA (MiCA, crypto-actifs) →
statut d'entreprise

05 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

06 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Malte: ce que le pays offre à l'IT

Malte n'a pas de zones franches IT distinctes ; c'est le système national d'imputation intégrale qui s'applique : la société paie 35 % d'impôt sur les sociétés et l'actionnaire, après distribution des dividendes, obtient le remboursement de 6/7 de l'impôt acquitté, soit un taux effectif ≈5 % sur les revenus d'exploitation. Il est complété par un Patent Box avec déduction de 95 % des revenus tirés des logiciels développés en interne, par les subventions et crédits d'impôt de Malta Enterprise et par le programme Startup Residence pour les fondateurs de pays tiers. Pour le gaming et les services crypto, Malte reste l'une des principales juridictions de licence de l'UE via la MGA et la MFSA (MiCA).

L'essentiel en 30 secondes

- Remboursement de 6/7 de l'impôt : taux effectif ≈5 %
- Patent Box : déduction de 95 % des revenus des logiciels propres
- Subventions et crédits d'impôt de Malta Enterprise
- Licences MGA (gaming) et MiCA (crypto) dans l'UE

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Système d'imputation intégrale et de remboursement de l'impôt (6/7 refund)	régime fiscal	Toute société maltaise (Limited), y compris à capital 100 % étranger, dont les actionnaires (personnes physiques ou sociétés de tout pays, hors pays sous…
Malta Enterprise et programme Startup Residence	statut d'entreprise	Sociétés immatriculées à Malte pour les subventions et crédits d'impôt de Malta Enterprise ; fondateurs de pays hors UE et EEE pour le programme Startup…
Régimes réglementaires : MGA (gaming) et MFSA (MiCA, crypto-actifs)	statut d'entreprise	Société maltaise candidate à une licence d'opérateur de jeux d'argent (B2C Gaming Service) ou de fournisseur de solutions de jeu critiques (B2B Critical Gaming…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode à Malte paie la marge à la holding sur un bénéfice effectivement imposé à ≈5 % après remboursement, et encore moins via le Patent Box si les droits sur le produit sont attribués à la société. Les clients de l'UE paient en euros via SEPA, les règlements à la holding en USD pour licences et services sortent sans retenue à la source, et les dividendes du propriétaire également sans retenue. Tenez compte du décalage de trésorerie : les 35 % sont payés immédiatement, le remboursement de 6/7 arrive des semaines plus tard, et l'audit est obligatoire dès la première année.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · RÉGIME FISCAL

Système d'imputation intégrale et de remboursement de l'impôt (6/7 refund)

Qui peut devenir résident

Toute société maltaise (Limited), y compris à capital 100 % étranger, dont les actionnaires (personnes physiques ou sociétés de tout pays, hors pays sous sanctions) sont enregistrés dans le système de remboursement du Commissioner for Revenue. Le remboursement revenant à l'actionnaire, on met généralement en place une structure composée d'une société d'exploitation maltaise et d'une holding (maltaise ou étrangère).

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- La société paie 35 % ; après distribution des dividendes, l'actionnaire obtient le remboursement de 6/7 de l'impôt sur les revenus d'exploitation, soit un taux effectif ≈5 %
- Remboursement de 5/7 sur les intérêts et redevances passifs (≈10 % effectifs), de 2/3 en cas d'imputation d'un impôt étranger, de 100 % en cas de participation qualifiée (participation exemption)
- Patent Box : déduction de 95 % des revenus qualifiés tirés de brevets et de logiciels protégés par le droit d'auteur développés en interne selon l'approche nexus, taux effectif ≈1,75 % ou moins
- Les dividendes versés aux non-résidents, les intérêts et les redevances sortent sans retenue à la source
- Pas d'impôt sur les plus-values lors de la cession par des non-résidents d'actions de sociétés ne détenant pas d'immobilier maltais, plus de 70 conventions de non-double imposition
- Déduction d'intérêts notionnels (NID) sur les fonds propres, en alternative au remboursement
- Les sociétés relevant du Pilier 2 (chiffre d'affaires à partir de 750 millions d'euros) peuvent opter pour un taux fixe de 15 % sans remboursement (FITWI)

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Limited maltaise avec siège social, secrétaire de société et au moins un administrateur, direction effective à Malte pour la résidence fiscale
- Enregistrement des actionnaires dans le système de remboursement auprès du Commissioner for Revenue (CFR) avant la première distribution de dividendes
- Comptabilité séparée par comptes fiscaux (Maltese Taxed Account, Foreign Income Account et autres)
- Audit annuel des comptes obligatoire pour toutes les sociétés, quelle que soit leur taille
- Paiement de l'impôt de 35 % avant la demande de remboursement ; le remboursement est versé après la distribution des dividendes

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société auprès du Malta Business Registry

Par l'intermédiaire d'un prestataire de services aux sociétés, préparez l'acte constitutif et les statuts, nommez un administrateur et un secrétaire, libérez le capital social (minimum 1165 €, libéré à 20 %), déposez les documents en ligne auprès du Malta Business Registry (mbr.mt). L'immatriculation prend 2 à 5 jours ouvrés après le KYC du prestataire ; vous obtenez le certificat et le numéro C.

02 **Étape 2. Enregistrement fiscal et TVA**

Obtenez le numéro fiscal de la société auprès du Commissioner for Revenue (cfr.gov.mt) et le numéro de TVA au-delà du seuil de chiffre d'affaires (≈ 35 000 € pour les services) ou sur option, enregistrez la société comme employeur (numéro PE) et auprès de Jobsplus en cas de recrutement.

03 **Étape 3. Enregistrement des actionnaires dans le système de remboursement**

Déposez auprès du CFR le formulaire d'enregistrement des actionnaires pour le remboursement de l'impôt, avec les données sur les bénéficiaires effectifs et la structure de détention. Sans cet enregistrement, aucun remboursement n'est versé.

04 **Étape 4. Paiement de l'impôt, dividendes et demande de remboursement**

Après l'audit et le dépôt de la déclaration avant le 30 septembre (plus tard en cas de dépôt électronique), payez les 35 %, distribuez les dividendes, déposez la demande de remboursement au nom de l'actionnaire. La loi prévoit le versement dans les 14 jours suivant l'échéance de l'impôt et le dépôt de la demande ; en pratique, comptez 2 à 8 semaines.

05 **Étape 5. Patent Box (facultatif)**

Attribuez les droits sur le logiciel à la société, documentez les dépenses de développement pour le calcul nexus, déposez la notification auprès du CFR selon les Patent Box Deduction Rules et réclamez la déduction de 95 % dans la déclaration.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports, justificatifs de domicile, références bancaires et extraits de casier judiciaire des fondateurs et administrateurs, à la demande du prestataire
- Acte constitutif et statuts, formulaire Form BO1 sur les bénéficiaires effectifs
- Preuve de libération du capital social
- Contrat de siège social et de secrétariat
- Formulaire d'enregistrement des actionnaires pour le remboursement auprès du CFR
- États financiers audités et déclaration fiscale de l'exercice

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits du Malta Business Registry pour l'immatriculation (capital jusqu'à 1 500 €)	**100 € (≈ 115 $) en dépôt électronique, 245 € sur papier, jusqu'à 2 250 € pour un capital élevé**
Capital social minimum	**1 165 €, libéré à 20 % (233 €)**
Redevance annuelle du MBR pour le rapport annuel	**100 € (≈ 115 $) pour un capital jusqu'à 1 500 €**
Prestataire : immatriculation, siège, secrétaire	**≈ 2 000 à 5 000 € (≈ 2 300 à 5 800 $) la première année**
Audit et déclarations fiscales, par an	**≈ 2 500 à 6 000 € (≈ 2 900 à 6 900 $)**
Société holding pour la structure de remboursement	**≈ 1 500 à 3 000 € (≈ 1 700 à 3 500 $) par an en supplément**

Délais

2 à 4 semaines pour l'immatriculation de la société et les numéros fiscaux ; premier remboursement 12 à 18 mois après le début de l'activité, sur la base du premier exercice.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Audit annuel et déclaration fiscale, paiement de l'impôt de 35 % avant le remboursement
- Rapport annuel au MBR et mise à jour du registre des bénéficiaires effectifs dans les 14 jours suivant tout changement
- Déclarations mensuelles FS5 de salaires, déclarations de TVA trimestrielles
- Tenue des comptes fiscaux pour le calcul du remboursement
- Respect de la substance économique : réunions du conseil à Malte, administrateur résident recommandé

PIÈGES À ÉVITER

- Le remboursement revient à l'actionnaire et non à la société : une holding dans le pays du propriétaire peut imposer le remboursement comme un revenu, d'où le recours à une holding maltaise
- Décalage de trésorerie : les 35 % sont payés immédiatement, le remboursement arrive des semaines ou des mois plus tard
- Sans direction effective à Malte, le pays du propriétaire peut considérer la société comme son propre résident
- Les banques maltaises ouvrent lentement les comptes des sociétés IT à propriétaires étrangers, 2 à 4 mois ; beaucoup passent par des établissements de paiement
- L'audit est obligatoire même pour les micro-sociétés, ce qui augmente les coûts fixes

LIENS OFFICIELS

Malta Business Registry https://mbr.mt

Commissioner for Revenue (CFR) https://cfr.gov.mt

Malta Enterprise https://www.maltaenterprise.com

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · STATUT D'ENTREPRISE

Malta Enterprise et programme Startup Residence

Qui peut devenir résident

Sociétés immatriculées à Malte pour les subventions et crédits d'impôt de Malta Enterprise ; fondateurs de pays hors UE et EEE pour le programme Startup Residence, avec un investissement ou un capital libéré d'au moins 25 000 € et un business plan approuvé par Malta Enterprise. Les salariés hautement qualifiés bénéficient d'un taux fixe d'impôt sur le revenu de 15 % dans le cadre des programmes Highly Qualified Persons et Qualifying Employment in Innovation and Creativity.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Business Start : subvention jusqu'à ≈ 10 000 € pour une start-up sur approbation de Malta Enterprise (dépôt des demandes jusqu'au 30 octobre 2026, à vérifier à la date du dépôt)
- Invest et Smart and Sustainable Investment : crédits d'impôt et subventions de 10 à 30 % des investissements en équipement, logiciels et R&D
- Skills Development et Business Development : subventions à la formation et au conseil
- Startup Residence : titre de séjour de 3 ans renouvelable pour 5 ans pour le fondateur, jusqu'à 6 cofondateurs, les familles et les salariés clés
- Taux fixe de 15 % d'impôt sur le revenu pour les spécialistes qualifiés dont le salaire est d'au moins ≈ 45 000 à 86 000 € par an, dans le cadre des programmes HQP et QEIC
- Accompagnement de Business First et Start in Malta pour trouver un bureau et un incubateur

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Pour Startup Residence : société de moins de 7 ans, produit innovant et évolutif, investissement ou capital libéré ≥ 25 000 €, approbation de Malta Enterprise
- Fondateur détenant au moins 25 % (cofondateurs au moins 10 %), casier judiciaire vierge, assurance maladie
- Pour les subventions : immatriculation à Malte, statut de petite ou moyenne entreprise, réalisation du projet à Malte
- Pour HQP et QEIC : contrat avec un salaire supérieur au seuil, qualification et poste figurant dans la liste

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande auprès de Malta Enterprise**

Déposez le business plan et la demande Startup Residence via startup.residencymalta.gov.mt, ou la demande de subvention via le portail de Malta Enterprise, en joignant les profils des fondateurs et le modèle financier. Malta Enterprise se prononce en ≈ 4 à 8 semaines et délivre une lettre de soutien.

02 **Étape 2. Immatriculation de la société et apport du capital**

Immatriculez une Limited auprès du MBR, apportez les 25 000 € de capital ou justifiez les investissements, ouvrez un compte.

03 **Étape 3. Demande auprès de la Residency Malta Agency**

Avec la lettre de Malta Enterprise, déposez auprès de la Residency Malta Agency la demande de titre de séjour, réglez les frais de 750 € par demandeur, passez la biométrie et recevez la carte en ≈ 2 à 3 mois. Les salariés clés obtiennent leur permis via Jobsplus.

04 Étape 4. Reporting sur la subvention et renouvellement

Rendez compte à Malta Enterprise de l'exécution du business plan ; lors du renouvellement du titre de séjour pour 5 ans, justifiez de l'activité effective de la société et des recrutements.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Business plan avec modèle financier sur 3 ans et description de l'innovation
- Passeports, extraits de casier judiciaire, preuve de l'origine des fonds des fondateurs
- Preuve du capital de 25 000 € ou des investissements
- Documents constitutifs de la société et extrait du MBR
- Assurance maladie et justificatif d'adresse à Malte pour le titre de séjour

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais de la Residency Malta Agency pour la demande Startup Residence (par adulte)	**750 € (≈ 860 $)**
Carte de séjour	**82,50 € pour 3 ans ou 137,50 € pour 5 ans (≈ 95 à 160 $)**
Permis Jobsplus pour les fondateurs et les salariés clés	**690 € pour 3 ans ou 1 150 € pour 5 ans (≈ 790 à 1 320 $)**
Investissement ou capital minimum	**25 000 € (≈ 29 000 $)**

Délais

3 à 5 mois de la demande auprès de Malta Enterprise à la carte de séjour.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Reporting annuel à Malta Enterprise sur l'avancement du projet et les recrutements
- Maintien de la participation du fondateur et d'une activité effective pour le renouvellement du titre de séjour
- Obligations générales de la société : audit, déclarations, rapport annuel au MBR

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le développement sur commande sans produit propre est rarement accepté comme start-up innovante
- ⚠ Les subventions sont versées sur justificatifs de dépenses ; il faut disposer de son propre fonds de roulement
- ⚠ Les seuils de salaire pour le taux de 15 % sont indexés, à vérifier à la date du dépôt

LIENS OFFICIELS

Malta Enterprise https://www.maltaenterprise.com

Programme Startup Residence (Residency Malta Agency) https://startup.residencymalta.gov.mt

Start in Malta https://startinmalta.com

04 · STATUT D'ENTREPRISE

Régimes réglementaires : MGA (gaming) et MFSA (MiCA, crypto-actifs)

Qui peut devenir résident

Société maltaise candidate à une licence d'opérateur de jeux d'argent (B2C Gaming Service) ou de fournisseur de solutions de jeu critiques (B2B Critical Gaming Supply) auprès de la Malta Gaming Authority, ou à un agrément de prestataire de services sur crypto-actifs (CASP) au titre du règlement MiCA auprès de la Malta Financial Services Authority. Les propriétaires étrangers sont admis après contrôle d'honorabilité ; des fonctions clés doivent être exercées à Malte (conformité, MLRO, une partie des administrateurs).

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- La licence MGA est reconnue dans le secteur ; la licence B2B permet de fournir des plateformes et des jeux à des opérateurs du monde entier sans taxe sur les jeux à Malte
- Taxe sur les jeux de 5 % du produit brut des jeux, uniquement sur les joueurs situés à Malte pour le B2C ; pas de taxe sur les jeux pour le B2B
- L'agrément CASP au titre de MiCA donne un passeport pour toute l'UE pour l'échange de crypto-actifs, la conservation et les services de courtage
- Se combine avec le système de remboursement de 6/7, taux effectif sur le bénéfice ≈5 %
- Régulateur expérimenté aux délais lisibles et large vivier de prestataires de services sur l'île

CONDITIONS ET EXIGENCES

- MGA B2C : capital social de 100 000 € (types 1 et 2) ou 40 000 € (types 3 et 4), jusqu'à 240 000 € pour plusieurs types, audit des systèmes, politiques AML, jeu responsable, personnes clés approuvées par la MGA
- MGA B2B : capital à partir de 40 000 €, audit technique de la plateforme, personnes clés
- MiCA CASP : capital de 50 000 € (classe 1), 125 000 € (classe 2), 150 000 € (classe 3), bureau à Malte, MLRO et responsable de la conformité, plans de continuité et de conservation
- Contrôle d'honorabilité (fit and proper) de tous les bénéficiaires effectifs à partir de 10 % et des administrateurs
- La période transitoire pour les anciennes licences VFA s'est achevée ≈ le 1er juillet 2026 ; les nouveaux candidats passent uniquement par MiCA

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Préparation et structure

Immatriculez une société dotée d'un capital suffisant, nommez les personnes clés (administrateur résident, MLRO, conformité), préparez le business plan, les politiques AML et KYC et la documentation technique de la plateforme avec l'aide d'un consultant agréé.

02

Étape 2. Dépôt de la demande auprès du régulateur

MGA : demande via le portail Licensee Relationship Management System avec paiement de 5 000 €, contrôle d'honorabilité, du business plan et audit des systèmes, décision en ≈ 12 à 16 semaines. MFSA : réunion préalable, puis demande d'agrément CASP avec paiement des frais (10 000 à 25 000 € selon la classe), examen en ≈ 3 à 6 mois, plus rapide si le dossier est complet.

03 Étape 3. Lancement et conformité annuelle

Une fois la licence obtenue, réglez les redevances annuelles (MGA B2C 25 000 € plus contribution de conformité de 1,25 à 4 % des revenus, B2B 25 000 à 35 000 €, MFSA 10 000 à 50 000 € selon la classe), remettez les rapports réglementaires, passez les audits annuels.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Business plan et prévisions financières sur 3 ans
- Documents d'honorabilité de tous les bénéficiaires effectifs et personnes clés : passeports, attestations, origine des fonds et du patrimoine
- Politiques AML, KYC, de jeu responsable ou de protection des clients
- Documentation technique de la plateforme, rapport d'audit des systèmes
- Preuve du capital et contrats avec les personnes clés à Malte

COÛTS

POSTE	MONTANT
MGA : frais de demande	**5 000 € (≈ 5 800 $)**
MGA : redevance annuelle de licence B2C	**25 000 € (≈ 28 800 $) plus contribution de conformité de 1,25 à 4 % des revenus, B2B 25 000 à 35 000 €**
MGA : audit des systèmes	**≈ 2 500 à 7 500 € (≈ 2 900 à 8 600 $)**
MFSA : frais d'agrément CASP	**10 000 € / 20 000 € / 25 000 € selon la classe 1, 2, 3 (≈ 11 500 à 28 800 $)**
MFSA : redevance annuelle de supervision CASP	**10 000 € / 25 000 € / 50 000 € selon la classe (≈ 11 500 à 57 500 $)**
Budget complet de la première année de licence, consultants et personnes clés compris	**≈ 150 000 à 300 000 € (≈ 170 000 à 345 000 $), à vérifier à la date du dépôt**

Délais

MGA 4 à 6 mois préparation comprise, MiCA CASP 6 à 9 mois préparation comprise.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Redevances annuelles de licence et de supervision, reporting réglementaire, audit
- Maintien des personnes clés à Malte et notification au régulateur de tout changement dans la structure de détention
- Respect de l'AML, déclarations à la FIAU, jeu responsable ou protection des clients
- Capital maintenu en permanence au niveau requis

PIÈGES À ÉVITER

⚠ Ces licences ne sont pas destinées à un studio prestataire : si vous ne faites que développer des logiciels pour des opérateurs sans fournir de solutions critiques, aucune licence n'est nécessaire

- ⚠ Les personnes clés doivent être de vrais salariés dotés de pouvoirs ; les MLRO de complaisance sont rejetés
- ⚠ Les banques ferment les comptes des sociétés crypto et de jeu sans licence, et les ouvrent lentement même avec licence
- ⚠ Les bénéficiaires effectifs de pays sous sanctions ne passent pas le contrôle d'honorabilité

LIENS OFFICIELS

Malta Gaming Authority https://www.mga.org.mt

Malta Financial Services Authority (MFSA) https://www.mfsa.mt

FIAU (renseignement financier, AML) https://fiaumalta.org

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte de la société s'ouvre chez Bank of Valletta, APS Bank, Lombard Bank, MeDirect ou HSBC Malta ; pour les sociétés IT à propriétaires étrangers, le processus prend 2 à 4 mois avec un KYC détaillé et la preuve de la substance économique, si bien que la plupart démarrent avec des établissements de paiement de l'UE (Revolut Business, Wise, EMI maltais). Pas de restrictions de change, EUR via SEPA, USD via SWIFT ; les sociétés de jeu et crypto ont besoin de prestataires spécialisés.

Visas et résidence

Les fondateurs de pays tiers obtiennent un titre de séjour via Startup Residence (3 ans renouvelables pour 5), les salariés via le permis unique de travail ou la Key Employee Initiative pour les salaires à partir de ≈ 30 000 €, délivré en 5 jours ouvrés. Après 5 ans, le statut de résident de longue durée est accessible.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode à Malte paie la marge à la holding sur un bénéfice effectivement imposé à ≈5 % après remboursement, et encore moins via le Patent Box si les droits sur le produit sont attribués à la société. Les clients de l'UE paient en euros via SEPA, les règlements à la holding en USD pour licences et services sortent sans retenue à la source, et les dividendes du propriétaire également sans retenue. Tenez compte du décalage de trésorerie : les 35 % sont payés immédiatement, le remboursement de 6/7 arrive des semaines plus tard, et l'audit est obligatoire dès la première année.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Malte n'a pas de zones franches IT distinctes ; la zone franche Malta Freeport est une zone douanière portuaire sans rapport avec l'IT, et le régime de remboursement de l'impôt est national.
- ⚠ Le système de remboursement de 6/7 reste inchangé ; pour les groupes relevant du Pilier 2 (chiffre d'affaires à partir de 750 millions d'euros), un régime optionnel FITWI à 15 % a été introduit en 2025, et l'instauration d'un impôt minimum national QDMTT n'est pas attendue en 2026 ; à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les délais de versement du remboursement dépassent en pratique les 14 jours prévus ; prévoyez 2 à 8 semaines.
- ⚠ Les frais de la MGA et de la MFSA, les seuils de capital et les dates de dépôt auprès de Malta Enterprise (Business Start jusqu'au 30 octobre 2026) sont tirés des documents des régulateurs et des consultants ; à vérifier à la date du dépôt.

⚠ Les sanctions de l'UE s'appliquent pleinement ; les bénéficiaires effectifs russes et biélorusses ne passent pas le contrôle d'honorabilité des régulateurs et des banques.

MY

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · MALAISIE

Malaisie:
Statut Malaysia Digital : 100 % de propriété étrangère, recrutement d'expatriés et taux jusqu'à 0 %

Le principal régime pour les entreprises IT en Malaisie est le statut Malaysia Digital (MD), successeur de MSC Malaysia, délivré par l'agence MDEC. Le statut apporte les garanties du Bill of Guarantees (propriété étrangère intégrale, libre recrutement de spécialistes étrangers, libre apport de capitaux) et ouvre l'accès à un avantage fiscal distinct, le MD Tax Incentive, avec un taux de 0 % sur les revenus de propriété intellectuelle et de 5 % ou 10 % sur les autres revenus pendant 10 ans au plus. Cyberjaya reste le technoparc phare, mais depuis 2026 les avantages sont liés au statut de la société et non à l'adresse.

100 % de propriété étrangère sans partenaire local

Taux de 0 % sur les revenus de PI, 5 % ou 10 % sur le reste

Employment Pass simplifiés pour les salariés étrangers

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Statut Malaysia Digital (MD)
statut d'entreprise →

03 · MD Tax Incentive (taux préférentiel pour les nouveaux investissements)
régime fiscal →

04 · Cyberjaya (MD Cybercity)
technoparc →

05 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

06 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Malaisie: ce que le pays offre à l'IT

Le principal régime pour les entreprises IT en Malaisie est le statut Malaysia Digital (MD), successeur de MSC Malaysia, délivré par l'agence MDEC. Le statut apporte les garanties du Bill of Guarantees (propriété étrangère intégrale, libre recrutement de spécialistes étrangers, libre apport de capitaux) et ouvre l'accès à un avantage fiscal distinct, le MD Tax Incentive, avec un taux de 0 % sur les revenus de propriété intellectuelle et de 5 % ou 10 % sur les autres revenus pendant 10 ans au plus. Cyberjaya reste le technoparc phare, mais depuis 2026 les avantages sont liés au statut de la société et non à l'adresse.

L'essentiel en 30 secondes

- 100 % de propriété étrangère sans partenaire local
- Taux de 0 % sur les revenus de PI, 5 % ou 10 % sur le reste
- Employment Pass simplifiés pour les salariés étrangers
- Cyberjaya : bureaux prêts à l'emploi et cluster d'entreprises IT

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Statut Malaysia Digital (MD)	statut d'entreprise	Toute société immatriculée en Malaisie selon le Companies Act 2016 (généralement une Sdn. Bhd.), y compris les sociétés à capital 100 % étranger et les…
MD Tax Incentive (taux préférentiel pour les nouveaux investissements)	régime fiscal	Société titulaire du statut MD, immatriculée en Malaisie, avec un capital libéré d'au moins 50 000 RM, qui n'a pas encore émis de factures au titre de…
Cyberjaya (MD Cybercity)	technoparc	Toute entreprise IT louant un bureau à Cyberjaya (à 30 km de Kuala Lumpur), en premier lieu les titulaires du statut MD. L'opérateur du cluster est Cyberview…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Malaisie verse la marge sur son bénéfice au taux de 24 % (ou 5 à 10 % avec le MD Tax Incentive) ; la TVA sur les services y est la SST de 8 % et s'applique aux clients locaux. Il est pratique d'encaisser les paiements des clients en ringgits sur le compte local et de payer la holding en USD sur facture de services : pour des services rendus depuis l'étranger, aucune retenue à la source n'est due ; pour des redevances de logiciels, 10 % sont retenus en l'absence de convention de non-double imposition. Le cours du ringgit est stable, la conversion est libre.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · STATUT D'ENTREPRISE

Statut Malaysia Digital (MD)

Qui peut devenir résident

Toute société immatriculée en Malaisie selon le Companies Act 2016 (généralement une Sdn. Bhd.), y compris les sociétés à capital 100 % étranger et les filiales de groupes étrangers. Le statut est lié aux activités numériques approuvées : développement logiciel, SaaS, services cloud et données, cybersécurité, IA, fintech, contenu numérique, externalisation IT.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Bill of Guarantees : 100 % de propriété étrangère autorisée, exonération des exigences de participation locale au capital.
- Libre recrutement de knowledge workers étrangers : les quotas d'Employment Pass sont traités via MDEC et non par la procédure générale du ministère de l'Intérieur.
- Liberté de lever des capitaux et des emprunts à l'étranger, libre circulation des devises sur les contrats d'export.
- Accès à l'avantage distinct MD Tax Incentive (0 % sur les revenus de PI, 5 % ou 10 % sur les autres revenus pendant 10 ans au plus, ou déduction pour investissement de 60 % ou 100 % des dépenses d'équipement).
- Exonération des droits d'import sur les équipements multimédias sur demande.
- Participation aux programmes MDEC : subventions, mise en relation avec des grands groupes, accès aux zones MD Location Recognition (Cyberjaya et autres clusters) à partir du 1er janvier 2026.
- À partir du 1er juin 2026 : seuils de salaire flexibles pour l'Employment Pass et voie accélérée Green Lane pour les sociétés MD existantes.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Personne morale immatriculée en Malaisie, activité figurant dans la liste des activités MD approuvées.
- Au moins 2 knowledge workers salariés en Malaisie, affectés à l'activité approuvée, avec un salaire de base d'au moins 5 000 RM par mois chacun (≈ 1 150 $).
- Business plan décrivant le produit, le marché, l'équipe et le plan de dépenses en Malaisie sur 3 ans.
- La société doit exercer une activité opérationnelle en Malaisie (adresse de bureau, dépenses, personnel) et non être une simple holding.
- Déclaration annuelle de conformité aux conditions dans l'espace personnel MDEC.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation d'une Sdn. Bhd. auprès de la SSM

Immatriculez une société privée à responsabilité limitée via le portail MyCoID de la Suruhanjaya Syarikat Malaysia (ssm.com.my). Il faut au moins un administrateur résidant en permanence en Malaisie (citoyen, résident ou titulaire d'un Employment Pass), un secrétaire de société agréé et une adresse. Frais officiels de 1 000 RM, délai de 1 à 3 jours ouvrés après vérification de la dénomination.

02

Étape 2. Préparation du business plan et des documents

Préparez un business plan selon le modèle MDEC : description du produit et de la technologie, marchés cibles, modèle financier sur 3 ans, plan de recrutement (au moins 2 knowledge workers à partir de 5 000 RM), plan de dépenses en Malaisie. Pour les fondateurs étrangers, ajoutez les profils et les justificatifs d'expérience.

03

Étape 3. Dépôt de la demande de statut MD auprès de MDEC

Créez un compte sur le portail MDEC (mdec.my, rubrique Malaysia Digital) et remplissez la demande en ligne. Réglez les frais d'examen non remboursables (≈ 1 080 RM SST comprise, à vérifier à la date du dépôt) et téléversez les documents dans les 30 jours suivant l'enregistrement de la demande.

04

Étape 4. Évaluation et approbation

MDEC vérifie la complétude du dossier, peut demander des précisions et organiser une présentation du projet. La décision prend généralement ≈ 3 à 6 semaines après réception du dossier complet. À l'issue, un certificat de statut MD sans durée de validité est délivré, sous réserve de confirmation annuelle.

05

Étape 5. Formalités pour les salariés et les avantages

Une fois le statut obtenu, ouvrez le profil de la société dans MDEC Xpats Gateway pour les Employment Pass des salariés étrangers ; si nécessaire, déposez une demande distincte de MD Tax Incentive (avant le 31 décembre 2027) et d'exonération des droits d'import.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat d'immatriculation SSM (Form 9 / Section 17 notice) et documents constitutifs
- Liste des administrateurs et actionnaires avec copies des passeports
- Business plan selon le modèle MDEC sur 3 ans avec modèle financier
- Description du produit ou du service et preuves de la technologie (démo, captures d'écran, brevets)
- Plan de recrutement et organigramme avec les salaires
- Justificatif d'adresse du bureau (bail ou lettre d'un espace de coworking)
- Profils des salariés clés et des fondateurs
- Derniers états financiers de la société mère si le demandeur est une filiale

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais officiels SSM pour l'immatriculation d'une Sdn. Bhd.	**1 000 RM (≈ 230 $)**
Frais MDEC d'examen de la demande de statut MD	**≈ 1 080 RM (≈ 250 $), à vérifier à la date du dépôt**
Secrétaire de société et siège social par an	**≈ 600–1 500 $**
Cotisation annuelle pour le statut	**0 $, le statut est gratuit, une déclaration annuelle est requise**
Masse salariale minimale (2 knowledge workers)	**à partir de 10 000 RM par mois (≈ 2 300 $)**

Délais

De l'immatriculation de la société au certificat de statut MD, généralement 6 à 10 semaines, dont ≈ 3 à 6 semaines d'examen par MDEC.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration annuelle de conformité (annual compliance declaration) dans l'espace MDEC.
- Maintenir au moins 2 knowledge workers avec un salaire d'au moins 5 000 RM et exercer l'activité en Malaisie.
- Déposer les comptes annuels auprès de la SSM et la déclaration fiscale auprès de la LHDN ; au-delà de 500 000 RM de chiffre d'affaires, s'enregistrer à la SST.
- Notifier MDEC de tout changement de propriétaires, d'activités ou d'adresse.

- En cas de changement d’activités, déposer une demande d’ajout d’activités (payante).

PIÈGES À ÉVITER

- Le statut MD ne réduit pas l’impôt en soi : le taux préférentiel exige une demande distincte de MD Tax Incentive, aux conditions plus strictes.
- Les sociétés dont la part étrangère dépasse 20 % n’ont pas droit au taux préférentiel des petites entreprises (15 % et 17 %), le taux de base est de 24 %.
- Sans administrateur résident, la SSM n’immatricule pas la société ; le premier administrateur est souvent fourni à titre nominal par des prestataires, moyennant des frais.
- Les salaires de knowledge workers inférieurs à 5 000 RM ou les salariés hors de Malaisie ne sont pas pris en compte dans le quota.
- L’ouverture d’un compte bancaire pour une société à 100 % étrangère prend 3 à 8 semaines et exige la visite en personne de l’administrateur.

LIENS OFFICIELS

MDEC : statut Malaysia Digital https://www.mdec.my/malaysiadigital

MDEC : Guidelines on Malaysia Digital Status (version du 1er juillet 2026) https://www.mdec.my/md-documents/guidelines-on-malaysia-digital-status

SSM : immatriculation des sociétés https://www.ssm.com.my

MDEC Xpats Gateway (visas Employment Pass) https://xpats.mdec.my

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · RÉGIME FISCAL

MD Tax Incentive (taux préférentiel pour les nouveaux investissements)

Qui peut devenir résident

Société titulaire du statut MD, immatriculée en Malaisie, avec un capital libéré d'au moins 50 000 RM, qui n'a pas encore émis de factures au titre de l'activité éligible au moment du dépôt. La propriété étrangère n'est pas limitée. Pour les sociétés existantes (36 mois et plus, capital d'au moins 250 000 RM), il existe la variante Expansion Incentive.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Reduced Tax Rate (nouveaux investissements) : 0 % sur les revenus éligibles de propriété intellectuelle et 5 % ou 10 % sur les autres revenus éligibles pendant 10 ans au plus.
- Alternative : Investment Tax Allowance de 60 % ou 100 % des dépenses d'équipement éligibles sur 5 ans, imputable sur le bénéfice.
- Expansion Incentive pour les sociétés existantes : 15 % sur les revenus de PI et hors PI pendant 5 ans, ou ITA de 30 % ou 60 % sur 5 ans.
- L'avantage s'applique aux revenus des activités numériques approuvées, le taux normal de 24 % reste applicable aux autres revenus.
- Pas d'impôt sur les dividendes au niveau de la société, retenue à la source de 0 % sur les dividendes versés aux non-résidents.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Statut MD et capital libéré d'au moins 50 000 RM (250 000 RM pour l'expansion).
- Nombre suffisant de salariés à temps plein en Malaisie, dont des knowledge workers avec un salaire de base d'au moins 5 000 RM, sur chaque exercice fiscal.
- Volume annuel suffisant de dépenses opérationnelles en Malaisie (le seuil est fixé dans la lettre d'approbation).
- L'activité est physiquement exercée en Malaisie, la société ne bénéficie pas d'autres avantages fiscaux pour la même activité.
- La demande est déposée avant le 31 décembre 2027, avant l'émission des premières factures au titre de l'activité éligible.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Obtenir le statut MD

Suivez la procédure d'obtention du statut décrite ci-dessus. Sans statut MD en vigueur, la demande d'avantage n'est pas acceptée.

02

Étape 2. Déposer la demande de MD Tax Incentive

Dans l'espace personnel MDEC, choisissez le formulaire New Investment ou Expansion, joignez le modèle financier séparant les revenus de PI et hors PI, le plan de dépenses d'équipement et l'effectif. Réglez les frais non remboursables de 1 080 RM (nouveaux investissements) ou 2 160 RM (expansion).

03 **Étape 3. Vérification préalable et évaluation**

MDEC vérifie la complétude du dossier, puis procède à l'évaluation sous ≈ 21 jours ouvrés. Des demandes de précisions et une présentation sont possibles.

04 **Étape 4. Décision du National Committee on Investment**

La demande est soumise au National Committee on Investment (NCI). Après approbation, la société reçoit une lettre d'approbation avec les conditions (effectif, dépenses, durée de l'avantage), puis fait enregistrer l'avantage auprès de la LHDN lors du dépôt de la déclaration.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat de statut MD
- Modèle financier sur la durée de l'avantage, séparant les revenus de PI et les autres revenus
- Description de la PI : enregistrement, licences, qui la développe
- Plan de dépenses d'équipement (pour l'ITA)
- Organigramme avec les salaires des knowledge workers
- Justificatif du capital libéré (extrait SSM)
- Déclaration d'absence d'autres avantages pour la même activité

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais d'examen (nouveaux investissements)	**1 080 RM (≈ 250 $)**
Frais d'examen (expansion)	**2 160 RM (≈ 500 $)**
Capital libéré minimum	**50 000 RM (≈ 11 500 $)**

Délais

≈ 2 à 4 mois du dépôt à la décision du NCI, avec un statut MD déjà en place.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Confirmer chaque année les conditions : effectif, dépenses en Malaisie, exercice de l'activité.
- Tenir une comptabilité séparée des revenus éligibles et ordinaires, conserver les justificatifs de PI.
- Déposer la déclaration d'impôt sur les sociétés auprès de la LHDN avec la lettre d'approbation en annexe.
- Informer MDEC des changements de structure de détention et d'activités.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Si des factures au titre de l'activité éligible ont été émises avant le dépôt, la société perd le droit au New Investment et il ne reste que la variante Expansion.
- ⚠ Les revenus de PI ne sont exonérés que s'il est confirmé que la PI est créée et développée en Malaisie (approche modified nexus).
- ⚠ Les conditions de dépenses et d'effectif sont fixées dans la lettre d'approbation et vérifiées chaque année ; en cas de manquement, l'avantage est retiré rétroactivement.
- ⚠ Date limite de dépôt le 31 décembre 2027, la prolongation n'est pas garantie.

LIENS OFFICIELS

MDEC : MD Tax Incentive https://www.mdec.my/malaysiadigital/tax-incentive

MDEC : Guidelines on MD Tax Incentive (New Investment, juillet 2025) https://www.mdec.my/md-documents/guidelines-on-malaysia-digital-md-tax-incentive--new-investmentjuly-2025

LHDN (administration fiscale de Malaisie) https://www.hasil.gov.my

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · TECHNOPARC

Cyberjaya (MD Cybercity)

Qui peut devenir résident

Toute entreprise IT louant un bureau à Cyberjaya (à 30 km de Kuala Lumpur), en premier lieu les titulaires du statut MD. L'opérateur du cluster est Cyberview Sdn Bhd (entreprise publique), les sociétés étrangères s'y installent sans restriction.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Bureaux prêts à l'emploi de classe A et B, espaces de coworking, centres de données et infrastructure technique pour l'IT.
- Reconnaissance comme MD Cybercity : depuis 2026, zone MD Location Recognition où les sociétés MD installées bénéficient d'une priorité dans les programmes MDEC.
- Programmes Cyberview : accélérateurs, pilotes avec le secteur public, laboratoire vivant Smart City.
- Loyers de bureaux inférieurs à ceux du centre de Kuala Lumpur (≈ 3–5 RM par pied carré et par mois, à vérifier à la date du dépôt).
- Universités et écoles à proximité, accès aux diplômés pour le recrutement.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Bail ou contrat de coworking à Cyberjaya.
- Enregistrement de l'adresse de la société auprès de la SSM à une adresse de Cyberjaya.
- Pour les programmes Cyberview : statut MD ou demande en cours.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Choix des locaux**

Contactez Cyberview (cyberview.com.my) ou les gestionnaires des centres d'affaires de Cyberjaya, choisissez un bureau ou un espace de coworking, signez un bail de 1 à 3 ans.

02 **Étape 2. Changement d'adresse auprès de la SSM**

Via le secrétaire de société, enregistrez l'adresse auprès de la SSM (formulaire de changement d'adresse enregistrée), puis mettez à jour l'adresse auprès de MDEC et de la LHDN.

03 **Étape 3. Adhésion aux programmes**

Déposez une demande pour les programmes Cyberview ou MDEC destinés aux résidents de Cyberjaya ; il n'existe pas de statut distinct de résident du technoparc.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat d'immatriculation SSM
- Bail
- Certificat de statut MD (pour les programmes)
- Profil de la société et business plan (pour les accélérateurs)

COÛTS

POSTE	MONTANT
Location de bureau	**≈ 3–5 RM par pied carré et par mois (≈ 0,70–1,15 $), à vérifier à la date du dépôt**
Place en coworking	**≈ 300–800 RM par mois (≈ 70–185 $)**
Cotisation pour l'installation dans le parc	**0 $, il n'y a pas de cotisation distincte**

Délais

1 à 4 semaines pour le bail et le changement d'adresse.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Paiement du loyer et des charges selon le contrat.
- Reporting ordinaire de la société, aucune obligation distincte envers le technoparc.

PIÈGES À ÉVITER

- L'installation à Cyberjaya ne donne pas d'avantages fiscaux en soi, les avantages passent par le statut MD et le MD Tax Incentive.
- L'éloignement du centre de KL (30 à 40 minutes) complique le recrutement d'une partie des spécialistes.
- Une partie des immeubles appartient à des promoteurs privés aux conditions variées, comparez plusieurs offres.

LIENS OFFICIELS

Cyberview Sdn Bhd (opérateur de Cyberjaya) https://www.cyberview.com.my

MDEC https://www.mdec.my

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte d'une Sdn. Bhd. s'ouvre chez Maybank, CIMB, Public Bank, HSBC, OCBC et UOB ; pour les propriétaires étrangers, la procédure prend 3 à 8 semaines avec une visite en personne de l'administrateur. Le régime de change de Bank Negara autorise les exportateurs à conserver leurs recettes sur des comptes en devises et à payer librement les importations de services, le ringgit ne circule pas à l'étranger. L'encaissement des paiements de l'étranger est possible via Stripe Malaysia, Wise Business, Airwallex et SWIFT.

Visas et résidence

Les salariés étrangers des sociétés MD obtiennent un Employment Pass via MDEC Xpats Gateway (catégorie I à partir de 10 000 RM, catégorie II à partir de 5 000 RM par mois) pour une durée de 1 à 5 ans, avec personnes à charge. Le fondateur peut obtenir un EP en tant qu'administrateur de sa propre société. Pour les travailleurs à distance, il existe le DE Rantau Nomad Pass de 12 mois renouvelable.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Malaisie verse la marge sur son bénéfice au taux de 24 % (ou 5 à 10 % avec le MD Tax Incentive) ; la TVA sur les services y est la SST de 8 % et s'applique aux clients locaux. Il est pratique d'encaisser les paiements des clients en ringgits sur le compte local et de payer la holding en USD sur facture de services : pour des services rendus depuis l'étranger, aucune retenue à la source n'est due ; pour des redevances de logiciels, 10 % sont retenus en l'absence de convention de non-double imposition. Le cours du ringgit est stable, la conversion est libre.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les Guidelines on MD Status ont été révisées le 1er juillet 2026, de nouveaux seuils de salaire pour l'Employment Pass s'appliquent depuis le 1er juin 2026, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les frais d'examen du statut MD (≈ 1 080 RM) sont indiqués selon les données 2025-2026, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les loyers à Cyberjaya sont approximatifs, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ La demande de MD Tax Incentive est acceptée jusqu'au 31 décembre 2027.
- ⚠ Depuis 2025, un impôt de 2 % s'applique aux dividendes des personnes physiques au-delà de 100 000 RM par an ; pour les actionnaires étrangers personnes morales, il n'y a pas de retenue à la source sur les dividendes.

⚠ La Malaisie ne figure sur aucune liste de sanctions, les paiements depuis la CEI en ringgits et en dollars passent par des banques correspondantes, vérifiez la conformité de la banque concernée.

HK

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · HONG KONG

Hong Kong: Impôt de 8,25 % sur les premiers 2 millions HK$ de bénéfice, pas de TVA, incubateurs Cyberport et Science Park

Hong Kong n'a pas de zone franche IT dédiée ; les avantages viennent du système fiscal lui-même et de deux technoparcs publics. Toute société paie l'impôt sur les bénéfices selon un barème à deux niveaux : 8,25 % sur les premiers 2 millions HK$ et 16,5 % au-delà ; il n'y a ni TVA ni impôt sur les dividendes, et les bénéfices de source étrangère peuvent ne pas être imposés du tout. Cyberport et le Hong Kong Science Park accordent aux start-up des subventions allant jusqu'à 500 000 HK$ et 1,29 million HK$, des aides au loyer et un soutien pour les visas.

8,25 % sur les premiers 2 millions HK$ de bénéfice, puis 16,5 %

Pas de TVA, pas d'impôt sur les dividendes, pas de contrôle des changes

Cyberport : subvention jusqu'à 500 000 HK$ sur 24 mois

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Immatriculation de société et impôt sur les bénéfices à deux niveaux
régime fiscal →

03 · Cyberport
technoparc →

04 · Parc scientifique de Hong Kong (Hong Kong Science Park, HKSTP)
technoparc →

05 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

06 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Hong Kong: ce que le pays offre à l'IT

Hong Kong n'a pas de zone franche IT dédiée ; les avantages viennent du système fiscal lui-même et de deux technoparcs publics. Toute société paie l'impôt sur les bénéfices selon un barème à deux niveaux : 8,25 % sur les premiers 2 millions HK$ et 16,5 % au-delà ; il n'y a ni TVA ni impôt sur les dividendes, et les bénéfices de source étrangère peuvent ne pas être imposés du tout. Cyberport et le Hong Kong Science Park accordent aux start-up des subventions allant jusqu'à 500 000 HK$ et 1,29 million HK$, des aides au loyer et un soutien pour les visas.

L'essentiel en 30 secondes

- 8,25 % sur les premiers 2 millions HK$ de bénéfice, puis 16,5 %
- Pas de TVA, pas d'impôt sur les dividendes, pas de contrôle des changes
- Cyberport : subvention jusqu'à 500 000 HK$ sur 24 mois
- Science Park : jusqu'à 1,29 million HK$ sur 3 ans

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Immatriculation de société et impôt sur les bénéfices à deux niveaux	régime fiscal	Toute société privée à responsabilité limitée immatriculée auprès du Companies Registry. Les fondateurs et les directeurs peuvent être des étrangers non…
Cyberport	technoparc	Start-up des technologies numériques (fintech, IA, blockchain, contenu numérique, smart living, edtech) immatriculées à Hong Kong. Les fondateurs étrangers…
Parc scientifique de Hong Kong (Hong Kong Science Park, HKSTP)	technoparc	Start-up technologiques et sociétés de R&D : TIC, électronique, IA, technologies vertes, matériaux, mécanique de précision, biotech. Société hongkongaise de 2…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

À Hong Kong, le partenaire DeusCode verse sa marge sur un bénéfice imposé à 8,25 % sur les premiers 2 millions HK$ et à 16,5 % au-delà ; sans TVA, les factures clients sont émises sans impôts indirects. Les paiements des clients s'encaissent commodément en HKD et en USD sur un compte multidevises, et la holding est payée en USD sans restriction de change ni retenue à la source sur les services rendus depuis l'étranger. Si l'on démontre que le travail a été effectué hors de Hong Kong, une partie du bénéfice peut être exonérée selon le principe de territorialité.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · RÉGIME FISCAL

Immatriculation de société et impôt sur les bénéfices à deux niveaux

Qui peut devenir résident

Toute société privée à responsabilité limitée immatriculée auprès du Companies Registry. Les fondateurs et les directeurs peuvent être des étrangers non résidents, aucun partenaire local n'est exigé. Un secrétaire de société (résident ou société hongkongaise) et une adresse enregistrée à Hong Kong sont obligatoires.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les bénéfices de 8,25 % sur les premiers 2 000 000 HK$ de bénéfice imposable et de 16,5 % sur le reste (pour une seule société au sein d'un groupe d'entités liées).
- Principe de territorialité : les bénéfices de source étrangère ne sont pas imposés si leur caractère offshore est démontré (offshore claim) ; pour les grands groupes, les règles FSIE s'appliquent depuis 2023.
- Pas de TVA, de taxe sur les ventes, d'impôt sur les plus-values, d'impôt sur les dividendes ni de retenue à la source sur les dividendes et les intérêts.
- Retenue à la source sur les redevances versées aux non-résidents de 4,95 % (taux effectif) ; aucune retenue sur les services rendus depuis l'étranger.
- Libre circulation des capitaux, HKD arrimé à l'USD, comptes multidevises.
- Remise annuelle d'impôt sur les bénéfices financée par le budget (pour l'exercice 2025/26, ≈ 100 % plafonnée à 1 500 HK$, à vérifier à la date du dépôt).
- Comptabilité et audit selon les normes HKFRS, déclarations en anglais.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Au moins un directeur personne physique (toute nationalité) et un actionnaire ; il peut s'agir de la même personne.
- Secrétaire de société : résident de Hong Kong ou société TCSP licenciée.
- Siège enregistré à Hong Kong (pas de boîte postale).
- Audit annuel des états financiers par un auditeur CPA licencié, même pour les petites sociétés.
- Registre des contrôleurs significatifs (Significant Controllers Register) tenu à l'adresse de la société.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Choix du nom et dépôt auprès du Companies Registry

Vérifiez le nom dans le Cyber Search Centre, puis déposez via e-Registry (eregistry.gov.hk) le formulaire NNC1, les statuts et les consentements des directeurs, avec la demande de Business Registration Certificate. Droit d'État de 1 545 HK$ pour le dépôt électronique, plus la redevance BRC pour 1 an. Le certificat est généralement délivré sous 1 jour ouvré en cas de dépôt en ligne.

02

Étape 2. Désignation du secrétaire et de l'adresse

Signez un contrat avec un prestataire TCSP pour le secrétaire de société et l'adresse (généralement ≈ 600–1 500 $ par an). Le prestataire tient les registres, dépose le rapport annuel NAR1 et conserve le registre des contrôleurs.

03

Étape 3. Ouverture du compte bancaire

Déposez une demande auprès d'une banque ou d'une banque virtuelle. Les banques classiques (HSBC, Standard Chartered, BOCHK) exigent une visite du directeur et une description de l'activité, délai 2–8 semaines. Les prestataires fintech (Airwallex, Statrys, Currenxie) ouvrent un compte à distance en 1–2 semaines.

04

Étape 4. Comptabilité fiscale

L'IRD envoie la première déclaration d'impôt (Profits Tax Return) environ 18 mois après l'immatriculation. Choisissez à l'avance la date de clôture de l'exercice, désignez un auditeur et déposez la déclaration avec les états financiers audités. En cas de bénéfice offshore, préparez les documents pour l'offshore claim.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Formulaire NNC1 (formulaire de constitution) et statuts (Articles of Association)
- Copies des passeports et justificatifs de domicile des directeurs et actionnaires
- Consentement des directeurs à leur nomination
- Contrat avec le secrétaire de société et justificatif d'adresse
- Demande de Business Registration Certificate (IRBR1)
- Pour la banque : business plan, contrats avec les clients, description de la structure du groupe

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droit d'État du Companies Registry (dépôt électronique)	**1 545 HK$ (≈ 200 $)**
Business Registration Certificate pour 1 an	**≈ 2 200–2 350 HK$ (≈ 280–300 $), à vérifier à la date du dépôt**
Secrétaire de société et adresse par an	**≈ 600–1 500 $**
Audit annuel pour une petite société	**≈ 1 000–3 000 $**
Rapport annuel NAR1	**105 HK$ (≈ 13 $) en cas de dépôt dans les délais**

Délais

Immatriculation de la société en 1–3 jours ouvrés, compte bancaire en 1–8 semaines, soit ≈ 2–6 semaines au total jusqu'à l'état opérationnel.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel NAR1 au Companies Registry dans les 42 jours suivant l'anniversaire de l'immatriculation.
- Renouvellement du Business Registration Certificate chaque année (ou tous les 3 ans).
- Audit et dépôt du Profits Tax Return auprès de l'IRD, ainsi que de l'Employer's Return sur les salaires des employés.
- Cotisations au fonds de pension MPF de 5 % du salaire des employés (plafond de 1 500 HK$ par mois) plus 5 % à la charge de l'employé.
- Tenue du registre des contrôleurs significatifs et conservation des documents pendant 7 ans.

PIÈGES À ÉVITER

- L'ouverture d'un compte dans une banque classique reste le principal obstacle : refus sans explication, surtout avec des clients ou des fondateurs de pays sous sanctions.
- Le taux de 8,25 % n'est accessible qu'à une seule société d'un groupe d'entités liées, les autres paient 16,5 % dès le premier dollar.
- L'offshore claim exige de prouver que le travail a été effectué hors de Hong Kong et peut être contesté par l'IRD.
- L'audit est obligatoire même pour une société dormante, y renoncer entraîne des amendes.
- Hong Kong applique les sanctions de l'ONU, mais pas celles de l'UE et des États-Unis ; les banques suivent toutefois souvent la politique de leurs correspondants occidentaux.

LIENS OFFICIELS

Companies Registry (registre des sociétés, e-Registry) https://www.cr.gov.hk

Inland Revenue Department : Profits Tax https://www.ird.gov.hk/eng/tax/bus_pft.htm

InvestHK https://www.investhk.gov.hk

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · TECHNOPARC

Cyberport

Qui peut devenir résident

Start-up des technologies numériques (fintech, IA, blockchain, contenu numérique, smart living, edtech) immatriculées à Hong Kong. Les fondateurs étrangers sont admis ; les fondateurs doivent contrôler la société. Géré par la Hong Kong Cyberport Management Company, détenue à 100 % par le gouvernement.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Cyberport Incubation Programme (CIP) : jusqu'à 500 000 HK$ d'aide financière sur 24 mois, dont jusqu'à 200 000 HK$ de subvention au loyer d'un bureau à Cyberport.
- Cyberport Creative Micro Fund (CCMF) : subvention de 100 000 HK$ sur 6 mois pour un prototype, accessible avant même la création de la société.
- Cyberport Accelerator Support Programme : jusqu'à 300 000 HK$ pour les diplômés de l'incubateur afin d'accéder aux marchés.
- Cyberport Macro Fund : co-investissements à partir de 1 million HK$ dans les résidents, aux côtés d'investisseurs privés.
- Postes de travail gratuits ou subventionnés au Smart-Space, accès aux mentors, aux investisseurs et aux clients corporate.
- Soutien aux visas : les résidents de Cyberport peuvent recruter des spécialistes étrangers via le programme TechTAS et obtenir un appui pour les visas des fondateurs.
- Crédits cloud (AWS, Azure, Google Cloud, Alibaba Cloud) via les programmes partenaires.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Société immatriculée à Hong Kong depuis 2 ans au maximum au moment du dépôt (pour le CIP), ou projet au stade de l'idée (pour le CCMF).
- Les fondateurs détiennent une participation de contrôle et travaillent sur le projet à plein temps.
- Produit fondé sur les technologies numériques, avec un potentiel de passage à l'échelle.
- Équipe prête à opérer à Hong Kong, au moins un fondateur présent sur place.
- La société ne participe pas simultanément à un programme similaire du HKSTP.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Choix du programme et de la session

Les sessions de recrutement du CIP et du CCMF ont lieu 4 fois par an (généralement en mars, juin, septembre et décembre). Étudiez les conditions sur cyberport.hk, assistez à une session d'information, choisissez votre volet.

02

Étape 2. Candidature en ligne

Déposez la candidature via le portail Cyberport : description du produit, modèle économique, équipe, modèle financier sur 2 ans, plan d'utilisation de la subvention. Joignez une démo ou un prototype.

03

Étape 3. Sélection et pitch

La commission sélectionne les finalistes ≈ 6–8 semaines plus tard ; les finalistes défendent leur projet devant le Vetting Committee. Les résultats sont annoncés ≈ 2–3 mois après la clôture de la session.

04 Étape 4. Signature de la convention et lancement

Les lauréats signent la convention d'incubation, obtiennent l'accès au bureau et la première tranche de la subvention. Les fonds sont versés par tranches, selon les jalons et sur remboursement des dépenses.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat d'immatriculation et BRC de la société
- Pitch deck et business plan
- Modèle financier et budget d'utilisation de la subvention
- Profils et CV des fondateurs, structure de détention
- Prototype ou démo du produit
- Lettres de soutien de clients ou de partenaires (facultatif)

COÛTS

POSTE	MONTANT
Candidature au programme	**0 $**
Location d'un poste de travail au Smart-Space	**≈ 1500–4 000 HK$ par mois (≈ 190–510 $), partiellement subventionné**
Part du capital cédée pour la participation	**0 $, subventions sans dilution**

Délais

≈ 3–4 mois de la clôture de la session à la signature de la convention ; le programme dure 24 mois.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapports trimestriels sur l'avancement et l'utilisation de la subvention.
- Atteinte des jalons fixés dans la convention d'incubation.
- Présence de l'équipe à Hong Kong et participation aux événements de Cyberport.
- Mention du statut de résident Cyberport dans les supports, notification en cas de changement de propriétaires.

PIÈGES À ÉVITER

- La concurrence est forte, ≈ 15–25 % des candidatures sont retenues ; une présentation faible du marché de Hong Kong et de l'Asie réduit les chances.
- La subvention est versée sur remboursement et par jalons, il faut donc disposer de son propre fonds de roulement.
- Le statut de résident ne réduit pas les impôts, le régime fiscal reste le régime général.
- Les studios d'externalisation sans produit propre sont rarement retenus, le programme vise les start-up produit.

LIENS OFFICIELS

Cyberport Incubation Programme (CIP) https://www.cyberport.hk/en/entrepreneurship/cyberport_incubation_programme/

Cyberport Creative Micro Fund (CCMF) https://www.cyberport.hk/en/entrepreneurship/cyberport_creative_micro_fund/

Cyberport Accelerator Support Programme (CASP) https://www.cyberport.hk/en/entrepreneurship/cyberport_accelerator_support_programme/

04 · TECHNOPARC

Parc scientifique de Hong Kong (Hong Kong Science Park, HKSTP)

Qui peut devenir résident

Start-up technologiques et sociétés de R&D : TIC, électronique, IA, technologies vertes, matériaux, mécanique de précision, biotech. Société hongkongaise de 2 ans au maximum, ou filiale à 100 % d'une société mère étrangère de 3 ans au maximum ; les fondateurs détiennent au moins 51 %.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Incu-Tech (3 ans) : jusqu'à 1,29 million HK$, dont des subventions en numéraire jusqu'à 840 000 HK$ (140 000 HK$ la première année, 420 000 HK$ la deuxième, 280 000 HK$ la troisième) et une subvention au loyer jusqu'à 150 000 HK$ par an.
- Incu-App (2 ans) : programme allégé pour les logiciels applicatifs et les produits numériques, avec une subvention ≈ 600 000 HK$ (à vérifier à la date du dépôt).
- STEP (1 an) : pré-incubation avec une subvention de 100 000 HK$ pour les projets au stade de l'idée.
- Bureaux et laboratoires subventionnés au Science Park (Sha Tin) et à l'InnoCentre, accès aux équipements et aux laboratoires de test.
- Mentors, investisseurs (HKSTP Venture Fund), partenaires corporate, programme de recrutement de talents.
- Soutien aux visas via TechTAS pour recruter des spécialistes R&D étrangers.
- Subventions publiques ITF (ESS, TVP) accessibles en priorité aux résidents.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Produit à nouveauté technologique, plan de R&D et de commercialisation sur 3 ans.
- Société immatriculée à Hong Kong depuis 2 ans au maximum (ou filiale d'une société étrangère de 3 ans au maximum).
- Les fondateurs détiennent ensemble au moins 51 % des actions et travaillent sur le projet à plein temps.
- Volonté de mener la R&D à Hong Kong et de s'installer au Science Park.
- Passage des Mandatory Admission Criteria (MAC) et de la due diligence.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Candidature en ligne**

Déposez la candidature sur hkstp.org : proposition commerciale décrivant la technologie, le modèle économique, l'équipe et le plan de jalons sur 3 ans. Les candidatures sont reçues en continu, la sélection se fait en plusieurs vagues par an.

02 **Étape 2. Vérification des MAC et due diligence**

Le HKSTP vérifie les critères formels, puis organise un entretien de vérification de l'activité : structure de détention, finances, propriété intellectuelle, plan de R&D.

03 **Étape 3. Présentation devant le panel d'experts**

Les finalistes présentent leur projet à l'Assessment Panel composé d'experts indépendants. La décision est communiquée ≈ 2–4 semaines après le panel.

04 Étape 4. Installation et lancement

Signez la convention d'incubation, louez un bureau au Science Park, activez l'accès aux subventions par jalons. Les premiers versements se font sur remboursement des dépenses après validation.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat d'immatriculation et BRC
- Proposition commerciale avec plan de jalons sur 3 ans
- Modèle financier et budget
- Structure de détention et profils des fondateurs
- Description de la technologie et de la propriété intellectuelle, copies des demandes de brevet le cas échéant
- Pour les filiales : documents de la société mère et structure du groupe

COÛTS

POSTE	MONTANT
Candidature au programme	**0 $**
Location d'un bureau au Science Park	**≈ 20–40 HK$ par pied carré et par mois (≈ 2,5–5 $), partiellement subventionné**
Part du capital cédée pour la participation	**0 $**

Délais

≈ 2–4 mois de la candidature à la signature de la convention ; Incu-Tech dure 3 ans.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapports sur les jalons et les dépenses tous les six mois, audit de l'utilisation des subventions.
- Présence effective au Science Park et conduite de la R&D à Hong Kong.
- Respect des règles d'utilisation de la subvention (liste des dépenses éligibles).
- Notification en cas de changement de contrôle ; une violation de la part des fondateurs peut interrompre le programme.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le programme est taillé pour la R&D et la hard tech, les studios IT de services sans technologie propre sont rarement retenus.
- ⚠ La participation simultanée à Cyberport et au HKSTP n'est pas autorisée.
- ⚠ Subventions sur remboursement, une partie des dépenses (salaires des fondateurs) est plafonnée.
- ⚠ Le Science Park se trouve à Sha Tin ; le logement et la logistique coûtent plus cher que ne le laissent penser les tarifs.

LIENS OFFICIELS

HKSTP Incu-Tech https://www.hkstp.org/en/innovate-with-us/incubation/incu-tech/

Programmes d'incubation du HKSTP https://www.hkstp.org/en/programmes/incubation

HKSTP STEP https://www.hkstp.org/en/innovate-with-us/pre-incubation/science-and-technology-entrepreneur-programme-step/

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

HSBC, Standard Chartered, Bank of China (HK) et Hang Seng ouvrent des comptes, ainsi que les banques virtuelles ZA Bank, Mox et Airstar et les prestataires fintech Airwallex, Statrys et Currenxie. Aucun contrôle des changes, comptes multidevises, encaissement des paiements de l'étranger via SWIFT, Stripe HK et PayPal. Les banques classiques contrôlent strictement les clients et les fondateurs de pays sous sanctions et peuvent refuser sans explication.

Visas et résidence

Le fondateur obtient un visa au titre de la General Employment Policy en tant que directeur de sa propre société, sur justification de l'activité ; les spécialistes entrent via la GEP ou le Top Talent Pass Scheme (revenu à partir de 2,5 millions HK$ par an ou diplôme d'une université de premier plan). Les résidents de Cyberport et du HKSTP recrutent des spécialistes techniques étrangers via la procédure accélérée TechTAS. Après 7 ans de résidence continue, la résidence permanente est accessible.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

À Hong Kong, le partenaire DeusCode verse sa marge sur un bénéfice imposé à 8,25 % sur les premiers 2 millions HK$ et à 16,5 % au-delà ; sans TVA, les factures clients sont émises sans impôts indirects. Les paiements des clients s'encaissent commodément en HKD et en USD sur un compte multidevises, et la holding est payée en USD sans restriction de change ni retenue à la source sur les services rendus depuis l'étranger. Si l'on démontre que le travail a été effectué hors de Hong Kong, une partie du bénéfice peut être exonérée selon le principe de territorialité.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ La redevance du Business Registration Certificate a changé en avril 2026 (≈ 2 200–2 350 HK$), à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les montants des subventions de Cyberport et du HKSTP correspondent aux programmes 2025–2026 ; les sessions et les plafonds sont révisés chaque année, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Le régime FSIE s'applique depuis 2023 : les revenus passifs offshore des groupes présents dans plusieurs juridictions peuvent être imposés en l'absence de présence économique à Hong Kong.
- ⚠ Hong Kong n'applique pas les sanctions de l'UE et des États-Unis, mais les banques suivent la politique de leurs correspondants ; pour les clients de Russie et de Biélorussie, le risque de refus d'ouverture de compte est élevé.
- ⚠ La convention de non-double imposition avec la Russie est en vigueur, de même qu'avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ; vérifiez son applicabilité aux redevances et aux dividendes.

SG

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · SINGAPOUR

Singapour: Pas de zone franche IT : IS à 17 % allégé pour les start-ups, dispositifs EDB pour la tech

Singapour n'a pas de zones franches pour les services IT, ses zones de libre-échange ne concernent que les marchandises dans les ports et à l'aéroport. C'est le régime général qui s'applique : immatriculation d'une Pte. Ltd. via l'ACRA en 1 à 3 jours, impôt sur les sociétés de 17 % avec exonération de 75 % des premiers 100 000 S$ pour les nouvelles sociétés, absence d'impôt sur les dividendes et les plus-values. Les grands projets tech peuvent obtenir de l'EDB un taux de 5 à 15 % via les dispositifs Pioneer Certificate et Development and Expansion Incentive, tandis que les start-ups bénéficient des subventions d'Enterprise Singapore et des déductions de l'Enterprise Innovation Scheme.

IS à 17 %, start-ups : 75 % des premiers 100 000 S$ exonérés

Immatriculation via l'ACRA en 1–3 jours, frais de 315 S$

Pas d'impôt sur les dividendes ni sur les plus-values

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · Immatriculation d'une Pte. Ltd. via l'ACRA et allègements fiscaux de départ de l'IRAS →
régime fiscal

03 · Dispositifs EDB pour les entreprises tech : Pioneer Certificate et Development and Expansion Incentive →
régime fiscal

04 · Enterprise Singapore : subventions et soutien aux start-ups →
statut d'entreprise

05 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

06 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Singapour: ce que le pays offre à l'IT

Singapour n'a pas de zones franches pour les services IT, ses zones de libre-échange ne concernent que les marchandises dans les ports et à l'aéroport. C'est le régime général qui s'applique : immatriculation d'une Pte. Ltd. via l'ACRA en 1 à 3 jours, impôt sur les sociétés de 17 % avec exonération de 75 % des premiers 100 000 S$ pour les nouvelles sociétés, absence d'impôt sur les dividendes et les plus-values. Les grands projets tech peuvent obtenir de l'EDB un taux de 5 à 15 % via les dispositifs Pioneer Certificate et Development and Expansion Incentive, tandis que les start-ups bénéficient des subventions d'Enterprise Singapore et des déductions de l'Enterprise Innovation Scheme.

L'essentiel en 30 secondes

- IS à 17 %, start-ups : 75 % des premiers 100 000 S$ exonérés
- Immatriculation via l'ACRA en 1–3 jours, frais de 315 S$
- Pas d'impôt sur les dividendes ni sur les plus-values
- EDB : taux de 5–15 % pour les grands projets tech

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Immatriculation d'une Pte. Ltd. via l'ACRA et allègements fiscaux de départ de l'IRAS	régime fiscal	Toute société privée à responsabilité limitée immatriculée auprès de l'ACRA. La détention étrangère à 100 % est autorisée, mais il faut au moins un…
Dispositifs EDB pour les entreprises tech : Pioneer Certificate et Development and Expansion Incentive	régime fiscal	Sociétés qui créent à Singapour de nouvelles activités à forte valeur ajoutée : sièges régionaux, centres de R&D, développement de produits, centres de…
Enterprise Singapore : subventions et soutien aux start-ups	statut d'entreprise	Start-ups immatriculées à Singapour depuis 5 ans au maximum, avec une part de résidents locaux ou via un partenariat avec des mentors et incubateurs…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

À Singapour, le partenaire DeusCode paie sa marge sur ses bénéfices au taux de 17 %, soit effectivement ≈ 8,5 % sur les premiers 100 000 S$ pendant les trois premières années grâce à la SUTE, et la GST de 9 % n'est facturée qu'au-delà de 1 million S$ de chiffre d'affaires et uniquement aux clients locaux. Il est pratique d'encaisser les clients en SGD et en USD sur un compte multidevises et de payer la holding en USD sans restriction : aucune retenue à la source n'est prélevée sur les services rendus depuis l'étranger, tandis que les redevances de logiciels subissent 10 % de retenue en l'absence de convention fiscale.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · RÉGIME FISCAL

Immatriculation d'une Pte. Ltd. via l'ACRA et allègements fiscaux de départ de l'IRAS

Qui peut devenir résident

Toute société privée à responsabilité limitée immatriculée auprès de l'ACRA. La détention étrangère à 100 % est autorisée, mais il faut au moins un administrateur résident de Singapour (citoyen, résident permanent ou titulaire d'un Employment Pass ou d'un EntrePass). Les étrangers ne déposent leur dossier que via un Registered Filing Agent agréé.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés à taux unique de 17 %, principe de territorialité et de rapatriement : les revenus étrangers non rapatriés à Singapour ne sont pas imposés, sous conditions.
- Start-Up Tax Exemption (SUTE) sur les 3 premières années : exonération de 75 % des premiers 100 000 S$ et de 50 % des 100 000 S$ suivants de revenu imposable.
- Partial Tax Exemption après la troisième année : 75 % des premiers 10 000 S$ et 50 % des 190 000 S$ suivants, sans limite de durée.
- Remise d'impôt sur les sociétés de 50 % pour l'année d'imposition 2026, plafonnée à 40 000 S$ (à vérifier à la date du dépôt).
- Pas d'impôt sur les dividendes ni sur les plus-values, pas de retenue à la source sur les dividendes versés aux non-résidents.
- Enterprise Innovation Scheme (YA 2024–2028) : déduction de 400 % des premiers 400 000 S$ de dépenses de R&D, d'enregistrement de PI, de formation et de licences de PI, ou conversion en espèces de 20 % jusqu'à 20 000 S$.
- GST de 9 % uniquement au-delà de 1 million S$ de chiffre d'affaires, l'export de services aux non-résidents est taxé à 0 %.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Au moins un administrateur résident de Singapour, un actionnaire (qui peut être une personne morale étrangère), capital libéré à partir de 1 S$.
- Secrétaire de société résident dans les 6 mois suivant l'immatriculation, adresse enregistrée à Singapour.
- Pour la SUTE : société résidente fiscale de Singapour, 20 actionnaires au maximum, au moins une personne physique détenant 10 % ou plus, ni holding d'investissement ni promoteur immobilier.
- Audit non requis pour les petites sociétés (chiffre d'affaires jusqu'à 10 millions S$, actifs jusqu'à 10 millions S$, jusqu'à 50 employés, selon deux critères sur trois).
- Dépôt annuel de l'ECI dans les 3 mois suivant la clôture de l'exercice et du Form C-S avant le 30 novembre.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Choix d'un Registered Filing Agent

Le fondateur étranger signe un contrat avec un prestataire de services aux entreprises (CSP) agréé, qui fournit l'administrateur résident (nominee, ≈ 1 500–3 000 S$ par an), le secrétaire et l'adresse. Le prestataire effectue le KYC des fondateurs en 1 à 3 jours.

02 **Étape 2. Réservation du nom et immatriculation sur BizFile+**

Le prestataire dépose le nom (15 S$, approbation généralement en quelques minutes) et la demande d'immatriculation (300 S$) via le portail BizFile+ de l'ACRA. La société est immatriculée en 1 jour ouvré si le nom ne nécessite pas l'accord de régulateurs sectoriels. Résultat : UEN et certificat électronique.

03 **Étape 3. Ouverture du compte**

Ouvrez un compte auprès de DBS, OCBC ou UOB (visite en personne de l'administrateur, 2 à 6 semaines) ou auprès des prestataires fintech Aspire, Airwallex ou Wise Business (à distance, 1 à 2 semaines). Pour les banques classiques, préparez les contrats clients et une description des flux.

04 **Étape 4. Enregistrement fiscal et avantages**

L'IRAS attribue automatiquement le numéro fiscal. Enregistrez-vous à la GST au-delà de 1 million S$ de chiffre d'affaires. La SUTE s'applique automatiquement lors du dépôt du Form C-S, sans demande distincte. Pour l'EIS, déclarez les déductions dans la déclaration.

05 **Étape 5. Visas pour le fondateur**

Si le fondateur s'installe, demandez un Employment Pass (salaire à partir de 5 600 S$ par mois, système COMPASS) via le MOM ou un EntrePass si la start-up a des investisseurs, un incubateur ou de la PI. L'administrateur résident fourni par le prestataire peut être remplacé par vous-même après l'obtention du pass.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Passeports et justificatifs de domicile de tous les administrateurs et actionnaires
- Pour un actionnaire personne morale : certificat d'immatriculation, statuts, registre des administrateurs, structure de détention jusqu'aux bénéficiaires effectifs
- Statuts (la Model Constitution standard de l'ACRA est possible)
- Consentement des administrateurs et du secrétaire à leur nomination
- Description de l'activité et code SSIC (pour l'IT, généralement 62011 ou 62021)
- Pour la banque : business plan, contrats ou lettres d'intention de clients

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais ACRA (nom 15 S$ plus immatriculation 300 S$)	**315 S$ (≈ 245 $)**
Forfait du prestataire : secrétaire, adresse, immatriculation	**≈ 600–1 500 S$ par an (≈ 470–1 170 $)**
Administrateur résident nominee	**≈ 1 500–3 000 S$ par an (≈ 1 170–2 350 $) plus un dépôt**
Dépôt annuel des comptes et de la déclaration fiscale	**≈ 800–2 000 S$**
Rapport annuel ACRA (Annual Return)	**60 S$ (≈ 47 $)**

Délais

Immatriculation en 1 à 3 jours ouvrés après le KYC, compte bancaire en 1 à 6 semaines, soit ≈ 2–6 semaines au total jusqu'à un état opérationnel.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Annual General Meeting dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice et Annual Return auprès de l'ACRA dans les 7 mois.
- ECI auprès de l'IRAS dans les 3 mois suivant la clôture, Form C-S/C avant le 30 novembre de l'année suivante.

- Cotisations CPF pour les employés citoyens et résidents permanents (17 % employeur), les étrangers ne cotisent pas au CPF.
- Tenue du registre des contrôleurs et des administrateurs nominees, conservation des documents pendant 5 ans.
- Enregistrement et déclarations trimestrielles de GST au-delà de 1 million S$ de chiffre d'affaires.

PIÈGES À ÉVITER

- Sans administrateur résident, l'immatriculation est impossible ; un administrateur nominee coûte de l'argent, exige un dépôt et ne doit pas participer à la gestion.
- La SUTE ne s'applique pas aux holdings d'investissement ni aux sociétés dont les actionnaires sont à 100 % des personnes morales.
- Les revenus étrangers rapatriés à Singapour sont imposés à 17 % si les conditions d'exonération ne sont pas remplies (imposition dans le pays source à un taux d'au moins 15 %).
- Les banques examinent attentivement les fondateurs et clients de Russie, du Bélarus et d'Iran, les refus sont fréquents ; les prestataires fintech sont plus souples mais vérifient aussi.
- Le seuil de l'EP augmente chaque année, à partir de 5 600 S$ depuis 2025 (plus élevé dans le secteur financier), vérifiez vos points COMPASS à l'avance.

LIENS OFFICIELS

ACRA BizFile+ https://www.bizfile.gov.sg

IRAS : Corporate Income Tax rates and exemptions https://www.iras.gov.sg/taxes/corporate-income-tax/basics-of-corporate-income-tax/corporate-income-tax-rate-rebates-and-tax-exemption-schemes

IRAS : Enterprise Innovation Scheme https://www.iras.gov.sg/schemes/disbursement-schemes/enterprise-innovation-scheme-(eis)

Ministry of Manpower : Employment Pass et EntrePass https://www.mom.gov.sg/passes-and-permits

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · RÉGIME FISCAL

Dispositifs EDB pour les entreprises tech : Pioneer Certificate et Development and Expansion Incentive

Qui peut devenir résident

Sociétés qui créent à Singapour de nouvelles activités à forte valeur ajoutée : sièges régionaux, centres de R&D, développement de produits, centres de données. La détention étrangère n'est pas limitée, mais des engagements substantiels en matière d'investissements, d'effectif et de dépenses à Singapour sont nécessaires. Le dispositif est inaccessible aux petits studios, il convient aux projets de plusieurs dizaines d'employés.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Pioneer Certificate Incentive : taux de 5 % ou 10 % sur les revenus de l'activité agréée pendant 15 ans au maximum.
- Development and Expansion Incentive : taux de 5 %, 10 % ou 15 % sur la croissance des revenus de l'activité agréée pendant 10 ans au maximum, avec possibilité de prolongation.
- Intellectual Property Development Incentive : 5 % ou 10 % sur les revenus de la PI développée à Singapour, jusqu'à 20 ans.
- Subventions EDB pour la formation du personnel et la R&D (Training Grant, Research Incentive Scheme for Companies).
- Tech@SG et Tech.Pass : visas facilités pour l'équipe et les spécialistes de haut niveau des sociétés agréées.
- Investment Allowance : déduction supplémentaire des dépenses d'investissement jusqu'à 100 % pour les projets agréés.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activité nouvelle ou en expansion à forte valeur ajoutée, qui n'aurait pas été implantée à Singapour autrement.
- Engagements sur le nombre et la qualité des emplois, généralement à partir de 10 à 20 employés hautement qualifiés, et sur les dépenses annuelles d'exploitation à Singapour.
- Engagements sur les dépenses d'investissement et le volume total d'investissement, les seuils précis sont négociés avec l'EDB.
- Présence économique : direction et prise de décision à Singapour, encadrement local.
- Disposition à un reporting annuel auprès de l'EDB sur le respect des engagements.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Premier contact avec l'EDB

Contactez le service compétent de l'EDB (edb.gov.sg, rubrique Contact, ou via InvestSG) et présentez le projet : type d'activité, effectif, investissements sur 3 à 5 ans. L'EDB évalue si le projet est éligible et quel dispositif s'applique.

02

Étape 2. Dépôt de la demande

Préparez la demande dans le format convenu : description du projet, prévisions financières, plan d'embauche, plan de dépenses d'investissement, retombées économiques pour Singapour. La demande est déposée avant le début de l'activité éligible.

03 **Étape 3. Évaluation et négociation des conditions**

L'EDB évalue la demande en ≈ 2–4 mois et négocie le taux, la durée et les engagements (effectif, dépenses, investissements). Résultat : lettre d'offre précisant les conditions.

04 **Étape 4. Agrément et application**

Après acceptation des conditions, un certificat ou une lettre d'agrément est délivré, l'avantage s'applique dans la déclaration auprès de l'IRAS avec une comptabilité séparée des revenus éligibles. Un rapport annuel sur le respect des engagements est remis à l'EDB.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Profil de la société et du groupe, structure de détention
- Description du projet et de l'activité à agréer
- Prévisions financières sur la durée de l'avantage avec revenus séparés
- Plan d'embauche avec postes, salaires et qualifications
- Plan de dépenses d'investissement
- Comptes audités du groupe sur 2 à 3 ans

COÛTS

POSTE	MONTANT
Demande auprès de l'EDB	**0 $**
Consultants pour la préparation de la demande (facultatif)	**≈ 10 000–50 000 $**
Engagements minimaux de dépenses à Singapour	**négociés au cas par cas, généralement à partir de ≈ 1–3 millions S$ par an, à vérifier à la date du dépôt**

Délais

≈ 3–6 mois entre le premier contact et la lettre d'agrément.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel à l'EDB sur l'effectif, les dépenses et les investissements.
- Comptabilité séparée des revenus éligibles et ordinaires dans la déclaration IRAS.
- Maintien des engagements pendant toute la durée de l'avantage, en cas de non-respect le taux est recalculé.
- Notification à l'EDB en cas de changement de contrôle ou de structure de l'activité.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les dispositifs sont conçus pour des projets de l'envergure d'un siège régional ou d'un centre de R&D, un petit studio essuiera un refus dès le premier contact.
- ⚠ L'avantage ne porte que sur l'activité agréée, les autres revenus sont imposés à 17 %.
- ⚠ Les engagements sont fixés dans la lettre et contrôlés, un effectif ou des dépenses insuffisants entraînent la perte de l'avantage.
- ⚠ L'impôt minimum mondial de 15 % (Pilier Deux) s'applique depuis 2025 aux groupes réalisant au moins 750 millions d'euros de chiffre d'affaires et réduit l'effet du taux de 5–10 %.

LIENS OFFICIELS

EDB : Incentives and schemes https://www.edb.gov.sg/en/how-we-help/incentives-and-schemes.html

IRAS : Tax incentives (aperçu) https://www.iras.gov.sg/taxes/corporate-income-tax/specific-industries/tax-incentives

EDB : Tech.Pass https://www.edb.gov.sg/en/how-we-help/incentives-and-schemes/tech-pass.html

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · STATUT D'ENTREPRISE

Enterprise Singapore : subventions et soutien aux start-ups

Qui peut devenir résident

Start-ups immatriculées à Singapour depuis 5 ans au maximum, avec une part de résidents locaux ou via un partenariat avec des mentors et incubateurs accrédités. Pour les équipes entièrement étrangères, la voie principale est l'EntrePass du fondateur et la participation à des incubateurs accrédités.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Startup SG Founder : subvention jusqu'à 50 000 S$ (à vérifier à la date du dépôt) avec cofinancement du fondateur et accompagnement par un mentor partenaire accrédité.
- Startup SG Tech : subventions Proof-of-Concept jusqu'à 250 000 S$ et Proof-of-Value jusqu'à 500 000 S$ pour les développements deep tech.
- Enterprise Development Grant : jusqu'à 50 % des dépenses de conseil, d'innovation et d'accès aux marchés.
- Startup SG Equity : co-investissement de l'État aux côtés de fonds privés.
- EntrePass pour le fondateur : sans capital ni salaire minimum en présence d'un investisseur, d'un incubateur ou de PI.
- Market Readiness Assistance : jusqu'à 50 % des dépenses de développement sur les marchés étrangers.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Société immatriculée à Singapour, pour la plupart des subventions au moins 30 % de détention locale (citoyens ou résidents permanents).
- Le fondateur travaille à plein temps dans la société, pour Startup SG Founder il s'agit de sa première société.
- Pour l'EntrePass : société de moins de 6 mois ou pas encore immatriculée, part du fondateur d'au moins 30 %, présence d'un investisseur VC, d'un incubateur, de PI ou d'un partenariat de R&D.
- Les subventions sont versées par remboursement après justification des dépenses.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Demande d'EntrePass (pour un fondateur étranger)**

Déposez la demande via le portail du MOM avec un business plan de 10 pages et la preuve d'un investisseur ou d'un incubateur. Examen ≈ 8 semaines. Le pass est délivré pour 1 an, son renouvellement dépend des dépenses et des embauches.

02 **Étape 2. Immatriculation de la société et choix du mentor**

Immatriculez une Pte. Ltd. via l'ACRA et choisissez un mentor partenaire accrédité (Accredited Mentor Partner) dans la liste Startup SG.

03 **Étape 3. Demande de subvention**

Déposez la demande via le Business Grants Portal (businessgrants.gov.sg) avec le business plan, le budget et la lettre du mentor. Examen ≈ 6–12 semaines.

04 **Étape 4. Réalisation et rapports**

Atteignez les jalons, remettez les rapports de dépenses et recevez les versements par tranches, sur remboursement.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat ACRA (Bizfile profile)
- Business plan et pitch deck
- Modèle financier et budget du projet
- Lettre de confirmation du mentor ou de l'incubateur
- CV des fondateurs et structure de détention
- Pour l'EntrePass : preuves d'investissements, de PI ou de partenariat

COÛTS

POSTE	MONTANT
Demande d'EntrePass	**105 S$ au dépôt plus 225 S$ à la délivrance (≈ 260 $ au total)**
Demandes de subventions	**0 $**
Participation à un incubateur privé	**≈ 0–20 000 S$ ou une participation de 5–8 %**

Délais

EntrePass ≈ 8 semaines, subventions ≈ 2–3 mois après l'immatriculation de la société.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapports de dépenses et de jalons pour les subventions, remboursement en cas d'utilisation non conforme.
- Pour l'EntrePass : justification des dépenses d'exploitation et des embauches locales au renouvellement (à partir de 100 000 S$ de dépenses et 3 employés locaux au deuxième renouvellement).
- Reporting d'entreprise habituel auprès de l'ACRA et de l'IRAS.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ La plupart des subventions exigent au moins 30 % de détention locale, une société entièrement étrangère n'est pas éligible.
- ⚠ Les subventions sont versées par remboursement, des fonds propres sont nécessaires.
- ⚠ L'EntrePass vise les start-ups innovantes avec investisseurs, les studios d'outsourcing ne l'obtiennent pas, leur voie passe par l'Employment Pass.

LIENS OFFICIELS

Enterprise Singapore : Startup SG https://www.startupsg.gov.sg

Business Grants Portal https://www.businessgrants.gov.sg

MOM : EntrePass https://www.mom.gov.sg/passes-and-permits/entrepass

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

DBS, OCBC, UOB, Standard Chartered et HSBC ouvrent des comptes (visite de l'administrateur, 2 à 6 semaines), de même que les prestataires fintech Aspire, Airwallex et Wise Business (à distance, 1 à 2 semaines). Pas de contrôle des changes, comptes multidevises, encaissement des paiements de l'étranger via SWIFT, Stripe, PayPal et le système local PayNow. Les banques contrôlent strictement les liens avec la Russie, le Bélarus et l'Iran, de tels liens augmentent la probabilité d'un refus.

Visas et résidence

Le fondateur s'installe avec un Employment Pass (à partir de 5 600 S$ par mois, système COMPASS) ou un EntrePass pour les start-ups innovantes, les spécialistes de haut niveau avec un Tech.Pass (à partir de 22 500 S$ par mois). Les employés obtiennent un EP ou un S Pass (à partir de 3 300 S$) soumis à quotas. La résidence permanente est accessible après 2 à 3 ans de travail sous pass.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

À Singapour, le partenaire DeusCode paie sa marge sur ses bénéfices au taux de 17 %, soit effectivement ≈ 8,5 % sur les premiers 100 000 S$ pendant les trois premières années grâce à la SUTE, et la GST de 9 % n'est facturée qu'au-delà de 1 million S$ de chiffre d'affaires et uniquement aux clients locaux. Il est pratique d'encaisser les clients en SGD et en USD sur un compte multidevises et de payer la holding en USD sans restriction : aucune retenue à la source n'est prélevée sur les services rendus depuis l'étranger, tandis que les redevances de logiciels subissent 10 % de retenue en l'absence de convention fiscale.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Singapour n'a pas de zone franche pour les services IT : les Free Trade Zones (Jurong Port, Changi Airfreight Centre et autres) ne concernent que les marchandises.
- ⚠ La remise d'impôt sur les sociétés de 50 % plafonnée à 40 000 S$ a été annoncée pour l'YA 2026, pour les années suivantes à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les seuils de l'Employment Pass augmentent chaque année, à partir de 5 600 S$ depuis 2025, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les seuils d'engagement des dispositifs EDB ne sont pas publiés et sont négociés au cas par cas, les montants sont indicatifs.
- ⚠ Depuis 2025, le Pilier Deux s'applique : les groupes réalisant au moins 750 millions d'euros de chiffre d'affaires paient un minimum de 15 % via la Domestic Top-up Tax.

⚠ Singapour applique ses propres sanctions contre la Russie dans les secteurs financier et technologique, les banques contrôlent les chaînes de paiement.

IN

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · INDE

Inde:
STPI et SEZ IT : export de logiciels sans droits ni GST ; GIFT City : 10 ans d'exonération pour la fintech

En Inde, trois régimes s'adressent aux exportateurs IT : le dispositif STPI (enregistrement sans rattachement à une zone, importation d'équipements en franchise de droits, certification des factures d'export SOFTEX), les zones économiques spéciales IT/ITES (importation en franchise, GST à 0 % sur les achats, avantages des États) et GIFT City au Gujarat, où les sociétés fintech dotées du statut IFSC bénéficient d'une exonération totale d'impôt sur les sociétés pendant 10 des 15 premières années. Les exonérations fiscales pour les nouvelles unités STPI et SEZ sont fermées depuis 2011 et 2020 respectivement, le taux de base est de 25,17 % ; l'intérêt principal de ces régimes réside donc désormais dans les procédures d'export et de douane et dans l'accès aux talents.

STPI : export de logiciels sans droits sur les équipements, GST 0 %

SEZ IT : importation en franchise et avantages des États

GIFT City IFSC : 0 % d'impôt 10 ans sur 15 pour la fintech

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Dispositif STPI (Software Technology Parks of India)
statut d'entreprise →

03 · Zones économiques spéciales pour l'IT/ITES
zone franche →

04 · GIFT City (Gujarat International Finance Tec-City) et IFSC
centre financier →

05 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

06 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Inde: ce que le pays offre à l'IT

En Inde, trois régimes s'adressent aux exportateurs IT : le dispositif STPI (enregistrement sans rattachement à une zone, importation d'équipements en franchise de droits, certification des factures d'export SOFTEX), les zones économiques spéciales IT/ITES (importation en franchise, GST à 0 % sur les achats, avantages des États) et GIFT City au Gujarat, où les sociétés fintech dotées du statut IFSC bénéficient d'une exonération totale d'impôt sur les sociétés pendant 10 des 15 premières années. Les exonérations fiscales pour les nouvelles unités STPI et SEZ sont fermées depuis 2011 et 2020 respectivement, le taux de base est de 25,17 % ; l'intérêt principal de ces régimes réside donc désormais dans les procédures d'export et de douane et dans l'accès aux talents.

L'essentiel en 30 secondes

- STPI : export de logiciels sans droits sur les équipements, GST 0 %
- SEZ IT : importation en franchise et avantages des États
- GIFT City IFSC : 0 % d'impôt 10 ans sur 15 pour la fintech
- Détention étrangère à 100 % par la voie automatique

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Dispositif STPI (Software Technology Parks of India)	statut d'entreprise	Toute société indienne (Private Limited, LLP) ou succursale de société étrangère exportant des logiciels et des services IT. Détention étrangère à 100 %...
Zones économiques spéciales pour l'IT/ITES	zone franche	Sociétés installant une unité dans une SEZ IT/ITES notifiée (par exemple les zones d'Infosys, TCS, DLF, Mindspace, Candor à Bangalore, Hyderabad, Pune...
GIFT City (Gujarat International Finance Tec-City) et IFSC	centre financier	Sociétés fintech, services de paiement et de courtage, fonds, filiales d'assurance et bancaires, sociétés IT au service du secteur financier. Les sociétés...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Inde verse la marge sur un bénéfice imposé à 25,17 % (22 % plus surtaxe et contribution sous le régime 115BAA), avec une GST de 18 % sur les services aux clients locaux et 0 % à l'export. Il est pratique d'encaisser les clients en roupies, tandis que les paiements à la holding en USD sont traités comme une importation de services, avec retenue à la source (≈ 10 % avec convention fiscale, 20 % sans) et formulaires 15CA/15CB ; la roupie étant partiellement convertible, les virements prennent 2–5 jours. L'atout principal du partenaire indien, c'est le développement bon marché et le traitement STPI des factures d'export, pas le taux d'imposition.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · STATUT D'ENTREPRISE

Dispositif STPI (Software Technology Parks of India)

Qui peut devenir résident

Toute société indienne (Private Limited, LLP) ou succursale de société étrangère exportant des logiciels et des services IT. Détention étrangère à 100 % autorisée par la voie automatique des IDE (FDI). L'unité peut se situer dans n'importe quelle ville, y compris dans des bureaux propres hors technoparc. Géré par la société autonome STPI, rattachée au ministère de l'Électronique et des Technologies de l'information.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Importation en franchise de droits de biens d'équipement (serveurs, équipements réseau, licences) pour les opérations d'export, y compris d'occasion.
- Certification des factures d'export via les formulaires SOFTEX pour le contrôle des changes de la RBI, obligatoire pour tout exportateur de logiciels.
- Export de services soumis à la GST au taux de 0 % avec remboursement de la taxe d'amont (règle générale pour l'export, le STPI simplifie la justification).
- Guichet unique : autorisations d'importation, liaison de communication, dédouanement via le STPI plutôt que via plusieurs administrations.
- Accès à l'infrastructure du STPI : centres de données, incubateurs, liaisons à haut débit dans plus de 60 villes.
- Vente sur le marché intérieur jusqu'à 50 % du chiffre d'affaires, avec paiement des droits au prorata.
- Option d'enregistrement Non-STP, uniquement pour le SOFTEX, sans avantages douaniers et avec des frais réduits.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Personne morale en Inde avec PAN, GSTIN et code importateur-exportateur IEC.
- Rapport de projet avec prévisions d'export sur 5 ans et gain net en devises (NFE) positif.
- Locaux pour l'unité avec bail ; pour le statut STP complet, les locaux deviennent un entrepôt sous douane (bonded).
- Engagement juridique (Legal Undertaking) de respecter les obligations d'export.
- Paiement des frais de service anticipés et des frais annuels selon le barème d'export.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société via le MCA

Immatriculez une Private Limited via SPICe+ sur le portail du ministère des Affaires corporatives (mca.gov.in) : DSC des directeurs, DIN, dénomination, statuts. Il faut au minimum 2 directeurs, dont un résident de l'Inde (182 jours par an), et 2 actionnaires. Les droits d'État sont minimes pour un capital jusqu'à 15 lakh ₹ (1,5 million), le droit de timbre dépend de l'État. Délai de 7–15 jours ouvrés. Après l'immatriculation, obtenez PAN, TAN, GSTIN, IEC et ouvrez un compte.

02

Étape 2. Déclaration des investissements étrangers

Après le versement du capital par l'actionnaire étranger, déposez le formulaire FC-GPR via le portail RBI FIRMS dans les 30 jours suivant l'émission des actions. À défaut, les recettes d'export et les dividendes peuvent être bloqués.

03

Étape 3. Demande auprès du STPI

Créez un compte sur le portail du STPI (stpionline.stpi.in), choisissez le centre le plus proche et déposez une demande d'unité STP (ou Non-STP) avec le rapport de projet, les documents de la société et le bail. Réglez les frais de service anticipés de 24 000 ₹ plus GST (pour le STP).

04

Étape 4. Présentation et Letter of Permission

Le directeur régional du STPI examine le projet et, si nécessaire, vous convoque pour une présentation. L'approbation prend la forme d'une Letter of Permission (LoP) valable 5 ans. Signez le Legal Undertaking et, pour le STP complet, obtenez auprès de la douane la licence d'entrepôt sous douane pour les locaux.

05

Étape 5. Lancement de l'export

Émettez les factures d'export, déposez le SOFTEX via le portail du STPI dans les 30 jours suivant la facture, encaissez le paiement sur un compte en Inde dans les 9 mois et remettez les rapports trimestriels et annuels au STPI.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat d'immatriculation, MOA et AOA de la société
- PAN, GSTIN, IEC et coordonnées du compte bancaire
- Résolution du conseil d'administration sur le dépôt de la demande et informations sur les directeurs et les promoteurs
- Bail ou justificatif du droit d'occupation des locaux
- Rapport de projet détaillé avec prévisions d'export et d'import sur 5 ans
- Liste des équipements à importer en franchise de droits
- Copies des contrats ou lettres d'intention de clients étrangers
- Pour les filiales : documents de la société mère et organigramme du groupe

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits du MCA pour l'immatriculation d'une Private Limited (capital jusqu'à 15 lakh ₹)	**≈ 1 000–5 000 ₹ (≈ 12–60 $) plus droit de timbre de l'État**
Frais de service anticipés du STPI (unité STP)	**24 000 ₹ plus GST (≈ 290 $)**
Demande Non-STP	**1 000 ₹ plus GST (≈ 12 $)**
Frais de service annuels du STPI pour un export jusqu'à 25 lakh ₹ (2,5 millions)	**≈ 8 000 ₹ plus GST (≈ 95 $), à vérifier à la date du dépôt**
Frais annuels pour un export de 3–10 crore ₹ (30–100 millions)	**≈ 110 000 ₹ plus GST (≈ 1 300 $), à vérifier à la date du dépôt**
Comptable et secrétaire de société, par an	**≈ 1 000–3 000 $**

Délais

Immatriculation de la société 2–3 semaines, approbation STPI 4–8 semaines, soit ≈ 8–12 semaines au total jusqu'au premier SOFTEX.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déposer un SOFTEX pour chaque facture d'export dans les 30 jours, encaisser le paiement dans les 9 mois.
- Maintenir un NFE positif en cumul sur 5 ans.
- Rapports trimestriels et annuels de performance au STPI.
- Renouvellement de la LoP tous les 5 ans, notification de tout changement d'adresse ou de propriétaires.
- Suivi des équipements importés en franchise dans les locaux sous douane, autorisation du STPI pour leur sortie.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les exonérations fiscales de la section 10A pour les unités STP ont pris fin en 2011 ; en matière d'impôt sur les sociétés, le STPI ne diffère en rien d'une société ordinaire.
- ⚠ Sans directeur résident de l'Inde, l'immatriculation est impossible ; sans FC-GPR, les opérations de change sont bloquées.
- ⚠ Un retard de SOFTEX ou un encaissement au-delà de 9 mois constitue une infraction à la FEMA et entraîne des amendes.
- ⚠ Pour le STP complet, les locaux passent sous douane ; un déménagement exige l'autorisation de la douane.
- ⚠ Les frais du STPI dépendent de l'export déclaré ; surestimer la prévision augmente le paiement annuel.

LIENS OFFICIELS

STPI (site officiel) https://www.stpi.in

Portail en ligne du STPI pour l'enregistrement et le SOFTEX https://stpionline.stpi.in

Ministère des Affaires corporatives (immatriculation des sociétés) https://www.mca.gov.in

RBI FIRMS (déclaration des investissements étrangers) https://firms.rbi.org.in

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · ZONE FRANCHE

Zones économiques spéciales pour l'IT/ITES

Qui peut devenir résident

Sociétés installant une unité dans une SEZ IT/ITES notifiée (par exemple les zones d'Infosys, TCS, DLF, Mindspace, Candor à Bangalore, Hyderabad, Pune, Chennai, Noida). L'unité doit être orientée vers l'export avec un NFE positif. Détention étrangère à 100 % par la voie automatique ; une société étrangère peut ouvrir une unité via une filiale indienne.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Importation en franchise de droits et achats sans GST de biens et services pour les opérations autorisées (les livraisons vers une SEZ sont assimilées à des exportations à taux zéro).
- Exemption des restrictions à l'export et régime douanier simplifié à l'intérieur de la zone.
- Avantages des États : exonération du droit de timbre sur les baux, de la taxe sur l'électricité, réglementation du travail simplifiée, guichet unique du Development Commissioner.
- Postes hors SEZ : depuis 2022, l'unité peut autoriser le télétravail (règle 43A), jusqu'à 100 % des salariés sur notification au Development Commissioner.
- Infrastructure prête à l'emploi de classe A avec alimentation de secours et connectivité dans les parcs IT privés.
- Pour les unités ayant démarré avant le 1er avril 2021, la déduction de la section 10AA est maintenue (100 % pendant 5 ans, 50 % pendant 5 ans, 50 % pendant 5 ans en cas de réinvestissement). Pour les nouvelles unités, la déduction n'est pas disponible.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Locaux à l'intérieur d'une SEZ notifiée, avec bail conclu avec le développeur de la zone.
- Rapport de projet avec NFE positif sur 5 ans et plan d'export.
- Surface minimale selon les règles du développeur, généralement à partir de 5 000 pieds carrés (à vérifier auprès de la zone).
- Personne morale en Inde avec PAN, GSTIN et IEC, enregistrement GST distinct pour l'unité SEZ.
- Approbation de l'Unit Approval Committee et Letter of Approval du Development Commissioner.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Choix de la zone et bail**

Choisissez une SEZ IT dans la ville souhaitée dans la liste de sezindia.gov.in, convenez des locaux avec le développeur et obtenez une lettre provisoire d'attribution (provisional letter of allotment).

02 **Étape 2. Demande via SEZ Online**

Déposez le formulaire F via le portail SEZ Online (sezonline-ndml.com) : rapport de projet, NFE, documents de la société, lettre du développeur. La demande est transmise à l'Unit Approval Committee (UAC) de la zone concernée.

03 **Étape 3. Réunion de l'UAC et Letter of Approval**

L'UAC se réunit généralement toutes les 2–4 semaines, en présence d'un représentant de la société. En cas d'approbation, le Development Commissioner délivre la Letter of Approval (LoA) sous ≈ 15–30 jours après la réunion, valable 5 ans.

04 Étape 4. Engagement juridique et enregistrements

Signez le Bond-cum-Legal Undertaking, obtenez l'enregistrement GST distinct de l'unité SEZ, le rattachement du code IEC et la notification de la douane. Le début des opérations est confirmé par lettre au Development Commissioner.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Formulaire F (demande d'unité) avec rapport de projet
- Certificat d'immatriculation, MOA, AOA, résolution des directeurs
- PAN, GSTIN, IEC de la société
- Lettre provisoire d'attribution du développeur
- Calcul du NFE sur 5 ans
- Liste des équipements à importer
- États financiers audités des 3 derniers exercices (pour les sociétés existantes) ou états de la société mère

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais de dépôt du formulaire F	**≈ 5 000–10 000 ₹ (≈ 60–120 $), à vérifier à la date du dépôt**
Loyer dans une SEZ IT	**≈ 60–120 ₹ par pied carré et par mois (≈ 0,70–1,40 $) selon la ville**
Dépôt de garantie et aménagement des bureaux	**≈ 6–10 mois de loyer**
Frais annuels du Development Commissioner	**≈ 5 000–25 000 ₹, à vérifier à la date du dépôt**

Délais

≈ 1–2 mois du contrat avec le développeur à la LoA, plus 2–3 semaines pour l'immatriculation de la société.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- NFE positif en cumul sur chaque période de 5 ans.
- Rapport annuel APR (Annual Performance Report) au Development Commissioner.
- Tenue du registre des biens importés en franchise, autorisations de sortie des équipements de la zone.
- Renouvellement de la LoA tous les 5 ans.
- Notification du passage de salariés en télétravail selon la règle 43A.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Pas d'exonération fiscale pour les nouvelles unités : la section 10AA est fermée aux unités ayant démarré après le 31 mars 2021.
- ⚠ La sortie de la SEZ (debonding) impose le paiement des droits sur les équipements importés en franchise, au prorata de la valeur résiduelle.
- ⚠ La vente de services sur le marché intérieur est soumise à la GST de 18 % et exige une comptabilité séparée.
- ⚠ La surface minimale et la durée des baux exigées par les développeurs rendent la SEZ peu rentable pour des équipes de moins de 30–50 personnes.

LIENS OFFICIELS

SEZ India (ministère du Commerce) https://sezindia.gov.in

SEZ Online (dépôt des demandes) https://www.sezonline-ndml.com

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · CENTRE FINANCIER

GIFT City (Gujarat International Finance Tec-City) et IFSC

Qui peut devenir résident

Sociétés fintech, services de paiement et de courtage, fonds, filiales d'assurance et bancaires, sociétés IT au service du secteur financier. Les sociétés étrangères ouvrent une unité via une filiale ou une succursale indienne ; le régulateur unique est l'IFSCA. Les unités IT/ITES de la GIFT SEZ hors IFSC bénéficient des avantages SEZ ordinaires plus les subventions de l'État du Gujarat.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Pour les unités IFSC : déduction de 100 % des bénéfices au titre de la section 80LA pendant 10 années au choix parmi les 15 premières années d'activité.
- Impôt minimum alternatif MAT de 9 % pour les unités IFSC (sous l'ancien régime), 0 % en cas d'option pour le régime 115BAA.
- La GST ne s'applique pas aux services rendus par les unités IFSC à des clients à l'étranger et à d'autres unités IFSC.
- Pas de retenue à la source sur les dividendes versés par une unité IFSC à des non-résidents pour plusieurs catégories, pas de droit de timbre sur les transactions des bourses IFSC.
- Activité en devises autorisée sans restrictions FEMA à l'intérieur de l'IFSC, comptes en USD dans les banques IFSC.
- Bac à sable réglementaire de l'IFSCA pour la fintech, dispositif FinTech Entity avec subventions jusqu'à 75 lakh ₹ (7,5 millions) ; à vérifier à la date du dépôt.
- Subventions de l'État du Gujarat : prise en charge du loyer, des cotisations au fonds de pension et de l'électricité pour les unités IT/ITES au titre de l'IT/ITES Policy 2022–2027.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Bureau à l'intérieur de la GIFT SEZ (loué auprès du développeur ou dans les immeubles de GIFT City), surface minimale selon l'activité.
- Letter of Approval du Development Commissioner de la GIFT SEZ via l'Unit Approval Committee.
- Pour les services financiers : enregistrement ou agrément de l'IFSCA selon le règlement applicable (paiements, courtiers, fonds, fintech).
- NFE positif et enregistrement GST distinct de l'unité.
- Pour la section 80LA : les revenus doivent provenir d'une activité autorisée de l'unité IFSC.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société

Immatriculez une Private Limited auprès du ROC du Gujarat via le MCA (ou utilisez une société indienne existante dont le siège est au Gujarat). Pour les licences financières, une société distincte dédiée à l'activité IFSC est souvent requise.

02

Étape 2. Location d'un bureau dans la GIFT SEZ

Obtenez une lettre provisoire d'attribution auprès du développeur ou de GIFT SEZ Ltd. Des bureaux prêts à l'emploi et des espaces de coworking sont disponibles à partir de ≈ 500 pieds carrés.

03 Étape 3. Demande d'unité auprès de l'UAC

Déposez la demande d'unité SEZ via le portail de la GIFT SEZ ou SEZ Online, avec rapport de projet et NFE. L'UAC de la GIFT SEZ se réunit chaque semaine, la LoA est délivrée sous ≈ 15–30 jours.

04 Étape 4. Agrément de l'IFSCA

Pour une activité financière, déposez une demande auprès de l'IFSCA (ifsca.gov.in) selon le règlement applicable : les frais et les exigences de capital dépendent du type de licence. Pour la FinTech Entity, un enregistrement simplifié et un bac à sable sont disponibles.

05 Étape 5. Lancement et avantages

Ouvrez un compte dans une banque IFSC (IBU), démarrez les opérations, déclarez la déduction 80LA dans la déclaration d'impôt sur les sociétés et déposez une demande de subventions de l'État via iNDEXTb.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat d'immatriculation, MOA, AOA
- Rapport de projet avec NFE et description de l'activité
- Lettre du développeur pour la location dans la GIFT SEZ
- PAN, GSTIN, IEC
- Pour l'IFSCA : business plan, structure de détention jusqu'aux bénéficiaires effectifs, justificatif du capital, KYC des personnes clés
- Profils des directeurs et du personnel clé

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais de demande d'unité SEZ	**≈ 5 000–10 000 ₹ (≈ 60–120 $), à vérifier à la date du dépôt**
Loyer de bureau à GIFT City	**≈ 40–80 ₹ par pied carré et par mois (≈ 0,50–0,95 $)**
Frais de l'IFSCA pour l'enregistrement d'une FinTech Entity	**≈ 1 000–5 000 $ selon la catégorie, à vérifier à la date du dépôt**
Frais de l'IFSCA pour une licence de service de paiement ou de courtage	**à partir de ≈ 5 000 $ plus exigences de capital, à vérifier à la date du dépôt**

Délais

Unité SEZ ≈ 1–2 mois, agrément de l'IFSCA ≈ 2–6 mois selon la licence.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- APR annuel au Development Commissioner et reporting à l'IFSCA selon le règlement de la licence.
- NFE positif, opérations menées à l'intérieur de l'IFSC.
- Respect des exigences de capital et de KYC/AML selon les règles de l'IFSCA.
- Comptabilité séparée des revenus de l'unité IFSC pour la déduction 80LA.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ La déduction 80LA n'est accessible qu'aux unités IFSC exerçant une activité financière ; une société IT sans licence financière dans la GIFT SEZ n'obtient que les avantages SEZ et les subventions de l'État.
- ⚠ GIFT City se situe entre Ahmedabad et Gandhinagar ; le recrutement de spécialistes IT y est plus difficile qu'à Bangalore ou Hyderabad.

⚠ Les licences de l'IFSCA exigent du personnel local et du capital ; les délais dépendent de la catégorie.

⚠ Les opérations domestiques avec des résidents indiens depuis l'IFSC sont limitées et imposées selon les règles ordinaires.

LIENS OFFICIELS

GIFT City https://www.giftgujarat.in

IFSCA (régulateur de l'IFSC) https://ifsca.gov.in

GIFT SEZ https://www.giftsez.com

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte de la société est ouvert par HDFC Bank, ICICI Bank, Axis Bank, SBI et les banques étrangères Citi, HSBC, Standard Chartered ; pour les sociétés à capital étranger, compter 2–4 semaines avec KYC des directeurs. Les recettes d'export sont créditées en roupies après conversion ou sur un compte EEFC en devises ; chaque encaissement est justifié par un FIRC/e-FIRC et un SOFTEX. Les paiements de services vers l'étranger exigent les formulaires 15CA/15CB, une retenue à la source (généralement 10 % en vertu des conventions de non-double imposition, 20 % sans convention) et passent par la banque selon les règles de la FEMA ; l'encaissement des paiements de l'étranger est possible via SWIFT, Payoneer, Wise, Stripe India et PayPal.

Visas et résidence

Il n'existe pas de visa start-up en Inde. Le fondateur étranger vient avec un Business Visa (jusqu'à 5 ans, entrées multiples), les salariés avec un Employment Visa assorti d'un salaire minimum de 25 000 $ par an, avec enregistrement auprès du FRRO dans les 14 jours en cas de séjour supérieur à 180 jours. Les personnes d'origine indienne obtiennent l'OCI, sans restriction de travail.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Inde verse la marge sur un bénéfice imposé à 25,17 % (22 % plus surtaxe et contribution sous le régime 115BAA), avec une GST de 18 % sur les services aux clients locaux et 0 % à l'export. Il est pratique d'encaisser les clients en roupies, tandis que les paiements à la holding en USD sont traités comme une importation de services, avec retenue à la source (≈ 10 % avec convention fiscale, 20 % sans) et formulaires 15CA/15CB ; la roupie étant partiellement convertible, les virements prennent 2–5 jours. L'atout principal du partenaire indien, c'est le développement bon marché et le traitement STPI des factures d'export, pas le taux d'imposition.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

⚠ Les exonérations fiscales pour les nouvelles unités STPI sont fermées depuis 2011, pour les nouvelles unités SEZ depuis le 1er avril 2021 ; les consultants qui promettent 15 ans d'exonération pour de nouvelles unités s'appuient sur des données obsolètes.

- ⚠ Le barème des frais de service du STPI et les frais des SEZ sont indiqués d'après les données 2025–2026 ; à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les taux de retenue à la source sur les paiements de services techniques à des non-résidents dépendent de la convention fiscale : 10 % avec la Russie, 10 % avec le Kazakhstan, 10 % avec les Émirats arabes unis, 20 % plus surtaxes sans convention.
- ⚠ Les règles de télétravail en SEZ (règle 43A) ont évolué en 2022–2023 ; vérifiez la part actuelle de salariés autorisée hors zone.
- ⚠ Les subventions de l'IFSCA pour la fintech et celles du Gujarat sont liées à des politiques à durée limitée ; à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ L'Inde n'a pas rejoint les sanctions contre la Russie ; les paiements en roupies via les comptes Vostro sont possibles, mais les banques vérifient les chaînes de paiement, et les paiements en USD transitent par des correspondants soumis à leur propre conformité.

VN

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · VIETNAM

Vietnam: Parcs high-tech et projets logiciels : taux de 10 % pendant 15 ans, dont 4 ans sans impôt

Au Vietnam, les projets IT obtiennent des avantages par deux voies : l'implantation dans les parcs high-tech nationaux (Saigon Hi-Tech Park à Hô Chi Minh-Ville, Hoa Lac à Hanoï, Da Nang Hi-Tech Park) ou la reconnaissance du projet comme production de logiciels, qui donne les mêmes avantages dans n'importe quelle ville. Dans les deux cas, l'impôt sur les sociétés est de 10 % au lieu de 20 % pendant 15 ans, dont 4 ans d'exonération totale et 9 ans au taux de 5 %, plus l'exonération de TVA sur l'export de logiciels et des allègements d'impôt sur le revenu pour les spécialistes IT à partir du 1er juillet 2026. La détention étrangère à 100 % est autorisée ; l'immatriculation passe par le certificat d'investissement IRC et le certificat d'entreprise ERC.

Impôt sur les sociétés de 10 % pendant 15 ans au lieu de 20 %

4 ans sans impôt, puis 9 ans au taux de 5 %

Export de logiciels sans TVA, impôt sur le revenu des cadres IT réduit de 50 %

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · Saigon Hi-Tech Park (SHTP), Hô Chi Minh-Ville →
technoparc

03 · Hoa Lac Hi-Tech Park, Hanoï →
technoparc

04 · Avantages pour les projets de production de logiciels hors parcs →
régime fiscal

05 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

06 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Vietnam: ce que le pays offre à l'IT

Au Vietnam, les projets IT obtiennent des avantages par deux voies : l'implantation dans les parcs high-tech nationaux (Saigon Hi-Tech Park à Hô Chi Minh-Ville, Hoa Lac à Hanoï, Da Nang Hi-Tech Park) ou la reconnaissance du projet comme production de logiciels, qui donne les mêmes avantages dans n'importe quelle ville. Dans les deux cas, l'impôt sur les sociétés est de 10 % au lieu de 20 % pendant 15 ans, dont 4 ans d'exonération totale et 9 ans au taux de 5 %, plus l'exonération de TVA sur l'export de logiciels et des allègements d'impôt sur le revenu pour les spécialistes IT à partir du 1er juillet 2026. La détention étrangère à 100 % est autorisée ; l'immatriculation passe par le certificat d'investissement IRC et le certificat d'entreprise ERC.

L'essentiel en 30 secondes

- Impôt sur les sociétés de 10 % pendant 15 ans au lieu de 20 %
- 4 ans sans impôt, puis 9 ans au taux de 5 %
- Export de logiciels sans TVA, impôt sur le revenu des cadres IT réduit de 50 %
- Détention étrangère à 100 %, IRC en 15 jours ouvrés

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Saigon Hi-Tech Park (SHTP), Hô Chi Minh-Ville	technoparc	Sociétés portant des projets dans les filières high-tech prioritaires : microélectronique, IT et logiciels, IA, data centers, biotech, R&D. Les investisseurs…
Hoa Lac Hi-Tech Park, Hanoï	technoparc	Sociétés dans l'IT, les logiciels, l'électronique, l'IA, la biotech, les nouveaux matériaux et la R&D. Depuis 2024, le parc relève du Comité populaire de…
Avantages pour les projets de production de logiciels hors parcs	régime fiscal	Toute société au Vietnam, y compris détenue à 100 % par des étrangers, dont le projet d'investissement est reconnu comme production de logiciels au sens de la…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode au Vietnam verse la marge sur un bénéfice imposé au taux de 20 %, ou, sous statut de production de logiciels ou en parc high-tech, à 0 % les 4 premières années et 5 % les 9 années suivantes, avec une TVA de 0 % sur l'export de logiciels. Il est pratique d'encaisser les clients en dongs sur le compte local (les règlements intérieurs en devises sont interdits), tandis que les paiements au holding en USD sont formalisés comme règlement de services sur contrat, avec retenue de la taxe sur les prestataires étrangers de ≈ 10 % (5 % de TVA et 5 % d'impôt sur les sociétés) ; il vaut donc mieux calculer la marge du holding en tenant compte de la FCT. Le coût des développeurs au Vietnam est l'un des plus bas de la région pour une qualité élevée.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · TECHNOPARC

Saigon Hi-Tech Park (SHTP), Hô Chi Minh-Ville

Qui peut devenir résident

Sociétés portant des projets dans les filières high-tech prioritaires : microélectronique, IT et logiciels, IA, data centers, biotech, R&D. Les investisseurs étrangers enregistrent leur projet auprès du Comité de gestion du parc (SHTP Management Board), qui délivre lui-même l'IRC. Depuis le 1er juillet 2026, les critères de sélection sont fixés par le décret 260/2026/ND-CP : niveau technologique, intensité d'investissement, part de R&D, respect de l'environnement.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 10 % pendant 15 ans à compter du premier chiffre d'affaires (taux ordinaire de 20 %) ; pour les projets de plus de 3 000 milliards de VND, la durée est de 30 ans.
- Exonération d'impôt sur les sociétés pendant 4 ans et réduction de 50 % (taux de 5 %) pendant les 9 années suivantes, à compter du premier exercice bénéficiaire.
- Exonération de droits d'importation sur les équipements constituant des immobilisations et sur les matières premières non produites dans le pays, pendant 5 ans.
- Exonération de redevance foncière pour les projets high-tech pendant toute la durée du projet (seules les redevances d'infrastructure sont dues).
- Guichet unique du Comité de gestion du parc pour l'investissement, le foncier, la construction, le travail, la douane.
- Accès prioritaire aux programmes nationaux de soutien aux hautes technologies et aux diplômés des universités de Hô Chi Minh-Ville.
- Bureaux et laboratoires prêts à l'emploi au SHTP Innovation Center et dans les bâtiments ready-built ; l'extension du parc de 195 ha a été approuvée en juin 2026.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Le projet correspond à la liste des hautes technologies prioritaires et aux critères du décret 260/2026 : part des dépenses de R&D (≈ à partir de 1 % du chiffre d'affaires pour les grandes entreprises et ≈ 2 % pour les petites), part du personnel R&D, part des produits high-tech ≈ 70 % du chiffre d'affaires, à vérifier à la date du dépôt.
- Capital d'investissement proportionné au projet ; pour les projets IT de bureau, généralement à partir de ≈ 100 000–500 000 $ (le Comité évalue l'intensité d'investissement au m²).
- Location d'un terrain ou d'un local dans le parc : bureau ready-built ou parcelle à construire.
- Capacité financière de l'investisseur : attestation de capital ou états financiers de la société mère.
- Les engagements de calendrier de lancement et de part de R&D sont inscrits dans l'IRC et contrôlés.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Demande préalable au Comité de gestion du SHTP

Adressez au SHTP Management Board (shtp.hochiminhcity.gov.vn) une lettre décrivant le projet, le capital, les effectifs et le besoin en surface. Le Comité évalue la conformité aux critères et propose un local ou une parcelle en ≈ 2–4 semaines.

02 **Étape 2. Contrat de bail et certificat d'investissement (IRC)**

Signez un protocole d'accord ou un bail avec le développeur du parc, puis déposez le dossier d'Investment Registration Certificate auprès du Comité de gestion du parc : demande, proposition de projet, documents de l'investisseur, preuve de capacité financière, contrat de bail. Délai légal de 15 jours ouvrés, 3–6 semaines en pratique.

03 **Étape 3. Certificat d'enregistrement d'entreprise (ERC)**

Après l'IRC, déposez le dossier d'Enterprise Registration Certificate auprès du Département des finances de Hô Chi Minh-Ville (ex-DPI) via le Portail national d'enregistrement des entreprises (dangkykinhdoanh.gov.vn). Délai de 3 jours ouvrés. Obtenez le sceau et le code fiscal, et publiez l'immatriculation.

04 **Étape 4. Compte de capital et apport du capital**

Ouvrez un compte de capital d'investissement direct (DICA) dans une banque agréée, apportez le capital social dans les 90 jours suivant l'ERC, ouvrez des comptes courants en VND et en USD.

05 **Étape 5. Formalités post-immatriculation**

Enregistrez la société auprès du fisc et pour les factures électroniques, signez les contrats de travail, affiliez-vous à l'assurance sociale, obtenez les permis de travail des étrangers. Informez le Comité de gestion du parc du démarrage des opérations pour le décompte des avantages.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande de réalisation d'un projet d'investissement (formulaire prévu par la loi sur l'investissement)
- Proposition de projet : objectifs, capital, calendrier, technologies, effectifs, plan de R&D
- Documents de l'investisseur : certificat d'immatriculation, statuts, passeport du représentant, légalisés et traduits en vietnamien
- Preuve de capacité financière : relevé bancaire ou états financiers audités sur 2 ans
- Contrat ou protocole d'accord de location d'un local ou d'une parcelle dans le parc
- Note explicative sur la technologie et la conformité aux critères de haute technologie
- Procuration pour le dépôt des documents

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits d'État pour l'IRC	**0 $**
Droits d'État pour l'ERC (en ligne)	**0 $, en dépôt papier 50 000 VND (≈ 2 $)**
Légalisation et traduction des documents de l'investisseur	**≈ 300–1 000 $**
Location d'un bureau ready-built au SHTP	**≈ 10–18 $ le m² par mois, à vérifier à la date du dépôt**
Redevance d'infrastructure du parc	**≈ 0,5–1 $ le m² de terrain par an, à vérifier à la date du dépôt**
Accompagnement juridique de l'immatriculation	**≈ 2 000–6 000 $**

Délais

≈ 2–4 mois de la première prise de contact à l'ERC et à l'ouverture des comptes, recherche de local comprise.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Respecter les délais de lancement et les engagements de capital et de R&D inscrits dans l'IRC, rendre compte chaque année au Comité de gestion du parc.

- Acomptes trimestriels et déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés avec comptabilité séparée des revenus bénéficiant d'avantages.
- Déclarations mensuelles ou trimestrielles de TVA et d'impôt sur le revenu, cotisations d'assurance sociale (17,5 % à la charge de l'employeur).
- Audit obligatoire des états financiers annuels pour les sociétés à capitaux étrangers.
- Rapports sur la réalisation du projet d'investissement via le Système national d'information sur l'investissement.

PIÈGES À ÉVITER

- Les avantages sont décomptés à partir de la première année de chiffre d'affaires (taux) et du premier exercice bénéficiaire (exonération), mais au plus tard la 4e année après le premier chiffre d'affaires ; retarder le lancement raccourcit la période d'avantages.
- Le non-respect des critères d'entreprise high-tech lors d'un contrôle entraîne un recalcul de l'impôt à 20 % pour les années passées.
- Un apport de capital après 90 jours ou via des comptes personnels au lieu du DICA bloque le rapatriement ultérieur des bénéfices.
- Le décret 260/2026 s'applique depuis le 1er juillet 2026 ; la pratique d'application des nouveaux critères se construit encore, à vérifier à la date du dépôt.
- Les documents de l'investisseur exigent une légalisation consulaire et une traduction notariée, ce qui prend 2–4 semaines.

LIENS OFFICIELS

Comité de gestion du Saigon Hi-Tech Park https://shtp.hochiminhcity.gov.vn

Portail national d'enregistrement des entreprises https://dangkykinhdoanh.gov.vn

Système national d'information sur l'investissement https://vietnaminvest.gov.vn

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · TECHNOPARC

Hoa Lac Hi-Tech Park, Hanoï

Qui peut devenir résident

Sociétés dans l'IT, les logiciels, l'électronique, l'IA, la biotech, les nouveaux matériaux et la R&D. Depuis 2024, le parc relève du Comité populaire de Hanoï, et le Comité de gestion du parc délivre lui-même l'IRC. Les investisseurs étrangers sont admis sans limitation de participation.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 10 % pendant 15 ans, exonération pendant 4 ans et réduction de 50 % pendant 9 ans selon la norme générale des parcs high-tech.
- Exonération de redevance foncière pour les projets high-tech, avantages sur les redevances d'infrastructure pour la R&D et la formation.
- Exonération de droits d'importation sur les équipements constituant des immobilisations.
- Superficie de 1 586 ha avec des zones dédiées aux logiciels, à la R&D et à la formation, plusieurs universités et instituts sur place (université vietnamo-française, FPT University).
- Mesures complémentaires de Hanoï au titre de la loi sur la Capitale de 2024 : soutien au loyer, à la formation des cadres, procédures accélérées.
- Guichet unique du Comité de gestion du parc.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Conformité aux critères de projet high-tech du décret 260/2026 (R&D, personnel, part des produits high-tech).
- Capital d'investissement et intensité d'investissement acceptables pour la zone fonctionnelle du parc.
- Location d'une parcelle ou d'un local dans le parc (zone logiciels, zone R&D, bâtiments ready-built).
- Capacité financière de l'investisseur et calendrier de réalisation.
- Pour les projets avec terrain : construction dans les délais fixés par l'IRC.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Prise de contact avec le Comité de gestion de Hoa Lac**

Adressez une lettre décrivant le projet au Hoa Lac Hi-Tech Park Management Board (hhtp.gov.vn), obtenez une évaluation de conformité et une proposition de surfaces.

02 **Étape 2. IRC via le Comité de gestion du parc**

Déposez le dossier de certificat d'investissement auprès du Comité ; délai légal de 15 jours ouvrés, 3–6 semaines en pratique.

03 **Étape 3. ERC via le Département des finances de Hanoï**

Immatriculez l'entreprise via le portail national, délai de 3 jours ouvrés, obtenez le sceau et le code fiscal.

04 **Étape 4. Compte de capital, apport du capital, lancement**

Ouvrez le DICA, apportez le capital sous 90 jours, enregistrez la société auprès du fisc, pour le travail et l'assurance, informez le Comité du démarrage.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande et proposition de projet selon le formulaire de la loi sur l'investissement
- Documents légalisés de l'investisseur et passeport du représentant
- Preuve de capacité financière de l'investisseur
- Contrat ou protocole d'accord de location dans le parc
- Note explicative sur la technologie et le plan de R&D
- Procuration pour le dépôt

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits d'État pour l'IRC et l'ERC	**0 $**
Location de bureau dans le parc	**≈ 8–15 $ le m² par mois, à vérifier à la date du dépôt**
Redevance d'infrastructure	**≈ 0,5–1 $ le m² de terrain par an, à vérifier à la date du dépôt**
Légalisation, traduction et accompagnement juridique	**≈ 2 500–7 000 $**

Délais

≈ 2–4 mois jusqu'à l'immatriculation complète et l'ouverture des comptes.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapports annuels au Comité de gestion du parc sur l'avancement du projet, le capital et le personnel.
- Déclarations fiscales avec comptabilité séparée des revenus bénéficiant d'avantages, audit obligatoire.
- Respect des délais de construction et de lancement fixés par l'IRC.
- Respect des critères d'entreprise high-tech pendant toute la période d'avantages.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le parc est situé à 30 km du centre de Hanoï ; une partie des spécialistes IT n'est pas prête à faire le trajet chaque jour, il faut prévoir un transport ou un mode hybride.
- ⚠ Les projets avec terrain exigent une construction réelle ; les retards entraînent le retrait de l'IRC.
- ⚠ Une partie des zones d'infrastructure est encore en cours d'achèvement, vérifiez la disponibilité des locaux.
- ⚠ Les critères et procédures ont été mis à jour par le décret 260/2026, à vérifier à la date du dépôt.

LIENS OFFICIELS

Comité de gestion du Hoa Lac Hi-Tech Park https://hhtp.gov.vn

Portail de l'investissement de Hanoï https://dautuhanoi.hanoi.gov.vn

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · RÉGIME FISCAL

Avantages pour les projets de production de logiciels hors parcs

Qui peut devenir résident

Toute société au Vietnam, y compris détenue à 100 % par des étrangers, dont le projet d'investissement est reconnu comme production de logiciels au sens de la loi sur l'impôt sur les sociétés et de la circulaire du ministère de l'Information et des Communications sur les processus de production de logiciels. Immatriculation via le Département des finances de la province, sans rattachement à un parc.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 10 % pendant 15 ans pour un nouveau projet de production de logiciels, exonération pendant 4 ans et réduction de 50 % pendant 9 ans.
- Les produits logiciels ne sont pas soumis à la TVA à la vente dans le pays ; l'export de logiciels et de services IT est taxé à 0 % avec remboursement de la TVA déductible.
- À partir du 1er juillet 2026, selon la nouvelle loi sur l'impôt sur le revenu : réduction de 50 % de l'impôt sur le revenu pour les spécialistes des hautes technologies, de l'IT, de l'innovation et de la transformation numérique, exonération pendant 5 ans pour le personnel R&D des technologies prioritaires (vérifiez la liste à la date du dépôt).
- Pour les startups innovantes, selon le décret 20/2026 et la résolution 198/2025 : exonération d'impôt sur les sociétés pendant 2 ans et réduction de 50 % pendant 4 ans, exonération d'impôt sur le revenu pour les experts des startups (à vérifier à la date du dépôt).
- Avantages à l'importation d'équipements constituant des immobilisations pour les projets bénéficiant d'un statut préférentiel.
- Libre choix de la ville : Hô Chi Minh-Ville, Hanoï, Da Nang, Can Tho, sans obligation de louer dans un parc.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Le projet est formalisé comme nouveau projet d'investissement avec un IRC mentionnant l'activité de production de logiciels (code VSIC 6201).
- La société exécute réellement les étapes de production de logiciels prévues par la circulaire du MIC (analyse des besoins, conception, programmation, tests) et tient une documentation pour chaque étape.
- Comptabilité séparée des revenus de production de logiciels et des autres services (la mise à disposition de personnel et le support sans développement ne relèvent pas de l'avantage).
- Apport du capital via le DICA sous 90 jours, audit obligatoire.
- Pour les avantages d'impôt sur le revenu : les postes et qualifications des salariés correspondent à la liste, à vérifier à la date du dépôt.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Choix du bureau et du siège social**

Concluez un bail de bureau autorisant l'immatriculation d'une personne morale (les espaces de coworking agréés conviennent). L'adresse figure dans l'IRC et l'ERC.

02 **Étape 2. IRC via le Département des finances de la province**

Déposez le dossier de certificat d'investissement avec le projet de production de logiciels, le capital et le calendrier. Délai de 15 jours ouvrés, 3–5 semaines en pratique.

03 Étape 3. ERC et formalités post-immatriculation

Obtenez l'ERC en 3 jours ouvrés via le portail national, ouvrez le DICA, apportez le capital, enregistrez la société auprès du fisc, pour les factures électroniques et le sceau.

04 Étape 4. Justification des avantages

Les avantages sont déclarés par la société elle-même dans la déclaration d'impôt sur les sociétés, en joignant l'IRC et la documentation des étapes de production de logiciels. L'administration fiscale vérifie lors des contrôles sur pièces et sur place ; conservez la documentation de projet.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Demande de projet d'investissement et proposition de projet décrivant les processus de production de logiciels
- Documents légalisés de l'investisseur et passeport du représentant
- Preuve de capacité financière
- Contrat de bail du bureau
- Liste des produits prévus et des étapes de développement
- Procuration pour le dépôt

COÛTS

POSTE	MONTANT
Droits d'État IRC et ERC	**0 $**
Location de bureau à Hô Chi Minh-Ville ou Hanoï	**≈ 15–35 $ le m² par mois selon la catégorie**
Accompagnement juridique de l'immatriculation	**≈ 1 500–4 000 $**
Comptabilité et audit, par an	**≈ 2 500–6 000 $**

Délais

≈ 6–10 semaines du dépôt de l'IRC à l'ouverture des comptes et à l'apport du capital.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Acomptes trimestriels et déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés, TVA mensuelle ou trimestrielle.
- Conservation de la documentation des étapes de production de logiciels pour justifier l'avantage.
- Audit obligatoire et rapport sur la réalisation du projet d'investissement.
- Permis de travail et cartes de séjour temporaire pour les salariés étrangers.

PIÈGES À ÉVITER

- Les services de mise à disposition de personnel, de tests sans développement et de support ne sont souvent pas reconnus comme production de logiciels ; l'avantage est retiré lors du contrôle.
- La période d'avantages court selon le calendrier du projet, et non à partir du moment où le bénéfice apparaît ; un démarrage déficitaire consomme des années d'exonération.
- Les paiements à l'étranger pour des services sont soumis à la taxe sur les prestataires étrangers (FCT) : ≈ 5 % de TVA plus 5 % d'impôt sur les sociétés sur le montant du paiement, retenus par la partie vietnamienne.
- La nouvelle loi sur l'impôt sur le revenu s'applique depuis le 1er juillet 2026 ; les textes d'application sur les listes de spécialistes sont en cours de précision, à vérifier à la date du dépôt.

LIENS OFFICIELS

Ministère des Finances du Vietnam (investissements) https://www.mof.gov.vn

Portail national d'enregistrement des entreprises https://dangkykinhdoanh.gov.vn

Direction générale des impôts https://www.gdt.gov.vn

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Les comptes des sociétés à capitaux étrangers sont ouverts par Vietcombank, BIDV, Techcombank, VPBank, ainsi que HSBC, Standard Chartered, Shinhan et UOB, en 1–3 semaines après l'ERC. Un compte de capital d'investissement direct (DICA) est obligatoire ; c'est par lui que transitent les apports en capital, les prêts des associés et le rapatriement des bénéfices. Le contrôle des changes est strict : les règlements dans le pays se font uniquement en dongs, les paiements vers l'étranger exigent un contrat, une facture et la retenue de la taxe sur les prestataires étrangers ; les recettes d'export sont créditées librement sur le compte en devises, et les paiements en provenance de l'étranger arrivent via SWIFT, Payoneer et Wise.

Visas et résidence

L'associé étranger dont le capital atteint 3 milliards de VND (≈ 115 000 $) obtient un visa investisseur DT3 et une carte de séjour temporaire de 3 ans ; avec un capital inférieur, un DT4 d'un an ; il est dispensé de permis de travail. Les salariés obtiennent un permis de travail de 2 ans (diplôme et 3 ans d'expérience requis) et une carte de séjour temporaire de même durée ; le quota d'étrangers est validé avec le Département du travail.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode au Vietnam verse la marge sur un bénéfice imposé au taux de 20 %, ou, sous statut de production de logiciels ou en parc high-tech, à 0 % les 4 premières années et 5 % les 9 années suivantes, avec une TVA de 0 % sur l'export de logiciels. Il est pratique d'encaisser les clients en dongs sur le compte local (les règlements intérieurs en devises sont interdits), tandis que les paiements au holding en USD sont formalisés comme règlement de services sur contrat, avec retenue de la taxe sur les prestataires étrangers de ≈ 10 % (5 % de TVA et 5 % d'impôt sur les sociétés) ; il vaut donc mieux calculer la marge du holding en tenant compte de la FCT. Le coût des développeurs au Vietnam est l'un des plus bas de la région pour une qualité élevée.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Le décret 260/2026/ND-CP sur les parcs high-tech s'applique depuis le 1er juillet 2026 et a remplacé le décret 10/2024 ; vérifiez les critères et les seuils à la date du dépôt.
- ⚠ La nouvelle loi sur l'impôt sur les sociétés 67/2025/QH15 s'applique depuis le 1er octobre 2025 ; les avantages pour la production de logiciels et le high-tech sont maintenus, vérifiez les détails sur les durées à la date du dépôt.

- ⚠ La nouvelle loi sur l'impôt sur le revenu 109/2025/QH15 s'applique depuis le 1er juillet 2026 ; les listes de spécialistes pour la réduction de 50 % et l'exonération de 5 ans sont précisées par des textes d'application.
- ⚠ Les loyers dans les parcs et les redevances d'infrastructure sont approximatifs, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Le Vietnam n'a pas rejoint les sanctions contre la Russie, mais les banques à capitaux étrangers vérifient les chaînes de paiement ; les paiements en USD passent par des banques correspondantes.
- ⚠ La convention contre la double imposition avec la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et la Biélorussie est en vigueur et peut réduire la FCT sur les redevances et les services sur justificatif de résidence fiscale.

PH

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · PHILIPPINES

Philippines: Parcs IT PEZA : 4 à 7 ans sans impôt sur les sociétés, puis 5 % du revenu brut à la place des impôts

Le principal régime pour l'export de services IT aux Philippines est l'enregistrement auprès de la PEZA (Philippine Economic Zone Authority) en tant qu'entreprise IT installée dans un parc IT ou un immeuble IT accrédité. En vertu des lois CREATE et CREATE MORE, les exportateurs bénéficient d'une exonération d'impôt sur les sociétés de 4 à 7 ans, puis de 10 ans au taux spécial de 5 % du revenu brut à la place de l'impôt sur les sociétés de 25 % et des taxes locales, ou de déductions majorées, ainsi que de l'import d'équipements en franchise de droits et d'une TVA à 0 % sur les achats locaux. La propriété étrangère à 100 % est autorisée pour les entreprises exportatrices avec un capital minimum de 5 000 ₱.

Exonération d'impôt sur les sociétés de 4 à 7 ans

Puis 5 % du revenu brut au lieu de 25 % et des taxes locales

Équipements sans droits de douane, achats locaux avec TVA à 0 %

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · PEZA IT Enterprise dans les parcs et immeubles IT
zone franche →

03 · Board of Investments (BOI) : alternative pour les projets hors immeubles PEZA
statut d'entreprise →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Philippines: ce que le pays offre à l'IT

Le principal régime pour l'export de services IT aux Philippines est l'enregistrement auprès de la PEZA (Philippine Economic Zone Authority) en tant qu'entreprise IT installée dans un parc IT ou un immeuble IT accrédité. En vertu des lois CREATE et CREATE MORE, les exportateurs bénéficient d'une exonération d'impôt sur les sociétés de 4 à 7 ans, puis de 10 ans au taux spécial de 5 % du revenu brut à la place de l'impôt sur les sociétés de 25 % et des taxes locales, ou de déductions majorées, ainsi que de l'import d'équipements en franchise de droits et d'une TVA à 0 % sur les achats locaux. La propriété étrangère à 100 % est autorisée pour les entreprises exportatrices avec un capital minimum de 5 000 ₱.

L'essentiel en 30 secondes

- Exonération d'impôt sur les sociétés de 4 à 7 ans
- Puis 5 % du revenu brut au lieu de 25 % et des taxes locales
- Équipements sans droits de douane, achats locaux avec TVA à 0 %
- 100 % de propriété étrangère, mode hybride jusqu'à 50 % à distance

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
PEZA IT Enterprise dans les parcs et immeubles IT	zone franche	Sociétés fournissant des services IT et IT-enabled à l'export (développement logiciel, BPO, KPO, support, centres de données, design, contenu), avec une part…
Board of Investments (BOI) : alternative pour les projets hors immeubles PEZA	statut d'entreprise	Entreprises IT qui ne souhaitent pas louer de bureau dans un immeuble PEZA ou qui travaillent pour le marché intérieur, mais relèvent du Strategic Investment…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode aux Philippines verse la marge sur son bénéfice au taux de 0 % pendant l'ITH (4 à 7 ans), puis à 5 % du revenu brut au lieu de 25 % et des taxes locales ; la TVA de 12 % n'est facturée qu'aux clients locaux. Il est pratique d'encaisser les paiements des clients étrangers en USD sur un compte en devises, les clients locaux paient en pesos, et la holding est payée en USD sur facture de services sans restriction de change : aucune retenue à la source sur les services rendus depuis l'étranger, mais depuis 2025 une TVA de 12 % s'applique aux services numériques des non-résidents, et les redevances de logiciels subissent une retenue de 25 % ou le taux de la convention fiscale. Le partenaire doit veiller à maintenir l'export à 70 % au moins.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

PEZA IT Enterprise dans les parcs et immeubles IT

Qui peut devenir résident

Sociétés fournissant des services IT et IT-enabled à l'export (développement logiciel, BPO, KPO, support, centres de données, design, contenu), avec une part d'export d'au moins 70 % du chiffre d'affaires. On enregistre une société de droit local (Domestic Corporation) ou une succursale de société étrangère, installée dans les parcs et immeubles IT accrédités PEZA : Bonifacio Global City, Eastwood City, Ortigas, Cebu IT Park, Clark, Davao et des centaines d'autres. 100 % de propriété étrangère pour les entreprises exportatrices.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Income Tax Holiday (ITH) de 4 à 7 ans selon le niveau d'activité dans le SIPP et la localisation (moins dans Metro Manila, plus en province).
- Après l'ITH, au choix pour 10 ans : Special Corporate Income Tax de 5 % du revenu brut à la place de l'impôt sur les sociétés de 25 % et de toutes les taxes locales, ou Enhanced Deductions (déductions supplémentaires sur la main-d'œuvre, la formation, la R&D, l'électricité, l'amortissement) avec un taux de 20 %.
- En vertu de CREATE MORE, l'entreprise peut opter d'emblée pour le SCIT de 5 % ou les Enhanced Deductions sans ITH, sur toute la période, jusqu'à 17 à 27 ans au total.
- Import d'équipements, de serveurs et de logiciels pour l'activité enregistrée sans droits de douane ni TVA.
- TVA à 0 % sur les achats locaux de biens et de services directement liés à l'activité enregistrée (loyer, électricité, télécoms, logiciels).
- Taxe locale RBE Local Tax de 2 % du revenu brut à la place de tous les prélèvements locaux pendant les périodes ITH et ED ; pendant la période SCIT, aucune taxe locale n'est perçue.
- Travail hybride : jusqu'à 50 % des salariés peuvent travailler à distance sans perte des avantages.
- Visa PEZA pour les salariés étrangers et guichet unique PEZA pour les autorisations, l'import et les questions de travail.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Export d'au moins 70 % du chiffre d'affaires (services à des non-résidents, payés en devises).
- Bureau dans un parc IT ou un immeuble IT accrédité PEZA avec un bail, les locaux enregistrés étant séparés des autres opérations.
- Personne morale auprès de la SEC : pour une entreprise exportatrice à capital étranger, capital libéré minimum de 5 000 ₱ ; pour les entreprises vendant sur le marché intérieur avec plus de 40 % de capital étranger, 200 000 $.
- Description du projet avec prévisions de chiffre d'affaires, d'effectif et d'investissement sur 5 ans, projet conforme au Strategic Investment Priority Plan.
- Conformité aux règles fiscales et du travail, enregistrement auprès du BIR, de la SSS, de PhilHealth et de Pag-IBIG.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société auprès de la SEC

Immatriculez une Domestic Corporation via le portail SEC eSPARC (esparc.sec.gov.ph) : dénomination, statuts (Articles of Incorporation), by-laws, données des administrateurs (au moins 2, jusqu'à 15) et d'un trésorier résident. Frais officiels ≈ 2 000–5 000 ₱ pour un petit capital, délai de 1 à 2 semaines. Obtenez ensuite le TIN et enregistrez-vous auprès du BIR, de la municipalité (Mayor's Permit provisoire) et des caisses sociales.

02 **Étape 2. Bail dans un immeuble IT PEZA**

Choisissez un parc ou un immeuble IT dans le registre PEZA, signez un bail ou une lettre d'intention conditionnée à l'enregistrement PEZA. L'administrateur de l'immeuble délivre une lettre de confirmation pour la PEZA.

03 **Étape 3. Demande auprès de la PEZA**

Déposez la demande via le portail PEZA eZone ou au bureau de la PEZA : formulaire de demande, description du projet, documents SEC, bail, prévisions financières. Réglez les frais de dépôt (≈ 3 600 ₱). La demande est examinée par le service d'évaluation, qui demande des précisions si nécessaire.

04 **Étape 4. Décision du Conseil de la PEZA et accord d'enregistrement**

Le Conseil de la PEZA examine les demandes lors de ses réunions mensuelles ; l'approbation prend la forme d'une lettre Board Resolution ≈ 2 à 6 semaines après réception du dossier complet. Signez le Registration Agreement, réglez les frais d'enregistrement (≈ 6 000 ₱) et obtenez le Certificate of Registration.

05 **Étape 5. Démarrage des opérations et des avantages**

Notifiez la PEZA de la date de début des opérations commerciales, faites enregistrer le statut préférentiel auprès du BIR, obtenez chaque année le Certificate of Entitlement to Tax Incentives (CETI) et démarrez l'ITH à compter de la date de lancement.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Formulaire de demande PEZA pour une entreprise IT
- SEC Certificate of Registration, Articles of Incorporation et by-laws
- Description du projet : services, clients, part d'export, effectif, investissements sur 5 ans
- Bail ou lettre d'intention avec l'administrateur de l'immeuble IT PEZA
- États financiers audités (pour les sociétés existantes) ou états financiers de la société mère
- Liste des équipements à importer en franchise de droits
- CV et passeports des administrateurs et du personnel clé
- Résolution du conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande et les pouvoirs du signataire

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais officiels SEC pour un capital jusqu'à 1 million de pesos	**≈ 2 000–5 000 ₱ (≈ 35–90 $)**
Frais PEZA de dépôt de la demande	**≈ 3 600 ₱ (≈ 65 $), à vérifier à la date du dépôt**
Frais d'enregistrement PEZA	**≈ 6 000 ₱ (≈ 105 $), à vérifier à la date du dépôt**
Cotisation annuelle PEZA et délivrance du CETI	**≈ 3 000–12 000 ₱ par an, à vérifier à la date du dépôt**
Loyer dans un immeuble IT PEZA (BGC, Ortigas)	**≈ 900–1 500 ₱ par m² et par mois (≈ 16–27 $)**
Accompagnement juridique de l'enregistrement PEZA	**≈ 3 000–8 000 $**

Délais

≈ 2 à 4 mois de l'immatriculation auprès de la SEC au Certificate of Registration de la PEZA, le bail en parallèle.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel à la PEZA et demande de CETI avec justification d'un export d'au moins 70 %.

- Déclarations trimestrielles et annuelles auprès du BIR ; sous le SCIT de 5 %, répartition entre 3 % pour l'État et 2 % pour la municipalité.
- Exercice des opérations dans les locaux enregistrés, notification à la PEZA des déménagements, extensions et du travail à distance au-delà de la limite.
- Rapport sur l'emploi et l'import d'équipements, autorisations PEZA pour sortir des équipements de la zone.
- Respect des engagements d'investissement et d'effectif prévus dans l'accord d'enregistrement.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Une part d'export inférieure à 70 % fait perdre le statut d'entreprise exportatrice et les avantages ; les revenus de clients locaux sont imposés au taux normal.
- ⚠ L'enregistrement n'est possible que dans des immeubles accrédités PEZA, où les loyers sont plus élevés que dans les bureaux ordinaires.
- ⚠ L'ITH court à compter du début des opérations commerciales, les retards réduisent la période effective.
- ⚠ Le travail à distance de plus de 50 % des salariés sans approbation supprime les avantages pour la période de l'infraction.
- ⚠ L'ouverture d'un compte bancaire avant l'immatriculation SEC est impossible, le trésorier résident dépose le capital sur un compte provisoire.

LIENS OFFICIELS

PEZA (site officiel) https://www.peza.gov.ph

PEZA : incitations fiscales https://www.peza.gov.ph/elligible-activities-and-incentives-category/fiscal-incentives

PEZA : parcs et centres IT https://www.peza.gov.ph/getting-started-category/information-technology-parks-centers

SEC eSPARC (immatriculation des sociétés) https://esparc.sec.gov.ph

Bureau of Internal Revenue (BIR, administration fiscale) https://www.bir.gov.ph

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · STATUT D'ENTREPRISE

Board of Investments (BOI) : alternative pour les projets hors immeubles PEZA

Qui peut devenir résident

Entreprises IT qui ne souhaitent pas louer de bureau dans un immeuble PEZA ou qui travaillent pour le marché intérieur, mais relèvent du Strategic Investment Priority Plan (développement logiciel, IA, centres de données, plateformes numériques). Enregistrement auprès du Board of Investments rattaché au Department of Trade and Industry. Pour les entreprises du marché intérieur avec plus de 40 % de capital étranger, capital d'au moins 200 000 $ (ou 100 000 $ pour les hautes technologies avec un effectif d'au moins 15 personnes).

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- ITH de 4 à 7 ans pour les entreprises exportatrices et du marché intérieur selon le niveau du SIPP.
- Enhanced Deductions pendant 5 à 10 ans après l'ITH : déduction supplémentaire de 50 % sur la main-d'œuvre, 100 % sur la R&D et la formation, 50 % sur l'électricité, amortissement accéléré.
- Pour les entreprises exportatrices, le SCIT de 5 % pendant 10 ans est également accessible depuis 2024 en vertu de CREATE MORE.
- Import d'équipements en franchise de droits et TVA à 0 % sur les achats pour les entreprises exportatrices.
- Liberté de choisir un bureau dans n'importe quel immeuble du pays.
- Recrutement de spécialistes étrangers à des postes d'encadrement et techniques pour 5 ans.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Activité incluse dans le SIPP en vigueur.
- Description du projet avec plan d'investissement et d'effectif ; pour les entreprises du marché intérieur, justificatif du capital.
- Pour une propriété étrangère supérieure à 40 % sur le marché intérieur : capital de 200 000 $ (ou 100 000 $ pour un projet de haute technologie avec 15 salariés).
- Enregistrement auprès de la SEC, du BIR et des autorités locales.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Immatriculation auprès de la SEC**

Comme pour la PEZA : eSPARC, statuts, administrateurs, trésorier, puis BIR et Mayor's Permit local.

02 **Étape 2. Demande auprès du BOI**

Déposez la demande via le portail du BOI (boi.gov.ph) : formulaire, description du projet, documents SEC, prévisions financières. Les frais de dépôt dépendent de la taille du projet (≈ 1 500–6 000 ₱).

03 **Étape 3. Évaluation et décision**

Le BOI évalue le projet en ≈ 3 à 6 semaines, publie un avis et, en l'absence d'objections, délivre un Certificate of Registration assorti de conditions.

04 **Étape 4. Application des avantages**

Obtenez chaque année le CETI auprès du BOI et appliquez l'ITH ou les déductions dans les déclarations BIR.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Formulaire de demande BOI et description du projet
- SEC Certificate, Articles of Incorporation, by-laws
- Prévisions financières sur 5 ans
- Justificatif du capital et bail
- CV des administrateurs et du personnel clé

COÛTS

POSTE	MONTANT
Frais de dépôt auprès du BOI	**≈ 1 500–6 000 ₱ (≈ 27–105 $), à vérifier à la date du dépôt**
Frais d'enregistrement BOI	**≈ 0,1 % du coût du projet, minimum ≈ 3 000 ₱, à vérifier à la date du dépôt**
Cotisation annuelle et CETI	**≈ 3 000–10 000 ₱ par an**

Délais

≈ 6 à 10 semaines après l'immatriculation auprès de la SEC.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel au BOI et demande de CETI.
- Respect des engagements relatifs au projet et à l'effectif.
- Reporting ordinaire auprès du BIR et taxes locales (pendant l'ITH, RBE Local Tax de 2 %).

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les entreprises du marché intérieur sans export ne bénéficient ni du SCIT de 5 % ni de l'import en franchise de droits.
- ⚠ Seuil de capital de 200 000 $ pour les entreprises du marché intérieur à capital étranger en l'absence d'export.
- ⚠ Le SIPP est révisé tous les 3 ans, l'activité doit figurer dans la liste en vigueur.

LIENS OFFICIELS

Board of Investments https://boi.gov.ph

Fiscal Incentives Review Board (FIRB, commission des incitations fiscales) https://firb.gov.ph

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte de la société s'ouvre chez BDO, BPI, Metrobank, UnionBank, Security Bank et les banques étrangères HSBC, Citi et Standard Chartered après l'immatriculation auprès de la SEC, délai de 2 à 4 semaines avec présence en personne des signataires. Le régime de change est libre pour les opérations courantes : les recettes d'export sont créditées sur des comptes en USD et en PHP, les paiements de services vers l'étranger passent par la banque sur facture, l'enregistrement des investissements étrangers auprès de la BSP n'est nécessaire que pour rapatrier le capital via le système bancaire. Encaissement des paiements de l'étranger via SWIFT, Payoneer, Wise, PayPal et Stripe (via des partenaires).

Visas et résidence

Les salariés étrangers des entreprises PEZA obtiennent un PEZA Visa (47(a)(2)) de 2 ans renouvelable via la PEZA, sans démarche distincte auprès du Bureau of Immigration, plus un Alien Employment Permit du DOLE. Hors PEZA, on utilise le visa de travail 9(g) de 1 à 3 ans avec AEP. Un investisseur peut obtenir le Special Investor's Resident Visa pour un apport d'au moins 75 000 $ dans la société.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode aux Philippines verse la marge sur son bénéfice au taux de 0 % pendant l'ITH (4 à 7 ans), puis à 5 % du revenu brut au lieu de 25 % et des taxes locales ; la TVA de 12 % n'est facturée qu'aux clients locaux. Il est pratique d'encaisser les paiements des clients étrangers en USD sur un compte en devises, les clients locaux paient en pesos, et la holding est payée en USD sur facture de services sans restriction de change : aucune retenue à la source sur les services rendus depuis l'étranger, mais depuis 2025 une TVA de 12 % s'applique aux services numériques des non-résidents, et les redevances de logiciels subissent une retenue de 25 % ou le taux de la convention fiscale. Le partenaire doit veiller à maintenir l'export à 70 % au moins.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les frais PEZA (≈ 3 600 ₱ de dépôt et ≈ 6 000 ₱ d'enregistrement) proviennent du Citizen's Charter de la PEZA et de données de consultants, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ La durée de l'ITH dépend du niveau d'activité dans le SIPP 2022-2025 et de la localisation ; pour les services IT dans Metro Manila, c'est le plus souvent 4 à 5 ans, en province jusqu'à 7 ans, à vérifier dans le SIPP en vigueur.
- ⚠ CREATE MORE (RA 12066) est en vigueur depuis novembre 2024, les textes d'application sur le travail hybride et la RBE Local Tax ont été précisés en 2025-2026.

- ⚠ Les loyers dans les immeubles PEZA sont approximatifs et dépendent de la ville, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les Philippines n'ont pas rejoint les sanctions contre la Russie, mais les grandes banques suivent la politique de leurs correspondants ; les paiements en USD depuis la Russie peuvent subir des retards.
- ⚠ Une convention de non-double imposition avec la Russie est en vigueur et réduit la retenue sur les redevances à 15 % ; il n'y en a pas avec le Kazakhstan ni l'Ouzbékistan.

UY

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · URUGUAY

Uruguay: Zones Zonamerica, Aguada Park et WTC : 0 % d'impôts nationaux sur l'exportation de services IT

L'Uruguay offre deux régimes aux exportateurs IT. Le premier est le statut d'utilisateur de zone franche (Loi 15.921 modifiée par la Loi 19.566) dans les parcs Zonamerica, Aguada Park et WTC Montevideo Free Zone : exonération totale de l'impôt sur les sociétés IRAE de 25 %, de la TVA de 22 %, de l'impôt sur le patrimoine et de l'impôt sur les dividendes pour les services fournis à l'étranger. Le second est l'exonération d'IRAE des revenus du développement logiciel hors zones, à condition que le développement soit réalisé en Uruguay. L'économie est dollarisée, il n'y a pas de contrôle des changes ni de restrictions pour les fondateurs étrangers.

0 % d'impôt sur les sociétés, de TVA et sur les dividendes en zone franche

Comptes en dollars, pas de contrôle des changes

Salariés étrangers : impôt sur le revenu 12 % et sans cotisations sociales

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · Utilisateur de zone franche : Zonamerica, Aguada Park, WTC Montevideo Free Zone →
zone franche

03 · Exonération d'IRAE des revenus du développement logiciel hors zones franches →
régime fiscal

04 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

05 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Uruguay: ce que le pays offre à l'IT

L'Uruguay offre deux régimes aux exportateurs IT. Le premier est le statut d'utilisateur de zone franche (Loi 15.921 modifiée par la Loi 19.566) dans les parcs Zonamerica, Aguada Park et WTC Montevideo Free Zone : exonération totale de l'impôt sur les sociétés IRAE de 25 %, de la TVA de 22 %, de l'impôt sur le patrimoine et de l'impôt sur les dividendes pour les services fournis à l'étranger. Le second est l'exonération d'IRAE des revenus du développement logiciel hors zones, à condition que le développement soit réalisé en Uruguay. L'économie est dollarisée, il n'y a pas de contrôle des changes ni de restrictions pour les fondateurs étrangers.

L'essentiel en 30 secondes

- 0 % d'impôt sur les sociétés, de TVA et sur les dividendes en zone franche
- Comptes en dollars, pas de contrôle des changes
- Salariés étrangers : impôt sur le revenu 12 % et sans cotisations sociales
- Hors zones : développement logiciel exonéré d'IRAE

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Utilisateur de zone franche : Zonamerica, Aguada Park, WTC Montevideo Free Zone	zone franche	Société immatriculée en Uruguay (généralement une S.A. ou une S.A.S.) dont l'objet social est spécifiquement limité à l'activité en zone franche, qui conclut...
Exonération d'IRAE des revenus du développement logiciel hors zones franches	régime fiscal	Toute société uruguayenne qui développe des logiciels et les vend, ou vend des services associés, à l'étranger ou dans le pays, à condition que le...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Uruguay paie la marge sur un bénéfice imposé à 0 % en zone franche (hors zone, 25 % avec exonération des revenus du développement logiciel), avec une TVA de 0 % sur l'exportation de services. Il est pratique d'encaisser les paiements des clients en USD sur un compte local sans conversion, et de payer la holding en USD sans restriction de change ni retenue à la source sur les services fournis depuis l'étranger (les redevances versées à des non-résidents sont soumises à l'IRNR de 12 %). Le coût des développeurs est plus élevé qu'en Asie, mais le fuseau horaire coïncide avec celui des États-Unis, et la stabilité et la notation du pays sont les meilleures d'Amérique latine.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

Utilisateur de zone franche : Zonamerica, Aguada Park, WTC Montevideo Free Zone

Qui peut devenir résident

Société immatriculée en Uruguay (généralement une S.A. ou une S.A.S.) dont l'objet social est spécifiquement limité à l'activité en zone franche, qui conclut un contrat d'utilisateur direct ou indirect avec l'opérateur de la zone, approuvé par l'Área Zonas Francas du ministère de l'Économie. La détention étrangère à 100 % est autorisée ; les fondateurs et les administrateurs peuvent être non-résidents. Zonamerica est le plus grand parc (plus de 350 sociétés : IT, finance, logistique), Aguada Park la première zone réservée aux services, au centre de Montevideo, et WTC Free Zone des tours d'affaires dans le quartier de Buceo.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Exonération totale de tous les impôts nationaux, existants et futurs : IRAE 25 %, impôt sur le patrimoine IP, TVA 22 %, ICOSA.
- Les dividendes de l'utilisateur de zone franche ne supportent pas de retenue à la source lorsqu'ils sont distribués à des non-résidents.
- Pas de droits de douane ni de TVA sur l'entrée d'équipements et de marchandises dans la zone, durée de stockage illimitée.
- Les salariés étrangers peuvent renoncer à la sécurité sociale uruguayenne et payer l'impôt sur le revenu des non-résidents IRNR au taux de 12 % au lieu de l'IRPF progressif allant jusqu'à 36 %.
- Libre circulation des devises, comptes en USD, absence de contrôle des changes.
- Garantie de l'État sur le maintien des avantages pendant la durée du contrat d'utilisateur (généralement 10 à 15 ans, renouvelable).
- Bureaux clés en main, espaces de coworking, centres de données et services de l'opérateur de la zone, sécurité et infrastructures.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Entité dédiée dont l'objet social est exclusivement l'activité en zone franche (la société ne peut pas exercer sur le reste du territoire uruguayen).
- Au moins 75 % du personnel de nationalité uruguayenne ; pour les sociétés de services, 50 % sont admis (selon la loi budgétaire 2025-2029, sans autorisation préalable ; à vérifier à la date du dépôt).
- Business plan décrivant les services, les investissements, les effectifs et les marchés d'exportation, approuvé par l'Área Zonas Francas.
- Contrat de location de bureau ou de postes de travail avec l'opérateur de la zone (utilisateur direct) ou sous-location auprès d'un utilisateur direct (utilisateur indirect).
- Les services sont fournis à l'étranger ; la vente sur le territoire uruguayen est limitée à une liste de services autorisés et soumise aux impôts de droit commun.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société

Constituez une S.A.S. ou une S.A. devant notaire, avec des statuts dont l'objet social est limité à la zone. Immatriculation au Registro Nacional de Comercio, obtention du RUT auprès de l'administration fiscale DGI et du numéro BPS. Délai de 2 à 4 semaines ; pour une S.A., il est possible d'acheter une société prête à l'emploi en 1 semaine.

02 **Étape 2. Choix de la zone et offre commerciale**

Adressez-vous à l'opérateur (Zonamerica, Aguada Park ou WTC Free Zone), choisissez un bureau ou des postes en coworking, obtenez une offre de location et le contrat d'utilisateur. L'opérateur aide à préparer le business plan selon le formulaire du ministère.

03 **Étape 3. Dépôt du contrat d'utilisateur pour approbation**

L'opérateur dépose le contrat d'utilisateur et le business plan auprès de l'Área Zonas Francas (Dirección General de Comercio, MEF) via le portail gub.uy. Le ministère vérifie l'intérêt économique et la conformité à la loi ; délai ≈ 30 à 60 jours, davantage en cas de demandes complémentaires.

04 **Étape 4. Résolution et enregistrement du contrat**

Après approbation, une résolution d'approbation du contrat est rendue ; le contrat est inscrit au registre des zones franches et entre en vigueur. La société obtient le statut d'utilisateur et peut facturer sans TVA ni IRAE.

05 **Étape 5. Lancement opérationnel**

Ouvrez un compte bancaire, embauchez les salariés (auprès du BPS ou, pour les étrangers, avec renonciation à la sécurité sociale), configurez la facturation électronique DGI avec le statut de zone franche, déposez le premier rapport annuel d'utilisateur.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Statuts et certificat d'immatriculation de la société, RUT et numéro BPS
- Projet de contrat d'utilisateur avec l'opérateur de la zone (direct ou indirect)
- Business plan selon le formulaire de l'Área Zonas Francas : services, marchés, effectifs, investissements sur 3 à 5 ans
- Liste des actionnaires et des bénéficiaires effectifs (déclaration auprès de la Banco Central au titre de la Loi 19.484)
- Passeports et justificatifs de domicile des administrateurs
- Prévisions financières et preuve de l'origine des fonds
- Pour les filiales : documents de la société mère apostillés et traduits

COÛTS

POSTE	MONTANT
Constitution d'une S.A.S. avec notaire et immatriculation	**≈ 1 500 à 3 000 $**
Droits administratifs pour l'approbation du contrat d'utilisateur	**≈ 0 $, pris en charge par l'opérateur, à vérifier à la date du dépôt**
Poste en coworking dans la zone	**≈ 400 à 800 $ par mois et par poste, à vérifier à la date du dépôt**
Location de bureau à Zonamerica ou Aguada Park	**≈ 25 à 40 $ par m² et par mois plus charges, à vérifier à la date du dépôt**
Comptabilité et rapport annuel d'utilisateur	**≈ 3 000 à 8 000 $ par an**
Redevance de contrôle annuelle de l'État	**0 $, il n'existe pas de redevance distincte**

Délais

≈ 2 à 4 mois de la constitution de la société au contrat d'utilisateur approuvé.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel d'utilisateur à l'Área Zonas Francas : effectifs, part d'Uruguayens, chiffre d'affaires, exécution du business plan.
- Respect du quota de salariés nationaux de 75 % (ou 50 % pour les services).
- Comptes annuels à la DGI (déclaration informative) et audit à la demande de l'opérateur.
- Exercice de l'activité uniquement à l'intérieur de la zone ; ventes sur le territoire uruguayen uniquement dans les cas autorisés, avec paiement des impôts.
- Renouvellement du contrat d'utilisateur à son échéance, avec un business plan actualisé.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les services à des clients uruguayens depuis la zone sont presque toujours interdits ou intégralement imposés ; la zone ne convient qu'à l'exportation.
- ⚠ Le quota de salariés uruguayens se calcule par tête ; les salariés à distance à l'étranger ne permettent pas de l'atteindre.
- ⚠ La société utilisatrice ne peut avoir ni bureau ni salariés hors de la zone ; pour les ventes locales, il faut une seconde société.
- ⚠ Depuis 2026, l'impôt minimum du Pilier 2 s'applique aux groupes réalisant un chiffre d'affaires à partir de 750 millions d'euros ; sans objet pour les petites sociétés.
- ⚠ L'utilisateur indirect dépend du contrat de l'utilisateur direct ; en cas de résiliation de celui-ci, le statut est perdu.

LIENS OFFICIELS

Zonamerica https://web.zonamerica.com

Aguada Park https://www.aguadapark.com

WTC Montevideo Free Zone https://www.wtcfreezone.com

Área Zonas Francas : approbation des contrats d'utilisateur https://www.gub.uy/tramites/solicitud-autorizacion-contratos-usuarios-zonas-francas-constitucion-modificacion-rescision

Loi 15.921 sur les zones franches https://www.impo.com.uy/bases/leyes/15921-1987

Uruguay XXI (agence de promotion des investissements) https://www.uruguayxxi.gub.uy

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · RÉGIME FISCAL

Exonération d'IRAE des revenus du développement logiciel hors zones franches

Qui peut devenir résident

Toute société uruguayenne qui développe des logiciels et les vend, ou vend des services associés, à l'étranger ou dans le pays, à condition que le développement soit réalisé en Uruguay. Le régime a été instauré par la Loi 19.637 (2018) et s'applique automatiquement lors du dépôt de la déclaration, sans statut distinct. La détention étrangère n'est pas limitée.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Les revenus de vente ou de licence de logiciels enregistrés comme PI sont exonérés d'IRAE à proportion de la part des dépenses de développement engagées en Uruguay dans le total des dépenses de développement (modified nexus).
- Les revenus des services de développement logiciel et des services associés (déploiement, support) sont intégralement exonérés d'IRAE si les services sont exécutés dans le pays par des salariés à temps plein.
- L'exportation de services est soumise à une TVA de 0 % avec remboursement de la TVA en amont.
- La société peut aussi vendre sur le marché intérieur sans restriction, contrairement à la zone franche.
- Liberté de choisir un bureau dans n'importe quelle ville.
- Se combine avec le régime général de promotion des investissements (COMAP) pour déduire les investissements de l'IRAE.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Le développement est réalisé en Uruguay par des salariés à temps plein ; la société conserve les preuves (contrats de travail, inscription au BPS, suivi des tâches).
- Pour les revenus de licence : enregistrement du logiciel comme PI et calcul du coefficient nexus.
- Déclaration annuelle avec calcul de la part exonérée et pièces justificatives.
- Immatriculation ordinaire auprès de la DGI et du BPS, facturation électronique.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Immatriculation de la société**

Constituez une S.A.S. devant notaire, immatriculez-la au Registro de Comercio, obtenez le RUT et le numéro BPS. Délai de 2 à 4 semaines.

02 **Étape 2. Mise en place de la comptabilité et recrutement**

Embauchez les développeurs comme salariés avec inscription au BPS, mettez en place le suivi du temps et des tâches par projet, configurez la facturation électronique.

03 **Étape 3. Calcul de l'exonération**

En fin d'année, calculez avec votre comptable la part de revenus exonérée (100 % pour les services si les conditions sont remplies, selon le coefficient nexus pour les licences) et déposez la déclaration IRAE accompagnée du calcul.

04 Étape 4. Conservation des preuves

Conservez un dossier avec les contrats de travail, les rapports d'activité, les contrats clients et les cahiers des charges en cas de contrôle de la DGI.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Statuts et immatriculation de la société, RUT
- Contrats de travail et inscription des salariés au BPS
- Contrats clients et cahiers des charges
- Comptabilité des dépenses de développement par projet
- Pour la PI : certificat d'enregistrement du logiciel auprès de la Direction nationale du droit d'auteur

COÛTS

POSTE	MONTANT
Constitution de la société	≈ 1 500 à 3 000 $
Redevance distincte pour le régime	0 $
Comptabilité et déclarations, par an	≈ 3 000 à 6 000 $

Délais

≈ 3 à 5 semaines pour l'immatriculation de la société ; le régime s'applique dès la première déclaration.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration annuelle d'IRAE avec calcul de l'exonération et impôt sur le patrimoine IP (le patrimoine n'est pas exonéré).
- Cotisations au BPS pour les salariés (≈ 12,6 % employeur) et retenue de l'IRPF.
- Déclarations mensuelles de TVA en cas de ventes intérieures.
- Conservation des preuves de l'exécution du développement en Uruguay.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ L'externalisation d'une partie du développement à l'étranger réduit proportionnellement la part exonérée.
- ⚠ Seul l'IRAE est exonéré ; l'impôt sur le patrimoine IP de 1,5 % et les dividendes (7 % à la distribution à des non-résidents ; ceux issus de bénéfices exonérés ne sont pas imposés, à confirmer) subsistent, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les services sans lien avec le développement (conseil, design sans code) ne relèvent pas du régime.
- ⚠ Les contrôles de la DGI exigent une comptabilité détaillée ; sans elle, l'exonération est retirée.

LIENS OFFICIELS

DGI (administration fiscale de l'Uruguay) https://www.dgi.gub.uy

Uruguay XXI : secteur IT et avantages https://www.uruguayxxi.gub.uy/en/sectors/it-services/

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Le compte s'ouvre chez Banco República (BROU), Santander, Itaú, Scotiabank, HSBC ou BBVA après l'immatriculation de la société et la déclaration des bénéficiaires effectifs, en 2 à 6 semaines avec KYC. L'économie est dollarisée : les comptes et contrats en USD sont courants, il n'y a pas de contrôle des changes et les virements vers l'étranger sont libres. Réception des paiements de l'étranger via SWIFT, Payoneer, Wise et dLocal (prestataire de paiement uruguayen) ; Stripe n'est pas disponible directement.

Visas et résidence

Le fondateur étranger et les salariés obtiennent la résidence temporaire auprès de la Dirección Nacional de Migración sur la base d'un contrat de travail ou d'investissements, en 3 à 6 mois, avec le droit de travailler dès le dépôt de la demande ; les citoyens du Mercosur bénéficient d'une procédure simplifiée. Les nouveaux résidents fiscaux peuvent opter pour une exonération de 11 ans sur les revenus de source étrangère ou pour un taux permanent de 7 %. Résidence permanente après 2 à 3 ans.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Uruguay paie la marge sur un bénéfice imposé à 0 % en zone franche (hors zone, 25 % avec exonération des revenus du développement logiciel), avec une TVA de 0 % sur l'exportation de services. Il est pratique d'encaisser les paiements des clients en USD sur un compte local sans conversion, et de payer la holding en USD sans restriction de change ni retenue à la source sur les services fournis depuis l'étranger (les redevances versées à des non-résidents sont soumises à l'IRNR de 12 %). Le coût des développeurs est plus élevé qu'en Asie, mais le fuseau horaire coïncide avec celui des États-Unis, et la stabilité et la notation du pays sont les meilleures d'Amérique latine.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Le quota de personnel uruguayen de 75 % (50 % pour les services) a été modifié par la loi budgétaire 2025-2029 ; à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les loyers dans les zones et le prix des postes en coworking sont approximatifs ; à vérifier auprès de l'opérateur à la date du dépôt.
- ⚠ Les délais d'approbation du contrat d'utilisateur par l'Área Zonas Francas dépendent de la charge de travail, ≈ 30 à 60 jours à titre indicatif.
- ⚠ Le régime d'exonération des revenus logiciels au titre de la Loi 19.637 exige un calcul nexus ; les détails et les taux sur les dividendes sont à vérifier à la date du dépôt.

⚠ L'Uruguay n'applique pas de sanctions contre la Russie, mais les banques suivent la politique de leurs correspondants ; des vérifications supplémentaires sont possibles pour les clients de Russie et de Biélorussie.

⚠ Il n'existe pas de convention de non-double imposition avec la Russie, ni avec le Kazakhstan ou l'Ouzbékistan ; les redevances versées vers ces pays sont donc intégralement soumises à l'IRNR de 12 %.

PA

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · PANAMA

Panama: Ciudad del Saber et Panamá Pacífico : 0 % d'impôts pour l'IT, régime SEM à 5 % pour les sièges régionaux

Le Panama propose trois régimes aux sociétés IT. Ciudad del Saber (Cité du savoir) est un technoparc installé sur l'ancienne base de Clayton, où les sociétés innovantes sont exonérées d'impôt sur les sociétés, de droits d'importation et d'ITBMS et obtiennent des visas spéciaux. Panamá Pacífico est une zone économique spéciale sur l'ancienne base de Howard, avec exonération fiscale pour les activités listées (centres d'appels, back-office, high-tech, transmission de données), une stabilité juridique de 10 ans et des visas de 5 ans. Le régime SEM offre aux sièges régionaux des grands groupes un taux de 5 % et des visas défiscalisés, mais exige un groupe disposant d'au moins 200 millions $ d'actifs. L'économie est dollarisée, sans contrôle des changes.

Ciudad del Saber : 0 % d'impôt sur les sociétés pour l'IT innovante

Panamá Pacífico : 0 % pour les centres d'appels, le back-office, la high-tech

Économie en dollars sans contrôle des changes

SOMMAIRE

01 · Aperçu →
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes

02 · Ciudad del Saber (Cité du savoir) →
technoparc

03 · Panamá Pacífico (zone économique spéciale, Área Económica Especial) →
zone franche

04 · SEM (Sedes de Empresas Multinacionales, sièges d'entreprises multinationales) →
statut d'entreprise

05 · Pratique →
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire

06 · Réserves →
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Panama: ce que le pays offre à l'IT

Le Panama propose trois régimes aux sociétés IT. Ciudad del Saber (Cité du savoir) est un technoparc installé sur l'ancienne base de Clayton, où les sociétés innovantes sont exonérées d'impôt sur les sociétés, de droits d'importation et d'ITBMS et obtiennent des visas spéciaux. Panamá Pacífico est une zone économique spéciale sur l'ancienne base de Howard, avec exonération fiscale pour les activités listées (centres d'appels, back-office, high-tech, transmission de données), une stabilité juridique de 10 ans et des visas de 5 ans. Le régime SEM offre aux sièges régionaux des grands groupes un taux de 5 % et des visas défiscalisés, mais exige un groupe disposant d'au moins 200 millions $ d'actifs. L'économie est dollarisée, sans contrôle des changes.

L'essentiel en 30 secondes

- Ciudad del Saber : 0 % d'impôt sur les sociétés pour l'IT innovante
- Panamá Pacífico : 0 % pour les centres d'appels, le back-office, la high-tech
- Économie en dollars sans contrôle des changes
- Visas pour les salariés étrangers via le régime de la zone

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Ciudad del Saber (Cité du savoir)	technoparc	Sociétés innovantes dans les technologies, l'IT, la biotech, l'éducation, ainsi qu'ONG et organisations internationales installées physiquement sur le campus…
Panamá Pacífico (zone économique spéciale, Área Económica Especial)	zone franche	Sociétés enregistrées auprès de l'Agence Panamá Pacífico en vertu de la loi 41 de 2004 et installées sur le territoire de la zone (ancienne base de Howard, à…
SEM (Sedes de Empresas Multinacionales, sièges d'entreprises multinationales)	statut d'entreprise	Sièges régionaux de groupes multinationaux fournissant des services exclusivement aux sociétés de leur groupe : gestion, support IT, finance, R&D, logistique…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Panama, le partenaire DeusCode installé à Ciudad del Saber ou exerçant une activité exonérée à Panamá Pacífico verse sa marge sur un bénéfice imposé à 0 % (25 % hors régimes) ; l'ITBMS de 7 % ne s'applique qu'aux clients locaux, l'exportation de services n'est pas imposée. Les paiements des clients s'encaissent commodément en USD sans conversion, et la holding est payée en USD sans restriction de change : les paiements pour des services utilisés au Panama subissent une retenue ≈ 12,5 % (25 % sur la moitié du montant), mais dans les zones aucune retenue ne s'applique. Le Panama est pratique comme hub pour l'Amérique latine avec son économie en dollars.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · TECHNOPARC

Ciudad del Saber (Cité du savoir)

Qui peut devenir résident

Sociétés innovantes dans les technologies, l'IT, la biotech, l'éducation, ainsi qu'ONG et organisations internationales installées physiquement sur le campus de Clayton et sélectionnées par la Fondation Ciudad del Saber. Les sociétés étrangères sont admises au même titre que les locales ; il faut une personne morale panaméenne ou une succursale enregistrée. Régime prévu par le décret-loi 6 de 1998 ; la convention entre l'État et la Fondation a été prolongée en 2025.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Pour les sociétés innovantes du technoparc qui produisent ou fournissent des services de haute technologie : exonération d'impôt sur les sociétés, d'impôt sur les dividendes et des autres impôts directs pour l'activité menée sur le campus (avantages sur 25 ans, renouvelables).
- Exonération des droits d'importation sur les équipements, le matériel, le mobilier, les véhicules et les matériaux nécessaires aux opérations.
- Exonération de l'ITBMS de 7 % sur l'achat d'équipements et de matériaux pour les opérations.
- Visas spéciaux pour le personnel étranger et leurs familles : résidence temporaire pour la durée de la convention d'affiliation, renouvelable, permis de travail via le MITRADEL hors quota de 10 % d'étrangers.
- Campus avec bureaux, coworking, incubateur, logements, écoles et infrastructures sportives à proximité de Panama City.
- Accès à une communauté de plus de 200 sociétés et organisations, accélérateur et programmes de la Fondation.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Personne morale panaméenne (S.A. ou S.R.L.) ou succursale enregistrée avec un agent résident.
- Projet à composante innovante ou technologique conforme aux objectifs de la Fondation ; pour les avantages fiscaux, l'activité doit relever de la haute technologie.
- Preuve de solidité administrative et financière : plan, budget, sources de financement.
- Installation physique sur le campus (location d'un bureau ou de postes en coworking).
- Respect annuel de la convention d'affiliation et reporting à la Fondation.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société

Constituez une S.A. ou une S.R.L. via un avocat panaméen agent résident : les statuts sont enregistrés au Registro Público en 3–7 jours ouvrés, puis obtenez le RUC auprès de l'administration fiscale DGI et l'Aviso de Operación via le portail PanamaEmprende (dans la zone, la taxe sur l'Aviso n'est pas due). Délai 2–3 semaines.

02

Étape 2. Demande d'affiliation à la Fondation

Déposez la demande via le site ciudaddelsaber.org (rubrique Conviértete en miembro) : description du projet, business plan, budget, composition de l'équipe, besoins en surfaces. La Fondation procède à une première évaluation et rencontre l'équipe.

03 **Étape 3. Évaluation par le comité et convention d'affiliation**

Le comité de la Fondation évalue le caractère innovant, la solidité financière et la contribution à l'écosystème, délai ≈ 1–3 mois. En cas d'approbation, une convention d'affiliation est signée, précisant les surfaces, la durée et les obligations.

04 **Étape 4. Reconnaissance des avantages fiscaux**

Pour les avantages fiscaux, déposez une demande distincte, accompagnée de la convention d'affiliation et de la certification de la Fondation, auprès du ministère de l'Économie et des Finances (DGI), qui rend une résolution reconnaissant les avantages au titre du décret-loi 6.

05 **Étape 5. Visas et lancement**

Pour les salariés étrangers, déposez auprès du Service national des migrations une demande de visa Ciudad del Saber et auprès du MITRADEL une demande de permis de travail, avec la certification de la Fondation. Ouvrez un compte bancaire et démarrez les opérations.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Documents constitutifs de la société, certificat du Registro Público, RUC
- Business plan décrivant la composante innovante et prévisions financières sur 3–5 ans
- Justificatif des sources de financement (relevés, lettres d'investisseurs)
- Profils des fondateurs et des salariés clés
- Description des besoins en surfaces
- Pour une succursale : documents de la société mère apostillés et traduits
- Pour les visas : passeports, extraits de casier judiciaire, certificats médicaux, convention d'affiliation

COÛTS

POSTE	MONTANT
Constitution d'une S.A. avec agent résident	**≈ 1 200–2 500 $**
Taxe annuelle sur la personne morale (Tasa Única)	**300 $ (≈ 300 $)**
Demande d'affiliation	**≈ 0 $, à vérifier à la date du dépôt**
Location d'un bureau sur le campus	**≈ 15–25 $ par m² et par mois, à vérifier à la date du dépôt**
Poste en coworking sur le campus	**≈ 250–500 $ par mois, à vérifier à la date du dépôt**
Visa Ciudad del Saber avec avocat	**≈ 1 500–3 000 $ par personne**

Délais

≈ 3–5 mois de l'immatriculation de la société à la convention d'affiliation et à la résolution sur les avantages.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel à la Fondation sur l'activité, l'effectif et l'exécution de la convention d'affiliation.
- Déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés auprès de la DGI indiquant les revenus exonérés, avec comptabilité séparée de l'activité hors campus.
- Cotisations sociales CSS pour les salariés (12,25 % à la charge de l'employeur) et retenue de l'impôt sur le revenu.
- Renouvellement des visas des salariés en synchronisation avec la convention d'affiliation.
- Respect des règles du campus et participation à l'écosystème.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les avantages fiscaux ne couvrent que l'activité menée sur le campus ; les revenus des opérations hors campus sont imposés au taux général de 25 %.
- ⚠ La sélection de la Fondation est qualitative ; les studios d'externalisation sans composante innovante sont admis moins souvent que les sociétés produit.
- ⚠ L'exonération d'impôt sur les sociétés exige une résolution distincte de la DGI, la convention d'affiliation ne la confère pas à elle seule.
- ⚠ Les surfaces sur le campus sont limitées, une liste d'attente pour les bureaux est possible.
- ⚠ La loi de 2026 sur la substance économique des groupes multinationaux peut concerner les sociétés appartenant à des groupes, à vérifier à la date du dépôt.

LIENS OFFICIELS

Fondation Ciudad del Saber (Fundación Ciudad del Saber) https://ciudaddelsaber.org

Ciudad del Saber : devenir membre https://ciudaddelsaber.org/conviertete-en-miembro

MITRADEL : permis de travail pour les sociétés de Ciudad del Saber https://www.mitradel.gob.pa/migracion-laboral2/permiso-de-trabajo-empresas-afiliadas-a-la-ciudad-del-saber/

PROPANAMA (agence de promotion des investissements) https://propanama.gob.pa

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · ZONE FRANCHE

Panamá Pacífico (zone économique spéciale, Área Económica Especial)

Qui peut devenir résident

Sociétés enregistrées auprès de l'Agence Panamá Pacífico en vertu de la loi 41 de 2004 et installées sur le territoire de la zone (ancienne base de Howard, à 15 minutes de Panama City). L'exonération fiscale totale est réservée aux activités listées : centres d'appels, back-office et services partagés, services multimodaux et logistiques, production high-tech, transmission de données numériques, services offshore, sièges sociaux, maintenance aéronautique. Les autres sociétés bénéficient d'avantages douaniers, sociaux et migratoires, mais paient l'impôt sur les sociétés. Détention étrangère à 100 % possible.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Pour les activités listées (centres d'appels, back-office, high-tech, transmission de données et autres) : exonération d'impôt sur les sociétés, d'impôt sur les dividendes et de l'impôt sur les transferts à l'étranger.
- Pour tous les résidents : exonération des droits d'importation, de l'ITBMS, du droit de timbre, de la taxe sur l'Aviso de Operación et de l'impôt foncier sur les améliorations jusqu'en 2030.
- Exonération de retenue à la source sur les paiements aux créanciers et concédants de licences étrangers au titre des intérêts, redevances et commissions.
- Stabilité juridique de 10 ans : les changements législatifs ne dégradent pas les conditions du résident.
- Régime migratoire : résidence temporaire pour les salariés étrangers et leurs familles jusqu'à 5 ans avec passage à la résidence permanente ; quota d'étrangers de 10 % du personnel panaméen, avec exceptions pour les spécialistes et les dirigeants.
- Avantages sociaux : majoration forfaitaire des heures supplémentaires de 25 %, horaires flexibles, travail le dimanche sans autorisation spéciale.
- Guichet unique de l'Agence avec des représentants de 15 administrations sur le territoire de la zone : immatriculation, visas, permis, douane.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Personne morale panaméenne ou succursale, contrat de location d'un bureau ou d'un terrain dans la zone auprès du promoteur London & Regional Panama ou sous-location auprès d'un résident.
- Description de l'activité, des investissements et du plan d'emploi conforme aux objectifs de la zone.
- Pour l'exonération totale, l'activité doit figurer sur la liste de la loi 41 telle que modifiée par la loi 66 de 2018.
- Inscription au Registre des sociétés de Panamá Pacífico via l'Agence et obtention d'une résolution.
- Conduite des opérations sur le territoire de la zone, comptabilité séparée par type d'activité.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société

Constituez une S.A. ou une S.R.L. via un agent résident, enregistrez-la au Registro Público, obtenez le RUC. Délai 2–3 semaines.

02 **Étape 2. Contrat de location dans la zone**

Convenez avec le promoteur (London & Regional Panama) ou un résident d'un bureau, d'un entrepôt ou d'un terrain, signez un contrat de location ou une lettre d'intention conditionnée à l'enregistrement auprès de l'Agence.

03 **Étape 3. Demande auprès de l'Agence Panamá Pacífico**

Déposez via le guichet unique de l'Agence (app.gob.pa) une demande d'enregistrement de la société dans la zone : documents constitutifs, certificat de good standing, description de l'activité, des investissements et de l'emploi, contrat de location. L'Agence vérifie le dossier et rend une résolution en ≈ 4–8 semaines.

04 **Étape 4. Inscription au registre et visas**

Après la résolution, la société est inscrite au Registre Panamá Pacífico, obtient le droit aux avantages et dépose les dossiers de visas des salariés via le service migratoire du guichet unique. Ouvrez un compte bancaire et démarrez les opérations.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Documents constitutifs, certificat du Registro Público, certificat de good standing, RUC
- Passeports et justificatifs de domicile des directeurs et des bénéficiaires effectifs
- Description de l'activité avec indication du type selon la loi 41
- Plan d'investissement et d'emploi sur 3–5 ans
- Contrat de location ou lettre d'intention dans la zone
- États financiers ou justificatif de capital
- Procuration au représentant chargé du dépôt

COÛTS

POSTE	MONTANT
Constitution d'une S.A. avec agent résident	**≈ 1 200–2 500 $**
Frais d'enregistrement de l'Agence	**≈ 500–1 500 $, à vérifier à la date du dépôt**
Redevance annuelle de résident de la zone	**≈ 500–1 000 $, à vérifier à la date du dépôt**
Location d'un bureau à Panamá Pacífico	**≈ 18–28 $ par m² et par mois, à vérifier à la date du dépôt**
Visa Panamá Pacífico avec avocat	**≈ 1 500–3 000 $ par personne**

Délais

≈ 2–4 mois de l'immatriculation de la société à l'inscription au registre de la zone.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel à l'Agence sur l'activité, les investissements et l'emploi.
- Déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés auprès de la DGI avec comptabilité séparée des activités exonérées et imposables.
- Cotisations sociales CSS et retenue de l'impôt sur le revenu des salariés.
- Conduite des opérations sur le territoire de la zone, notification à l'Agence en cas de changement d'activité.
- Respect du quota de 10 % de salariés étrangers ou obtention d'exceptions.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le développement logiciel en tant que tel ne figure pas sur la liste des activités totalement exonérées ; l'exonération vise les centres d'appels, le back-office, la transmission de données et la production high-tech, faites qualifier votre activité par l'Agence à l'avance.
- ⚠ Depuis la loi 66 de 2018, une partie des avantages d'impôt sur les sociétés a été réduite ; les sociétés hors liste paient 25 %.
- ⚠ Location uniquement auprès du promoteur ou des résidents, les petits bureaux disponibles sont parfois rares.
- ⚠ La loi sur la substance économique des groupes multinationaux (2026) instaure un impôt de 15 % sur les revenus passifs étrangers en l'absence d'opérations réelles, à vérifier à la date du dépôt.

LIENS OFFICIELS

Agence Panamá Pacífico (Agencia Panamá Pacífico) https://www.app.gob.pa

Panamá Pacífico (promoteur) https://www.panamapacifico.com

PROPANAMA https://propanama.gob.pa

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · STATUT D'ENTREPRISE

SEM (Sedes de Empresas Multinacionales, sièges d'entreprises multinationales)

Qui peut devenir résident

Sièges régionaux de groupes multinationaux fournissant des services exclusivement aux sociétés de leur groupe : gestion, support IT, finance, R&D, logistique, marketing. Le groupe doit disposer d'au moins 200 millions $ d'actifs (ou d'une présence confirmée dans plusieurs pays sur décision de la commission). Le régime est inaccessible aux petits studios ; il est décrit ici pour la complétude du tableau.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 5 % sur le revenu net imposable des services rendus au groupe (loi 57 de 2018).
- Exonération de l'impôt sur les dividendes et de l'impôt complémentaire ; impôt sur les plus-values de cession d'actions de 2 %.
- Exonération de l'ITBMS sur les services rendus aux sociétés du groupe à l'étranger.
- Visa de personnel permanent SEM de 5 ans renouvelable ; le salaire de ces salariés est exonéré d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales s'il est versé depuis l'étranger.
- Exonération de la taxe sur l'Aviso de Operación.
- Visas accélérés pour les familles et les personnes à charge.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Groupe disposant d'au moins 200 millions $ d'actifs, ou décision de la Commission des licences SEM admettant le groupe selon d'autres critères.
- Services rendus uniquement aux sociétés liées du groupe, ventes à des tiers interdites.
- Effectif minimal et dépenses d'exploitation annuelles au Panama proportionnés à l'activité (exigences de substance économique depuis 2018).
- Respect des règles de prix de transfert pour les opérations avec le groupe.
- Licence SEM délivrée par le ministère du Commerce et de l'Industrie.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Immatriculation de la société**

Constituez une société panaméenne ou une succursale avec un agent résident, obtenez le RUC.

02 **Étape 2. Demande de licence SEM**

Déposez auprès du Secrétariat SEM du ministère du Commerce (mici.gob.pa) une demande accompagnée des documents du groupe : états financiers audités, structure, description des services, plan d'effectif et de dépenses. La Commission des licences statue en ≈ 30–60 jours.

03 **Étape 3. Licence et visas**

Après la résolution de la Commission, la société reçoit la licence SEM et dépose les dossiers de visas du personnel permanent auprès du service des migrations.

04 Étape 4. Reporting

Chaque année, confirmez le respect des conditions, déposez la déclaration au taux de 5 % et le rapport sur les prix de transfert.

DOCUMENTS À FOURNIR

- États financiers consolidés audités du groupe attestant d'au moins 200 millions $ d'actifs
- Structure du groupe et liste des sociétés bénéficiaires des services
- Documents constitutifs de la société panaméenne
- Description des services, plan d'effectif et de dépenses au Panama
- Procuration et KYC des personnes clés

COÛTS

POSTE	MONTANT
Demande de licence SEM	**≈ 500–1 000 $, à vérifier à la date du dépôt**
Accompagnement juridique	**≈ 5 000–15 000 $**
Visa de personnel permanent SEM	**≈ 1 500–3 000 $ par personne**

Délais

≈ 2–4 mois de la demande à la licence.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration annuelle au taux de 5 %, rapport sur les prix de transfert.
- Maintien de l'effectif et des dépenses au Panama, confirmation annuelle.
- Services rendus uniquement au groupe, notification en cas de changement de structure du groupe.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le seuil de 200 millions $ d'actifs du groupe exclut les PME.
- ⚠ La loi de 2026 sur la substance économique exige des opérations réelles, faute de quoi 15 % s'appliquent aux revenus passifs étrangers.
- ⚠ La vente de services à des tiers fait perdre la licence.

LIENS OFFICIELS

Ministère du Commerce et de l'Industrie : SEM https://www.mici.gob.pa

PROPANAMA : SEM https://propanama.gob.pa

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

05 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Banco General, Banistmo, BAC Credomatic, Multibank, Global Bank et Banesco ouvrent des comptes ; la procédure KYC est stricte : visite en personne, justificatif de l'origine des fonds, références, délai 4–10 semaines. Le dollar américain a cours légal, il n'y a pas de contrôle des changes et les virements vers l'étranger sont libres. Encaissement des paiements de l'étranger via SWIFT, Payoneer et Wise ; Stripe n'est pas disponible directement, acquisition monétique locale via les banques.

Visas et résidence

Les résidents de Ciudad del Saber et de Panamá Pacífico obtiennent pour leurs salariés étrangers des visas spéciaux pour la durée de la convention ou jusqu'à 5 ans, avec droit de travailler, hors quota général de 10 % d'étrangers. Hors des zones, il existe le Friendly Nations Visa (avec un emploi ou un investissement de 200 000 $, pour les citoyens de 50 pays, dont plusieurs pays de la CEI) et le Qualified Investor Visa (300 000 $ dans l'immobilier). Résidence permanente après 2–5 ans.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Panama, le partenaire DeusCode installé à Ciudad del Saber ou exerçant une activité exonérée à Panamá Pacífico verse sa marge sur un bénéfice imposé à 0 % (25 % hors régimes) ; l'ITBMS de 7 % ne s'applique qu'aux clients locaux, l'exportation de services n'est pas imposée. Les paiements des clients s'encaissent commodément en USD sans conversion, et la holding est payée en USD sans restriction de change : les paiements pour des services utilisés au Panama subissent une retenue ≈ 12,5 % (25 % sur la moitié du montant), mais dans les zones aucune retenue ne s'applique. Le Panama est pratique comme hub pour l'Amérique latine avec son économie en dollars.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

06 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les frais de l'Agence Panamá Pacífico et de la Fondation Ciudad del Saber, ainsi que les loyers, sont approximatifs, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ La liste des activités totalement exonérées à Panamá Pacífico a été réduite par la loi 66 de 2018 ; le développement logiciel est qualifié en accord avec l'Agence, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ En mai 2026, une loi sur les exigences de substance économique des groupes multinationaux a été adoptée, avec un impôt de 15 % sur les revenus passifs étrangers sans opérations réelles ; la pratique d'application se met en place.
- ⚠ La convention entre l'État et la Fondation Ciudad del Saber a été prolongée par le Conseil des ministres en 2025, les avantages restent en vigueur.

⚠ La position du Panama sur les listes du GAFI et de l'UE en matière fiscale a évolué ; le pays a été retiré de la liste grise du GAFI en 2023, mais les banques correspondantes conservent une conformité renforcée.

⚠ Il n'existe pas de convention de non-double imposition avec la Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ; les retenues s'appliquent aux taux nationaux.

CR

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · COSTA RICA

Costa Rica: Zona Franca pour l'export de services : 0 % d'IS pendant 8 ans, puis la moitié pendant 4 ans

Le Costa Rica admet les entreprises IT dans le Régime des zones franches (Régimen de Zonas Francas, loi 7210) dans la catégorie des sociétés de services exportatrices. Le régime est administré par PROCOMER et approuvé par le ministère du Commerce extérieur COMEX. Une société de services située dans la Grande zone métropolitaine (GAM) obtient une exonération d'impôt sur les sociétés de 100 % pendant 8 ans puis de 50 % pendant 4 ans ; hors GAM, 100 % pendant 12 ans puis 50 % pendant 6 ans, plus l'exonération de TVA, de droits d'importation, de taxes municipales et d'impôt sur les transferts à l'étranger. Investissement nouveau minimum de 150 000 $ dans un parc de la GAM et de 100 000 $ hors GAM, détention étrangère à 100 %.

0 % d'IS pendant 8 ans, puis 50 % pendant 4 ans de plus

Sans TVA de 13 %, ni droits de douane ni taxes municipales

Dividendes vers l'étranger sans impôt sur les transferts

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Régimen de Zonas Francas pour les sociétés de services (PROCOMER)
zone franche →

03 · Régime général avec export de services (hors zone franche)
régime fiscal →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Costa Rica: ce que le pays offre à l'IT

Le Costa Rica admet les entreprises IT dans le Régime des zones franches (Régimen de Zonas Francas, loi 7210) dans la catégorie des sociétés de services exportatrices. Le régime est administré par PROCOMER et approuvé par le ministère du Commerce extérieur COMEX. Une société de services située dans la Grande zone métropolitaine (GAM) obtient une exonération d'impôt sur les sociétés de 100 % pendant 8 ans puis de 50 % pendant 4 ans ; hors GAM, 100 % pendant 12 ans puis 50 % pendant 6 ans, plus l'exonération de TVA, de droits d'importation, de taxes municipales et d'impôt sur les transferts à l'étranger. Investissement nouveau minimum de 150 000 $ dans un parc de la GAM et de 100 000 $ hors GAM, détention étrangère à 100 %.

L'essentiel en 30 secondes

- 0 % d'IS pendant 8 ans, puis 50 % pendant 4 ans de plus
- Sans TVA de 13 %, ni droits de douane ni taxes municipales
- Dividendes vers l'étranger sans impôt sur les transferts
- Investissement dès 150 000 $, 100 % de capital étranger

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Régimen de Zonas Francas pour les sociétés de services (PROCOMER)	zone franche	Sociétés fournissant des services à l'export au titre de l'article 17, point c, de la loi 7210 : développement logiciel, services IT, shared services, BPO…
Régime général avec export de services (hors zone franche)	régime fiscal	Petits studios IT pour lesquels le seuil d'investissement de 150 000 $ et les engagements d'effectif ne conviennent pas. S.R.L. ordinaire à détention…

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Costa Rica, le partenaire DeusCode en zone franche paie sa marge sur ses bénéfices au taux de 0 % pendant les 8 premières années et de 15 % (la moitié de 30 %) pendant les 4 années suivantes, hors zone de 5 % à 30 % selon le barème, avec une TVA de 0 % sur l'export de services. Il est pratique d'encaisser les clients en USD sur le compte local et de payer la holding en USD sans restriction de change : en zone franche sans impôt sur les transferts à l'étranger, hors zone les paiements de services utilisés dans le pays subissent une retenue de 25 %. Le Costa Rica se distingue par un vivier expérimenté de shared services et par sa proximité de fuseau horaire avec le marché américain.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

Régimen de Zonas Francas pour les sociétés de services (PROCOMER)

Qui peut devenir résident

Sociétés fournissant des services à l'export au titre de l'article 17, point c, de la loi 7210 : développement logiciel, services IT, shared services, BPO, KPO, design, R&D, centres de données. Une personne morale costaricienne (S.R.L. ou S.A.) à détention étrangère à 100 % est admise. Implantation dans l'un des 50+ parcs privés de zone franche (Zona Franca America, Ultrapark, Coyol, El Cafetal, Zona Franca Metropolitana, La Lima à Cartago et autres) ou hors parc moyennant un investissement plus élevé.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés : dans la GAM, exonération de 100 % pendant 8 ans puis de 50 % pendant les 4 années suivantes ; hors GAM, 100 % pendant 12 ans puis 50 % pendant 6 ans (pour les mégaprojets stratégiques, barèmes de 0 %, 5 % et 15 % sur 18 ans).
- Exonération de la TVA de 13 % sur les achats de biens et services destinés à l'activité et des droits d'importation sur les équipements.
- Exonération des taxes et patentes municipales pendant 10 ans et de l'impôt sur les transferts à l'étranger (dividendes, redevances, intérêts) pendant toute la durée.
- Exonération de l'impôt sur le capital et de la taxe foncière (dans le parc) pendant 10 ans.
- Libre disposition des devises, comptes en USD, rapatriement des bénéfices sans restriction.
- Dépôt des demandes via le guichet unique de PROCOMER, appui migratoire pour les dirigeants et spécialistes.
- La vente de services sur le marché intérieur est autorisée avec paiement des impôts au prorata.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Investissement nouveau en immobilisations : à partir de 150 000 $ dans un parc de la GAM, de 100 000 $ hors GAM, hors parc dans la GAM à partir de ≈ 2 millions $ (à vérifier à la date du dépôt), à réaliser sous 3 ans.
- Engagement sur le nombre d'emplois, fixé dans la demande et dans l'accord exécutif (pour les petits projets de services, généralement à partir de ≈ 15–25 employés, à préciser).
- Conformité à l'Indice d'éligibilité stratégique des sociétés de services (IEES) : points pour l'export, les qualifications, les salaires, l'innovation, la localisation.
- Les services sont rendus principalement à l'export à des non-résidents ou à d'autres sociétés de zone franche.
- Personne morale avec enregistrement fiscal, registre des bénéficiaires effectifs et contrat de bail dans le parc.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01

Étape 1. Immatriculation de la société

Constituez une S.R.L. ou une S.A. devant notaire auprès du Registro Nacional (1 à 3 semaines), obtenez l'enregistrement fiscal auprès de Hacienda via le portail ATV, inscrivez-vous à la CCSS comme employeur, souscrivez l'assurance risques INS et déposez la déclaration des bénéficiaires effectifs auprès de la Banco Central. Le gérant peut être étranger, un agent résident est requis si aucun dirigeant ne vit dans le pays.

02

Étape 2. Choix du parc et évaluation préalable

Convenez d'un local avec l'opérateur du parc de zone franche et obtenez une lettre d'intention. Adressez-vous à PROCOMER (Dirección de Regímenes Especiales) pour une consultation préalable et un calcul de l'IEES, afin de vous assurer que le projet obtient les points requis.

03

Étape 3. Dépôt de la demande via VUI

Déposez la demande d'admission au régime via le portail VUI (vui.cr) ou directement auprès de PROCOMER : formulaire de demande, business plan, plan d'investissement et d'emploi, prévisions financières, documents de la société, lettre du parc. PROCOMER réalise une analyse technico-économique en ≈ 30–45 jours et émet une recommandation.

04

Étape 4. Accord exécutif du COMEX

Le ministère du Commerce extérieur COMEX rend un Acuerdo Ejecutivo octroyant le régime avec ses conditions (investissement, emploi, délais), publié au journal officiel La Gaceta. La société signe ensuite le Contrato de Operaciones avec PROCOMER et verse le dépôt de garantie.

05

Étape 5. Enregistrement en douane et lancement

Obtenez l'autorisation d'auxiliaire de la fonction publique douanière (auxiliar de la función pública aduanera) auprès de la Dirección General de Aduanas, paramétrez la facturation électronique avec le marqueur zone franche et notifiez à PROCOMER le début des opérations pour le décompte des avantages.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Formulaire de demande d'admission au régime de PROCOMER et business plan
- Documents constitutifs, certificat du Registro Nacional, enregistrement fiscal, registre des bénéficiaires effectifs
- Plan d'investissement avec liste des immobilisations et calendrier sur 3 ans
- Plan d'emploi avec postes et salaires
- Prévisions financières sur 5 ans et justificatif des sources de financement
- Lettre d'intention ou contrat de bail avec le parc de zone franche
- Description des services, des marchés d'export et des clients
- Procuration et passeports des représentants

COÛTS

POSTE	MONTANT
Constitution d'une S.R.L. avec notaire et immatriculation	**≈ 1 000–2 000 $**
Impôt annuel sur les personnes morales	**≈ 130–400 $ selon le chiffre d'affaires**
Frais PROCOMER d'examen de la demande	**≈ 0–500 $, à vérifier à la date du dépôt**
Redevance mensuelle (canon) PROCOMER pour les sociétés de services	**≈ 0,3 % du chiffre d'affaires ou montant fixe selon la surface, à vérifier à la date du dépôt**
Dépôt de garantie au titre du contrat d'opérations	**≈ 5 000–20 000 $, à vérifier à la date du dépôt**
Loyer de bureau dans un parc de zone franche (GAM)	**≈ 18–28 $ par m² et par mois, à vérifier à la date du dépôt**
Accompagnement juridique de la demande	**≈ 8 000–20 000 $**

Délais

≈ 4–7 mois entre l'immatriculation de la société et la publication de l'accord exécutif marquant le début des avantages.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport d'opérations annuel à PROCOMER (Informe Anual de Operaciones) avec attestation d'audit sur la réalisation des investissements et de l'emploi.
- Paiement mensuel de la redevance et dépôt des déclarations de TVA et d'impôt sur les sociétés auprès de Hacienda en indiquant les revenus exonérés.
- Cotisations CCSS pour les employés (≈ 26,7 % employeur) et assurance INS.
- Respect des engagements d'investissement et d'emploi dans les délais, notification de tout changement.
- Tenue de la comptabilité douanière des équipements, autorisations de sortie de la zone.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le non-respect des investissements ou de l'emploi dans les délais entraîne des amendes et le retrait du régime avec rappel d'impôts.
- ⚠ La redevance et le dépôt de garantie sont calculés au cas par cas, les consultants sous-estiment souvent les attentes, renseignez-vous auprès de PROCOMER.
- ⚠ Les cotisations sociales au Costa Rica sont élevées (≈ 26,7 % employeur) et ne sont pas exonérées par le régime.
- ⚠ Une sortie anticipée du régime impose de payer les droits sur les équipements exonérés.
- ⚠ Les projets de services à petit effectif peuvent ne pas atteindre les points IEES, vérifiez le calcul à l'avance.

LIENS OFFICIELS

PROCOMER : Régimen de Zonas Francas https://procomer.com/regimenes-especiales/

Guide PROCOMER du régime des zones franches (PDF) https://procomer.com/wp-content/uploads/2025/03/Guias-Zonas-Francas-ESP.pdf

VUI : demande d'admission au régime https://vui.cr/tramite/solicitud-de-ingreso-al-regimen-de-zonas-francas-y-de-autorizacion-de-auxiliar-de-la-funcion-publica-aduanera/

COMEX (ministère du Commerce extérieur) https://www.comex.go.cr

CINDE (agence de promotion des investissements) https://www.cinde.org

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · RÉGIME FISCAL

Régime général avec export de services (hors zone franche)

Qui peut devenir résident

Petits studios IT pour lesquels le seuil d'investissement de 150 000 $ et les engagements d'effectif ne conviennent pas. S.R.L. ordinaire à détention étrangère, travaillant à l'export depuis n'importe quel bureau ou à distance.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- L'export de services aux non-résidents n'est pas soumis à la TVA de 13 % (taux de 0 % avec droit à déduction).
- Barème progressif d'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises : 5 %, 10 %, 15 %, 20 % par tranche de revenu jusqu'à ≈ 122 millions ₡ (≈ 240 000 $) de chiffre d'affaires, 30 % au-delà.
- Pas de contrôle des changes, comptes en USD, libre rapatriement.
- Immatriculation de la société en 1 à 3 semaines sans restriction pour les étrangers.
- Régime Empresa Tecnológica et subventions PROCOMER pour les exportateurs de services.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Enregistrement fiscal auprès de Hacienda, facturation électronique.
- Inscription à la CCSS en cas d'embauche d'employés.
- Déclaration annuelle des bénéficiaires effectifs auprès de la Banco Central.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Constitution d'une S.R.L.**

Immatriculez la société via un notaire auprès du Registro Nacional, délai 1 à 3 semaines, et nommez un gérant (qui peut être étranger).

02 **Étape 2. Enregistrements**

Obtenez le numéro fiscal sur ATV, inscrivez-vous à la CCSS et à l'INS, et déposez la déclaration des bénéficiaires effectifs.

03 **Étape 3. Export**

Émettez des factures électroniques avec le code d'export de services, déclarez la TVA chaque mois et l'impôt sur les sociétés chaque année.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Statuts et passeport des fondateurs
- Justificatif d'adresse de la société
- Déclaration des bénéficiaires effectifs

COÛTS

POSTE	MONTANT
Constitution et enregistrements	≈ 1000–2 000 $
Impôt annuel sur les personnes morales	≈ 130–400 $

POSTE	MONTANT
Comptabilité, par an	≈ 2 500–5 000 $

Délais

≈ 3–5 semaines.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration mensuelle de TVA, déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés.
- Cotisations CCSS et retenue de l'impôt sur le revenu.
- Déclaration annuelle des bénéficiaires effectifs.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Les paiements de services vers l'étranger subissent une retenue de 25 % si les services sont utilisés au Costa Rica, ce qui rend les versements à la holding coûteux hors régime de zone franche.
- ⚠ Taux de 30 % lorsque le chiffre d'affaires dépasse le seuil de petite entreprise.

LIENS OFFICIELS

Ministère des Finances, Ministerio de Hacienda (ATV) https://www.hacienda.go.cr

Registro Nacional https://www.rnpdigital.com

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Banco Nacional, Banco de Costa Rica, BAC Credomatic, Scotiabank, Promerica et Davivienda ouvrent un compte de société après l'enregistrement fiscal ; le KYC exige la présence en personne et un justificatif de l'origine des fonds, délai 2 à 6 semaines. Pas de contrôle des changes, comptes en USD et en colons, virements vers l'étranger libres. Encaissement des paiements de l'étranger via SWIFT, Payoneer, Wise et le système local SINPE ; Stripe n'est pas disponible directement.

Visas et résidence

Les dirigeants et spécialistes des sociétés de zone franche obtiennent un séjour temporaire dans une catégorie spéciale avec l'appui de PROCOMER et de CINDE, délai 3 à 6 mois. Hors régime, sont accessibles le séjour d'investisseur (à partir de 150 000 $), de rentier (revenu de 2 500 $ par mois) et le visa de nomade numérique (revenu d'au moins 3 000 $ par mois, jusqu'à 2 ans). Résidence permanente après 3 ans.

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Au Costa Rica, le partenaire DeusCode en zone franche paie sa marge sur ses bénéfices au taux de 0 % pendant les 8 premières années et de 15 % (la moitié de 30 %) pendant les 4 années suivantes, hors zone de 5 % à 30 % selon le barème, avec une TVA de 0 % sur l'export de services. Il est pratique d'encaisser les clients en USD sur le compte local et de payer la holding en USD sans restriction de change : en zone franche sans impôt sur les transferts à l'étranger, hors zone les paiements de services utilisés dans le pays subissent une retenue de 25 %. Le Costa Rica se distingue par un vivier expérimenté de shared services et par sa proximité de fuseau horaire avec le marché américain.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les seuils d'investissement (150 000 $ dans un parc de la GAM, 100 000 $ hors GAM) et les durées d'exonération proviennent du guide PROCOMER 2025 et de la loi 7210, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Le montant de la redevance PROCOMER, du dépôt de garantie et de l'effectif minimum des sociétés de services est calculé au cas par cas selon l'IEES, à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Les engagements d'emploi et d'investissement sont fixés dans l'accord exécutif du COMEX et contrôlés chaque année.
- ⚠ Le Costa Rica applique les sanctions internationales de l'ONU, les banques suivent la politique de leurs correspondants américains, des refus sont possibles pour les clients de Russie et du Bélarus.

⚠ Il n’existe pas de convention de non-double imposition avec la Russie, le Kazakhstan ni l’Ouzbékistan, les retenues s’appliquent aux taux nationaux, hors zone franche c’est 25 % sur les services.

CO

GUIDE DES ZONES FRANCHES IT · COLOMBIE

Colombie:
Zonas francas pour les services et le BPO : impôt sur les sociétés de 20 % au lieu de 35 % sur les revenus d'export

En Colombie, une société IT peut obtenir le statut d'utilisateur industriel de services (usuario industrial de servicios) dans l'une des 120+ zones franches permanentes : Zona Franca de Bogotá, Zona Franca del Pacífico (Cali), Zona Franca de Barranquilla, Zona Franca Rionegro (Medellín) et d'autres. L'utilisateur paie un impôt sur les sociétés de 20 % au lieu de 35 % sur la part de ses revenus provenant de l'export, à condition de signer un plan d'internationalisation avec le MinCIT ; il ne paie ni TVA ni droits de douane sur les équipements importés, et les micro et petites entreprises n'ont aucune obligation d'investissement. La détention étrangère est de 100 %, mais les opérations doivent se dérouler physiquement dans la zone, et les revenus des ventes sur le territoire colombien sont imposés à 35 %.

Impôt sur les sociétés de 20 % au lieu de 35 % sur les revenus d'export

Ni TVA de 19 % ni droits sur les équipements importés

Micro et petites entreprises sans seuil d'investissement

SOMMAIRE

01 · Aperçu
régimes, à qui ils conviennent, l'essentiel en 30 secondes →

02 · Usuario industrial de servicios dans une zone franche permanente (Zona Franca Permanente)
zone franche →

03 · Régime général avec export de services (hors zone franche)
régime fiscal →

04 · Pratique
banques, visas, ce que cela apporte au partenaire →

05 · Réserves
ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt →

← Tous les pays

Ce document a un caractère informatif et ne constitue pas un conseil juridique. Avant tout dépôt, vérifiez les conditions sur les sites officiels indiqués dans la rubrique des liens. deuscode.tech/fr/partners

01 · APERÇU

Colombie: ce que le pays offre à l'IT

En Colombie, une société IT peut obtenir le statut d'utilisateur industriel de services (usuario industrial de servicios) dans l'une des 120+ zones franches permanentes : Zona Franca de Bogotá, Zona Franca del Pacífico (Cali), Zona Franca de Barranquilla, Zona Franca Rionegro (Medellín) et d'autres. L'utilisateur paie un impôt sur les sociétés de 20 % au lieu de 35 % sur la part de ses revenus provenant de l'export, à condition de signer un plan d'internationalisation avec le MinCIT ; il ne paie ni TVA ni droits de douane sur les équipements importés, et les micro et petites entreprises n'ont aucune obligation d'investissement. La détention étrangère est de 100 %, mais les opérations doivent se dérouler physiquement dans la zone, et les revenus des ventes sur le territoire colombien sont imposés à 35 %.

L'essentiel en 30 secondes

- Impôt sur les sociétés de 20 % au lieu de 35 % sur les revenus d'export
- Ni TVA de 19 % ni droits sur les équipements importés
- Micro et petites entreprises sans seuil d'investissement
- 120+ zones : Bogotá, Medellín, Cali, Barranquilla

RÉGIMES DANS CE PAYS

RÉGIME	TYPE	À QUI IL CONVIENT
Usuario industrial de servicios dans une zone franche permanente (Zona Franca Permanente)	zone franche	Nouvelle personne morale en Colombie (généralement une S.A.S.), créée exclusivement pour l'activité en zone franche et qualifiée par l'opérateur de la zone...
Régime général avec export de services (hors zone franche)	régime fiscal	Studios IT avec équipes à distance et ventes mixtes, auxquels les contraintes de la zone ne conviennent pas. S.A.S. ordinaire à détention étrangère, dans...

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Colombie, en zone franche, verse la marge sur un bénéfice imposé à 20 % pour les revenus d'export (hors zone : 35 % ou impôt unique Simple sur le chiffre d'affaires), avec une TVA à 0 % sur l'export de services. Il est pratique d'encaisser les clients en pesos sur le compte local et les recettes d'export en USD via une déclaration de change ; le paiement à la holding en USD passe par la banque avec déclaration de change, retenue de 20 % et TVA de 19 % par autoliquidation sur les services, il vaut donc mieux structurer la marge de la holding comme une redevance de licence ou via des dividendes, sur la base d'un investissement enregistré. La Colombie a pour atouts un grand vivier de développeurs et le fuseau horaire des États-Unis.

La procédure détaillée de dépôt pour chaque régime figure dans les rubriques suivantes.

02 · ZONE FRANCHE

Usuario industrial de servicios dans une zone franche permanente (Zona Franca Permanente)

Qui peut devenir résident

Nouvelle personne morale en Colombie (généralement une S.A.S.), créée exclusivement pour l'activité en zone franche et qualifiée par l'opérateur de la zone (usuario operador) comme utilisateur industriel de services : développement logiciel, services IT, BPO, KPO, centres d'appels, centres de données, services partagés, R&D. Détention étrangère à 100 % ; les fondateurs et les représentants peuvent être non-résidents. La qualification est régie par le décret 2147 de 2016 et la loi 1004 de 2005.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Impôt sur les sociétés de 20 % sur la part du revenu imposable proportionnelle à l'export de services, sous réserve de signer un plan d'internationalisation et de ventes annuelles avec le MinCIT (taux général de 35 %) ; les revenus des ventes sur le territoire colombien sont imposés à 35 %.
- Importation d'équipements, de serveurs et de logiciels depuis l'étranger dans la zone sans TVA de 19 % ni droits de douane, tant qu'ils restent dans la zone.
- Achats de biens auprès de fournisseurs colombiens pour l'activité en zone sans TVA (assimilés à une exportation pour le fournisseur).
- Export de services depuis la zone exonéré de TVA avec droit à déduction.
- Non-application de la taxe sur l'industrie et le commerce ICA dans plusieurs municipalités, selon des accords locaux (à vérifier par zone).
- Infrastructure prête à l'emploi des zones : bureaux de classe A, espaces de coworking, centres de données, sécurité, guichet unique de l'opérateur pour la douane et le MinCIT.
- Possibilité d'exécuter une partie des travaux hors de la zone (à distance), si les dépenses correspondantes ne dépassent pas 30 % du coût de revient du service.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Nouvelle personne morale dont l'objet social est l'activité en zone franche, distincte du reste des activités du groupe, sans succursales hors zone.
- Exigences d'investissement et d'emploi selon la taille des actifs : micro (actifs jusqu'à 500 SMMLV) sans exigence, petites (500–5 000 SMMLV) au moins 20 emplois directs, moyennes (5 001–30 000 SMMLV) investissement de 5 000 SMMLV sur 3 ans et au moins 30 emplois, grandes (plus de 30 000 SMMLV) investissement de 11 500 SMMLV et au moins 50 emplois.
- Bail de bureau dans la zone auprès de l'opérateur ou du propriétaire d'un immeuble situé dans la zone.
- Étude de faisabilité du projet avec prévisions financières et plan d'export.
- Plan d'internationalisation et de ventes annuelles signé avec le MinCIT (décret 47 de 2024) pour l'application du taux de 20 %.
- Enregistrement des investissements étrangers auprès de la Banco de la República via une déclaration de change.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 Étape 1. Constitution de la S.A.S.

Immatriculez la S.A.S. auprès de la Cámara de Comercio de la ville concernée (portail RUES ou en personne) : acte constitutif sous seing privé, statuts avec objet social en zone franche, désignation du représentant légal (un étranger muni d'une procuration est possible). Délai 1–3 jours, taxe d'enregistrement de 0,7 % du capital plus les frais de la chambre. Obtenez le RUT auprès de la DIAN et mettez en place la facturation électronique.

02 Étape 2. Enregistrement des investissements étrangers

Faites transiter l'apport en capital du fondateur étranger par un intermédiaire de change (banque) avec la déclaration de change formulaire 4, ce qui enregistre automatiquement l'investissement auprès de la Banco de la República et ouvre le droit au rapatriement des dividendes et du capital.

03 Étape 3. Choix de la zone et contrat avec l'opérateur

Choisissez la zone franche (Zona Franca de Bogotá, Rionegro, Pacífico, Barranquilla, Tocancipá, Intexzona et autres), convenez du bureau et signez le bail sous condition de qualification.

04 Étape 4. Qualification par l'opérateur de la zone

Déposez auprès de l'opérateur (usuario operador) la demande de qualification comme utilisateur industriel de services : documents de la société, étude de faisabilité, prévisions financières, plan d'investissement et d'emploi selon la taille des actifs. L'opérateur évalue en ≈ 30–60 jours et émet l'acte de qualification, enregistré auprès du MinCIT et de la DIAN.

05 Étape 5. Plan d'internationalisation et lancement

Signez avec le MinCIT le plan d'internationalisation et de ventes annuelles via le portail du ministère pour appliquer le taux de 20 %, enregistrez l'utilisateur auprès de la DIAN pour les opérations douanières de la zone, commencez à émettre des factures d'export et tenez une comptabilité séparée des revenus d'export et domestiques.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Certificat d'existence et de représentation légale de la Cámara de Comercio et RUT
- Statuts avec objet social en zone franche
- Étude de faisabilité du projet avec prévisions financières sur 5 ans
- Plan d'investissement et de création d'emplois selon la catégorie d'actifs
- États financiers ou justificatif du capital, justificatif de l'origine des fonds
- Bail ou lettre de l'opérateur de la zone
- Passeports et données des bénéficiaires effectifs, registre des bénéficiaires RUB auprès de la DIAN
- Déclaration de change d'enregistrement de l'investissement étranger

COÛTS

POSTE	MONTANT
Immatriculation de la S.A.S. auprès de la Cámara de Comercio (taxe d'enregistrement de 0,7 % du capital plus frais)	**≈ 100–500 $ pour un petit capital**
Frais de qualification de l'opérateur de la zone	**≈ 1 000–3 000 $, à vérifier auprès de la zone à la date du dépôt**
Redevance mensuelle d'administration à l'opérateur	**≈ 150–500 $ par mois, à vérifier à la date du dépôt**
Location de bureau en zone franche de Bogotá ou de Medellín	**≈ 15–25 $ par m² et par mois, à vérifier à la date du dépôt**
Poste en coworking dans la zone	**≈ 200–400 $ par mois**
Accompagnement juridique et comptable de la qualification	**≈ 4 000–10 000 $**

Délais

≈ 2–4 mois de la constitution de la S.A.S. à l'acte de qualification et à la signature du plan avec le MinCIT.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Rapport annuel à l'opérateur et au MinCIT sur l'exécution des investissements, des emplois et du plan d'internationalisation.
- Déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés avec calcul séparé de la part d'export pour le taux de 20 %, déclarations de TVA et de retenues.
- Cotisations de sécurité sociale pour les salariés (≈ 21–30 % côté employeur, contributions parafiscales comprises) et retenue de l'impôt sur le revenu.
- Suivi des mouvements de biens et d'équipements via le système douanier de la zone, autorisations de sortie.
- Respect de la limite de 30 % de dépenses pour les travaux hors zone et absence de succursales sur le territoire douanier national.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le taux de 20 % ne s'applique qu'à la part des revenus d'export ; les ventes à des clients colombiens sont imposées à 35 %, un modèle mixte perd donc l'avantage.
- ⚠ Sans plan d'internationalisation signé avec le MinCIT, les utilisateurs qualifiés depuis 2023 paient 35 % sur l'ensemble des revenus.
- ⚠ La société utilisatrice ne peut pas avoir de bureaux hors de la zone ; une équipe entièrement à distance viole la limite de 30 % de dépenses.
- ⚠ Les paiements vers l'étranger pour services, conseil et assistance technique subissent une retenue de 20 % plus la TVA de 19 % par autoliquidation, ce qui renchérit les règlements avec la holding.
- ⚠ Un investissement étranger sans déclaration de change n'est pas enregistré, et les dividendes ne peuvent pas être légalement rapatriés.

LIENS OFFICIELS

MinCIT : régime des zones franches https://www.mincit.gov.co/mincomercioexterior/temas-de-interes/socializacion-del-decreto-2147-regimen-franco

MinCIT : conditions de qualification des utilisateurs https://www.mincit.gov.co/servicio-ciudadano/preguntas-frecuentes/mipymes/cuales-son-los-requisitos-para-la-calificacion-de-

Décret 2147 de 2016 (DIAN) https://normograma.dian.gov.co/dian/compilacion/docs/decreto_2147_2016.htm

Zona Franca de Bogotá https://www.zonafrancabogota.com

Zona Franca Rionegro https://www.zonafrancarionegro.com

Zona Franca del Pacífico https://www.zonafrancadelpacifico.com

ProColombia (agence de promotion des investissements) https://investincolombia.com.co

---

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

03 · RÉGIME FISCAL

Régime général avec export de services (hors zone franche)

Qui peut devenir résident

Studios IT avec équipes à distance et ventes mixtes, auxquels les contraintes de la zone ne conviennent pas. S.A.S. ordinaire à détention étrangère, dans n'importe quelle ville.

AVANTAGES ET PRIVILÈGES

- Export de services à des non-résidents exonéré de TVA de 19 % avec droit à déduction, sous réserve d'enregistrement auprès de la DIAN comme exportateur de services et de justificatifs documentaires.
- Régime Simple de Tributación pour les sociétés dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas ≈ 100 000 UVT (≈ 1,2 million $) : impôt unique de ≈ 1,2–5,9 % du chiffre d'affaires en remplacement de l'impôt sur les sociétés, de l'ICA et d'une partie des cotisations (vérifiez les taux à la date du dépôt).
- Déduction de 100 % des investissements en science, technologie et innovation, avec crédit d'impôt de 30 % pour les projets approuvés par le MinCiencias.
- Aucune restriction sur les bureaux, le télétravail et les ventes domestiques.
- Libre rapatriement des dividendes si l'investissement est enregistré.

CONDITIONS ET EXIGENCES

- Immatriculation auprès de la Cámara de Comercio, RUT, facturation électronique.
- Enregistrement de l'investissement étranger via une déclaration de change.
- Pour le Simple : respect des seuils de chiffre d'affaires et des activités éligibles.

PROCÉDURE DE DÉPÔT PAS À PAS

01 **Étape 1. Constitution de la S.A.S.**

Immatriculation auprès de la Cámara de Comercio en 1–3 jours, RUT auprès de la DIAN.

02 **Étape 2. Enregistrement de l'investissement**

Apport en capital via une banque avec déclaration de change.

03 **Étape 3. Choix du régime**

Évaluez avec votre comptable le choix entre le régime général à 35 % et le Simple ; si le chiffre d'affaires le permet, déposez la demande auprès de la DIAN avant le 28 février.

DOCUMENTS À FOURNIR

- Acte constitutif et statuts
- Passeports des fondateurs et du représentant
- Déclaration de change

COÛTS

POSTE	MONTANT
Immatriculation de la S.A.S.	≈ 100–500 $

POSTE	MONTANT
Comptabilité, par an	≈ 3 000–6 000 $

Délais

≈ 1–3 semaines.

APRÈS L'OBTENTION DU STATUT

- Déclaration annuelle d'impôt sur les sociétés (ou déclaration annuelle et acomptes sous le Simple), déclarations de TVA et de retenues.
- Cotisations de sécurité sociale et contributions parafiscales.
- Reporting de change sur les opérations avec des non-résidents.

PIÈGES À ÉVITER

- ⚠ Le taux général de 35 % est l'un des plus élevés de la région.
- ⚠ La retenue de 20 % sur les paiements de services à des non-résidents et la TVA par autoliquidation subsistent.

LIENS OFFICIELS

DIAN https://www.dian.gov.co

RUES (immatriculation auprès des chambres de commerce) https://www.rues.org.co

Les taux, délais et frais évoluent. Avant tout dépôt, vérifiez les informations sur les sites officiels ci-dessus.

← Retour au menu

Tous les pays

04 · PRATIQUE

Banques, visas et partenariat

Compte bancaire et paiements

Bancolombia, Davivienda, BBVA, Banco de Bogotá et Itaú ouvrent le compte de la société après l'immatriculation à la chambre et l'obtention du RUT, en 2–6 semaines avec KYC des bénéficiaires effectifs. Le régime de change impose de réaliser les opérations avec des non-résidents via des intermédiaires de change avec déclaration : les recettes d'export de services sont créditées en pesos après conversion ou sur un compte de compensation enregistré à l'étranger ; les paiements de services vers l'étranger s'accompagnent d'une retenue de 20 % et de la TVA par autoliquidation. Encaissement des paiements de l'étranger via SWIFT, Payoneer, Wise et le PSE local ; Stripe n'est pas disponible directement.

Visas et résidence

Le fondateur étranger obtient un visa M comme propriétaire ou associé d'une société au capital d'au moins 100 SMMLV (≈ 35 000 $, à vérifier) pour 3 ans ; les salariés un visa M de travail sur la base d'un contrat de travail ; les spécialistes à distance un visa V de nomade numérique pour 2 ans, avec un revenu d'au moins 3 SMMLV. Résidence R après 5 ans de visa M (2 ans en cas d'investissement).

Ce que cela apporte au partenaire DeusCode

Le partenaire DeusCode en Colombie, en zone franche, verse la marge sur un bénéfice imposé à 20 % pour les revenus d'export (hors zone : 35 % ou impôt unique Simple sur le chiffre d'affaires), avec une TVA à 0 % sur l'export de services. Il est pratique d'encaisser les clients en pesos sur le compte local et les recettes d'export en USD via une déclaration de change ; le paiement à la holding en USD passe par la banque avec déclaration de change, retenue de 20 % et TVA de 19 % par autoliquidation sur les services, il vaut donc mieux structurer la marge de la holding comme une redevance de licence ou via des dividendes, sur la base d'un investissement enregistré. La Colombie a pour atouts un grand vivier de développeurs et le fuseau horaire des États-Unis.

Comment utiliser ce guide

L'immatriculation de la société, la collecte des documents et le dépôt de la demande sont réalisés par le partenaire lui-même : ce guide fournit l'itinéraire, les exigences, les coûts et les adresses officielles pour parcourir le chemin sans intermédiaires. DeusCode ne fournit pas de services d'immatriculation, mais répond aux questions sur le modèle de règlement avec la holding et sur le choix du régime adapté à votre volume.

05 · RÉSERVES

Ce qu'il faut vérifier à la date du dépôt

- ⚠ Les seuils d'actifs et d'emplois sont exprimés en SMMLV (salaire minimum mensuel légal), soit en 2026 ≈ 1,75 million de COP (≈ 420 $) ; à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ Le taux de 20 % pour les utilisateurs qualifiés après le 13 décembre 2022 dépend du plan d'internationalisation prévu par la loi 2277 et le décret 47 de 2024 ; ceux qualifiés auparavant conservent le 20 % sur l'ensemble des revenus en vertu de l'arrêt C-384 de 2023 de la Cour constitutionnelle.

- ⚠ Les frais des opérateurs de zones, les loyers et les redevances administratives varient selon les zones ; à vérifier à la date du dépôt.
- ⚠ De nouvelles réformes fiscales sont en discussion pour 2026 ; suivez l'évolution des taux et du régime Simple.
- ⚠ La Colombie n'applique pas de sanctions contre la Russie, mais les banques suivent la politique de leurs correspondants américains ; des refus sont possibles pour les clients de Russie et du Bélarus.
- ⚠ Il n'existe pas de convention de non-double imposition avec la Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ; la retenue de 20 % sur les services de non-résidents s'applique intégralement.